

LA NOTION DE DOMMAGE DIRECT

Étude de Doctrine et de Jurisprudence
sur le problème causal
en matière de responsabilité civile

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 30 novembre 1931, à 14 heures.

PAR

Mihail NICOLESCO

Président : M. Maurice PICARD, Professeur.

Suffragants : MM. G. RIPERT, Professeur.

M. NIBOYET, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

45, RUE DE MAUBEUGE.

PARIS

—
1931

LA NOTION DE DOMMAGE DIRECT

**Étude de doctrine et de Jurisprudence
sur le problème causal
en matière de responsabilité civile**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA NOTION DE DOMMAGE DIRECT

Étude de Doctrine et de Jurisprudence
sur le problème causal
en matière de responsabilité civile

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 30 novembre 1931, à 14 heures.

PAR

Mihail NICOLESCO

Président : M. Maurice PICARD, Professeur.
Suffragants : MM. G. RIPERT, Professeur.
M. NIBOYET, Professeur.

LES PRESSES MODERNES
45, RUE DE MAUBEUGE.
PARIS

1931



LE ROLE DU REQUISIT CAUSAL DANS LA TECHNIQUE DE LA RESPONSABILITE CIVILE.

Réduite à son expression la plus simple, la responsabilité civile contractuelle ou extra-contractuelle implique l'existence de deux facteurs, lesquels dans la conception du droit moderne sont tenus pour inséparables : une faute bien caractérisée et un préjudice subi. Entre ces deux facteurs doit toujours exister la connexion étroite qui lie l'effet à la cause.

Cette formule intégrale, dont les termes sont interdépendants et se font mutuellement équilibre, est solidement assise aujourd'hui en doctrine et en jurisprudence. Il y a des arrêts qui en font presque un exposé didactique.

« Attendu qu'il faut par conséquent, mais qu'il suffit pour que la responsabilité... soit engagée. 1) Qu'il y ait cominise une faute personnelle, 2) qu'il y ait un préjudice causé, 3) qu'il y ait eu relation entre la faute et le préjudice, en ce sens que la faute ait été la cause directe et nécessaire du préjudice éprouvé »¹.

La Cour suprême ne manque jamais à casser des arrêts, pour n'avoir pas établi le lien de causalité entre le fait dommageable et le préjudice qu'on lui attribuait.

Le réquisit de causalité n'a pris de relief dans la technique de la responsabilité civile qu'au moment où la notion de réparation fut substituée à l'idée de répression. Ce fût l'œuvre de l'ancien droit français.

Dans le droit romain la responsabilité civile était dominée par l'idée de répression. On sait qu'à l'origine les contrats eux-mêmes, donnaient droit au créancier en cas d'inexécution, à une emprise totale sur la personne du débiteur, qu'il pouvait chatier à son gré. L'institution lente à s'établir, des actions réipersécutoires en matière de responsabilité contractuelle marqua une époque dans l'Histoire des institutions de Droit. Mais en ce qui concerne la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle on restait toujours pour fonder le droit à l'indemnité à l'idée de peine civile. Même sous le régime de la loi Aquilia— qui représente en matière de responsabilité quasi-délictuelle un progrès de même envergure que les actions réipercutoires en responsabilité contractuelle — l'indemnité accordée à la victime était forfaitairement fixée par la loi, sans

(1) Cour de Pau, 30 déc. 1890, S. 91. II. 65.

qu'il soit nécessaire, à justifier d'un préjudice subi et sans qu'on ait à adapter l'indemnité au montant du préjudice. Il est vrai que dans la conception de la loi Aquilia, l'idée de réparation s'était déjà insinuée. Dans l'indemnité forfaitaire, l'élément réparation était adjoint à l'élément amende. Mais c'était toujours l'idée de peine civile qui dominait : le droit à l'indemnité ne pouvait pas être exercé contre les héritiers de la personne en faute, de la même façon, qu'aujourd'hui l'action publique ne peut pas être poursuivie contre les successeurs du coupable².

Qu'est-ce qu'elle pouvait donc y faire la notion de causalité ? L'idée dominante y était, qu'on doit proportionner la réparation au degré de culpabilité de la personne en faute.

Mais comme le remarque Ihering, le principe de la punition dans le droit civil est la conception adéquate à un degré de civilisation bien inférieur, qui devait nécessairement être abandonnée, au cours de l'évolution des institutions de droit³. L'idée de réparation en germe dans les préceptes de la loi Aquilia prit progressivement de l'importance. Dans la technique de la responsabilité civile, une évolution lente, mais d'un pas sûr eût lieu. Dès l'époque de Loysel, l'idée de peine privée semble abolie. Les préparateurs du Code Napoléon, trouvèrent sur les dommages intérêts satisfactoirs, une théorie toute faite et les travaux de l'ante-projet, témoignent qu'ils l'ont adopté⁴.

Il ne faut pas cependant, tomber dans l'exagération. Dans le concept moderne de la responsabilité civile, l'idée répressive subsiste encore, — quoique énormément réduite et atténuée — si l'on regarde du côté de l'auteur de l'acte sanctionné. S'il ne répond pas de ses actes exempts de faute, fussent-ils extrêmement dommageables à autrui et répond seulement de ses actes fautifs, c'est parce que la loi considère les derniers reprehensibles, à la différence des autres. Mais l'idée répressive ne sert plus à justifier la responsabilité civile. Elle ne lui sert plus de fondement. Elle n'est plus le but poursuivi, mais un simple élément technique. A un moment donné en France sous l'impulsion et l'autorité d'illustres juristes comme Salleilles, Labbé, etc... on fût sur le point de la reléguer définitivement. Et si la théorie de la responsabilité objective, du risque créé, qu'on

(2) ORTOLAN, t. III, p. 430.

(3) Ihering-Das Schuldmoment in römisches Privatrecht, p. 61-66.

(4) FENET, XIII, p. 475... Reconstitution de l'ordre antérieur un moment troublé par l'acte reprehensible et le rétablissement de la victime dans l'exercice de ses droits et intérêts lésés.

préconisait, ne réussit pas à s'imposer, la conception jurisprudentielle sur l'abus de droit ou sur la responsabilité des choses qu'on a sous sa garde, n'en est pas trop loin.

L'élément faute n'a plus son importance exorbitante d'autrefois. On le conserve pour remplir dans le fonctionnement de cette institution juridique, qu'est la responsabilité civile, un rôle technique et pour répondre en même temps à un postulat moral. Le rôle technique, c'est de circonscrire la sphère d'application du principe de responsabilité civile, dans des limites, que les nécessités de la vie en Société ne permettent pas de dépasser. Si on voulait sanctionner civilement toute action génératrice de dommages à l'insu d'un autre, (théorie du risque créé) la vie en société deviendrait impossible. Ce serait un frein à l'activité productrice et une entrave certaine au progrès⁵. Une discrimination des actes générateurs de préjudices s'imposait de toute nécessité. Qui pouvait mieux répondre, à ce rôle de critérium distinctif des faits susceptibles de sanction, que le postulat moral, exigeant qu'on accorde à chacun, d'après la nature de ses actions, le mérite ou le blame.

La jurisprudence oscillante et confuse encore au cours du XIX^e siècle proclame maintenant à toute occasion que le fondement, de la responsabilité réside dans l'idée de réparation. La mesure de l'indemnité accordée à la victime est en rapport direct avec l'étendu du préjudice subi. Il est vrai que la jurisprudence n'est pas tout à fait conséquente au principe par elle proclamé. Mais si on s'en écarte parfois, on le fait, sans jamais affirmer le principe d'une responsabilité civile à caractère répressif, mais simplement parce qu'on ne prend pas garde, on ne se rend pas compte de l'inconséquence, qu'on commet.

En doctrine, la conception des dommages et intérêts satisfactaires est à présent généralement admise :

« Par opposition à la responsabilité pénale, être civilement responsable, c'est d'être obligé de réparer, au moyen d'une indemnité pécuniaire, un dommage souffert par une autre personne » enseigne M. Planiol⁶.

« La réparation doit être intégrale, adéquate au préjudice

(5) COLLIN et CAPITANT, t. II, p. 368.

(6) Revue critique, 195, p. 366. — Aussi Planiol et Ripert. Précis, T. II, N° 817 : « Anciennement le débiteur était frappé d'une véritable peine civile, une sorte d'amende, qui était touchée par la victime du délit, pour laquelle elle constituait ainsi un bénéfice. Dans notre droit les conséquences du délit n'ont plus rien de pénal. Il en résulte seulement une action en indemnité, dont l'étendue se mesure exactement sur le préjudice subi. La créance née ex delicto ne va pas au-delà ».

souffert. Il n'y a pas à distinguer suivant la gravité de la faute » trouvons-nous, dans une étude sur la responsabilité civile, due à MM. Beudant et H. Capitant⁷.

La causalité prend dès lors, sa place comme élément essentiel dans la technique de la responsabilité civile. Elle intervient pour son règlement à deux reprises successives :

I. — D'abord pour pouvoir imputer à l'auteur d'une action, le fait générateur des dommages et à faire fonder la responsabilité.

C'est un point à résoudre à tout cas de responsabilité civile et non de la moindre importance.

« C'est la première question que soulève le problème de la responsabilité »..., enseigne M. Ripert⁸. Avant de qualifier le fait dommageable, délit, quasi-délit, inexécution du contrat, il est indispensable de rechercher s'il est uni à l'action fautive par un lien de causalité suffisant.

Deux situations peuvent se présenter :

a) Il y a absence totale de connexion. La responsabilité civile n'a pas lieu par le simple fait, qu'une faute et un phénomène générateur de dommages se succèdent dans le temps. La maison d'un particulier prend feu. Elle est située dans l'immédiat voisinage d'une usine. On constate que le fourneau de l'usine, contrairement aux règlements en vigueur, n'était pas muni d'un appareil fumivore. Il y avait faute; la contravention aux règlements et le phénomène dommageable lui avait suivi. Mais il n'existe entre l'un et l'autre, qu'une simple succession dans le temps et aucun rapport de causalité, décide un arrêt⁹. Car il est bien connu, que l'appareil fumivore n'est pas destiné à amortir les scintilles, mais à éviter les fumées épaisses. Alors même qu'il existe, l'appareil fumivore par son dispositif, rend les scintilles plus dangereuses encore.

b) La connexion existe mais elle n'est pas assez caractéristique. Pour établir la relation causale dûment exigée, doit-on se contenter de toute connexion quelconque entre l'acte fautif et le phénomène dommageable ?

Les chevaux d'un attelage s'emportent à la vue d'une auto-

(7) Annales de l'Université de Grenoble, 1906, p. 645. — Si l'on pense que Proudhon, Larombière, Sourdat enseignaient jadis, qu'on doit tenir compte de la gravité de la faute pour fixer l'indemnité, on comprend la valeur des textes doctrinaires si catégoriques. Laurent était allé encore plus loin, en parlant franchement d'une peine civile caractéristique des principes posés, par les art. 1382 et suiv. C. civ.

(8) Rev. critique, 1909, page 131.

(9) Rouen, 24 décembre 1878. S. 79. II. 179.

mobile. Ils précipitent leur conducteur, en le blessant grièvement. On constate que le chauffeur avait obtempéré aux signes faits par le conducteur de l'attelage, de ralentir et qu'aucune maladresse dans la conduite de l'automobile ne pouvait lui être imputée. Mais à l'enquête on constate qu'il ne possédait pas encore son brevet de conduire et avait fait sortir l'automobile, en contravention des règlements en vigueur.

Il n'y a plus cette fois une simple succession dans le temps entre l'acte fautif et l'accident survenu. Il est interdit à tout particulier de conduire une auto, tant qu'il n'a pas obtenu un brevet de capacité. La personne était en faute d'avoir fait sortir l'automobile, en l'absence de son brevet de capacité. Il y a même une certaine connexion entre cette faute et le phénomène dommageable arrivé : si le chauffeur, ne possédant pas son brevet de capacité, s'était abstenu de faire sortir son automobile, comme il aurait dû le faire, l'accident se serait-il produit ?

Dans une espèce qui ne diffère de cette hypothèse, presque en rien, la Cour de Cassation décide que la connexion constatée ne suffit pas¹⁰.

On se demande alors tout naturellement :

Quand nous est-il permis d'affirmer que la connexion est suffisante ou insuffisante ? La loi prescrit-elle un critérium constant et d'application générale, pour répondre à cette question ?

Nous donne-t-elle au moins la possibilité de formuler sur des données fournies par elle, une règle d'application générale ou doit-on s'y remettre au bon gré des juges et à leur inspiration du moment ?

Voilà le problème !

II. — En deuxième lieu, la causalité nous permet à résoudre le problème extrêmement délicat et d'une grande valeur pratique, celui de l'étendue de la réparation.

Le nombre des conséquences, que peut engendrer le phénomène dommageable, désigné juridiquement du nom de délit, de quasi-délit ou inexécution du contrat est presque illimité.

Le réquisit causal nous donne seul la solution du problème dans les deux situations suivantes :

a) Pour établir l'étendue de la réparation, que doit-on retenir du nombre imposant de conséquences, subies par une même personne, du fait dommageable imputable à un tiers ?

« Un premier dommage éprouvé en entraîne un second, un

(10) Cas. crim., 25 nov. 1916. S. 917. I. 97.

second en entraîne un troisième et même presque toujours plus grave que le second; ainsi de suite quelquefois jusqu'à la ruine totale du créancier. Dira-t-on que ces dommages, dans leur série successive, procédant les uns des autres ont ainsi pour cause le premier dommage, dont les dommages subséquents ne sont eux-mêmes que des conséquences, puisque sans le premier, les autres ne seraient pas arrivés ? » se demande Demolombe ¹¹.

« D'aggravation en aggravation les dommages arrivent à une masse prodigieuse, à peu près comme les corps vont dans leur chute toujours acquérant une vitesse plus grande « constatée dans le même ordre d'idées Larombière ¹².

Colmet de Santerre prend l'exemple, tiré de Pothier, où il est question d'un locataire, qui se voit évincé de l'immeuble loué par le « verus dominus ». Le bailleur lui avait loué de mauvaise foi cet immeuble, en sachant bien qu'il n'est pas le vrai propriétaire. Il admet à l'exemple de Pothier que le bailleur de mauvaise foi doit restituer d'abord les loyers reçus d'avance et puis répondre des frais de déménagements, de la différence de loyers, s'il y était le cas etc... « Dans l'hypothèse que nous venons de supposer — dit-il — on peut ajouter que le locataire était un architecte, qu'on a détérioré des plans, (à l'occasion du déménagement) qu'il avait promis à jour fixe sous une clause pénale, qu'il a perdu non seulement le montant de la clause pénale, mais le prix de son travail... il faut s'arrêter. Aussi bien dans la série des suppositions ou comme nous le disions, des ricochets, on pourrait arriver à démontrer si cet architecte s'est suicidé, que son bailleur a causé sa mort » ¹³.

Sans doute on peut presque toujours trouver une certaine connexion entre deux événements qui se succèdent. Le problème se pose, quels caractères doit-elle présenter, cette connexion, pour constituer le lien de causalité au point de vue du droit ?

Prenons un exemple de jurisprudence :

Le sieur Berthonaud à son arrivée à la gare Montparnasse, fut blessé par la portière d'un wagon, fait imputable à faute, à un préposé de la compagnie de chemin de fer. Il fut conduit à

(11) Tome 24, Nr. 599.

(12) Tome II, p. 44-47.

(13) Tome V, p. 95.

l'hôpital où après son pansement, il lui fut pratiqué une piqûre antitétanique.

Il est certain que la compagnie de chemin de fer, responsable de la faute commise par ses préposés, devait la réparation des préjudices subi : les frais d'assistance médicale jusqu'à la complète guérison, les pertes éprouvées où les gains manqués du fait de son inactivité, pendant le temps, qu'il eut été obligé à garder le lit, etc.

La question est simple.

Mais les choses se compliquent un peu plus tard. Malgré l'invitation de rester à l'hôpital, il réintégra son domicile le 14 juin pour ne revenir que le 6 juillet. Pendant ce temps une gangrène s'était déclarée, à la suite de laquelle, la victime de l'accident succombait.

La question maintenant : La compagnie de chemin de fer devait-elle répondre de la mort de l'accidenté ? Cette conséquence était arrivée par une série de contre-coups, quoique en découlant à son origine de l'accident de chemin de fer. C'était la piqure antitétanique, jugée indispensable, par le service médical de l'hôpital Necker et « faite en prenant toutes les précautions désirables » qui avait donné lieu « à ce désordre parfaitement connu, étudié » et faisant son apparition avec une certaine probabilité, à la suite de cette opération médicale préventive.

Devant le tribunal de la Seine toute la discussion porta sur le point de savoir, s'il y avait relation causale entre l'accident et la mort ultérieure¹⁴.

Que doit-on décider ?

« Le législateur — prétend Larombière¹⁵, — n'a pas voulu que le juge s'égare, de conséquence en conséquence dans les voies d'une sorte de fatalité, trompé par les illusions et les apparences mensongères de la filiation incertaine des faits, pût rendre le débiteur responsable de toutes les pertes éprouvées, de tous les gains manqués, à la suite et même à l'occasion de l'inexécution de ses engagements..... »

Quelle est donc cette règle légale ? Quel est son sens, quelle est sa portée ?

b) Le phénomène dommageable en frappant de son pre-

(14) Trib. civ. Seine, 17 novembre 1923. D. H. 924, p. 57. Le tribunal a considéré que la connexion entre les faits était suffisante, pour constituer la relation causale dûment exigée.

(15) Loc. cit.

mier coup une personne, peut réfléchir par contrecoup sur un tiers.

Un accident de chemin de fer provoque la mort d'une personne. Ce fait, qu'on le traite d'inexécution de la convention de transport, comme le fait la jurisprudence actuelle, qu'on le traite du quasi-délit par rapport à la compagnie ou de délit par rapport aux employés, qui répondront pénalement, — comme le faisait autrefois la jurisprudence — devient une source de préjudices pour un bon nombre de personnes. On a admis indépendamment le droit à l'indemnité de l'époux devenu veuf, des enfants, des pères et mères, des frères et des sœurs, même du neveu, comme nous allons le voir. Tout récemment, on a décidé que la réparation doit comprendre le préjudice subi par la concubine. Il y a jusqu'à la relation de simple amitié de deux femmes, qui ont vécu de longues années ensemble et se sont prêté mutuellement aide et secours, qui a été prise en considération par la Cour suprême.

D'autre part on a cru justifier, jusqu'à un certain moment le recours de l'assureur, que l'accident a mis dans l'obligation de payer l'indemnité d'assurance. On considère à l'heure présente, suffisamment justifié le recours de l'Etat, que l'accident met dans l'obligation de servir une pension à la famille de la victime.

Une cour d'appel tenait pour légitime la demande faite par une institution d'Etat, en réparation du préjudice résulté de son autorité méconnue. Un tribunal s'employa longuement et péniblement dans le jugement rendu, à faire fonder l'action en réparation du département pour le préjudice, résultant de ce qu'on l'avait privé d'un admirable élément social et d'un bon contribuable.

Comment était-on arrivé si loin ? Est-ce qu'il existe une relation de cause à l'effet suffisante entre l'accident survenu et le préjudice invoqué par le département dans l'exemple ci-dessus ?

N'y a-t-il un minimum de règles obligatoires, aucun principe à suivre ? Sommes-nous réduits à la fantaisie des instances qui peut s'y donner libre carrière ?

Voilà une autre face du même problème.

PREMIERE PARTIE

EXAMEN THEORIQUE DE LA QUESTION

Doctrine du problème causal dans les pays de droit germanique.

Nous commençons par le droit comparé, parce qu'en le faisant nous présentons en même temps la partie théorique de la matière.

Tout ce qu'on a conçu comme théories en cette question, nous le trouvons dans la doctrine allemande et suisse.

Ça ne veut pas dire qu'ailleurs on ne s'en est pas occupé. On ne pouvait pas se dispenser de la notion de causalité en matière de responsabilité civile. Mais en doctrine française, tout aussi qu'en doctrine de droit anglais ou italien, on ne trouve que de brefs aperçus ou de simples recommandations dans les traites de droit, sans justification et sans explications de principe¹.

En doctrine allemande, le problème de la relation causale entre la faute et le préjudice représente presque un demi-siècle de débats, de travail pénible et obstiné, qui passionna tous les milieux juridiques et dans une certaine mesure le monde philosophique de l'époque. La théorie qui domine à l'heure présente, dans le droit allemand est due « ab initio » aux études et à la conception d'un physiologue, le professeur Johann von Kries.

En effet, c'est à la doctrine de droit germanique, que nous devons une analyse du processus causal, pour pouvoir ainsi nous rendre compte, qu'est-ce qu'elle vaut cette notion comme vérité scientifique, quelle est sa substance au regard de la logique et de la philosophie et dans quelles limites ou de quelle manière peut-elle être adaptée, à la matière de la responsabilité en droit.

(1) La doctrine italienne et anglaise ne présentent rien de théorique sur la question. On y trouve pour la solution du problème causal la même formule qu'en droit français et nous avons estimé plus logique à nous y référer dans la partie de l'ouvrage consacrée à la doctrine française.

Ce sont les docteurs allemands, qui ont essayé avec une patience et une ardeur digne de la plus grande admiration de présenter des systèmes, qui puissent donner satisfaction, aux fins visées par la science du droit, sans trop contrarier l'impératif logique. Car nous allons le voir, le point névralgique de la question, auquel tous ces systèmes butent et échouent, c'est justement celui de savoir, comment devrait-on s'y prendre, pour asservir aux exigences particulières du droit, sans trop enfreindre la rigidité des sillogismes, cette notion de logique, cette discipline de la pensée, qui nous permet de tenir le fil conducteur de notre raisonnement, qu'est l'idée de cause.

La notion de cause, ainsi que la logique l'a conçue et formulée est inutilisable au rôle, qu'on veut lui assigner en droit. Mais quand on entreprend de l'amender et de l'adapter, il est difficile à échapper à ce dilemme : plus on sacrifie à la logique pure, moins on obtient de cette notion comme utilité pratique à la matière qui nous intéresse ; plus on s'écarte de la logique, plus on court le risque de tomber dans l'absurde.

En droit germanique on a formulé des théories à s'y perdre sans remède. Quant on poursuit la question dans les publications de spécialité, on est ahuri par le nombre des exposés très étendus, très détaillés ou par les polémiques, d'une valeur scientifique incontestable, que cette question y ait suscité.

Les traités plus récents ont effectué le groupement des théories, d'après l'idée maîtresse, qui leur a servi de fondement.

Deux idées fondamentales se sont affrontées dès le début.

Tout phénomène si simple qu'il serait, se présente comme la résultante de plusieurs agents, auxquels on peut attribuer son essor, les uns y contribuant par leur action et d'autres par leur abstention, par le laisser-faire. La logique enseigne, que les uns comme les autres ne sont ni plus ni moins indispensables, voir même qu'on ne peut assigner à aucun des agents, qui conditionnent un phénomène, une contribution prépondérante par rapport aux autres.

Toutes les conditions du phénomène sont équivalentes. Les juristes allemands ont essayé tout d'abord à transposer cette formule en droit.

Nous aurons donc une théorie de l'équivalence des conditions, mais face à elle, nous verrons se dresser la conception toute opposée, partant du principe de l'inéquivalence des conditions. Un premier classement apparaît.

Mais si la formule de l'équivalence des conditions est simple

et ne prête pas à divisions, au contraire, la conception qui part de l'idée, d'une sélection possible entre les conditions, pour trouver et désigner la plus causale entre toutes, implique une variété de critères propres à opérer cette sélection. C'est ici surtout que les théories abondent. Il y a des théories qui s'attachent à un critérium qualitatif (Qualitativen Unterschiede zwischen Ursache und Bedingung), d'autres à un critérium quantitatif (théorie der wirksamsten Bedingung), d'autres qui s'attachent à une notion de temps (théorie der letzten Bedingung) et d'autres encore qui prennent comme critérium la possibilité abstraite et objective que présente un certain fait d'amener généralement un certain résultat (Die generalisierenden Kausalitätstheorien oder die Theorien der adequate Verursachung).

Il y a un autre classement possible. Considérer d'une part les théories qui examinent les faits d'après leur vertu causale abstraite y pouvant ranger les théories de la causalité adéquate et d'autre part les théories, qui examinent les faits, d'après leur causalité concrète, y pouvant ranger toutes les autres.

TITRE I

LES THEORIES DE L'EQUIVALENCE DES CONDITIONS

CHAPITRE PREMIER.

Théorie de Von Buri.

La causalité est une notion qui a donné lieu depuis Aristote jusqu'à nos jours à des interminables controverses philosophiques.

Il n'y a pas en philosophie une conception unique de ce qu'on appelle principe ou la loi de causalité². Mais celle qui a eu un grand écho dans la science du Droit et notamment en ce qui concerne la matière spéciale de la responsabilité pénale ou civile, c'est sans doute la conception de J. St. Mill, dont il trace les grandes lignes dans le chapitre 5, livre 3 de son célèbre « *System of Logic* ». Ce sont surtout les adhérents de la théorie, qui a comme fondement le principe d'une équivalence absolue et nécessaire des conditions indispensables à l'essor d'un phénomène, qui se rattachent de la manière la plus étroite au système causal de St.-Mill.

(2) On peut marquer par des phases distinctes l'évolution de l'idée à travers les âges. L'antiquité hellène s'illustre de la célèbre conception d'Aristote (*Méthaphysique* I. 3. 983). Elle domine encore du temps de la scolastique, qui des quatre sens qu'Aristote attribuait à la notion de cause, vont constituer quatre formules différentes : la cause formelle, la cause matérielle, la cause efficiente, la cause finale.

Chez Descartes et les carthésiens, qui ne voyaient le monde que comme un problème de mécanique, la notion de cause change complètement d'aspect.

Mais le fil de l'ancienne conception scolastique est repris par Mallebranche (*Entretiens métaphysiques*, VII, 162), qui donne un sens nouveau à ce qu'il appelle cause efficace, par opposition à ce qu'il désigne du nom de cause occasionnelle.

Pour Leibniz et Kant la cause est une idée à priori : « Rien n'arrive sans qu'il y ait une cause ou du moins une raison déterminante, c'est-à-dire quelque chose, qui puisse servir à rendre raison à priori, pourquoi cela est existant plutôt que non existant et pourquoi cela est ainsi et non autrement ».

Par contre J. St-Mill pense qu'il y a réellement dans la nature des effets et des causes.

rie et parle confusément dans sa réplique¹³ de certaines forces participant au résultat, qui contrarient la volonté, l'intention de l'auteur. Mais il y aurait là une distinction qui peut renverser complètement sa théorie fondée sur l'équivalence absolue des conditions.

II) Birkmeyer¹⁴ trouve que les résultats sont pires encore quand en matière pénale on veut appliquer la théorie de l'équivalence aux cas où la responsabilité est sans rapport avec l'intention coupable.

On est puni en droit pénal allemand quand par imprudence on provoque l'incendie d'un immeuble et la peine peut s'élever jusqu'à trois ans de prison s'il résulte à cette occasion la mort d'une personne. En supposant que A provoque par son inattention l'incendie de la maison de C, et que lui annonçant ce qui s'est passé, celui-ci succombe à une apoplexie provoquée par l'émotion violente, d'après la théorie de Von Buri pense Birkmeyer, on devrait punir A pour la mort de C.

Supposons dans un autre exemple, poursuit Birkmeyer, que A, ait provoqué une blessure à B. La nature de la blessure est de celles qui donnent lieu à la peine prévue par la loi pour coups simples portés à une personne, mais en revenant de l'hôpital ou en faisant un voyage comme convalescent pour se remettre du mal souffert, il périt dans un déraillement de chemin de fer. D'après la théorie de Von Buri, on doit condamner A pour coups ayant entraîné la mort (art. 226, Code pénal allemand).

En face de ces constatations conclue-t-on, on est en droit de dire avec Ihering que toute formule doctrinaire, qui conduit à des résultats pratiques absurdes, fait supposer toujours, qu'à sa base, il y a une grave erreur¹⁵.

Von Buri a compté seulement avec les infractions ou le concept de faute se présente sous sa forme la plus accomplie, pour le faire suppléer avec certains de ses éléments au réquisit de causalité. Mais dès que le concept de faute apparaît dépouillé par la loi, de certaines notions, dès que le concept de faute s'élargit lui aussi, pour embrasser à la fois actes intentionnels,

(13) Golt dammers Arch. Bd. 14 S. 728 : « Die mitwirkende Ursache begründet Haftbarkeit für dollose Vollendung, insofern die übrigen mitwirkenden Kräfte dem Willen des Täters nicht widersprechen ».

(14) Rectorats rede, p. 16.

(15) Doctrinäre Formulierungen und Abstractionen welche zu practisch widersinnigen Resultaten oder zu einem Widerspruch mit dem erklärten Willen des Gesetzes führen, sprechen sich damit selber ihr Urtheil, es muss bei Aufstellung derselben ein Fehler begangen worden sein.

ou non intentionnels, les règles tracées par lui vont à la dérive. Ce sera en matière de responsabilité civile le cas de tous les quasi-délits.

M. Marteau partisan résolu de la théorie de l'équivalence donne à titre d'exemple quelques hypothèses où l'existence d'un cas de responsabilité ne ferait aucun doute :

1) « A blesse B, qui meurt dans l'incendie de l'hôpital où il est traité ».

2) « A empoisonne des appâts, pour détruire des animaux nuisibles, B, croyant trouver des aliments ordinaires en absorbe et meurt ».

3) « A apporte un revolver chargé à B, qui le manie maladroitement et se blesse ».

Nous pensons qu'il cadre bien avec les vues de M. Marteau¹⁶ un exemple pris dans la pratique judiciaire ou l'application de la théorie est faite et que nous nous permettons d'adjoindre aux autres ci-dessus.

Avant qu'une garde-barrière ait achevé d'ouvrir les barrières, une automobile s'engage sur le passage à une allure immodérée. La garde barrière cardiaque et enceinte, prise d'une émotion violente succombe frappée d'une apoplexie pulmonaire. Les héritiers demandent à la Compagnie de chemin de fer l'indemnité prévue par la loi sur les accidents de travail. Dans l'arrêt leur ayant fait droit, on constate expressément qu'atteinte d'une lésion cardiaque, elle était prédisposée à cet accident¹⁷.

Qui nous délivrera de cette débauche de responsabilité se demande avec une légitime indignation, notre illustre maître M. Rippert. Pour préciser sa pensée la Cour avait posé que si l'automobile n'avait pas passé à cette allure, l'accident ne se serait pas produit. « Si elle était morte en entendant le brusque sifflet d'un train, remarque M. Rippert, la compagnie de chemin de fer aurait-elle été responsable ? La cause de la mort aurait été pourtant la même ». Si étrange qu'il puisse paraître à M. Rippert, même dans ce dernier cas à écouter M. Marteau, il y aurait un cas de responsabilité.

III) Mais qu'y a-t-il de fondé dans la prétention du système de l'équivalence, d'être le seul à traiter scientifiquement un cas de responsabilité, en passant successivement le fait proposé à

(16) MARTEAU, loc. cit, p. 134.

(17) Rev. critique 1909, p. 13. Note M. G. RIPPERT sur l'arrêt de la Cour de Bordeaux, 23 avril 1907.

la sanction, sous l'analyse distincte de la causalité et de la culpabilité.

Que le système de l'équivalence permette de dégager nettement les cas où on trouve la causalité sans qu'il y ait faute, rien à dire. Nous avons vu au prix de quels inconvénients ce résultat est obtenu. Mais l'inverse n'est pas du tout vrai. Il est plus exact de dire que ce système rend extrêmement rare la possibilité de dégager un cas où la faute est constatée mais on ne trouve pas de rapport causal entre elle et le préjudice qu'on veut lui imputer. Une faute sans conséquences, cela n'arrivera pas fréquemment, car il est difficilement admissible que l'action fautive dans l'interférence et l'enchaînement des phénomènes n'ait pas mis une des conditions d'un préjudice quelconque.

« Nous poursuivons l'action humaine jusque dans ses dernières conséquences », proclame un des adhérents de la théorie de l'équivalence.

Prenons une hypothèse qui s'est présentée dans la pratique judiciaire¹⁸. Le sieur X en sortant avec son automobile écrase dans la rue un passant. A l'instruction il est constaté que l'accident doit être attribuer à un concours de circonstances malheureuses sans qu'on puisse imputer quoi que ce soit à la manière dont l'automobile a été conduite. On découvre cependant que le sieur X n'avait pas passé l'examen réglementaire et ne possédait pas encore son brevet de conducteur. La chambre criminelle de la Cour de Cassation française, décide qu'il n'y est pas lieu à l'application de l'art. 319, code pénal. Le système de l'équivalence n'aurait pas permis d'exonérer le conducteur en correctionnel et encore moins en civil; il propose de se demander simplement : si le sieur X s'était abstenu de faire sortir la voiture, comme il aurait dû le faire, l'accident se serait-il produit ? « Tant qu'on peut dire d'un élément du dommage qu'il n'aurait pas existé si l'acte fautif n'avait pas été commis, nous en rendons l'auteur responsable¹⁹. Dans l'hypothèse citée il y a donc faute, préjudice, et en appliquant le système de l'équivalence, relation causale entre eux. La théorie de l'équivalence ne donne pas la possibilité de tenir compte dans l'appréciation des faits d'une circonstance décisive comme celle que le sieur X, savait très bien conduire ou qu'il s'est porté d'une façon irréprochable dans l'occurrence.

(18) SIREY, 1917, I. 97, avec une note de M. Roux.

(19) GUÉX, loc. cit, page 125.

Deux amis X et Z sortent ensemble à la chasse. Z tire au lièvre. A cause d'un ricochet tout fortuit X est blessé à l'œil et reste infirme. Rien à reprocher dans la conduite de Z, mais on découvre qu'il n'était pas muni d'un permis de chasse ou de porte-arme, ce qui le met en contravention. Il y a une faute quelconque, il y a préjudice aussi, mais existe-t-il une relation causale entre eux ? Le système de l'équivalence permet facilement d'établir le troisième facteur exigé. Si Z s'était abstenu de chasser le lièvre, *comme il aurait dû le faire*, l'accident se serait-il produit ? Comment répondre non ?

On peut multiplier les exemples. Nous nous réservons de le faire dans la partie de cet ouvrage où on procédera à une étude de la jurisprudence.

Les solutions où on aboutit sont explicables. Dans le système de l'équivalence des conditions, on ne peut attribuer la causalité à un élément de la nature, à un fait autre qu'un acte de volonté, que si on ne trouve dans le nombre considérable des conditions nécessaires aucun fait fautif de l'homme. On peut s'imaginer combien elle sera rare cette hypothèse, quand la responsabilité aquilienne se contente de la faute la plus légère.

IV) De tout ce qu'on a dit, il résulte un autre défaut capital de la théorie de l'équivalence, qu'on a relevé d'une façon générale et que ses partisans même, n'ont pas essayé de nier.

Introduit dans le Droit civil, le système de l'équivalence conduit à une extension considérable de la responsabilité, jusqu'à rendre difficiles — comme le remarque à juste raison Oser²⁰ — les relations sociales. Le cercle des conditions nécessaires à la réalisation du résultat reste malgré des resserrements successifs, extrêmement étendu et même si on ne retient que les actions humaines, le nombre de celles qui ont contribué à causer un dommage quelconque est presque toujours fort considérable. Combien de personnes ne pourra-t-on alors désigner comme auteurs du phénomène arrivé ? Quel risque pour notre activité, de chaque instant, de poser par la plus légère défaillance la condition d'un phénomène dommageable quelconque.

Il n'y a aucun danger quant à cela, prétendent les parti-

(20) OSER, Obligationenrecht, S. 182 : „Für das civilrecht in den Fallen der Kausaltraftung unerträglich, aber auch sonst in dieser Schrankenlosigkeit mit den Anforderungen des Verkehrs unvereinbar, da niemand sicher wäre, in seinem täglichen Handeln auf Schritt und Tritt angesichts der grossen Mannigfaltigkeit der Bedingungen eines Erfolges sich Schadener satzpflichtig zu machen.

sans de la théorie de l'équivalence. Nous avons à notre disposition le deuxième élément de la responsabilité, le réquisit de faute, pour opérer une nouvelle sélection entre les conditions et ne retenir des actions humaines, que celles qui se caractérisent fautivement. La multiplication démesurée des cas de responsabilité se trouve ainsi évitée.

Ce serait peut-être vrai dans le domaine du Droit pénal, où le concept de faute est bien agencé et solidement assis, — sauf les rares exceptions du genre de celles relevées par Birkmeyer —. Mais en matière de responsabilité civile, le concept de faute se trouve lui-même extrêmement élargi et comprenant « *In lege Aquilia et levissima culpa venit* » pose un adage, qui est aujourd'hui d'application courante. Dans le nombre important d'actions humaines, qui ont mis une condition du résultat, — nous sommes d'accord — il y a bien peu susceptibles d'une caractérisation pénale, mais les « *culpa levissima* » ne sont pas si rares, que l'auraient pu désiré les partisans de la théorie de l'équivalence. Le vice de méthode apparaît de toute évidence. La théorie de l'équivalence introduite en Droit privé ne fera que détruire la très solide armature de la responsabilité civile.

Un bon nombre de partisans de la théorie de l'équivalence se sont rangés avec une franchise fort honorable à la théorie de la responsabilité objective. Les deux méthodes se cotoient de trop près pour ne pas être tenté de franchir la dernière cloison. Il est intéressant à observer que, quoiqu'en partant de deux points de vue différents, la théorie de l'équivalence, et celle de la responsabilité objective conduisent presque aux mêmes résultats. L'exigence d'un élément subjectif, la faute, comme l'exigence d'un lien étroit, intime entre le fait fautif et le dommage constituent des frontières, qui enjoignent au principe de la responsabilité une sphère d'application déterminée. En relaxant d'un côté ou de l'autre, le résultat sera toujours le même : la responsabilité embrassera dans sa sphère d'application un plus grand nombre de faits humains et aura une plus forte emprise sur les relations qui constituent la vie sociale.

Les inconvénients pratiques, qui ont motivé le rejet de la théorie de la responsabilité objective, sont trop connus. Ils revivent dans les résultats où on aboutit en appliquant le système causal recommandé en doctrine française par M. Marteau, et agréé par notre professeur M. Demogue. Qu'on démolisse

le réquisit causal, comme le fait la théorie de l'équivalence des conditions, et on s'expose à la « débauche de responsabilité » que signalait l'exemple en face, M. G. Rippert.

V) Mais les vices du système sont plus saisissants encore quand on l'utilise non seulement à fonder la responsabilité, mais à déterminer son étendue. La grande majorité des auteurs en doctrine allemande, — les théoriciens de l'équivalence des conditions y compris — distinguent trois moments dans le processus causal d'une action préjudiciable :

a) la manifestation de volonté; b) un premier résultat par lequel les droits d'un tiers sont lésés. On le désigne d'après l'expression de Rumelin « Der Einbruch in die fremde Rechtssphäre » (comme par exemple dit-il, la lésion corporelle, la destruction d'une chose, etc.). C'est l'événement dont la constatation sert à fonder la responsabilité; c) les conséquences qui en résultent, les suites qui surviennent par l'enchaînement consécutif des événements ²¹.

Or, si la notion de faute entre en ligne de compte pour solutionner un cas de responsabilité, ce sera seulement quand il y aura à constater le lien causal, qui unit la manifestation de volonté et l'événement dont la constatation sert à fonder la responsabilité, c'est-à-dire le premier résultat (der haftbegründende Vorgang). C'est à ce moment que le concept de faute peut intervenir pour déterminer un cas de responsabilité. Pour les suites qui vont découler du premier résultat (dessen weitere Wirkungen), dans le système de l'équivalence, il n'y a plus aucune limite. « La faute sert uniquement à fonder la responsabilité, non à en déterminer l'étendue », dit-on et l'accord des théoriciens est parfait sur ce point. Mais dans ce cas qu'est-ce qu'il nous reste pour déterminer l'étendue de la responsabilité ? C'est le réquisit causal seul et on peut se figurer maintenant où il va nous conduire un système causal qui porte en lui le germe de l'infini. Dans la grande majorité des cas, il y aura une disproportion insupportable entre la faute et le dommage.

Nous ne dissimulons pas — dit-on — que parfois la respon-

(21) Cette configuration tripartite du processus causal nous la trouvons sous des formules différentes chez : V. BAR, *Die Lehre vom Kausalzusammenhange*, p. 139; RUMELIN, *Archiv für Civ. Praxis* Bd 90, p. 235; RADBRUCH (*Die Lehre von der adeg. Verursachung*); ENDELMANN (*Einführung I. S. 572, 573*) distingue dans le même sens « Erfolg » und « Wirkung » ce qui paraît critiquable à Von LISZT comme terminologie, sans contester la distinction en principe, car lui-même oppose « Erfolg » und « Schaden ». ZITTELMANN (*Das Recht des B. G. B.; Allgem. Theil S. 154*) distingue « näherem und entfernterem Erfolg », ce qui lui attire la critique de faire renaître une ancienne terminologie du *Landsrecht* prussien écartée par B. G. B.

sabilité imposée à l'auteur sera extrêmement étendue, mais puisqu'en tout cas ce fardeau doit être porté par quelqu'un, nous préférons que ce ne soit pas par l'innocent. Oui, mais l'innocent doit savoir que la vie en société comporte pour chacun de nous un minimum de risque et qu'elle n'est possible que par une balance de concessions réciproques d'un individu à l'autre. A l'exemple de notre Maître M. Capitant (à propos de la responsabilité objective, tellement les arguments sont ressemblants) nous faisons remarquer que ce fardeau sera porté en général par celui qui agit; il sera le contre-coup de l'activité et peut-être son entrave.

Est-il encore nécessaire de répondre à des arguments comme celui-ci : « Puisque la faute d'après *Burg Gesetzbuch* » ne sert qu'à fonder la responsabilité, non à en fixer l'étendue, notre théorie qui ne fait aucune distinction entre les conséquences rapprochées et les suites éloignées, nous coupe la possibilité d'alléger dans des cas semblables (disproportion entre la faute et le dommage) la responsabilité de l'auteur malheureux ».

« Mais s'il faut choisir entre deux alternatives, nous estimons qu'il vaut mieux condamner durement un auteur malheureux, mais enfin coupable cependant, qu'acquitter un auteur qui a agi avec dol », etc...

Nous ne concluons pas au rejet total de la théorie de l'équivalence des conditions. Tant de pensées lumineuses ne se sont pas dépensées en pure perte. Le concept de l'équivalence des conditions est insuffisant à constituer seul un système juridique de causalité. Mais il a dégagé certaines vérités essentielles qui resteront définitivement acquises au problème causal en matière de responsabilité. Nous le verrons plus loin, la théorie de l'équivalence des conditions a préparé la voie du système causal, qui fait maintenant autorité dans la doctrine et la jurisprudence allemande.

TITRE II.

LA NECESSITE D'UN CLASSEMENT DES CONDITIONS

Le principe de l'équivalence des conditions, comme fondement d'un système juridique de causalité, nous avons vu, ne résistait pas à l'épreuve des hypothèses pratiques. En face de ces résultats, il est naturel de trouver dans la doctrine allemande un fort mouvement d'opinion dans le sens d'écarter le principe de l'équivalence du concept de la cause juridique en matière de responsabilité. Pendant longtemps cette question partagera la doctrine allemande en deux camps adverses, jusqu'à ce que finalement la deuxième conception l'emporte et la théorie de l'équivalence perd de plus en plus en surface et en autorité.

Il y aura cependant deux méthodes distinctes vers le même but à atteindre.

Certains auteurs essaieront d'y arriver par la voie de l'examen concret des faits. Ils n'abandonneront pas le terrain des considérations métaphysiques, mais ils laisseront simplement de côté comme impropre à une science pratique la conception philosophique de causalité, pour essayer de s'en forger une autre. Thyren remarque qu'ils tiennent fortement à atteindre ce résultat au moyen d'éléments immanents à la notion de causalité, pensant que la caractérisation de certaines conditions déterminées, afin de leur attribuer le titre de causes, n'est permise qu'en considération de leur seule qualité causale.

Certains autres abandonnent résolument l'examen concret des faits, car il n'y a là que la seule conception philosophique qui soit admissible. Chercher des distinctions entre « relevant » et « irrelevant » comme le faisait la théorie de l'équivalence c'était une hérésie de même genre que celle consistant à faire un classement des antécédents d'après leur efficacité, la modalité ou la date de leur intervention. Il faut alors aborder le problème causal sur la base des notions logiques

*abstraites*¹. L'examen des faits sera fait désormais sous leur aspect abstrait. Ce faisant ils prétendent être les seuls à rester en accord avec l'enseignement logique.

Thyren² trouve qu'ils font état d'éléments transcendants à la notion de cause. Nous n'adoptons pas cette caractérisation (qui est juste au fond) comme norme de classement des deux groupes de théories parce qu'elle est peu consistante. Nous allons voir dans les développements, qui vont suivre, que les théoriciens d'une recherche immanente, malgré leur profession de foi, ne peuvent éviter de faire des incursions plus ou moins importantes dans le domaine des notions désignées par Thyren, comme transcendants à la notion de cause. Il est alors difficile de s'y reconnaître dans la démarcation adoptée.

Nous trouvons que même le départ fait par Liepmann³ entre les théories métaphysiques de causalité et les théories logiques de causalité n'accentue pas suffisamment les différences et ne se présente donc pas comme assez caractéristique.

Nous considérons qu'il y a une différence plus tranchante entre les deux groupes de conceptions, pour en faire une démarcation entre eux. C'est que les uns examinent la relation causale « in concreto ». Nous allons les ranger sous le titre : Essais d'un classement des conditions d'après leur vertu causale concrète. Les autres s'appliquent à un examen « in abstracto » du rapport de connexion entre les phénomènes.

(1) « Die dritte Gruppe schliesslich fasse ich Zusammen unter der Bezeichnung » logische Kausalitäts theorien « weil hier die abstraktlogischen Elemente der Kausalitäts beziehung für die Losung des Problems verwerten werden », s'exprime un partisan de cette théorie (Liepmann, Einleitung in das Strafrecht, p. 53).

(2) Abhandlungen aus dem Strafrechte und der Rechtsphilosophie.

(3) Liepmann, Einleitung in das Strafrecht. Kriminalistische Kausalitäts theorien, p. 52 et suivantes.

CHAPITRE PREMIER.

Essais d'un classement des conditions d'après leur vertu causale concrète.

Il y a un point dans la discussion doctrinaire sur la question de causalité, sur lequel toutes les théories sont d'accord : l'acception que la notion de cause reçoit en philosophie ne peut convenir à un système juridique de causalité. La conception philosophique que l'état du monde à un moment donné est déterminé par l'état, qui existait l'instant d'avant et que chaque phénomène nouveau dépend de tous les phénomènes qui constituaient l'état du monde antérieur est d'une perfection silogistique irréprochable, qu'on ne cesse pas d'admirer, mais quel rapport présente-t-elle pour une science toute autre que la philosophie ?

Ce point de vue constitue le thème favori des théories que nous groupons sous cette rubrique. On ne conteste la vérité rigoureuse que la conception philosophique représente. Mais la philosophie dit-on veut l'explication complète des phénomènes. A l'aide des spéculations abstraites, qui sont de son domaine elle cherche des causes hypothétiques, qui échappent aux sens et dont la réalité n'est pas contrôlable. Une science pratique comme le Droit ne doit pas la suivre dans cette voie. « Il incombe le devoir à chaque science, qui a affaire avec la vie et travaille pour des utilisations pratiques, enseigne Birkmeyer¹ de se forger une conception propre et de la mouler sur la pratique, sur la vie, sur ce qui a une fin. L'erreur de Von Buri c'est de ne pas avoir rompu nettement avec la conception philosophique et d'avoir essayer de plier et d'adapter aux exigences particulières de la science juridique, la conception logique, trop rigide pour être pliable ou adaptable².

La science juridique veut-on dire en somme, doit aspirer à son propre système de causalité, distinct de la conception philosophique, distinct peut-être de celui de toute autre science.

(1) BIRKMAYER, Rectoratsrede, p. 7.

Cette manière de considérer le concept de cause et la loi de causalité trouve justement un fort appui dans l'opinion qui paraît être prédominante en philosophie, sur la vraie nature de la notion de cause.

On a dénoncé en philosophie comme une erreur fondamentale, la conception de St-Mill, qu'il y a dans la nature, des effets et des causes et que la difficulté de les dégager venait seulement du nombre prodigieux et de l'interférence des *séries causales*. Tout est continu et mécanique — dit-on — dans l'ordre naturel, de sorte que l'effet est relié mathématiquement à la cause, sans que nous puissions assigner ni le commencement du premier, ni la fin du second. Pour l'avoir méconnu, St-Mill s'est enlisé dans les complications et les obscurités qui sont frappantes, en particulier dans son livre III^e de la Logique. L'image que nous sert St-Mill sur l'ordre naturel le présentant comme une toile faite de fils séparés prête à faux. Le monde n'est pas plus une série de phénomènes qu'une ligne une série de points. La notion de causalité qui n'est pas concevable tant qu'on ne procède pas par la séparation et l'isolement des phénomènes en groupes, en unités, n'est qu'une création de la pensée humaine. Le continu du monde phénoménal est indéfini et l'entendement humain est avant tout fini. L'être humain est porté à créer partout des unités, à procéder par discontinuité, car ses perceptions données premières de sa prise de contact avec l'extérieur sont diversifiées à l'infini et forment des unités irréductibles l'une à l'autre. Quand il veut exprimer un état des choses par un rapport entre les phénomènes, l'esprit humain détache arbitrairement une tranche de l'absolue continuité des transformations physiques. Le concept de cause est ainsi une idée auxiliaire indispensable à la pensée humaine pour lui permettre de retrouver l'enchaînement naturel des phénomènes, de dégager des lois et rendre possible la science expérimentale. Il nous rend un service essentiel, celui de simplifier nos raisonnements et de tenir un fil conducteur de notre entendement. Les juristes allemands qui s'engagent dans la voie d'un système de causalité propre à la science du droit, con-

(2) « Dazu Kommt dass der Burische Ursachenbegriff für dasstrafrecht nicht minder unbrauchbar ist wie der philosophische » affirme BIRKMAYER (Rectoratsrede, p. 1).

« Eine theorie aus solchem, positiven Recht zu konstruieren, die sich nicht beschränkt auf ganz allgemeine Gesichtspunkte, sondern sich auch den von der Wissenschaft geforderten, subtilen Details verschliesst ist eine Danaearbeit ». Kühles Fragen der Kausalität S. 68.

sidèrent que la notion de cause n'est ni une propriété scientifique des choses, ni une loi du monde phénoménal comme le pensait St-Mill. Elle n'est qu'un axiome de la pensée humaine destiné à mettre la science à sa portée et comme tel le concept de cause est adaptable à chaque science particulière. Il est permis ainsi de ne tenir aucun compte de la conception philosophique ou du moins n'en retenir que les notions qui ne contredisent pas les postulats de la science, où on veut les utiliser.

Cette position une fois prise, ces auteurs se livrent à des recherches métaphysiques au moyen desquelles, ils pensent dégager les caractères que doit réunir la condition d'un phénomène, pour se détacher du reste, afin qu'on puisse la désigner à elle seule (ou en compagnie d'un petit nombre) comme cause de ce phénomène. Mais quand il y aura question de préciser ces caractères plusieurs possibilités leur sont offertes. Les uns penseront que la caractérisation n'est possible, qu'en s'attachant à la qualité de l'invention de chaque condition à la réalisation du résultat.

D'autres prétendent qu'il est possible de distinguer les conditions d'après leur degré d'efficacité respective, en d'autres mots au moyen d'un critérium quantitatif.

D'autres encore pensent qu'eût égard à la date de leur intervention certaines conditions sont, sinon plus causales, mais du moins autrement causales que le reste.

A l'encontre de la théorie de l'équivalence ces systèmes déclarent insuffisant le « rapport de condition », pour constituer le rapport de cause à effet en matière de responsabilité juridique.

Ils restent cependant tous d'accord avec la théorie de l'équivalence sur un point important : dans le système créé, aucun élément transcendant à la notion de cause ne doit être employé. On doit surtout se garder — comme le recommandait d'ailleurs à tout instant Von Buri lui-même — de faire état de la notion de prévision, élément d'un caractère subjectif incontestable, ne pouvant que nuire au concept de causalité, qui représente dans la technique de la responsabilité, l'opération objective fondée sur des données logiques. La prévision a sa place bien déterminée dans le concept de faute, dont elle constitue un des premiers éléments.

Nous allons voir dans l'examen sommaire que nous consacrons à ces théories dans quelle mesure elles ont réussi,

soit dans leur aspiration vers un résultat meilleur par la recherche des causes exclusives, soit dans leur prétention de circonscrire leur système dans les limites d'une recherche immanente et dans le domaine des données métaphysiques.

SECTION I.

DISTINCTION DES CONDITIONS D'UN POINT DE VUE QUALITATIF.

Les systèmes qui distinguent les conditions d'après la qualité de leur intervention trouvent un fort appui dans le célèbre concept de la loi de la conservation de l'énergie, auquel se rattache le nom de Carnot³.

Il est singulier à remarquer qu'il n'y a pas là, question de cause et d'effet, mais seulement de transformations et d'équivalence de mouvements. Dans la nature dit-on, tout se passe mécaniquement et continuellement. Des mouvements de tout genre se déroulent sans arrêt, ni divisions, car le moindre hiatus romprait la chaîne et rendrait le tout inexplicable. Les diverses forces de la nature : chaleur, électricité, gravitation, force chimique, etc., celles qu'on a découvert ou que l'homme découvrira encore, ne sont que les phases successives, les émanations d'une même énergie à jamais épuisable. Ce que le langage vulgaire désigne sous le nom de consommation d'énergie n'est qu'une transformation, qu'une métamorphose : « La chaleur n'est autre chose que la puissance motrice ou plutôt le mouvement qui a changé de forme ». En somme toutes les forces ne sont que du mouvement envisagé sous des formes diverses. Un boulet de canon, corps animé de mouvement, vient frapper la plaque de blindage. Il devient rouge. L'énergie dont il était animé n'est pas détruite. L'échauffement du boulet consiste en cela, que chaque atome continue sous forme moléculaire le mouvement qu'il a commencé sous forme de translation.

La quantité d'énergie mécanique qui se présentait un moment avant sous forme de translation, sera la même que celle qu'on constate ensuite sous forme de chaleur.

(3) S. CARNOT : La puissance motrice du feu.

J. Robert MAYER : Mechanik der Wärme.

Il est facile de prévoir ce que deviendra la notion de causalité, vu les données que pose la loi de la conservation de l'énergie. On ne retiendra comme causes que les conditions représentant une manifestation d'énergie, car ce sont elles seules, d'après l'équation de la conservation de l'énergie, qu'on trouvera totalisées dans le résultat.

Certainement on ne conteste pas que dans le monde réel, les simples états, constituent des conditions tout aussi nécessaires à la réalisation du résultat, que celles qui se manifestent par un déploiement de force. Mais ces dernières sont particulièrement efficaces et peuvent se distinguer des autres par la nature de leur influence sur le résultat.

C'est Wundt avec toute son autorité, qui a proposé en philosophie un système de causalité, reposant sur une distinction qualitative entre les antécédents participant à l'essor d'un phénomène.

Dans la science du Droit, la plupart des essais ont échoué. La formule s'adapte difficilement aux exigences particulières de cette matière. Quand on prend la voie des concessions on ne s'arrête plus et on aboutit à des conclusions où le principe initial n'est plus reconnaissable. En matière de responsabilité pénale, seul Max Ernst Mayer ⁴ a réussi à présenter une théorie qui pourrait avoir la prétention d'un système de causalité bien bouclé. Pour Mayer, les conditions d'un phénomène consistent, soit en événements qui amènent le résultat par leur force (*Veränderung*) ⁵, soit en de simples états qui forment le milieu nécessaire, pour que les premières puissent agir. Les unes et les autres sont également indispensables à la production du résultat. Les conditions qui représentent une manifestation de force ne sont pas plus causales que celles posées par les simples d'états, mais elles le sont autrement et Mayer leur accorde dans le groupe des conditions un rang particulier. Il les désigne lui-même d'une dénomination spéciale : « *Ursache in engeren Sinn* ». Les simples états ont donc — du moins en principe — un caractère accessoire et on les considère insuffisants à servir de base à l'imputabilité matérielle.

Mais on ne peut pas exclure complètement les simples états et restreindre la causalité aux seules conditions qui amènent le résultat par leur force. Souvent la condition qui amène le résultat au moyen d'une force étrangère, se place sur le même rang que la cause qui l'amène par sa propre force et

(4) *Der Kausal Zusammenhang zwischen Handlung und Erfolg.*

le droit ne peut plus la traiter comme accessoire. A titre d'exception on doit faire une place dans le concept de causalité, aux simples états toutes les fois qu'on constate une collaboration étroite entre ces conditions accessoires et ce qu'il appelle « Ursache in engeren Sinn ».

Il y a des auteurs comme R. Horn, pour lesquels seule la condition consistant dans un changement (Veränderung) entraîne nécessairement un second changement⁶. Les états immobiles (die ruhende stabile Zustände) rendent les forces habiles à produire des résultats. A un point de vue dynamique elles n'ont pas de prise directe sur le résultat. Leur collaboration très modeste consiste en cela, que la capacité active des conditions-forces en dépend⁷. Il croit exprimer ainsi ce qui résulterait de la nature des choses. Il présente une conception philosophique de ce que serait dans l'ordre naturel l'enchaînement causal des phénomènes. Horn se rend compte qu'une thèse semblable ne pourrait pas donner des solutions satisfaisantes aux problèmes d'une diversité infinie, qui se posent en matière de responsabilité. Dans l'ordre pratique il fait des recommandations dans lesquelles on rechercherait en vain les idées initiales.

Mayer ne va pas si loin. Il admet au contraire qu'il y a des cas où la collaboration entre les forces (Ursache in engeren Sinn) et les simples états est de telle nature qu'on peut leur attribuer indivisiblement la génération du phénomène survenu. Cet accouplement est indissoluble entre la condition simple état et la cause au sens étroit, Mayer le trouve dans les trois ordres de circonstances que voici :

I. Il y a des cas où le simple état est à la fois une condition du résultat et de la cause au sens étroit.

Mayer donne un exemple qu'il emprunte à Kühles : B, un alcoolique invétéré se trouve en tel état que d'après l'avis du médecin, il succombera inévitablement s'il boit encore une certaine quantité d'alcool. A, connaît cette situation et avec l'intention de le supprimer met près du lit de B, une quantité

(5) MAYER : Der Kausalzusammenhang zwischen Handlung und Erfolg im Strafrecht. S. 60.

(6) Rudolph HORN : Der Kausalbegriff im Strafrecht, p. 13 : Ursache eines Phänomens ist eine Veränderung (Eintreten oder Aufhören eines Zustandes) ein Ereignis, welche durch ihre Kraft und Thätigkeit eine zweites Ereignis mit Notwendigkeit nach sich zieht.

(7) R. HORN : Der Kausalbegriff im Strafrecht, page 14 : Bedingungen eines Erfolges sind ruhende stabile Zustände von deren Vorhandensein oder Deficieren, die Fähigkeit einer Ursache, überhaupt zu wirken, und das Mass ihrer Wirksamkeit abhängen, die aber für sich allein Keine Veränderung erzeugen..

de boisson alcoolique qui dépasse encore celle prévue par le médecin. Il a calculé juste, car B ne pouvant résister à sa passion boit tout et succombe. La cause au sens étroit se dit Mayer c'est l'ingurgitation d'une certaine quantité d'alcool. A, par son fait a posé à la fois une condition de la cause au sens étroit et du résultat lui-même. La condition posée par le fait de A, qui n'est qu'un simple état, forme avec la cause au sens étroit ce que Mayer appelle « eine Kausal gebildete Generation »⁸.

2. Il y a encore des cas où la cause au sens étroit ne réalise la conséquence que parce qu'elle se trouve renfermée potentiellement dans la condition simple état⁹. Elles constituent ensemble ce que Mayer désigne du nom de « potentiell gebildete Generation ». A, laisse dans son grenier à foin une lampe à essence allumée. Elle est placée de telle façon que la moindre secousse la fera tomber. La condition posée par le fait de A est un simple état, mais elle contient potentiellement la possibilité de la conséquence, — parlant principe de responsabilité, elle livre une personne ou un bien dans le temps et dans l'espace à l'action imminente d'une force.

3. Il y a enfin un dernier cas où l'influence du simple état sur la réalisation du résultat, au point de vue de la responsabilité ne peut pas être méconnue. C'est alors que la condition simple état forme avec la cause au sens étroit « eine teleologisch gebildete Generation ». Mais cette fois malgré son fort désir de se maintenir dans son système de causalité sur la base d'un critérium rigoureusement objectif, une notion d'ordre subjectif s'y glisse. Il y a des circonstances, poursuit Mayer, où le fait de l'individu consistant dans un simple état, livre une personne ou un bien dans le temps et dans l'espace à l'action d'une force (cause au sens étroit). Quand l'existence de cette force lui était connue ou pourrait normalement lui être connue, l'homme n'a fait qu'utiliser cette force à ses fins¹⁰; il l'a faite sienne au moins « etisch » sinon « physika-

(8) « Bedingung und Einzelursache bilden Kausal eine Generation ». Max Er Mayer, *Der Kausalzusammenhang zwischen Handlung und Erfolg im Strafrecht*, p. 62.

(9) Die oben entwickelte Art von Bedingungen characterisiert sich somit dadurch, dass sie den Erfolg als Anlage enthalten, die Ursache aber diese Anlage entwickelt. Die an dem Wesen durch die Ursache bewirkte Veränderung muss also vorher, in den Kräfte dieses Wesens potentiell inthalten gewesen sein, p. 68.

(10) M. Ernest Mayer, page 71 : Er hat nicht nur eine Gelegenheit geschaffen, sondern auch eine bestehende benutzt, indem er sich eine existente Kraft dienstbar macht.

lisch ». La cause au sens étroit et la condition simple état, posées par le fait de l'homme sont peut-être indépendantes l'une de l'autre au point de vue physique, elles ne le sont pas au point de vue éthique. Elles forment par rapport au résultat, « une génération téléologique ». Mais dans l'hypothèse que « la condition simple état, posée par le fait de l'homme, livrait une personne ou un bien, à une force, qui à ce moment n'existait pas même dans ses premières données, ou à une force qui même existante, ne pouvait pas d'après ce qui est normal, être connue, aucun rôle causal ne pourra lui être attribué ».

En somme la constatation d'une génération téléologique formée par deux phénomènes, qui président à l'essor d'un troisième, sera faite sur la base de la notion de prévision ou de prévisibilité. Il est intéressant d'observer qu'il arrive à ce résultat un auteur, qui par une véritable profession de foi se déclare dès le début de son ouvrage, partisan de ceux qui envisagent la possibilité d'un système de causalité en droit, reposant sur un critérium absolument objectif et classant les conditions uniquement d'après leurs qualités causales.

On a imputé d'abord au système de Mayer, d'avoir établi une distinction illusoire entre ce qu'il appelle la génération causale et ce qu'il appelle la génération potentielle.

La génération potentielle ne reste telle, que si on examine les faits au moment où la conséquence n'est pas réalisée. Du moment qu'on fait entrer dans l'hypothèse, l'accomplissement du résultat, la génération potentielle ne reste qu'une simple génération causale. Les deux domaines ne restent distincts que tant qu'on entreprend un examen « ex ante » ; si on change de position ils se confondent. Considérons comme accomplie dans l'exemple de Mayer, la conséquence, c'est-à-dire l'incendie du grenier à foin. Le fait de l'homme devient à la fois la condition du résultat et la condition de la « cause au sens étroit ».

Mais la critique parfaitement fondée qu'on a portée au système de Mayer c'est de ne pouvoir être appliquée que sous un régime législatif, où la faute consistant dans une omission sera en principe exclue de la matière de la responsabilité. L'omission qui par sa définition est une absence de mouvement ne pourra jamais constituer « eine Ursache in engeren Sinn ». Exceptionnellement et dans des cas bien rares, elle pourra peut-être constituer une génération causale, potentielle ou téléo-

logique. Or la notion d'omission fautive a généralement cause gagnée dans la doctrine et la pratique judiciaire de France ou d'ailleurs. Qu'il ne soit que ce défaut seul et le système causal de Max Ernest Mayer ne pourra passer comme suffisant dans la technique de la responsabilité¹¹.

En dehors de la doctrine de Max Ernest Mayer, il y a d'autres essais d'une conception juridique de causalité sur la même base d'une distinction qualitative des conditions. Mais aucun ne constitue un système complet qui pourrait embrasser la diversité presque infinie des hypothèses.

D'abord, il y a une esquisse incomplète et confuse de Kohler. Elle repose aussi sur une distinction entre les forces (*Trieb Kraft*) et les états (*Die Atmosphäre, in welcher die Triebkraft zur Geltung Kommt*). Mais entre les forces elles-mêmes, il distingue à titre particulier dans l'ordre causal, celles dont dépend l'espèce, la qualité du résultat¹², par différence aux autres, dont dépend l'existence du résultat. C'est un exemple de physiologie qui lui suggère cette notion. Pour que la semence germe se dit-il, elle a besoin d'une ambiance atmosphérique, chaleur, humidité, qui a titre de conditions concurrent à la réalisation du résultat. Mais seule la semence peut être considérée cause, parce qu'elle seule détermine l'espèce, c'est d'elle que dépendra quelle plante va croître.

Quand il est question de passer à une construction juridique, la conception de Kohler se perd dans une confusion impénétrable. Il pense distinguer à côté de la cause naturelle, à ses fins. Mais en partant de là, il aboutit dans ses conclusions à proposer un système, qui n'est que celui de la théorie de l'équivalence, légèrement retouché.

Moins encore peut-on dire ont réussi les essais de Kuhles qui entend désigner sous le nom de « *Kraft* », l'action agissant directement sur le résultat. Elle est seule causale, et se distingue des autres forces, qui en tant que passives se présentent comme des simples états, à la faveur desquelles la force agissante viendra exercer son action. Le système a été proposé pour le Droit pénal seul. Il n'a eu aucun succès parce qu'il conduit à des solutions inacceptables. Dans l'exemple que

(11) Rudolph Horn affirme d'ailleurs qu'on ne doit accorder aucun rôle causal au fait qui consiste dans une simple omission : ...Alle Versuche, welche einen Kausalen Zusammenhang zwischen Unterlassung und eingetretenem Erfolge feststellen wollten, wegen ihren unlogischen Voraussetzungen scheitern mussten und dass in Momente der Unterlassung bloss eine bedingende, aber Keine für den Konkreten Erfolg Kausale Thätigkeit erblickt werden darf.

(12) Studien aus dem Strafrecht, I, p. 83.

nous avons vu reproduit par Mayer, Kuhles¹³ établit la génération causale du fait, comme il suit : Etat stable = la vie de A; Force = ingurgitation d'une quantité d'alcool telle que son organisme ne peut supporter; Conséquence = la mort de A. La condition force a-t-elle aussi sa génération causale distincte : Etat stable = la proximité de la boisson alcoolique; Force = l'irrésistible passion de l'alcoolique; conséquence = l'ingurgitation d'une certaine quantité d'alcool. L'attrait irrésistible qu'a eu l'alcoolique pour la boisson qui était près de lui est la force initiale à laquelle on doit imputer la conséquence. Mais Kuhles n'en doute pas, le fait de B y est pour quelque chose. Pour lui imputer une responsabilité quelconque il s'ingénie à trouver une formule : B sera condamné pour instigation au suicide¹⁴ (B, nicht als Morder, sondern nur als Anstifter zum Selbstmord errcheint).

SECTION 2.

DISTINCTION ENTRE LES CONDITIONS SUR UNE BASE QUANTITATIVE.

Les essais d'un système fondé sur une distinction d'ordre quantitatif entre les conditions d'un phénomène ne sont pas nombreux. De tous les auteurs, Birkmeyer¹⁵ seul peut y figurer, parce que d'autres n'ont fait qu'emprunter à sa théorie certains éléments¹⁶ qu'ils ont utilisé à des conceptions, qui n'ont rien de commun avec la sienne. Birkmeyer dans son « Rectorats rede » du 28 février 1885 nous présente d'abord une démonstration très serrée pour mettre en évidence la fausseté des deux conceptions qui peuvent être soutenues d'après

(13) Stellt man nun die Frage : Wann verursacht ein Mensch einen Erfolg ? So lautet die Antwort einzig und allein : Ein Mensch verursacht einen Erfolg, wenn er eine Aeusserung seiner Kraft in der Richtung auf einen Zustand macht und diese Kraftäusserung geeigenschaftet ist, mit Nothwendigkeit eine Veränderung des concreten Zustandes herbei zu führen. Ein Mensch hat einen Erfolg schon in dem Augenblick verursacht, wenn er die bestimmte Kraft bethätigte, denn Erfolg und Verursachung stehen in Verhältniss der nothwendigen Aufeinanderfolge. Kühles : Fragen der Kausalität, S. 36.

(14) Hiemit ist wohl der Zusammenhang zwischen der Handlung des B und dem Tod des A hergestellt, es stellt sich aber ein Glied der Kette als unecht heraus Demnach steht B in keinem verursachenden Verhältniss zum Tod des A. S. 40.

(15) Über Ursachen gebriff und Kausal zusammenhaug zur Strafgecht.

(16) Binding Normen I. S. 112 : Kohler (Studien auf dem Strafrecht, I. S. 83).

les données de la théorie de l'équivalence : 1) la somme des conditions peut constituer seule la cause d'un phénomène; 2) chaque condition rend causales toutes les autres, dont elle peut être considérée, cause du phénomène.

Pour Birkmeyer les conditions d'un phénomène, tout indispensables qu'elles seraient pour la réalisation du résultat, ne le produisent pas cependant dans la même mesure. Au contraire elles sont susceptibles d'une gradation quant à leur influence sur l'essor du phénomène et dans la recherche de la cause du phénomène, nous avons une base sûre dans le degré d'importance que présente chacune d'elles. On peut donc construire une échelle des conditions dans l'ordre décroissant de leur efficacité. Au sommet il y aura « die wirksamste Bedingung » la cause la plus efficace, mais à son tour, chaque condition sera « die wirksamste » par rapport à celles qui lui succèdent. Dès lors cette échelle décroissante ne représente pas une tendance vers une cause unique. Berkmeier n'exclut pas la possibilité que deux ou plusieurs conditions se succédant immédiatement constituent ensemble la cause du phénomène. En admettant que a, b, c et d, sont les conditions d'importance décroissante d'un phénomène, la cause pourra très bien être a, b, soit que la condition b, ait participé à égalité avec la condition a, soit qu'elle ait participé moins que celle-ci; dans un cas comme dans l'autre, elle représente « die wirksamste Bedingung » par rapport à c et d. Mais fait-on remarquer dans ce cas, il n'y a qu'une seule limite où l'on pourra s'arrêter : toutes les conditions peuvent être associées pour constituer la cause, à l'exclusion de la dernière au bas de l'échelle ¹⁷.

Birkmeyer ne justifie en rien son affirmation, que les conditions se laissent classer d'après leur degré d'efficacité. Aucune démonstration n'est fournie sur sa formule « die wirksamste Bedingung ». Mais c'est pire encore; Birkmeyer n'indique pas un critérium constant pour pouvoir effectuer une distinction entre une condition et une autre d'après leur efficacité respective. Comment s'y prendre pour établir l'échelle décroissante des conditions ? Birkmeyer s'imagine que le juge y arrivera par son bon sens et ses lumières ¹⁸. Mais quelle sera alors la valeur de la formule « die wirksamste Bedingung » quand il n'y aura que le bon sens si différent d'un individu à

(17) Von BURI : Die Kausalität und ihre strafrechtlichen Beziehungen, p. 8.

(18) BIRKMAYER, p. 19 : In der Hand mit einer gesundem Verstand und praktischen Takt begebenen Richters, wird dieser Ursachenbegriff dem Bedürfnis des Rechts lebens vollauf genügen.

l'autre pour la déterminer. Ce n'est pas donner une solution à un problème juridique que de se référer simplement aux lumières du juge.

Il est de notre devoir de mentionner que l'art. 254 du Code allemand¹⁹ indique, pour le cas de faute commune, un système de causalité qui s'approche en quelque sorte de celui proposé par Birkmeyer.

Kruckmann dans une étude très fouillée sur la question²⁰ nous fait savoir que le Reichsgericht donne une interprétation tout à fait subjective à l'art. 254 du B. G. B. décidant d'une façon constante que la question de causalité sera solutionnée en tenant compte de la gravité respective des fautes des deux parties.

SECTION 3.

THÉORIES D'UN CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE.

Un effort remarquable avec le même caractère de recherche immanente fut entrepris en doctrine allemande, pour parvenir à déterminer la cause d'un phénomène de responsabilité sur un classement chronologique des conditions. On y trouve associés les noms de Binding et d'Ortmann²¹. Les principes fondamentaux furent esquissés par Binding dans son ouvrage fréquemment cité « Die Normen und ihre Uebertretung ». Ortmann²² s'attaqua au même problème en plusieurs articles du Goldammers archiv (1875-1876) et Gerichtsaal (1876).

L'ordre naturel se présenterait d'après Binding, comme un entrechoc perpétuel de forces antagonistes. Mais en s'affrontant constamment, les tendances adverses contrebalancent réciproquement leurs efforts, jusqu'au moment où la brusque intervention d'une force nouvelle rompt l'équilibre et provoque dans l'ordre naturel des choses un changement par rapport à l'état antérieur. Dans l'agencement des phénomènes le rôle accompli

(19) Art. 254.

(20) Jahrbuch Dogmatik, 55, S. I. : Verschuldes-aufrechnung, Gefährdungsaufrechnung und Delikts-fähigkeit.

(21) Vol. I, p. 42 et suiv.

(22) Zur Lehre vom Kausal zusammenhang (Goldammers Archiv, 1875, Bd. XXIII et 1876, Bd. XXV).

par l'action humaine est justement celui de la force, qui, intervenant la dernière, brise l'inertie des tendances antagonistes se faisant mutuellement équilibre, pour provoquer la transformation. La condition posée par l'action de l'homme est investie d'un attribut particulier qui nous permet de la distinguer dans le complexe des autres conditions concurrentes, pour pouvoir lui discerner le titre de cause et lui imputer la responsabilité du phénomène nouveau.

Mais le désaccord intervient quand il y a question d'indiquer un critérium, qui permettrait de découvrir dans le groupe malheureusement trop nombreux des conditions, celle qui a eu le rôle ci-dessus dégagé. Binding ne donne pas de précisions quant à cela. Nous assistons à ce spectacle que les premières données de la théorie de Binding servent comme éléments à des théories bien opposées dans leurs conclusions.

Ainsi Thon, qui se rattache comme conception à la théorie de la causalité adéquate, pense qu'on peut très bien reconnaître cette condition particulière d'après le degré de possibilité objective, qu'elle implique, pour rompre le statu-quo des tendances antagonistes et provoquer le changement. Mais Binding proteste contre l'interprétation qu'on donne de la sorte au système imaginé par lui.

Plus près de sa pensée Ortmann propose un critérium chronologique pour arriver à distinguer la condition investie par Binding de cet attribut particulier²³. Il est évident se dit-il, que l'équilibre des tendances antagonistes se maintienne jusqu'à l'instant où le changement se produit. La condition qui a brisé l'équilibre ne peut être par conséquent que celle, qui a intervenu à ce moment précis.

C'est admirable comme formule, mais quand on envisage les possibilités d'application les difficultés surgissent de tous côtés. Il y a des nombreuses hypothèses, où la dernière en date des conditions n'est pas posée par le fait de l'homme et pourtant on ne pourrait imputer la conséquence aux circonstances fortuites, parce qu'on aboutirait de cette façon à des exonérations ridicules. Ortmann est amené à faire une retouche à une formule qui se montre trop rigide dans la pratique.

Les agents naturels qui concourent à l'essor d'un phénomène — pense-t-il — existent de toute éternité et sont par conséquent toujours antérieurs à l'action de l'homme, n'importe

(23) Von LISZT lui aussi pense qu'en bonne logique la condition dont parle BINDING ne peut être que celle qui intervient la dernière en date.

qu'ils se manifestent souvent un moment après. Il est permis alors de considérer toujours la condition posée par le fait de l'homme comme dernière intervenue, même si d'autres conditions résultant des circonstances fortuites, s'intercalent entre elle et le résultat. Il s'ensuit dès lors que si A attache B sur un navire qui sombre après à la suite de circonstances fortuites, il en sera responsable.

Dans l'hypothèse que deux faits fautifs se succèdent l'un à l'autre, chacun à son tour, condition nécessaire à l'essor du phénomène, le dernier en date assume toute la responsabilité.

Mais que va-t-on décider si entre le fait fautif et le résultat vient s'intercaler au lieu d'un événement naturel ou un autre fait fautif, une action humaine exempte de faute ? Une personne remplace intentionnellement le médicament que le médecin doit administrer à un malade par du poison. Le fait du médecin est le dernier en date mais il est exempt de faute. On ne peut pas exonérer l'action de celui qui a fait la substitution des remèdes, pour la considération qu'une autre action humaine a conduit inconsciemment jusqu'au bout ses desseins criminels. Dans la conception d'Ortmann la dernière en date des conditions au point de vue du droit n'est pas la condition véritablement dernière par rapport au résultat, mais celle entre les dernières conditions du phénomène qui est posée par un fait fautif.

Il y a là une intéressante observation à faire; les idées premières de Binding soumises par Ortmann à l'épreuve des hypothèses concrètes, aboutissent à une conclusion inattendue. Il résulte en effet de la dernière hypothèse ci-dessus que l'existence du lien causal entre deux phénomènes de responsabilité juridique, ne se laisse parfois établir, qu'à l'aide des éléments empruntés au concept de faute, Ortmann ne donne pas une justification bien nette de cette proposition, où il est conduit « nolens, volens », en envisageant les différentes hypothèses pratiques. Nous allons voir qu'en Droit anglais, au lieu de formuler des prétentions d'une recherche immanente, auxquelles on n'arrive pas à donner satisfaction jusqu'à la fin, on se sert franchement pour déterminer la cause prochaine ou la cause lointaine « proximate » et « too remote » d'un critérium subjectif, la notion de prévision, élément transcendant à la notion de causalité.

CHAPITRE II.

Théories de la causalité adéquate.

SECTION 1.

THÉORIES DE VON KRIES.

Sous le nom de théorie de la cause adéquate (adéquate Verursachung) les auteurs nous présentent le système juridique de causalité, qui à l'heure actuelle a recueilli en doctrine allemande et suisse presque l'unanimité des suffrages. Des grands juristes comme Von Liszt qui admettent en Droit pénal le système de l'équivalence des conditions, ne peuvent pas s'empêcher d'accorder à la théorie de la cause adéquate la prééminence en certaines hypothèses¹. Elle constitue la doctrine officielle de la Chambre Civile du Reichsgericht et du Tribunal fédéral Suisse². La formule d'abord hésitante — « der gewöhnliche Lauf der Dinge » — fut remplacée résolument par celle de « adequate Verursachung » expression devenue dès lors technique en juridiction. Certains commentateurs du B. G. B. vont jusqu'à la trouver comme la seule en concordance avec l'esprit de celui-ci³. La vérité c'est que le code civil allemand ne donne aucune solution à la question de causalité, exception faite d'une disposition qui est en effet plus précise, le texte de l'art. 254 relatif à la faute concurrente de la victime.

Au nom de théorie de la causalité adéquate, répondent en doctrine allemande, un groupe important de conceptions, dont la plupart se réfèrent au seul domaine du droit pénal. Mais si variables, qu'elles seraient dans les détails d'application, les conceptions reposent toutes à leur base sur la notion de *possibilité objective*, qu'une condition implique, à ce qu'elle amène un certain résultat. L'étude de cette notion de possibilité ob-

(1) Liszt, I. 158.

(2) Enneccerus, Kipp und Wolff Lehrbuch 1922, I, 2, p. 33, note 14.

(3) RÜMELIN, I. c. p. 274; TRAEGER, I. c. p. 261-162.

jective et des applications à en faire dans un système juridique de causalité, on le doit à un physiologue, le professeur J. Von Kries, dont la conception, comme s'exprime Rümelin a marqué une époque dans l'histoire et l'évolution de cette pénible question du problème causal en matière de responsabilité (« epochenmachenden Abhandlung von J. von Kries »).

Les articles publiés par von Kries dans la « Vierteljahrschrift für wissenschaftliche Philosophie Bd, XII » et dans la « Zeitschrift für die gesammte Strafrechts-wissenschaft Bd ⁴ » firent leur apparition au moment où la théorie de Von Buri fortement appuyée par l'autorité de l'illustre conseiller du Tribunal de l'Empire, avait gagné la faveur de la jurisprudence et des multiples adhésions doctrinaires. La doctrine de Von Kries changeait complètement les bases de la discussion.

Von Kries commence par reconnaître ce qu'il y a de juste dans le principe enseigné par la logique que toutes les conditions d'un phénomène sont également indispensables pour l'engendrer. Envisagée « in concreto » la participation des conditions est la même pour toutes, au point de vue soit quantitatif soit qualitatif, soit chronologique. Mais ce principe de l'équivalence concrète de toutes les conditions, si exacte qu'elle serait, s'est révélé insuffisant pour un concept moral ou juridique de causalité. Il faut de toute nécessité trouver un moyen à caractériser certaines conditions, pour pouvoir leur attribuer la qualité de cause. Von Kries pense qu'il y a une possibilité de faire le classement des conditions, si l'on s'avise à laisser de côté leur efficacité concrète et l'on entend les envisager « in abstracto » c'est-à-dire quant à la possibilité objective que chacune d'elles implique pour amener le résultat. D'après les observations de la vie courante, il y a des conditions que par le seul fait de leur apparition annoncent la survenance possible, parfois imminente d'un certain phénomène; on peut dire alors que la survenance de l'événement dans ces circonstances déterminées est objectivement possible ⁵. Si l'on pouvait arriver à mesurer cette grandeur que Von Kries présente sous l'étiquette de « objektive Möglichkeit » on aurait un moyen de classer les conditions, sans se mettre en conflit avec cette vérité d'ordre

(4) Ueber die Begriffe der Wahrscheinlichkeit und Möglichkeit und ihre Bedeutung im Strafrecht.

(5) Vierteljahrschrift für wissenschaftliche Philosophie, Bd. XII, p. 181; Man nennt das Eintreten eines Ereignisses unter gewissen ungenau bestimmtem Umständen dann objectiv möglich, wenn Bestimmungen dieser Umstände denkbar sind, Welche gemäss den factisch geltenden Gesetzen des Geschehns das Ereigniss verwirklichen Würden.

logique, qu'au point de vue concret le résultat dépend de la réunion complète de toutes les conditions.

Von Kries pense que cette notion de possibilité objective est une grandeur susceptible de mesure et pour lui donner une expression numérique il imagine une modalité bien simple. Admettons que X, Y, Z, sont les conditions d'un événement A. On constate d'après les observations de la vie courante, que leur présence rend possible le résultat une fois sur deux, une fois sur trois, une fois sur quatre, etc... « Die objektive Möglichkeit » sera respectivement $1/2$, $1/3$, $1/4$, etc... En conséquence l'expression numérique $1/1$ représente le maximum de la possibilité objective, c'est-à-dire la certitude absolue, mais aussi dans l'ordre décroissant on peut aller jusqu'à 0, qui exprimera l'obstacle absolument infranchissable que la condition présente pour le phénomène considéré.

Von Kries reconnaît que la méthode proposée ne conduit pas à une précision rigoureuse; on ne peut pas concevoir l'idée d'une statistique sur le degré de possibilité objective ou de l'infini variété des conditions⁶. Il pense qu'il n'y a pas là question d'exactitude absolue; on peut se contenter d'une approximation plus ou moins rapprochée de la vérité. C'est de la sorte que chacun de nous procède dans la vie courante. Toutes les fois que nous envisageons le projet d'une action, nous voyons d'avance les chances ou les dangers probables qu'elle comporte. Par le moyen d'une approximation que nous puisons dans le bon sens et l'expérience que nous possédons sur les choses de la vie courante, nous réussissons à prévoir, si certaines conditions sur l'existence desquelles nous comptons, rendent objectivement possible l'arrivée d'un phénomène que nous souhaitons ou que nous craignons. Le sens commun prétend Von Kries, est suffisant pour nous permettre d'apprécier que telles conditions déterminées vont produire tel ou tel effet, dans un certain nombre de cas, tandis que telles autres ne peuvent le produire que d'une façon moins fréquente. Il est alors possible, en procédant par ce moyen, de distinguer quand nous serons en face d'un certain phénomène, quelles sont les conditions généralement propres à le réaliser, par différence

(6) Il cite cependant dans son article « Wahrscheinlichkeit und Möglichkeit im Strafrechte » ci-dessus indiqué, l'essai d'un mathématicien Poissons, (Recherches sur la probabilité des jugements, Paris 1837) de déterminer combien d'arrêts des instances ont été justes et combien injustes. A cet effet, il essaye de déterminer combien d'arrêts apparaissent conformes à ce que Von Kries appelle « die Wirkliche Wahrscheinlichkeit ». (Zeitschrift für ges. Strafrechtswissenschaft, p. 534).

d'autres conditions dont la participation n'est ici qu'accidentelle. Il est juste dans ce cas d'imputer aux conditions qui sont généralement propres au résultat (*allgemein geeignet*) de l'avoir causé. Au contraire on va décider, pour les conditions qui ne sont qu'accidentelles (*zufällig*) par rapport à ce qu'il arrive généralement, qu'elles ne satisfont pas au réquisit de causalité.

Pour préciser la pensée de Von Kries, prenons un exemple qu'il donne lui-même⁷. Un cocher s'est engagé à porter un passager à une destination déterminée. Par inattention qu'on peut lui imputer à faute, on prend un chemin autre que celui qu'on devait suivre. Un orage éclate et le voyageur est frappé par la foudre. Sans doute il y a une relation entre la faute du cocher d'avoir sommeillé sur son siège au lieu de faire attention à la direction qu'il devait prendre. Si on examine les faits « *in concreto* » on ne peut nier que la faute du cocher a conditionné cet événement malheureux. Mais d'après Von Kries on doit considérer le rapport entre les mêmes faits au point de vue de la possibilité objective que l'un impliquait pour amener l'autre. Le fait du cocher n'était pas propre d'après ce qu'il arrive généralement, d'amener un tel résultat.

En conclusion Von Kries propose dans son système de substituer à l'examen « *in concreto* » auquel se livraient tous les auteurs dans les théories précédentes, un examen abstrait de la contribution apportée par les diverses conditions à la réalisation du résultat. Le trait caractéristique, l'ingéniosité même du concept de Von Kries, c'est d'avoir déplacé la discussion du terrain des recherches positives où on était empêché par les données élémentaires de la logique d'arriver à des règles générales pratiquement utilisables, sur le terrain de l'analyse abstraite où les généralisations sont possibles et faciles à dégager. Les faits positifs ne seront plus appréciés d'après ce qu'ils ont réellement produit comme résultat, mais d'après ce qu'ils impliquent comme vertu propre et objective, à ce que le résultat considéré s'ensuive. Au point de vue du Droit, la théorie de Von Kries nous conduit en somme à cette conclusion que pour donner lieu à une sanction juridique, un fait quelconque doit présenter d'abord les caractères d'une faute civile ou pénale, il doit encore avoir contribué à produire la conséquence considérée, mais pour que cette participation constitue la causation juridique, on exige simplement qu'elle soit objectivement adéquate au résultat.

On a critiqué sévèrement cette méthode proposée par Von

Kries, qui consiste à faire un examen rétrospectif des faits, non pas d'après ce qui s'est passé, mais d'après ce qui était généralement possible d'y arriver. Du moment que le résultat s'est produit, qu'il existe réellement, il est étrange, avait-on dit, de se poser la question si sa réalisation était objectivement possible. Quand on examine rétrospectivement les circonstances qui ont donné lieu à une conséquence, il n'est plus question de la possibilité, mais de la réalité de l'événement.

Mais il n'y a là qu'une critique superficielle, qu'on comprend parfaitement, quand on se souvient de l'âpreté des polémiques qui ont divisé en deux camps adverses la doctrine allemande. Von Kries est conséquent au but qu'il s'est proposé : trouver un moyen de classer les conditions d'après leur efficacité causale, sans faire violence nonobstant à ce que la logique avec justesse nous représente comme étant la réalité concrète, l'ordre naturel des choses. On ne juge une méthode que d'après ses résultats, si étrange qu'elle paraîtrait dans sa manière de traiter les choses.

On est plus fondé à objecter au système de Von Kries la lourde tâche qu'on assigne au juge, quand on lui recommande comme moyen de découvrir la cause d'un phénomène, une appréciation à faire du degré de possibilité objective, que les conditions impliquent pour la réalisation du résultat. Von Kries s'en rend très bien compte et s'applique soigneusement à encadrer cette délicate opération dans des règles fixes, pour éviter l'arbitraire autant qu'il sera possible.

Il est évident se dit-il, que l'idée même d'efficacité d'une condition ne se laisse concevoir dans le monde réel, qu'en considérant cette condition en association avec certaines autres. On ne peut pas concevoir dans le monde réel, des phénomènes qui seraient le produit d'un seul facteur isolé. Faire l'examen de la condition donnée, par un isolement mental de toutes les autres, c'est un non-sens; sa possibilité objective pour réaliser le résultat serait absolument nulle. Pour déterminer la causalité adéquate au résultat de cette condition, il faut la situer dans la compagnie de certaines autres conditions concurrentes. Plus on lui adjoint de ces conditions et plus sa possibilité objective de réaliser un certain résultat sera grande. A supposer qu'on pourra lui adjoindre toutes les conditions nécessaires, sans omettre aucune, ce qu'on va dégager c'est le maximum de possibilité objective, en d'autres mots la certitude absolue. La logique nous enseigne que ce serait tenter

l'infini, car « il n'est pas un événement quelque insignifiant qu'il soit, qui n'ait pour cause tous les événements concomitants de l'univers ». L'effort commun dans tous les systèmes de causalité en droit, c'est justement de parvenir à contourner l'infini de la causalité logiquement concevable. La question qui se pose toujours, c'est de trouver une limite à cette ascension vers l'infini. Pour Von Kries, il est essentiel de trouver une règle, d'après laquelle on pourrait s'arrêter quelque part avec la généralisation des conditions, une règle qui nous permettrait de savoir quel groupe déterminé des conditions concurrentes faut-il adjoindre à la condition considérée, pour établir la possibilité objective qu'elle implique pour la réalisation du résultat.

Von Kries procède ici par deux moyens d'un caractère distinct. Il fait d'abord une large concession à ce qu'on désigne en doctrine allemande par « *Willenskausalkette* ». Pour apprécier la possibilité objective d'une condition posée par l'action de l'individu, ce qui est en spécial la tâche du juriste, on doit lui ajouter seulement les conditions qui sont comprises dans l'état psychologique de l'agent. La généralisation aura donc comme limite les conditions du phénomène que l'agent avait connu au moment de la perpétration du fait. A, met le feu à une maison. B s'y trouve sans que A en sache quelque chose et y trouve sa mort. Pour se rendre compte si le fait de B était généralement propre à la réalisation de l'événement, le juge devra se figurer comme collaborant dans la même chaîne causale avec ce fait seulement les conditions, que B avait connu au moment de son agissement. C'est ce qui constitue d'après le terme employé par Von Kries « le savoir ontologique ». Mais Von Kries sera obligé de faire un pas de plus dans cette voie, car s'arrêtant aux seules conditions, que l'agent avait connues, c'eût été restreindre la responsabilité aux seules actes commis avec l'intention de nuire. Il ajoute donc que dans ce qu'il appelle « *die ontologische Kenntniss* » on doit comprendre encore les conditions que l'agent aurait pu connaître. En somme Von Kries propose pour mesurer la possibilité objective de la condition posée par l'action de l'individu, qu'on se serve de la notion de prévision subjective, qui variera pour chaque cas et pour chaque individu.

Von Kries pense tout de suite faire équilibre à cet élément d'appréciation, d'un caractère subjectif trop marqué, en lui adjoignant un élément foncièrement objectif. Il n'est pas suf-

fisant, dit-il, de savoir dans quel entourage de conditions, dans quelle association la condition proposée à la sanction, doit être appréciée. Il s'agit encore de savoir, étant donnée la réunion de ces conditions, dans quelle mesure d'après les lois scientifiques généralement admises et connues elles étaient susceptibles de produire le résultat. C'est ce que Von Kries désigne du nom de « nomologische Kenntniss ». Ce savoir nomologique ne représente pas les connaissances variables et individuelles de l'agent; il représente une somme de connaissances et d'expérience commune du groupe social à un moment donné. Ce savoir nomologique peut varier d'une époque à l'autre, mais il est assez constant, solidement établi et bien précisé, si on le considère à un moment donné.

Cette formule du savoir nomologique a paru trop vague à Thon⁸, qui dans le but de lui donner plus de précision, la présente comme la connaissance d'un type abstrait d'individu, représentant une moyenne d'expérience et d'instruction.

La théorie de Von Kries apparue juste au moment où le système de Von Buri régnait en maître dans la doctrine et la jurisprudence allemande, provoqua dès le début de passionnantes discussions. On lui reprochait en général de reposer sur des notions subjectives qui sont extrêmement variables, et de manquer ainsi de tout caractère scientifique. Ce qu'on ne lui pardonnait guère, c'était l'usage qu'il avait fait de la notion de prévision comme contenu de ce qu'il appelait « die ontologische Kenntniss ». Pour les adversaires ce sera le point le plus vulnérable, où se concentreront toutes les attaques. Pour les adhérents ce sera le point à reprendre et à remanier.

Remarquons que le système de Von Kries a été proposé particulièrement pour le droit pénal, mais c'est justement dans ce domaine qu'il a été le plus contesté. La théorie de l'équivalence présentait une certaine supériorité. Son fonctionnement trop mécanique n'était pas à craindre en droit pénal, car il y avait le réquisit faute, fondé éminemment sur l'intention et la volonté pour lui faire équilibre.

En droit civil, on lui fit un accueil enthousiasmé. Des théoriciens brillants comme Rumelin et Traeger réussirent à l'adapter aux exigences particulières de la responsabilité civile. Aujourd'hui, le système de la causalité adéquate ainsi amendé fait autorité en juridiction civile allemande et suisse.

(7) Zeitschrift für ges. Strafrechtswissenschaft, p. 532.

(8) THON : Der Begriff der Verursachung (Fest. rede).

SECTION 2.

SYSTÈMES PRENANT COMME BASE LA CONCEPTION DE VON KRIES.

Rumelin⁹ à l'égard de tous les adversaires de Von Kries fait grief à celui-ci de s'être servi dans son système et d'accorder un rôle important à une notion subjective, que la doctrine allemande à ce moment avait particulièrement en horreur. Adjoindre à la condition posée par l'action de l'individu, seulement les conditions que l'individu a ou a pu connaître, comme le proposait Von Kries c'était faire une incursion directe dans le domaine de la faute. Il se propose par conséquent dès le début de débarrasser le système originel de Von Kries, s'il était possible, de toute notion subjective et de lui rendre ainsi plus de rigueur scientifique.

Quelles conditions doit-on adjoindre alors à celle posée par l'action de l'individu, pour pouvoir mesurer sa possibilité objective, d'amener le résultat ? Toutes les conditions, propose Rumelin, qui sont reconnaissables par le juge, au moment où il entreprend l'examen des faits, n'importe qu'on eut pu s'attendre ou non à leur survenance. L'examen « ex ante » de Von Kries est remplacé par un examen « ex post ». En d'autres mots, on procède à la reconstitution de toute la chaîne causale du résultat, sans se préoccuper de l'état psychologique de l'agent qui a mis une des conditions. C'est la première opération correspondant à ce que Von Kries désignait du nom de « Ontologische Kenntniss ».

La deuxième opération consiste à se demander, si vu les circonstances reconstituées, l'agent qui a posé par son fait une des conditions pouvait compter sur la survenance du résultat tel qu'il eut lieu.

C'est faire d'après l'expression de Rumelin « *die objektive nachträgliche Prognose* ». Comme on le voit, ce pronostic rétrospectif n'est pas calqué sur ce que pouvait réellement penser l'agent, d'après ses facultés personnelles d'entendement, au moment de son action, mais ce que le juge, qui représente la somme de connaissances et d'expériences du groupe social au moment donné, apprécie qu'il lui était objectivement possible d'entrevoir. En somme, on établit par ce pronostic rétrospectif, si oui ou non l'action avait de chances à causer le résultat.

(9) M. RUMELIN : Die Verwendung der Kausalbegriffe im Straf und Civilrecht. (Archiv für die civilistische Praxis, Bd. 90).

On ne pouvait pousser plus loin, dans cette voie de l'objectivation. Il a avancé peut-être un peu trop car il ne peut pas y tenir et se voit contraint dans certaines hypothèses de faire des pas en arrière.

Il est embarrassé d'abord dans les hypothèses où l'action d'un tiers intervient dans la chaîne causale. La difficulté vient de cela, que l'intervention dans la chaîne causale de l'action d'un être doué de volonté, n'est pas si facilement reconnaissable. On ne pourra pas reconnaître, si étant donné l'action de l'agent, il était à prévoir que l'action subséquente d'un tiers devait lui suivre. Si l'action du tiers ait été ou non provoquée par la condition que l'action de l'agent pose, cela tient à des éléments psychiques, qui sont difficiles à dégager. On pourrait peut-être tenir compte des inclinations du tiers, qui rendaient son intervention probable, mais Rumelin pense qu'il est préférable d'exclure des éléments d'appréciation tellement fragiles et recommande simplement de ne jamais comprendre parmi les conditions de la chaîne causale reconstituée, les inclinations d'un tiers, sauf le cas où elles sont découvertes dans la prévision personnelle de l'agent ¹¹.

Dans ce cas particulier, il revient ainsi à ce qu'il redoutait le plus, c'est-à-dire à la prévision subjective de Von Kries. Mais il n'y a pas la seule concession qu'il fait à la notion de prévision subjective. Il distingue des hypothèses où l'action sur laquelle on veut fonder la responsabilité n'a fait que livrer dans le temps et dans l'espace une personne ou un bien à un événement postérieur (*in räumliche und zeitliche Beziehung gebracht, zu einem später eintretenden Ereignis*). A. — suppose-t-il — par sa faute fait monter B dans un train qui déraille pendant son parcours à cause d'une cartouche de dynamite mise sous la voie, et parmi les morts on trouve B. Rigoureusement appliqué le système de Rumelin devrait conduire à une distinction : a) si la cartouche avait été mise avant le fait de A, il y a là une condition reconnaissable qui doit rentrer dans la chaîne causale reconstituée ; b) qu'on suppose au contraire que la cartouche avait été mise après que A ait fait partir B, et on ne tiendra aucun compte de cette condition.

Mais Rumelin se rend compte qu'il y a à faire des distinctions là où elles n'ont aucune raison. Il décide que dans toutes

(11) RUMELIN, l. c. p. 301 : Keinenfalls wird bei Anlegung des Mass-stabs der nachträglichen objektiven Prognose gerechnet mit blossen zur Zeit der That vorliegenden Entschlüssen oder Neigungen anderer Menschen, soweit sie nicht vom Thäter mit in die Berechnung gezogen waren oder hätten gezogen werden sollen.

les deux hypothèses ci-dessus, il faut exclure un tel fait de la chaîne causale reconstituée. Le plus délicat pour lui c'est de justifier cette solution, qui dans le cadre des principes fondamentaux de sa théorie semble assez bizarre. Rumelin ne s'embarrasse pas de recourir encore une fois à la notion de prévision subjective qu'il avait énergiquement répudiée. Le fait du déraillement du train par l'explosion de la cartouche de dynamite ne rentrera dans la chaîne causale reconstituée parce qu'elle constituait un événement que l'agent n'avait pas connu et ne pouvait connaître.

Ce qu'il faut remarquer en principal au système présenté par Rumelin, c'est qu'il possède un vaste champ d'application, pouvant constituer dans les mains du juge un instrument extrêmement docile, prêt à lui donner satisfaction dans les cas les plus embarrassants. Il est obligé d'introduire à l'exemple de Von Kries la notion de prévision, mais ce n'est plus la prévision individuelle et subjective variant d'après l'état psychologique de l'individu, mais une prévision objective établie par comparaison avec un type abstrait d'homme extrêmement prudent et diligent (du moment qu'il tient compte de toutes les conditions reconnaissables « ex post »). C'est l'élargissement en même temps qu'objectivation de la notion de prévision. Il est contraint dans certaines hypothèses de revenir à la prévision subjective, mais à titre d'exception. Cela nuit un peu à la belle unité d'un système scientifique et les partisans de la théorie de l'équivalence ne se sont pas lassés de le lui reprocher. Mais souvenons-nous que la théorie de l'équivalence, présentait des conséquences encore plus graves et conduisait à des résultats parfois absurdes.

Le système de Traeger¹² ne diffère de celui de Rumelin que par des détails et certaines solutions d'espèce particulières. Il recourt à la même formule de prévision objective, qui se trouve à la base du système de Rumelin. Traeger considère que dans la reconstitution de la chaîne causale doivent figurer toutes les conditions que pouvait prévoir un type abstrait d'individu représentant la sagesse humaine la plus grande. Cela revient à peu près à la reconstitution de la chaîne causale avec toutes les conditions reconnaissables « ex post » comme le proposait Rumelin, avec cette différence que la formule est plus souple à manier. Elle peut donner des solutions aux deux cas où Rumelin se trouve embarrassé, sans recourir à la notion de pré-

(12) Der Kausal begriff im Straf und Civilrecht.

vision subjective. Traeger¹³ signale une hypothèse prise de la pratique judiciaire où la formule de Rumelin aurait donné en l'appliquant une solution inacceptable. Les ouvriers du navire Lloyd à l'occasion de l'embarquement des marchandises, par imprudence laissant tomber un tonneau expédié par un terroriste et qui contenait un explosif au lieu de caviar, plus de 100 personnes furent tuées et plusieurs autres navires furent endommagés. Rumelin en prétendant reconstituer la chaîne causale, même avec des conditions qui n'étaient pas généralement possibles à prévoir, et qu'on a connues au moment de l'examen rétrospectif des faits, il serait alors admissible d'imputer aux ouvriers l'accident arrivé, quoiqu'il leur était généralement impossible de prévoir qu'un tonneau livré comme contenant du caviar, pouvait contenir un explosif.

Mais Traeger se croit obligé d'envisager une hypothèse où il ne lui est plus possible d'éviter les notions subjectives. Voilà un individu dont la sagesse s'élève au delà de la mesure actuelle d'intelligence humaine superlative. Il doit concéder qu'on ne peut se conduire que d'après les conditions comprises dans l'état psychologique d'un tel individu. Péch^é mortel ! s'écrient les adversaires. Mais c'est de l'exagération pure, car il n'y a là qu'un cas théorique et Traeger se fait trop de scrupule pour le mentionner.

Thyren remarque relativement au système de l'équivalence des conditions que l'objectivité et l'invariabilité du caractère de relevant n'est qu'un leurre. En pratique, il devient une notion subjective et fuyante car il sera en fonction de l'appréciation d'une personne et variera d'après l'opinion qu'il en sera fait par un sujet ou par un autre¹⁴.

Mais laissant de côté cette observation qui d'ailleurs ne manque pas d'être vraie, les adhérents de la théorie de l'équivalence sont encore moins qualifiés à parler d'un système unitaire et infaillible jusqu'aux dernières de ses applications. Le système de l'équivalence comprend lui aussi des inconséquences frappantes relevées à juste propos par Liepmann.

Ainsi d'abord dans le cas de délits qui se qualifient par leur résultat (durch den Erfolg qualificierten Delikten¹⁵ une grave

(13) TREAGER, loc. cit., p. 144.

(14) THYREN est un partisan de la théorie de l'équivalence du moins en ce qui concerne l'application de ce système au droit pénal et Von LISZT le compte parmi les partisans. Lehrbuch trad. Lobstein, p. 190.

(15) Liepmann préfère dire « Erfolgs haftung », en donnant comme exemples la responsabilité pénale pour incendie d'un immeuble même quand il provient d'une faute non intentionnelle, le viol d'ou il résulte la mort de la personne, les coups simples dont il résulte la mort.

exception est apportée au principe de l'équivalence des conditions par Von Listzt lui-même. L'action fautive peut très bien avoir posé une condition relevante du résultat, s'il est survenu *grâce à un enchaînement exceptionnel des circonstances* (ausnachmweisen Verkettung) on ne considère pas le rapport causal comme établi, malgré le principe tant prôné de l'équivalence des conditions ¹⁶. Si Von Listzt ¹⁷ fait état de cette notion « circonstances ordinaires » et « circonstances qui semblent exceptionnelles » se dit avec beaucoup de raison Mayer, il mérite alors la même réprobation que lui-même témoigne à Von Kries pour avoir employé cette notion ¹⁸.

Il paraît que dans cette étude pénible de la question de causalité en doctrine allemande, la théorie de la causalité adéquate a été le dernier terme de l'évolution. La grande dispute doctrinaire s'est relaxée depuis 1904 et la jurisprudence semble avoir trouvé sa bonne voie.

Dans l'édition récente du commentaire du Droit civil allemand qui paraît sous le nom des grands juristes « Enneccerus, Kipp und Wolff », nous trouvons tracées en lignes précises et substantielles, les bases du système causal d'application judiciaire générale en Allemagne ¹⁹.

I) La cause unique du phénomène dommageable n'est ja-

(16) Von LISZT, Lehrbuch, S. 123.

(17) Max. E. MAYER, loc. cit. p. 85 et suivantes.

(18) Mais ce n'est pas le seul dédit de Von LISZT qui représente pourtant dans la théorie de l'aquivalence des conditions le dernier mot, la perfection ultime. Dans son Lehrbuch, ch. 28 où il traite de l'acte de commission il envisage un cas d'application pratique où il reconnaît que la loi s'oppose aux conclusions qu'on serait en droit de tirer, si on voulait suivre consciencieusement les préceptes de la théorie de l'équivalence des conditions.

« Le braconnier A a abandonné le chasseur blessé à mort dans la forêt. Le braconnier B survenant et tue le chasseur d'un coup de couteau au cœur. L'acte volontaire de B tel qu'il s'est produit réellement, concrètement, n'aurait pas eu lieu, sans l'acte volontaire de A », lisons-nous dans l'ouvrage de Von LISZT. A et B co-auteurs d'après la théorie de l'équivalence. Von LISZT est obligé cependant d'écarter cette solution, car elle est contraire à la loi. Le code pénal caractérise complicité l'acte de A et Von LISZT se trouve très embarrassé, car dans son système les conditions étant équivalentes, il n'est pas possible de concevoir la notion de complicité. Il doit admettre que le premier lien causal procédant du fait de A est interrompu par la nouvelle action de B.

Von BURI et le R. C. ont essayé de sortir de l'impasse, en soutenant que la différenciation entre la complicité et la commission complète prescrite par la loi ne se fonde pas sur une possibilité de nuancer la causalité, mais sur une gradation subjective, qui tient du concept de faute. Cette opinion a été généralement repoussée par les partisans de la théorie de l'équivalence en spécial par FRANK (s. 62) et Von LISZT (Lehrbuch S. 223) qui s'en prend simplement à l'imperfection de la loi. Que la théorie de l'équivalence se trouve de cette façon en conflit avec le texte législatif, ce n'est pas un défaut de peu d'importance qu'on peut lui attribuer.

(19) KOMMANTAR (édition 1922) I. 2, p. 30-38.

mais à rechercher; le dommage sera imputé à une action même s'il suppose pour sa réalisation, le concours d'autres circonstances et faits humains. Il suffit que l'action qu'on veut faire responsable, ait posé une condition dont la suppression impliquerait l'inexistence du résultat même. En d'autres mots, l'action qu'on veut rendre responsable, doit avoir posé une condition relevante de la conséquence considérée.

II) Mais le rapport de condition (Bedingungsverhältniss) ne suffit pas pour donner la solution du problème causal. On ne peut pas rendre l'action responsable d'une conséquence si la condition posée par elle, d'après sa nature généralement admise, était indifférente à la réalisation de cette conséquence et c'est seulement à l'occasion de circonstances exceptionnelles qu'elle s'est produite²⁰. Il nous est permis de dire, que le fait par sa nature générale est indifférent pour la réalisation d'une conséquence, quand, d'après ce que nous indique l'expérience de la vie courante, il ne fait pas, qu'il y ait plus de danger à ce que la conséquence se réalise, ni ne rend plus étendue la sphère d'influence d'un danger pertinent à l'état des choses. Bien sûr on ne doit pas prendre en considération non plus, un aggravement du danger tellement insignifiant qu'on ne peut compter sur lui. Celui qui s'est rendu coupable d'avoir provoqué à une personne une blessure légère, ne peut pas être fait responsable du fait que le blessé contracte le choléra à l'hôpital, ou que le médecin traitant introduit une maladie dans sa famille, ou encore du fait que le commis envoyé par le pharmacien avec les pansements lui a volé des valeurs.

En somme une condition est traitée comme cause, alors seulement qu'elle apparaît d'après sa nature généralement admise, comme propre à amener le résultat.

Notre système est proche de celui de Von Kries — lisons-nous dans le traité cité — mais entend autrement la notion de rapport causal, le considérant pas seulement au point de vue de l'agent mais à un point de vue objectif et conduisant à une autre règle de la charge de la preuve.

a) Ainsi pour pouvoir décider que la condition posée par le fait de l'individu était propre à amener le résultat considéré, on doit l'examiner en faisant état non seulement des condi-

(20) R. GERICHT, Warn 915, Nr. 50, p. 68 : Als Ursache ist auch ein Ereigniss anzusehen, das nur in Zusammenwirken mit anderen den Erfolg herbeiführen konnte, sofern nur die Mitwirkung dieser anderen Ereignisse nicht als eine von vornherein, nicht zu erwartende aus jeglicher Lebenserfahrung heraus tretende eigenartige Verkettung von Umständen sich darstellt. Voir aussi R. G. RECHT, 1920, Nr. 2812

tions que l'individu a connues ou pouvait connaître (V. Kries) mais encore de celles que pouvait connaître un homme diligent (einsichtiger Mensch). On n'établit plus « Die ontologische Kenntniss » par rapport à l'état psychologique de l'agent (prévision subjective) mais par rapport à un type abstrait d'homme très diligent (prévision objective).

b) En ce qui concerne la preuve du rapport causal, elle consiste pour le demandeur, à démontrer simplement que le défendeur par son fait a posé une des conditions du dommage. Il est à la charge du défendeur de faire la preuve du contraire que la condition posée par son fait n'est pas généralement propre à amener la conséquence considérée, dont la réalisation est due à un concours de circonstances tout à fait exceptionnelles ²¹. Mais une réserve est faite qui ôte à cette proposition toute valeur principale : « Sofern es sich nicht aus gerichtskundigen Erfahrungssätzen ergibt ».

c) La notion de prévisibilité est nécessaire pour la solution du problème de causalité, seulement à un seul moment d'un processus causal, c'est-à-dire quand il y aura à établir la connexion entre la manifestation de volonté et le premier résultat survenu (ce que Rumelin appelait « Einbruch in die fremde Rechtsphäre » et que l'on désigne généralement comme le fait qui sert à fonder la responsabilité). La causalité des conséquences qui s'ensuivent après, par un enchaînement consécutif des événements n'est plus en fonction de la notion de prévisibilité ²².

Cette solution est motivée sur ce qui résulte des travaux préparatoires du Code civil allemand. Dans sa première rédaction, l'art. 247 du B. G. B. comprenait une disposition dans ce sens que les dommages-intérêts résultant de l'inexécution d'un contrat ne doivent pas s'étendre sur un préjudice qui eut été en dehors de toute probabilité, étant donné les circonstances que le débiteur a connues ou devait connaître. Cette

(21) « Zum Beweise des Kausalzusammenhangs genügt der Nachweis dass der Schaden ohne die zum Ersatz verpflichtende Thatsache nicht eingetreten wäre. Dass diese That sache gleichwohl ihrer allgemeinen Natur nach für die Entstehung eines solchen Schadens ganz indifferent sei und nur infolge ganz ungewöhnlicher Umstände zur Entstehung des Schadens geführt habe ist vom Gegner zu behaupten und zu beweisen. Loc. cit. p. 34.

(22) Loc. cit. p. 35 : « Allerdings muss, wenn die Ersatzpflicht (wie gewöhnlich) aus einer schuldhaften Handlung hergeleitet wird der rechtswidrige erste Erfolg dieser Handlung (also Z. B. die durch sie bewirkte Eigentums verletzung) voraussehbar gewesen sein... Ist aber dies Erforderniss erfüllt, so Kommt es auf die Voraussehbarkeit des daraus entstehenden Schadens nicht an ».

disposition fut supprimée par le « Bundesrat » et le « Reichstag » ratifia cette décision malgré toutes les objections contraires des quelques juristes qui ont pris part aux débats.

d) Pour les deux cas de causalité, l'omission et le gain manqué qui embarrassent particulièrement certains systèmes, les règles générales qu'on a tracées ci-dessus, ne manquent pas d'être parfaitement applicables :

1) L'omission d'une action peut être considérée cause au sens juridique, alors qu'on établit que sa présence aurait été généralement propre à écarter la survenance du phénomène préjudiciable. L'action omise doit avoir été prescrite par une obligation reposant sur la loi ou sur les principes de droit.

2) Le rapport causal sera considéré comme établi si l'on constate que sans le fait proposé à la sanction, le requérant aurait pu réaliser le gain. Si le gain était attendu avec une grande probabilité d'après ce que nous indique le cours habituel des choses, ou d'après les circonstances particulières du cas envisagé, connues par l'agent, il doit être considéré comme réalisable car toute personne ordonnée dit-on, ne manque pas de réaliser un tel gain. L'art. 25 du B. G. B. est catégorique dans ce sens.

CHAPITRE III.

Considérations générales.

Nous avons vu dans les chapitres, qui précèdent, les péripéties de la question causale en matière de responsabilité dans la doctrine des pays de Droit germanique. Des théories succèdent à des théories des formules savantes et péniblement alambiquées ont défilé dans un travail formidable de presque un demi-siècle.

Tout ce qu'on pouvait en dire est tout dit dans les théories des docteurs allemands et on pourrait même leur concéder que le sujet y est complètement épuisé. De ce fait la doctrine allemande présente un intérêt considérable pour tous ceux, qui essayeront à étudier le problème causal en matière de responsabilité dans le droit civil ou pénal.

On sera sûr d'y trouver des vérités scientifiques et générales sur le problème, définitivement acquises et dégagées au cours de recherches très fouillées et substantielles.

En effet on est averti maintenant sur les aspects que peut présenter tout système de causalité, dont on voudra entreprendre l'étude.

En résumé nous sommes autorisés après l'exposé de la doctrine allemande à dégager les considérations générales suivantes :

1) Toutes les constructions juridiques sur la notion de causalité, que nous avons examinées, concordent sur cette idée, qu'on doit sacrifier la perfection logique, pour arriver à un système utilisable en droit. Tous les systèmes sans exception conviennent que la règle de logique de l'équivalence absolue des antécédents dans leur rapport de nécessité avec le conséquent, doit être atténuée.

2) La théorie de la *conditio sine qua non* réduit au minimum possible, l'enfreinte inévitable à la rigidité du raisonnement logique. Elle conçoit que le droit est autorisé, à l'exemple d'autres sciences, peut-être plus abstraites et plus exactes,

de négliger des corrélations à peine estompées et pas assez saisissantes.

« Lorsque dans ce vaste champ d'observation, dit-on ¹, l'on isole un événement déterminé, ce serait un excès d'ambition d'immobiliser la foule innombrable des antécédents de l'univers pour le justifier ».

« Les sciences exactes et abstraites... n'hésitent point à proclamer le néant de certaines quantités négligeables ». Le Droit lui aussi peut alors tenir pour zéro le degré de corrélation au delà d'un certain point. Il est évident que le procédé est conventionnel et factice. C'est un compromis, qu'on admet entre la rigidité du raisonnement logique et les nécessités particulières à la Science du droit. On arrive ainsi à l'élimination des conditions irrelevantes. Mais entre les conditions relevantes, qui restent on maintient la plus stricte équivalence.

3) Toutes les autres théories prennent de la première la notion de condition sine qua non. Mais elles estiment que c'est un minimum de corrélation à considérer, c'est la première étape à franchir dans l'analyse du lien causal. Elles diffèrent de la première par leur tendance à pousser plus loin une distinction, qui s'était arrêté à mi-chemin dans le système de l'équivalence des conditions relevantes.

Du moment que le rapport de nécessité est susceptible de graduation de telle sorte, qu'on est autorisé à tenir ce rapport comme négligeable à partir d'un certain point, pourquoi ne serait-on pas autorisé à dire que certaines conditions parmi les relevantes, puissent se montrer autrement indispensables que le reste, plus nécessaires que les autres, vue la quantité ou la qualité de leur influence ou vu le moment de leur intervention.

4) Le défaut capital de ces dernières théories nous l'avons vu. Inconcreto, pour l'arrivée d'un résultat, un antécédent ne peut être ni moins, ni plus nécessaire. L'examen inconcreto de la corrélation nécessaire entre le conséquent et ses antécédents ne permet pas logiquement aucune distinction et aucune graduation.

La théorie de l'équivalence des conditions relevantes ne le faisait elle-même que partiellement et par compromis : les conditions irrelevantes disait-on, n'ont pas de la causalité ou tout au moins celle-ci est inappréciable » ².

Le tort des théories quantitatives, qualitatives et chronolo-

(1) MARTEAU, page 142.

(2) MARTEAU, loc. cit.

giques étaient toujours de concevoir qu'on pouvait se livrer à l'examen inconcreto et réussir tout de même à établir, qu'une des conditions apparaît plus nécessaire que les autres.

En poussant la distinction plus loin que ne l'avait fait la théorie de l'équivalence, ils arrivaient à rompre totalement avec la logique. La supériorité théorique de la *conditio qua* non apparaissait chaque fois, qu'on la mettait en face des autres théories, car elle avait conservé en grande partie, le principe logique de l'équivalence des antécédents.

Dans la polémique, qui s'engagea, les adeptes de la théorie de l'équivalence triomphaient toujours, en réussissant facilement à confondre leurs adversaires sur le terrain du raisonnement logique.

5) On est venu pourtant à bout de cet obstacle qu'on croyait imparable. Von Kries le premier, avec une intuition géniale, réussit à trouver le moyen qui permettait de pousser la distinction, jusqu'à arriver à la notion de cause unique et rester tout de même d'accord avec les préceptes de la logique.

Il admet avec les partisans de la théorie de l'équivalence des conditions, qu'en procédant d'un examen *in concreto*, la distinction des conditions relevantes et irrelevantes représente le maximum de concession, que permet le raisonnement logique. Sur le terrain du raisonnement *in concreto* on doit s'arrêter là.

Mais cette étape une fois franchie, on a le moyen de pousser plus loin encore la recherche, en abandonnant l'examen des possibilités concrètes qu'a eu la condition relevante d'amener le résultat, et en se référant aux possibilités abstraites, objectives qu'une de ces conditions, plus que les autres, comportait pour amener ce résultat. On remarque d'après ce qu'il arrive couramment dans la vie, que certains événements amènent tels ou tels résultats, presque toutes les fois qu'ils font leur apparition dans le monde des phénomènes. Il y a un rapport de fréquence, de possibilité objective, qui caractérise certains antécédents dans leur relation avec certains conséquents. Ce rapport est susceptible de mesure et d'appréciation.

Cette nouvelle conception réussit à triompher de toutes les autres.

L'étude du problème causal qui a abouti en lignes générales aux systèmes ci-dessus exposés, n'intéresse pas la question au point de vue limité et particulier du droit germanique. On ne raisonne pas sur des textes de loi, mais sur des principes gén-

raux de logique et de psychologie. La plupart des théories ont été agencées avant même que le B. G. B. ait apparu.

Seules les conclusions, que nous avons reproduites du traité de droit civil allemand, issu de la collaboration d'Eneccerus, Kipp et Wolf, représentent le concept spécial du code civil allemand.

Nous avons vu le système de causalité du B. G. B. tracé en quelques règles générales :

A l'analyse il apparaît qu'ordinairement le problème de responsabilité présente deux moments, où le requisit causal y intervient.

a) Le rapport entre l'action fautive et le phénomène dommageable. C'est le requisit causal comme élément constitutif du délit ou du quasi délit.

b) Le rapport entre le phénomène dommageable et les conséquences auxquelles, il donne lieu. C'est le requisit causal comme élément constitutif de la réparation.

En droit allemand on s'est arrêté à cette conclusion que la notion de possibilité objective, la formule de causalité adéquate, n'intervient que pour établir le premier rapport, donc pour répondre au requisit de causalité comme élément du délit ou du quasi délit.

Pour le deuxième moment, on n'en fait plus usage. Le rapport de *conditio sine qua non* y suffit. On le décide sur des considérations spéciales à la législation allemande. Dans les travaux préparatoires, on avait proposé à un certain moment, de restreindre ces conséquences de second ordre, à ce qui apparaît comme la conséquence adéquate du délit. Mais le « Bundesrat » a supprimé purement et simplement cette disposition.

DEUXIEME PARTIE

L'EXAMEN DE LA QUESTION DANS LES PAYS QUI FONT EMPLOI DE LA NOTION DE DOMMAGE DIRECT

TITRE I

DOCTRINE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER.

L'état des textes.

L'étude de la doctrine allemande nous a fait connaître tous les systèmes de causalité imaginables théoriquement. Pourtant le code civil en Allemagne traite cette question par des formules très laconiques. Et on ne peut pas dire que l'importance du problème ne s'était pas relevée ou qu'elle ne lui était pas signalée. Peut-être a-t-on eu de l'indécision en face du nombre et de la diversité des théories. On lui attribue d'avoir adopté la conception de la causalité adéquate, mais le B. G. B. le laisse plutôt entendre qu'il ne le dit en des termes précis.

Qu'on ne s'attende donc pas à trouver dans le code Napoléon un système présenté dans tous ses détails. Au contraire, il faut regarder de très près pour le découvrir.

En traitant à part la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle, le code civil français présente le grand défaut d'édicter les règles générales de la matière des dommages-intérêts seulement dans les textes, qu'il consacre aux dommages-intérêts contractuels. Du moins, on ne prend pas soin de se référer à ces règles au moment où l'on traite le régime des dommages en dehors du contrat.

Ce fût le cas du texte de loi, destiné à établir le rapport qui doit exister entre le fait soumis à la sanction et le prétendu tort subi. Les termes de l'article 1151 se réfèrent expressément

à la responsabilité résultant de l'inexécution du contrat, Quand on arrive à la responsabilité résultant des délits ou des quasi délits, les art. 1382 et suiv. n'en disent pas un mot. Ce fut pour la pratique judiciaire une des plus grosses difficultés, auxquelles elle se heurta en matière de responsabilité civile et pour la doctrine une occasion de malentendus et de confusions regrettables. Certains ont pensé que l'auteur d'une faute aquilienne doit répondre de toutes les conséquences à perte de vue, qui se rattachaient d'une façon quelconque à son fait. Nous allons voir comment la jurisprudence et la doctrine est parvenue à résoudre la question.

Nous devons donc chercher dans les dispositions du code se référant aux dommages-intérêts résultant de la violation du contrat, toutes les notions, sur le mode dont le code Napoléon entend résoudre le problème, qui donne lieu en Allemagne à une littérature si abondante.

Il est certain que les auteurs du code, en cette question, aussi ont entendu suivre à la lettre le traité de Pothier. A son exemple, le code civil distingue les conséquences engendrées par l'inexécution de la convention, d'après ce qu'elles doivent être imputées au débiteur de bonne foi ou au débiteur de mauvaise foi.

L'art. 1150 fixe les limites de la réparation due par le débiteur de bonne foi.

L'article 1151 décide qu'en aucun cas, même si le débiteur s'est rendu coupable de dol, la réparation ne peut pas s'étendre au delà des conséquences immédiates et directes de la violation du contrat.

Il apparaît de toute évidence que l'art. 1150 fixant une réparation restreinte, représente une disposition de faveur pour le débiteur de bonne foi. De ce fait on est autorisé à considérer l'art. 1150 comme une disposition d'exception par rapport à l'article 1151. La règle causale intégrale, c'est l'art. 1151 qui la fait connaître.

La formule de l'art. 1151 n'est pas trop heureuse. Elle est d'un vague infini et ses termes prêtent beaucoup à l'équivoque.

Le législateur a eu maintes fois la possibilité de la préciser, on peut même dire de l'élucider, à l'occasion des lois ultérieures au code, qui font usage de la notion de dommage direct.

Ainsi au cours des débats parlementaires sur la loi des accidents de travail du 9 avril 1898 M. Dron présentait un amen-

dement ainsi conçu : « Les indemnités ne seront dues qu'aux conséquences directes et immédiates des accidents... ». Le rapporteur se déclara au fond, d'accord avec l'amendement. Mais il fit entendre à M. Dron de le retirer, pour ne pas alourdir les textes d'une loi déjà trop chargée ¹.

On considérait donc, que la règle d'une relation immédiate et directe entre l'accident de travail et ses conséquences allait de soi et devait être sous-entendue, comme tout principe dicté par le bon sens ou par l'équité. En tout cas il n'était aucunement superflu de montrer au cours de la discussion qui portait entre juristes, ce qu'on doit entendre par cette notion, considérée comme une vérité d'évidence, qu'on n'avait plus besoin de comprendre dans un texte exprès, car de ce temps encore, elle donnait lieu à des confusions inextricables en jurisprudence et quant à la doctrine il n'y avait que des renseignements insuffisants.

Le corps législatif s'est toujours dérobé devant la tâche redoutable de préciser une notion que les auteurs du code eux-mêmes d'après ce qu'il paraît n'ont pas très bien comprise ².

A une autre occasion plus propice, qui s'était offerte au corps législatif de donner par un texte de loi quelques précisions, on n'en fit rien cette fois encore. C'est le cas de la loi sur les dommages de guerre, qui prend soin dans son article 2 de caractériser de directs, matériels et certains les dommages que les commissions devaient prendre en considération.

Une discussion s'entama au cours des débats sur la notion de dommage direct mais on n'en peut rien retenir, intéressant le problème, sinon la déclaration de M. Desplas, rapporteur, peu rassurante pour tous ceux qui voudront entreprendre l'étude de la notion de dommage direct : « Vous demanderiez quelque chose d'extrêmement difficile si vous sollicitiez du rapporteur des précisions devant lesquelles ont reculé la jurisprudence et la doctrine depuis cent ans » ³.

(1) Journ. offic. Débats parl., 1893, page 1613.

(2) LAURENT, XVI, page 345 : « Bigot Préamencu interprète mal la disposition de l'article 1.151, il en conclut que l'on ne doit avoir égard qu'au dommage souffert par rapport à la chose ou au fait qui était l'objet de l'obligation, d'où suit que le débiteur de mauvaise foi ne répondait pas du dommage qu'il occasionne au créancier dans ses autres affaires ou ses autres biens. Nous venons de dire que Pothier enseigne tout le contraire et les textes même du code le décide ainsi, puisqu'il résulte de la combinaison des articles cités, que le débiteur coupable de dol répond même des dommages-intérêts imprévus, c'est-à-dire extrinsèques. Laurent se réfère à un passage de l'exposé des Motifs », LOCRÉ, t. XII, page 313 et suiv., n° 42-43.

(3) Débats parlementaires de la loi sur les dommages de guerre, D. 919. IV. 55.

CHAPITRE II.

Doctrine.

SECTION 1.

DOCTRINE POSTÉRIEURE AU CODE.

Qu'on ne soit donc pas surpris en fouillant les divers traités et précis de droit, de rencontrer les explications les plus disparates, sur le sens de la formule trop laconique employée par l'article 1151.

1° Toullier, par exemple, enseigne que directs et immédiats seraient « les dommages causés uniquement par le fait ou par l'inexécution de la convention et non pas ceux, qui ne sont que la suite éloignée de l'inexécution de la convention et auxquelles d'autres causes ont concouru... »

Entend-t-il voir dans la notion de cause directe, celle de cause unique et exclusive ? Il n'existe pas dans la vie des événements qui soient le résultat d'une cause unique et on n'aura jamais des cas de responsabilité.

Il devient plus confus encore, quand en conclusion d'un exemple envisagé, il finit par dire : « Dira-t-on que la cause immédiate et directe a été l'orage et non pas la faute de Titius ? Nous répondrons, que pour rendre le débiteur de mauvaise foi responsable du dommage, l'article 1151 n'exige pas que l'inexécution de la convention en ait été la cause immédiate et directe de l'inexécution, mais que le dommage eût été la suite immédiate et directe, ce qui est bien différent.

Il n'en dit pas un mot de plus, pour expliquer cette manière tout à fait unique d'envisager la question. Que pouvons-nous y ajouter ?

2° Colmet de Santerre² prend les termes de direct et immédiat dans leur sens absolu. La suite qui se rattache médiate-

(1) TOULLIER, 7. VII, N° 286 et suiv.

(2) COLMET DE SANTERRE, 7. V, page 95, N° 67 bis.

ment à l'inexécution de la convention ne doit pas être prise en considération. Si elle « dérive d'un évènement qui dériverait lui-même de l'inexécution, ex novo casu, la réparation n'en est pas due... »

C'est une grave erreur. La responsabilité en serait réduite à peu de chose. Ni Pothier, ni la tradition du droit français n'a jamais entendu restreindre la responsabilité dans des limites tellement étroites. D'ailleurs dans les exemples qu'il envisage et dont il essaye de donner la solution sur la base de la formule de direct et immédiat, Colmet de Santerre fait entrer dans la réparation, des conséquences arrivées par la médiation d'autres évènements.

Demolombe³ lui aussi énonce raisonnablement au premier abord, que pour se relever direct et immédiat, il suffit « que le dommage ait eu, certainement et nécessairement pour cause, l'inexécution de son obligation »,

Mais plus loin, il est conduit par de faux raisonnements à admettre la même thèse impossible, que nous avons remarqué chez Colmet de Santerre : « Cette conséquence procède bien si l'on veut de l'inexécution du contrat... succedens », mais elle n'en procède que médiatement « ex novo casu », ou plutôt « ex noviscasibus » par toute une série de contre-coups et de ricochets...

S'il est juste de dire qu'on ne doit pas répondre des suites à l'infini qui arrivent par toute une série de contre-coups et de ricochets, il est totalement faux de prétendre, que certaines de ces suites sont à écarter, du fait de leur caractère médiat. Le problème causal deviendrait d'une simplicité extrême, mais aux frais de malheureux créanciers qu'on privera le plus souvent de toute réparation.

3° Marcadé rétablit le sens juste de l'expression immédiat : « Le cumul de ces deux adjectifs est à la vérité peu exact; mais on voit clairement la pensée en se reportant aux deux idées indiquées par Pothier. Le mot « directe vient expliquer et modifier le sens du mot « immédiate ».

Par suite immédiate et directe, notre article entend en définitive une conséquence assez immédiate, pour qu'elle soit encore directe, c'est-à-dire assez peu éloignée, pour que des causes étrangères ne soient pas venues se mêler au dol du débiteur et contribuer à produire le résultat »⁴.

(3) DEMOLOMBE, XXIV, page 565 et suiv.

(4) MARCADE, t. IV, page 448, n° 525.

4° A entendre Larombière, les dommages n'ont pas le caractère exigé par la loi « lorsqu'ils ne se rattachent pas directement et *nécessairement* à l'inexécution des engagements du débiteur » (recte de son dol), comme l'enseignait d'ailleurs Pothier lui-même⁵.

Mais ce n'est pas l'avis de Sourdat, quant à l'emploi de la notion de rattachement nécessaire.

En reproduisant un exemple de Dumoulins (un locataire, qui au cours du contrat, incendie intentionnellement la maison qu'il occupait), cas où la violation du contrat correspond en même temps à un délit sanctionné pénalement, estime que l'art. 1151 « n'exige pas que le dommage soit la conséquence nécessaire du délit, c'est-à-dire une conséquence que l'on n'a pu éviter, il veut seulement qu'il en soit une suite immédiate et directe, c'est-à-dire qu'il ait sa cause efficiente et principale dans le délit, que le dommage n'ait pas pu être évité, sans employer des moyens extraordinaires dont l'omission ne constituerait pas une négligence de la part de la personne lésée »⁶.

Huc⁷ à son tour s'appuie comme Larombière sur la notion de nécessaire pour désigner le rapport qui doit exister entre la violation du contrat et le prétendu dommage en décidant que « le dommage à réparer est celui, qui a été une conséquence nécessaire et directe de l'inexécution. D'ailleurs, cette notion de suite nécessaire, de suite arrivée nécessairement ou de toute nécessité, on la trouve chez la plupart des auteurs. Sourdat seul en disconvient et il mérite au moins la critique de s'être départi à ce point de vue *des textes de Pothier*, qui en faisait un emploi persistant.

Il y a un flottement et une telle confusion d'idées que très souvent, il est malaisé de discerner la vraie pensée de l'auteur.

Pour Toullier, les dommages directs seraient ceux, causés uniquement par le fait ou par l'inexécution de la convention... et non pas ceux... auxquels d'autres causes ont concouru ».

Mais dans tous les exemples examinés, il admet d'accord avec Domat, dont il ne fait que reproduire les conclusions, comme causés par le dol du débiteur, des préjudices, auxquels ont concouru tant de circonstances autres que le dol du débiteur.

Il prend un exemple de Domat. Le propriétaire d'une vigne

(5) LAROMBIÈRE, t. II, pages 44-47.

(6) SOURDAT, I, N° 106.

(7) HUC, t. 7, page 209.

fait un contrat avec quelqu'un afin de lui procurer les voitures nécessaires aux vendanges. Mais celui-ci, pour profiter d'une location plus forte qu'on lui offrait ailleurs, n'exécute pas la convention. Faute de moyens de transport, la vendange est ajournée de quelques jours, mais dans l'intervalle, un orage éclate et détruit la récolte. Le dommage est arrivé par la médiation d'un fait étranger; de plus, il n'est pas causé uniquement par l'inexécution du contrat. Pourtant Toullier décide que le débiteur en doit répondre.

Demolombe, à force d'être trop explicite devient inintelligible. Il énonce d'abord qu'il n'y a dommage direct, qu'alors que la violation du contrat « n'en ait pas été seulement l'occasion indirecte et pour ainsi dire de seconde main » ... Il procède ensuite à la démonstration au moyen d'exemples reproduits de Pothier. Il admet que le vendur d'un animal malade, qui a contaminé tout l'étable de l'acheteur et lui a fait perdre des animaux de travail, doit répondre d'abord de la perte des animaux qui est une suite du premier degré; mais il admet aussi la culture manquée des terres que possédait l'acheteur, ce qui est une suite « de seconde main ».

Il y a aussi une suite qu'il écarte : la déconfiture de l'acheteur survenue à la suite de la perte des bestiaux, du manque de culture, etc. Il serait d'un grand intérêt à voir la base de la distinction qu'il fait entre un chef de dommages et l'autre.

Pourquoi le préjudice résulté du manque de culture était-il retenu et pourquoi écartait-il celui résulté de la saisie par les créiteurs des biens de l'acheteur tombé en déconfiture ?

« Cette exécution (la saisie des biens) procède bien si l'on veut de l'inexécution du contrat... succedens..., mais elle n'en procède « que médiatement « ex novo casu » ou plutôt « ex novis casibus » par toute une série de contre-coups et de ricochets ». C'est tout à fait perplexe... Le manque de culture comme la saisie des biens sont des conséquences également arrivées par contre-coup et médiatement. Où voit-il la différence à ce point de vue ?

Cette incohérence chez Demolombe ne manque pas de surprendre. Mais cela nous fait mieux voir l'obscurité doctrinale sur cette question ⁸.

Cela ne signifie pas pourtant que l'examen doctrinal soit

(8) C'est d'ailleurs une remarque générale qu'on fait aujourd'hui toutes les fois que la question de la causalité vient en discussion. Voir surtout, note André ROUAST sous Civ., 18 oct. 1926. D. 927. I. 101.

dénué de tout intérêt. Il nous permet de faire des remarques assez intéressantes :

1° Aucun des auteurs n'estime qu'il est suffisant, pour établir la relation causale, de procéder par le raisonnement de la condition sine qua non. A d'autres mots personne ne conçoit qu'il est suffisant que l'action incriminée pose une des conditions du prétendu dommage, pour que la relation causale soit du même coup démontrée.

Il y a des auteurs qui écartent résolument un pareil système.

En examinant un des exemples tirés de Pothier, Larombière conclue « Si le débiteur coupable de dol est tenu de tout le dommage, qui est la suite immédiate de l'inexécution de ses engagements, il n'est pas responsable du dommage résultant d'un événement nouveau, fût-il même éprouvé à l'occasion du fait primitif, *sans lequel il ne serait pas arrivé..* etc. ⁹.

Dans le montant du préjudice éprouvé — se demandait-il — en définitive quelle part faire alors à la cause primordiale ? Dira-t-on que sans elle, il ne serait pas arrivé ? Mais comment mettre en rapport l'effet et sa prétendue cause, quand il n'existe plus entre eux de proportion raisonnable, ni de liaison apparente ? ».

Demolombe ¹⁰ exclue aussi la possibilité, de trouver la solution du problème par le raisonnement de la « condition sine qua non » : dira-t-on que ces dommages dans leur série successive, procédant les uns des autres, ont ainsi pour cause le premier dommage, dont les dommages subséquents ne sont eux-mêmes que des conséquences, *puisque sans le premier, les autres ne seraient pas arrivés* ? Mais à raisonner ainsi et en se laissant entraîner dans cet engrenage de conséquences, on ne méconnaîtrait pas seulement la vérité philosophique des choses..., etc. »

« Il ne suffirait pas conclut-il que cette inexécution eut été l'une des causes premières et éloignées du dommage et que le créancier même pût dire que sans elle, le dommage ne serait pas arrivé. » Pour décider ainsi Demolombe invoque à l'appui un passage de Dumoulin : ...« Sine qua non contingisset... »

C'est d'ailleurs l'opinion générale des auteurs, à part

(9) LAROMBIÈRE, loc. cit.

(10) DEMOLOMBE, XXIV, n° 599.

M. Demogue qui adopte une thèse tout à fait différente, que nous allons examiner à part.

Les uns l'enseigne en termes précis, les autres le font entrevoir par la façon dont ils résolvent les cas d'espèce, les exemples tirés de la tradition du droit français.

Ainsi Marcade¹¹ prenant l'exemple de Pothier, de la perte ou le bris d'objets précieux appartenant au locataire à l'occasion d'un déménagement forcé, imputable au bailleur qui de mauvaise foi lui avait loué un immeuble étranger, il décide comme le faisait Pothier lui-même que le déménagement n'en a pas été la cause, mais seulement l'occasion « Mon dol dit-il joue bien un rôle dans l'ensemble des circonstances, qui ont amené ce dommage, mais il n'en est pas à lui seul la cause... »

Il justifie assez mal pourquoi le rôle du dol à amener le résultat, d'en avoir posé une des conditions, n'est pas à considérer. Il reste en tous cas à cette conception, qu'il ne suffit pas d'avoir posé une des conditions pour être considéré cause du résultat.

Pour écarter des conséquences éloignées, qui sont dans un rapport évident de dépendance avec le dol du débiteur, Huc¹² explique lui aussi : « lorsqu'on arrive en effet aux conséquences éloignées, la cause première, la fraude, se mêle et concourt avec d'autres causes pour produire des effets combinés. »

Ces effets combinés ne sont donc pas à prendre en considération quoique le dol du débiteur en a posé une des conditions.

2° Les auteurs ne se bornent pas à écarter la solution de la condition sine qua non... Il y a une préoccupation générale et persistante d'investir le fait qu'on veut rendre responsable, de certains caractères, de le marquer de certaines qualités par rapport aux autres agents ou actions avec lesquelles il se trouve en concours, pour la désigner du nom de cause du résultat¹³.

(11) MARCADE, t. IV, page 448, n° 524.

(12) HUC, t. 7, page 209.

(13) Les expressions employées : COLMET DE SANTERRE, t. V, page 95 : Toutes les fois que cette inexécution..... sera seulement un des événements d'où sera résulté le préjudice qu'elle aura occasionné la perte sans la déterminer on ne pourrait mettre la réparation du préjudice à la charge du débiteur. LAURENT, XVI, page 354, fait la distinction entre « cause et occasion ». — DEMOLOMBE, XXIV, page 565 et suiv. : « la véritable cause de l'imputabilité » ; que le dommage « ait eu certainement et nécessairement pour cause » ; « cause déter-

Il y a toujours plusieurs conditions dont le résultat dépend « *sine qua non* », mais il n'y a qu'une seule entre toutes, qui se révèle à notre esprit par son influence prépondérante comme la cause du phénomène.

Mais malheureusement, tout se réduit, s'il est permis de dire, à exprimer un simple vœu. Les auteurs ne se donnent aucune peine à nous faire voir d'une façon, sinon scientifique et technique, au moins d'une façon nette et précise, quelle est la qualité particulière que doit présenter le fait incriminé pour se révéler à notre esprit comme la cause du phénomène par rapport aux autres agents qui ont contribué à l'amener.

Qu'on cherche tant qu'on voudra, on n'y trouve pas même l'esquisse d'une règle à suivre, d'une généralisation valable pour l'ensemble des cas particuliers d'une infinie variété.

Nous attendions beaucoup de Toullier en ce qu'il est le commentateur immédiat du code Napoléon le plus proche de la tradition du droit français antérieure à la codification et le plus autorisé parmi les représentants de l'exégèse.

Mais il se perd dans des considérations oiseuses. Il prétend « que le préjudice doit s'ensuivre directement de l'inexécution de l'obligation et qu'elle n'ait été précédée d'aucune faute, d'aucune négligence » de la part du créancier. Toutes les fois alors, qu'il y aura parmi les conditions de l'évènement une faute du créancier en concours avec le dol du débiteur est-ce que celui-ci en sera complètement exempt ?

Il est commode à énoncer comme Marcadé, Larombière, Demolombe, etc., que la notion de dommage direct correspond à celle de suite nécessaire. La question n'a pas avancé d'un pas. On n'a fait que résoudre la question par la question, car il reste à voir comment doit-on s'y prendre pour décider qu'un évènement s'ensuit nécessairement d'un autre.

Pour plus de précision, Marcadé explique que la conséquence doit-être assez immédiate pour qu'elle soit encore directe, c'est-à-dire assez peu éloignée. Oui, mais la chaîne causale est assez grande et démesurément compréhensive, quant aux événements qui s'y mêlent et s'y entrelacent. Où

minante et nécessaire ». — TOULLIER, vol. VI, n° 286 et suiv. : « Cause unique ». — MARCADE, t. IV, n° 524, fait la différence entre la cause et l'occasion. — LAROMBIÈRE, tome II, pages 44-47, use aussi des mots cause et occasion pour déterminer le fait qui a vraiment causé le résultat; il caractérise au moyen des mots nécessaires, direct, etc. — BAUDRY et BARDE, oblig. t. I, page 52, les mêmes notions. — SOURDAT, I, N° 106 : « cause efficiente et principale ».

doit-on s'arrêter, que doit-on en retenir et quel serait le critérium, car le terme assez peu éloigné ne dit presque rien ?

La question n'avance pas non plus par la distinction entre la cause et l'occasion employée fréquemment¹⁴. Ce qui nous intéresse, c'est de trouver le moyen de reconnaître la cause et tenir l'occasion pour non avenue.

Les qualifications de cause déterminantes, de cause principale, de cause efficiente, sont très belles comme nomenclature, mais elles ne présentent aucune utilité tant qu'on ne nous donne pas le moyen de les reconnaître et tant qu'on ne nous indique pas les caractères dont elles doivent faire preuve pour recevoir ces intitulations.

Les auteurs s'aperçoivent très souvent de cette insuffisance, mais ils pensent avoir surpassé les difficultés en s'en rapportant au bon sens et aux lumières des juges. Il y a une certaine désinvolture dans la manière dont ils passent aux autres tout le poids, la tâche écrasante d'un problème tellement aride et pénible à déchiffrer.

L'impression qui se dégage de l'examen doctrinal est que les auteurs qui attachaient peut-être leur attention à des problèmes encore plus pressants en cette matière de la responsabilité civile où tout était à définir et à systématiser, ne se sont pas empressés à élucider une question dont l'importance n'était pas encore manifeste. C'est une remarque, qui est faite en général, par tous ceux, qui ont cherché dans les traités des commentateurs du code Napoléon des renseignements sur cette question. « Il y a bon nombre de questions de responsabilité qui n'ont pas été étudiées en France, comme elles le mériteraient » constate quelque part M. Ripert¹⁵. « Par exemple personne chez nous ne songe à se demander dans quel cas l'on peut dire qu'une faute ou un fait a causé un dommage. Les auteurs classiques étudient en quelques mots les règles très imprécises que donne le code civil pour le calcul des dommages-intérêts dûs par le débiteur qui n'exécute pas son obligation, etc... »

M. Ripert relève les graves erreurs de jurisprudence qui arrivent souvent à défaut de renseignements suffisants sur la question qui nous intéresse.

Dans le mélange très confus que représente la doctrine de la question, on ne distingue qu'un seul indice, qu'une seule

(14) SOURDAT, N° 106. — LAURENT, XVI, p. 354.

(15) Rev. critique, 1909, page 131.

lumière : Pothier. Tous s'y reportent. Les auteurs du code n'ont fait eux-mêmes que reproduire identiquement les formules de leur guide habituel.

Pour nous faire voir la méthode dont il entend résoudre la question de la relation causale, Pothier procédait au moyen des exemples, au moyen de cas d'espèce hypothétiques.

Les auteurs suivent consciencieusement le procédé de Pothier ou se mettent à les paraphraser. Il est rare qu'ils avancent des remarques propres et s'ils le font, c'est avec beaucoup d'indécision. Mais ces courtes observations dont le but est presque toujours de souligner certaines conclusions de Pothier, de les compléter en quelques mots et qui séparées du texte de Pothier n'auraient aucune portée, prennent du relief et de la précision quand on les met en regard de ces textes.

Du fait que les auteurs ne se sont pas même donné la peine d'interpréter Pothier et ne font que le reproduire tel quel en ajoutant peu de chose, tout l'intérêt porte sur la doctrine de Pothier.

SECTION 2.

LA DOCTRINE DE POTHIER.

§ I. — *Responsabilité du débiteur de mauvaise foi.*

Qu'on ne s'attende pas à trouver chez Pothier une théorie causale avec ses règles fondamentales nettement tracées et définies de la manière dont le font aujourd'hui les docteurs allemands. La matière de la responsabilité civile en général préoccupait fort peu du temps de Domat et de Pothier.

Il est même assez surprenant que Pothier ait consacré à cette question de la causalité les quelques pages de son traité des obligations. La matière de la responsabilité civile préoccupait encore assez peu les interprètes il y a quelques dizaines d'années.

« Il n'y a qu'à voir combien sont brèves et insuffisantes, dit M. Planiol, les pages qui sont consacrées à la théorie de la responsabilité dans les ouvrages un peu anciens, non seule-

ment comme ceux de Pothier, mais même à une époque plus récente, dans les livres de Larombière, Aubry et Rau, Demolombe »¹⁶.

La matière de responsabilité n'a pris de l'importance qu'à une époque encore assez récente. Il est alors naturel, que les renseignements fournis par la tradition antérieure au Code Napoléon, n'aient pas la précision qu'on aurait souhaitée.

Pothier a puisé les notions sur la question chez Dumoulin et celui-ci à son tour se rapporte à chaque pas au droit romain.

Mais le relais ainsi effectué avec la tradition romaine ne doit pas nous inciter à chercher dans le droit romain la formule de suite indirecte ou de suite éloignée employée par Pothier.

S'il est vrai que Dumoulin se rattachait à la tradition romaine, il avait en regard le droit romain déjà défiguré par les glossateurs, un droit romain amendé et mis par la pratique judiciaire au niveau moral de la Société existante à un moment donné. Le droit romain qui lui servait de guide portait donc la marque de chaque époque dont il avait régi la vie sociale. On n'a qu'à regarder le traité de Dumoulin sur les dommages et intérêts. Il raisonne au moyen d'exemples, d'hypothèses empruntés au droit romain¹⁷ mais à côté des solutions classiques, il y a le plus souvent les solutions des « doctores », et il n'est pas rare de voir Dumoulin incliner vers les dernières qui sont plus appropriées à l'état des mœurs, au niveau social et moral de son temps.

Que ce fut du temps de Pothier ou du temps des Romains, le problème des limites de la responsabilité était toujours le même. La violation du contrat regardée au point de vue qui nous intéresse est un phénomène qui nuit au droit d'un autre. Il porte atteinte à une longue série d'intérêts lésés du premier coup ou par contre-coups et ricochets successifs. Il n'est pas admissible d'obliger le débiteur à indemniser le créancier de toutes les conséquences à l'infini, pertes faites ou gains manqués, arrivés par l'enchaînement fatal des circonstances. Ce serait pousser la responsabilité au delà de toute limite raisonnable.

(16) Rev. critique, I. 905, page 277.

(17) L'exemple classique de POTHIER de l'animal malade, dont le vice était connu par le vendeur, on le trouve : F. 13 P. I, 3, D. empti, 19, 1.

L'exemple des tonneaux défectueux on le trouve dans le Fr. 19-1 D. de art. locati : Siquis dolia vitiosa ignarus locaverit, deinde vinus effluxerit, tenebitur id quod interest, nec ignorantia ejuserit excusata; et ita cassius scripsit.

« Il ne faut pas néanmoins dit Pothier assujettir le débiteur et indemniser le créancier de toutes les pertes indistinctement que lui a occasionnées l'inexécution de l'obligation et encore moins de tous les gains que le créancier eût pu faire si le débiteur eut satisfait à son obligation »¹⁸.

Pothier traite à part l'étendue de la réparation que doit le débiteur de bonne foi. Il croit nécessaire qu'en ce cas, la responsabilité doit être régie par des règles spéciales et exceptionnelles en entendant ne mettre à la charge du débiteur qui ne se fait pas coupable de dol, qu'une réparation limitée et réduite par rapport à ce que doit supporter le débiteur de mauvaise foi.

La règle générale, le critérium d'après lequel on distingue les suites qu'ordinairement on est autorisé à prendre en considération, pour établir l'étendue de la réparation est indiquée par Pothier, lorsqu'il fixe les limites de la responsabilité de mauvaise foi.

« Celui qui commet un dol déclare Pothier s'oblige velit nolit, à la réparation de tout le tort que le dol causera ».

Nous pouvons donc y avoir non plus une causalité réduite et exceptionnelle, mais la causalité juridique entière : tout le tort que le dol causera. Nous pouvons ajouter sans être contredits par rien dans le texte de Pothier, tout le tort causé par un fait quelconque, réserve faite du cas exceptionnel traité précédemment par lui.

Pothier s'emploie longuement à expliquer ce qu'il entend par tout le tort que juridiquement un fait est capable de produire. Il ne procède pas d'une façon trop technique. Il recourt au moyen le plus simpliste d'exprimer les idées et de faire connaître une conception. Il envisage des hypothèses auxquelles il s'emploie à donner les solutions correspondant aux principes qu'il a en vue. Ces principes sont implicites dans les solutions qu'il conçoit et en systématisant un peu la matière, on arrive à dégager les règles fondamentales dont il se sert pour fixer dans son étendue le tort qu'un fait comme l'inexécution dolosive de la convention est capable d'engendrer juridiquement.

Par tout le tort que le dol causera, Pothier n'entend pas la chaîne infinie des résultats, dont un événement provoque l'essor.

(18) POTHIER, des oblig., II, N° 160.

C'est justement pour parer à cette perspective inadmissible qu'il fait emploi adroitement de la notion de prochain et d'éloigné. En termes exprès, il écarte de la réparation qu'il entend établir à la charge du débiteur, dans l'exemple choisi, les conséquences lesquelles, quoique préjudiciables, quoique dans une certaine relation avec le fait du débiteur s'avèrent trop éloignées du fait du débiteur.

On se rendait compte jadis peut-être plus encore qu'aujourd'hui du néant d'une proposition comme celle-ci : l'auteur du fait coupable est obligé à réparer tout le tort que son fait causera ¹⁹.

Quel est alors le procédé au moyen duquel, Pothier parvient à retenir comme véritablement causées par le fait du débiteur, certaines conséquences et à écarter le reste ?

Le procédé de Pothier n'a pas la configuration d'un système. Mais les notions qu'il nous fournit suffisent comme éléments d'un système si technique qu'on voudrait le rendre.

Le système de Pothier se laisse déduire d'abord des formules qu'il emploie.

Textuellement Pothier fait usage de deux termes, suite éloignée, et suite indirecte pour désigner les conséquences qu'on doit exclure.

Le terme « de suite nécessaire » sert toujours d'appoint aux deux premiers.

Les auteurs du code ont donné au même terme, une expression positive, en statuant que le débiteur de mauvaise foi doit répondre seulement de ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

La défiguration qu'a subi le terme de non éloigné traduit par celui d'immédiat est bien visible. Le terme malencontreux d'immédiat prête facilement à l'équivoque. Il est pour beaucoup dans les malentendus et confusions doctrinales et jurisprudentielles. Le terme immédiat peut signifier non éloigné si l'on veut. Mais il peut signifier « non médiate » aussi, ce qui n'est pas la même chose. Il peut encore nous suggérer une notion chronologique, ce qui n'était pas non plus, dans l'intention de Pothier, quand il faisait état du terme éloigné ou non éloigné.

Quant au terme « direct » il a bien son sens et sa portée

(19) Très souvent dans les traités de droit ou dans les notes sous les arrêts, on définit par cette proposition, ce que doit être l'étendue de la réparation pour l'auteur d'un délit ou d'un quasi délit. — On pense avoir dit beaucoup de choses quoique on ne fait qu'énoncer simplement le problème.

dans le cadre du texte même de Pothier et mis en regard des hypothèses qu'il examine ou des solutions qu'il en conçoit. Mais transposé au code, isolé des considérations qui lui servaient de cadre et présenté à titre d'axiome, comme on l'a fait, il ne nous donne plus aucune idée de ce qu'on veut en exprimer. On peut y rattacher tout ce que l'on voudra.

Nous allons voir que parfois la jurisprudence adopte une solution au nom du dommage direct et qu'elle passe, un temps après, à la solution toute opposée, au nom de la même formule²⁰.

Au lieu d'extraire et transposer dans le texte de loi la conception de Pothier, on en a pris deux termes au hasard et on a bouclé tant bien que mal une règle de droit.

La formule de l'art. 1151 porte donc à faux, si on essaye de l'interpréter en dehors des textes de Pothier. Isolée, elle ne représente que des termes tirés à l'improviste de l'exposé de Pothier, et dénués du sens que celui-ci entendait lui donner.

Il faut donc se garder de prendre la formule de l'art. 1151 au pied de la lettre et donner aux termes « direct et immédiat » leur sens absolu. Ce serait attribuer aux auteurs du Code Napoléon une intention, qu'ils n'ont jamais eu.

Nous avons déjà signalé l'erreur qu'ont commis quelques auteurs à cet égard. Ils expliquaient que « suite immédiate » signifie, toute conséquence « non médiate » qui s'ensuit donc sans la médiation d'aucune autre. En ce cas une suite directe serait celle, qui apparaît la première dans la chaîne causale, sans l'intermédiaire d'aucune autre.

Le sens qu'on attribue ainsi à la formule est tellement restreint qu'elle devient inutilisable. Ces auteurs eux-mêmes ne pouvaient pas s'y tenir. Quand ils traitaient les hypothèses tirées de Dumoulin, Domat ou Pothier, sans se rendre compte, ils arrivaient dans leurs solutions à des conclusions contraires à cette interprétation étroite.

Ils étaient conduits à ce résultat, rien qu'en reproduisant les conclusions de Pothier sur les mêmes hypothèses, car celui-ci n'a jamais entendu faire état de la notion de non-médiate. Non seulement il n'emploie pas le terme mais il l'exclue dans ses explications. Le marchand de l'exemple qui a vendu de mauvaise foi un animal malade répond dans l'hypothèse d'abord de la perte des bêtes de travail infectées par l'animal

(20) C'est le cas de jurisprudence sur le recours de l'assureur contre le tiers responsable de l'accident p. ex. pour n'en citer qu'un seul cas.

malade introduit dans l'étable. C'est une conséquence non médiate par rapport au fait du vendeur. Mais il répond encore d'après ce que décide Pothier du fait que la perte des bestiaux a mis l'acheteur en impossibilité de cultiver ses terres, ce qui est une suite médiate. « Je pouvais... obvier à ce défaut de culture, en faisant cultiver... par d'autres bestiaux que j'aurais achetés... ou en affermant mes terres... Néanmoins, comme en ayant recours à ces expédients, je n'aurais pas retiré autant de profits de mes terres que si je les avais fait valoir moi-même avec mes bœufs... cela peut entrer... », etc.²¹.

C'est surprenant qu'on a pu voir autrement, car à ce point de vue du moins, Pothier ne manque pas de précisions.

Le terme de suite indirecte exprime une notion relative comme celle de « *Damnum remotum* » ou celle d'éloigné traduite du « *tunc et proxime secutum* » de Dumoulin. Personne n'a jamais prétendu que les auteurs du Code Napoléon ont entendu donner aux termes tirés de Pothier un autre sens et une autre portée, que celui-ci entendait lui-même leur donner.

II

Après avoir éliminé les fausses interprétations, que les termes pas trop nets, choisis dans le code civil, peuvent rendre possibles, nous en venons au problème principal.

Essayons de dégager la portée exacte des notions, qui ont passé au code civil, dans les termes d'une formule plus ou moins réussie.

1) *La notion de suite éloignée.*

Il est certain d'après ce que nous venons de voir que les idées de prochain et d'éloigné, de « *damnum remotum* » ou « *tunc et proxime secutum* » jouent un rôle capital dans la conception de Dumoulin et Pothier.

La première idée que nous devons retenir, c'est celle-ci que la suite qui doit compter comme élément de la réparation ne doit pas être trop éloignée du fait incriminé.

C'est une vérité d'évidence. Plus un résultat est proche de son origine, plus la relation avec les événements primordiaux dont il est issu apparaît certaine. Plus il s'éloigne, plus cette relation se défigure, par l'interférence d'autres séries causales, jusqu'à ne paraître qu'à peine estompée.

Mais on ne pouvait pas s'arrêter à cette seule notion. Si

(21) *Traité des oblig.*, N° 167.

la suite doit être plus proche qu'il est possible du fait incriminé, il faut encore préciser d'une manière quelconque, à quel moment apparaît-elle suffisamment prochaine pour être prise en considération ou quand s'avère-t-elle lointaine au point de se voir exclue.

Cette limitation Pothier entend la donner au moyen de deux autres notions : la notion de suite nécessaire et la notion de suite indirecte.

Dans le texte de Pothier, tantôt c'est la notion de suite nécessaire, tantôt celle de suite indirecte, qui vient compléter celle de suite éloignée.

2) *La notion de suite nécessaire.*

A) Nous nous souvenons tout de suite qu'on en faisait grandement état dans le système proposé par M. Demogue et M. Marteau qui pourtant tenaient les conditions pour équivalentes. Y aurait-il un point de rencontre entre la théorie de l'équivalence des conditions et la conception de Pothier ?

Nullement comme nous allons le voir.

A l'analyse, la théorie de l'équivalence trouve qu'entre deux événements qui découlent l'un de l'autre, il y a d'abord un rapport d'antécédent au conséquent, c'est-à-dire un rapport de succession dans le temps. Il y a ensuite un rapport de nécessité exprimé concrètement en ceci, que si on avait supprimé l'antécédent, le conséquent ne devrait pas avoir lieu.

• La théorie de l'équivalence des conditions tient suffisant le rapport de nécessité, pour constituer la relation de cause à effet. Du moment que l'antécédent se relevait comme la « *conditio sine qua non* » du conséquent on les tenait comme rattachés l'un à l'autre par le lien de cause à effet.

Mais c'est justement le procédé que Dumoulin et à son exemple Pothier écartait en termes exprès.

Pothier ne tient pas comme établie la relation entre le dol et les conséquences examinées, en constatant simplement que sans le dol, telle suite considérée n'aurait pas eu lieu.

On connaît l'exemple devenu classique, de Pothier, que parfois les auteurs reproduisent en guise de tout autre explication : un marchand vend une vache qu'il savait être infectée d'une maladie contagieuse, vice qu'il dissimule à l'acheteur. Celui-ci subit une longue série de préjudices, les uns engendrés du premier coup, les autres par répercussion. En examinant un des préjudices qu'il écarte, il s'exprime : « quoique

la perte de mes bestiaux que son dol m'a causé, ait influé dans le dérangement de ma fortune, ce dérangement de ma fortune peut avoir d'autres causes » ²².

La mauvaise foi du vendeur avait posé sans doute une des conditions du résultat considéré, l'état de déconfiture de l'acheteur. Pothier l'admettait dans ses suppositions : sans le dol du débiteur, qui lui avait dissimulé l'existence du vice, rien ne se serait produit, ni la perte des bestiaux, ni le défaut de culture, ni les difficultés d'argent consécutives à la perte des revenus, sur lesquels l'acheteur comptait pour tenir ses engagements.

Mais ce qui fait disparaître toute incertitude à ce point de vue c'est que Pothier ajoute immédiatement : « cela est conforme à la doctrine de Dumoulin ».

La notion du rapport de *conditio sine qua non* n'avait pas échappé à l'esprit pénétrant de Dumoulin.

Il s'en aperçoit comme d'une conception possible, se présentant au premier abord à notre raison.

Pothier cite de Dumoulin justement le passage où celui-ci se prononçait, qu'un préjudice pouvait bien apparaître tellement lié avec le fait du débiteur, que sans ce fait, il n'aurait pas eu lieu (« *etiam occasione dictæ combustionis sine qua non contigisset...* ») ça ne suffisait pas pour constituer en droit le lien juridique de cause à effet; ça ne suffisait pas, dans le cas visé par Dumoulin à considérer le préjudice comme un « *detrimentum tunc et proxime secutum* ». Il fallait une influence plus accentuée, mieux caractérisée, que celle impliquée par le simple rapport de *conditio sine qua non*.

Si le rapport de simple condition n'est pas suffisant, si on exige un rapport encore plus étroit, pour désigner du nom de cause, une des conditions, il s'ensuit, que les conditions ne sont pas tenues pour équivalentes.

La conception de Pothier en ressort clairement.

En décidant à l'exemple de Dumoulin que le rapport de *conditio sine qua non*, ne constitue pas en droit la relation de cause à effet, Pothier se conformait à la tradition du droit français de tout temps.

Essayer de légitimer aujourd'hui en droit français un système de causalité tenant pour équivalentes, toutes les conditions d'un phénomène, abstraction faite de toute autre critique, ce serait rompre tout lien avec la tradition.

(22) Traité des oblig., t. II, n° 167.

B) De ces observations, que la doctrine conjugée de Pothier et de Dumoulin nous suggère, une chose apparaît certaine : le rapport de nécessité que visait Pothier n'est pas en aucun cas, celui que l'on conçoit dans la théorie de l'équivalence des conditions.

La différence de vues est saisissante et pourtant les uns comme les autres tablent sur la même expression.

C'est que le terme de nécessaire est susceptible de sens différents, suivant la manière dont on l'emploie et le point de vue qu'on adopte :

a) Au point de vue concret, la nécessité est absolue, sans qu'elle puisse permettre ni graduation, ni appréciation. Une condition a été nécessaire à la survenance d'un résultat, où elle n'a été pas du tout.

b) Mais on emploie aussi très souvent le terme de nécessaire, en raisonnant par abstraction. On s'exprime que telle chose est plus nécessaire qu'une autre. C'est ce qu'on fait couramment dans le langage commun ²³.

La logique nous enseigne que si on examine un conséquent par rapport à ses antécédents, in concreto tout y est nécessaire, jusqu'à la loi de la gravitation, qui a contribué, que le mouvement de mon corps s'accomplit de telle façon plutôt que de telle autre.

Bien plus, tout y est également nécessaire. La force centrifuge a contribué, dans un accident de circulation. In concreto, la contribution de la force centrifuge est rigoureusement égale à la contribution de l'action de l'homme. Sans elle, l'accident n'aurait pas eu lieu. Elle a posé l'une des conditions du résultat à l'égale de l'excès de vitesse imputé.

Mais on dirait : avec une vitesse modérée la force centrifuge n'aurait eu aucun effet. La vitesse excessive a fait jouer en l'occurrence les lois naturelles. La vitesse excessive plus que la force centrifuge a été indispensable au résultat. Voilà donc une graduation possible du rapport de nécessité.

Oui mais cette fois on ne raisonne plus « in concreto ». On part de cette observation que certains faits augmentent généralement la possibilité de certains résultats. Lorsque interviennent les suppositions, de ce que devait être, ou de ce qu'il aurait pu être, on raisonne sur les possibilités abstraites

(23) On le fait souvent en philosophie et l'on parle alors d'une nécessité morale, qu'on oppose à la nécessité absolue ou métaphysique (Leibniz, Théodicée, 132, 175, 234) ou à la nécessité brute ou géométrique. A. LALANDE, V. ph. II, page 512.

qu'un certain événement implique d'amener tel ou tel résultat²⁴.

Nous avons vu, que dans la théorie soutenue par M. Démogue ou M. Marteau, on procédait par un examen « in concreto » des faits, pour décider que le conséquent s'attache à l'antécédent par un rapport de nécessité.

Alors la question capitale qui se pose, dont dépend en premier lieu la solution, que Pothier entend donner au problème causal, c'est de savoir, s'il procède par un examen « in concreto » pour désigner du nom de suite nécessaire certaine conséquence ou écarter comme n'ayant pas ce caractère certaine autre.

Prenons la conséquence, qu'il écarte comme n'étant pas en relation suffisante avec le fait du débiteur :

« Par exemple dans l'espèce ci-dessus proposée ce marchand ne sera pas tenu des dommages, que j'ai souffert par la saisie réelle de mes biens : ce dommage n'est qu'une suite très éloignée et très indirecte de son dol et il n'y a pas une relation nécessaire, car quoique la perte de mes bestiaux, que son dol m'a causé ait influé dans le dérangement de ma fortune, ce dérangement peut avoir d'autres causes. »

In concreto le raisonnement est simple : le dol du débiteur a-t-il influencé ou n'a-t-il pas influencé dans le dérangement de fortune ? S'il a influencé il a été nécessaire, mieux dire ni plus ni moins nécessaire que tout autre fait avec lequel il s'est trouvé en concours. Il n'y a pas de solution intermédiaire²⁵.

Pothier entend graduer le rapport de nécessité. Il admet l'influence du fait du vendeur dans le dérangement de fortune arrivé, mais il n'a pas été nécessaire en comparaison avec « d'autres causes » qui ont été plus nécessaires. Il établit entre

(24) MARTEAU lui-même remarque et tient à se mettre en garde contre ce deuxième sens de la notion de nécessaire : « Une conséquence n'est nécessaire que si l'on suppose réalisées, toutes les conditions séparément indispensables et non suffisantes dont la réunion constitue la cause au sens philosophique du mot. Et comme en fait les initiatives humaines qui font l'objet de notre étude ne posent qu'une condition du résultat, on ne peut parler avec exactitude des suites nécessaires de nos actes... On peut parler de suites probables, mais on fait alors intervenir l'idée de prévision... etc. ». Loc. cit. p. 213.

L'observation est juste. Quand on parle des suites nécessaires de tel acte il est question des suites auxquelles on doit s'attendre avec la plus grande probabilité.

(25) MARTEAU, page 143 : « Nous considérons d'autre part... que l'idée de nécessité de la condition vis-à-vis de la conséquence, pas plus que celle de l'antériorité, n'est susceptible d'une graduation. Au regard de la condition... il ne nous paraît pas établi que l'on puisse répondre autrement que par oui ou par non à la question de nécessité ».

l'action et le résultat un rapport totalement différent de ce qui est la causalité concrète.

Il fait abstraction des possibilités concrètes, pour se référer aux possibilités qu'impliquent généralement, en soi, un événement d'engendrer un autre.

On n'a jamais procédé autrement à cet égard dans l'ancien droit français.

Puisque Pothier prend Dumoulin pour guide, cherchons chez Dumoulin plus de précision à cet égard.

C) Il reste surtout un point important à préciser.

Le mot nécessité n'a aucun sens que par rapport à certaines données. L'objet considéré est dit nécessaire, s'il est le seul qui soit conciliable avec ces données, s'il est par conséquent la seule solution possible du problème qu'elles énoncent.

Pothier décide qu'il n'y a pas de relation nécessaire entre le fait du vendeur et le dérangement de fortune, que subit par contre-coup l'acheteur de l'animal malade. Pour les chefs de préjudice qu'il retient, la relation est par conséquent nécessaire.

Mais nécessaire d'après quoi ?

Quelles sont les données du rapport que le terme de nécessaire implique. Il ne le dit pas en termes précis. Mais la réponse se laisse voir dans la qualité de son raisonnement, comme nous l'avons déjà constaté.

Il y avait une théorie courante et très ancienne que Pothier a eu certainement en vue.

Elle nous donne la réponse nette à cette question.

Dans le droit romain on faisait un classement des dommages qui pouvaient s'ensuivre d'un fait fautif. Il y avait d'abord les dommages intrinsèques « *utilitas quæ modo circa ipsam rem consistit* »²⁶. Il y avait ensuite les dommages extrinsèques « *utilitas extra rem* ».

La personne en faute répondait toujours des premiers. Quant aux seconds, de ce qu'ils étaient indéfinis et pouvaient conduire trop loin, on faisait une distinction, ne les admettant que dans une certaine limite.

Le problème s'était posé du temps de Dumoulin et plus encore, avant lui. On ne pouvait restreindre la responsabilité aux seuls dommages intrinsèques. C'eût été réduire la responsabilité à peu de chose. On ne pouvait pas admettre les dom-

(26) Fr. 21, paragr. 3, D._{empti}. 19-1 : « *Cumper venditorem steterit, quominus rem tradat, omnis utilitas emptoris in estimationem venit quæ modo circa ipsam rem consistit* ».

mages « extra rem » à perte de vue, même en cas de dol. Forcément on était arrivé à cette idée, que la personne en faute ne devait répondre que des conséquences vraiment causées par son fait. Dumoulin nous signale que de longs et pénibles débats sur cette question de causalité avaient eu lieu entre les « doctores » longtemps avant lui.

On remarque d'abord d'après ce que nous fait connaître Dumoulin, que dans les divers systèmes agencés on procédait tout à fait comme Pothier, en faisant abstraction des possibilités concrètes et en retenant seulement les possibilités abstraites et objectives.

Dumoulin nous donne la formule qui avait acquis une certaine autorité et à laquelle on s'était arrêté après tant d'études et de controverses ²⁷.

On distinguait d'après cette formule la perte « communiter incursi » et le gain « communiter cessantis » par différence, « ad differentia singularis ».

Qu'entendait-on par dommage « communiter » ? On y faisait entrer toute suite, qui d'après ce que nous enseigne l'expérience courante de la vie devait arriver à toute autre personne si elle se trouvait dans les mêmes conditions : ...« hoc est, æque uni vel alteri eiusdem conditionis contingentis ».

La définition du dommage « communiter » reposait sur la possibilité objective, que le fait coupable impliquait généralement communément, pour amener le résultat.

Il en ressort plus évidemment, de la définition, qu'on oppose à celle-ci, c'est-à-dire la définition du dommage « singulariter » : « Secundo ex propinquis et justis causis, sed, singularibus, hoc est, ob certa qualitatem damni ad alium non transmissibilem et qua communiter alli non laederentur, ettunc dictatur singulare ad differentiam communis ».

L'acheteur dans l'hypothèse de Pothier était tombé en état de déconfiture. Les biens ont été saisis par les créanciers. Mais ce chef de dommages quoique provenant des faits imputables au vendeur de mauvaise foi ne s'ensuivait pas nécessairement de son dol. Pour décider ainsi, ce n'était pas les possibilités concrètes qu'on avait en vue, car ces possibilités concrètes étaient constatées (« quoique... ait influé dans le dérangement de ma fortune... »). C'était les possibilités abstraites, objectives, que l'on prenait en considération. A l'exemple de la for-

(27) Tractatus universi juris folio 17 D. Gasparis Caballini. De eo quod interest. N° 16.

mule courante le raisonnement y était, que d'après ce qu'il arrive communément, le fait du débiteur ne devait pas amener nécessairement le résultat considéré (communiter alii non læderentur).

Mais les « doctores » ne s'étaient pas entendus sur la portée de cette division et de l'usage, qu'on en devait faire. Ils ont mélangé aux formules ainsi dégagées, des notions étrangères et on est arrivé à l'embrouiller complètement.

Dumoulin avoue qu'il s'était efforcé de mettre un peu d'ordre en cette question (« ... tamen multum me olim laborasse)... Il accepte la formule avec réserve. Ce qui le trouble, c'est la controverse sans fin, à laquelle elle avait donné lieu : « Notumest enim, quam misere et anxie doctores sese involuant et controvertant super singulis membris dictae divisionis ».

Mais il la trouve acceptable, si on ne la généralise pas trop. Il en fait usage comme axiome de droit en divers passages de son étude « De eo quod interest » et comme conception elle est partout dans son ouvrage.

Dumoulin s'exprime d'ailleurs clairement à cet égard « ... Quod si la divisio reijcienda est in interesse generaliter sumpto, multo magis in specialiter accepto, et in hac l. quia istud extrinsecum interesse unius est suæ speciei, scilicet causalis » ²⁸.

Il exprime même la préférence qu'il donne à cette division par rapport à une autre, qu'on avait proposé de son temps : « Et moveor quia quæ quam sit quedam subtilis differentia inter casus, qui frequenter et communiter et inter casus, qui raro, vel singulariter accidunt, tamen levior, quam ut sint inde constituendæ diversæ spes et ingenia oneranda in re fati aliòquin per se implicita ».

La conception de la tradition du droit français se dégage clairement de ces passages. Un conséquent se rattache nécessairement à un antécédent, si, d'après ce qu'il paraît « fréquenter » et « communiter », le conséquent fait suite presque toujours, quand l'antécédent se manifeste.

On peut dire d'un résultat qu'il n'est pas la conséquence nécessaire d'un fait considéré, s'il se produit rarement à la suite de ce fait et dans des cas tout à fait singuliers (raro vel singulariter accidunt). Le fait considéré est plus ou moins nécessaire par rapport au résultat, d'après le plus ou moins de possibilité, qu'il implique non pas « in concrète » mais « com-

(28) Loc. cit., n° 17.

muniter » et « frequenter ». Le monde juridique allemand, qui s'évertuait depuis quelques dizaines d'années à parvenir à une graduation du rapport de nécessité, existant entre la condition et le résultat, en tablant soit sur la qualité de l'action, soit sur la quantité de force agissante, soit sur des notions chronologiques, fut fortement ému, quand Von Kries mis jour à sa conception de l'examen « in abstrato ».

Il est le père vénéré de la théorie dominante aujourd'hui en Allemagne.

Mais voilà, que ce qu'on nous sert comme une nouveauté de dernière heure en doctrine allemande était au XVI^e siècle, du temps de Dumoulin et même avant, une idée courante dans les débats juridiques du Droit français, sur laquelle les « doctores ... misere et anxie sese involuant et controvertant... »

D'ailleurs, l'immense mérite de Von Kries est d'avoir saisi ce qu'elle offrait de vérité et de justesse la notion vulgaire de cause, de l'avoir étudiée d'une manière scientifique et de lui avoir rendu la technicité indispensable, pour qu'elle puisse figurer comme un axiome de droit²⁹.

Et le mérite de la doctrine de droit germanique reste intact en ce qu'elle ait suivi cette voie, qu'elle se soit consacrée à élever la conception de Von Kries au rang d'un système.

Le vulgaire lui aussi procède par abstraction, quand il attribue à un antécédent la qualité de cause, dans ses rapports avec le conséquent. Le raisonnement vulgaire table toujours sur les possibilités objectives. Faisons l'examen de ce que nous entendons toujours, par les appréciations causales exprimées comme ceci : ça devait arriver nécessairement. C'est le « nécessairement » d'après ce qui est commun, courant expérimentalement dans la vie. On raisonne dans tous les cas sur la possibilité objective, que comportait en soi l'antécédent considéré, d'amener le conséquent. Qu'est-ce que c'est d'ailleurs, que cette notion de danger, au moyen de laquelle, le vulgaire se figure et se précise le plus souvent le processus de causalité. C'est de la causalité en puissance. C'est l'expression d'un haut degré de possibilité objective qu'un fait comporte en soi, pour amener certains résultats. Pour y arriver, on table sur un rapport de fréquence. Quand on emploie la notion de nécessaire pour caractériser le rapport d'un fait dangereux à ses résultats, ce n'est pas de la nécessité concrète qu'on parle.

(29) On n'a qu'à se reporter aux pages consacrées par lui à la question dans le « Zeitschrift für ges. Strafrechtswissenschaft, Bd. IX, page 531 et suiv.

Pothier pouvait prendre du vulgaire la notion de suite nécessaire, ça revient au même. Il ne contrariait en rien l'ancienne formule signalée par Dumoulin³⁰.

Nous allons voir que la jurisprudence postérieure au code Napoléon, en face d'un texte énigmatique, comme celui de l'art. 1151 c. civil; en face d'un texte qui omet complètement la question de causalité, comme celui des art. 1382 et 1383 et qui fut obligé pourtant de se forger un système, suit dans la méthode adoptée, sans le vouloir et sans le savoir la conception de Pothier, où celle-même qu'exprime la formule du très ancien droit français, rien qu'en suivant des règles de bon sens, qu'en faisant usage de la notion vulgaire de cause. En le faisant sans méthode, sans directives et simplement à l'improviste, elle arrive en effet, à l'état chaotique, qu'elle présente. Mais on n'a rien à y inover, rien à inventer : Avec les seules notions, que ces arrêts nous fournissent, on peut arriver à un système, suffisamment technique et scientifique, rien qu'en y mettant un peu d'ordre et en en dégagant les principes de base.

3) *La notion de suite indirecte.*

Dans la conception que Pothier se fait du problème causal, une autre notion, qui a cette fois un certain caractère scientifique : la notion de suite indirecte occupe une place importante.

C'était une expression courante en philosophie à une certaine époque. Les traités des causes très communs au moyen âge, étaient en honneur même au XVII^e et au XVIII^e siècle.

Quelque part Bossuet nous parle du Jésuite Suares et de l'oratorien Fournenc, qui ont consacré à ce sujet des dissertations où la question était fouillée dans tous les sens. Bossuet lui-même s'en occupe dans son petit livre « Connaissance de Dieu et de soi-même » sous le titre « Métaphysique ou traité des causes ». Il reproduit de St-Thomas d'Aquin les quatre causes d'Aristote, avec la nomenclature, qui n'appartenait pas à Aristote, mais c'était l'œuvre propre de la scholastique³¹.

(30) DUMOULIN s'exprime souvent sur cette formule : « Hanc vulgarem divisionem ».

(31) P. 286 : « I) Pourquoi une chose est, avec l'intention de savoir qu'est-ce proprement, qui agit, pour faire qu'elle existe... qui fait ce grand chaud ou ce grand froid; on répond que c'est le soleil, et le vent de bise : c'est ce qui s'appelle cause efficiente. — II) Pourquoi une chose est avec intention de savoir quel dessein se propose celui qui agit. C'est ce qui s'appelle fin ou cause finale ». — Page 287 : « ...La troisième est la cause matérielle, elle explique de quoi une chose est composée; la quatrième s'appelle cause formelle et dit de quelle manière la chose est, et quelles en sont

La notion de cause indirecte provient de St. Thomas d'Aquin³². On ne connaît pas de philosophe, avant lui, qui en ait fait usage. On la retrouve très souvent dans la terminologie scholastique chez les disciples français ou étrangers.

Elle est bien connue, l'influence formidable, que la personnalité de cet illustre théologien exerça à travers toute la scolastique sur le mouvement des idées en France, en Italie et en Angleterre. On trouve la trace du thomisme jusque dans la doctrine carthésienne et chez Leibnitz³³. On cite souvent l'expression de Leibnitz : « scholasticos agnosco abundare ineptiis, sed aurum est in illo coeno » ;

Un des premiers commentaires dont St-Thomas s'est occupé est celui « De causis ».

Dans la terminologie scholastique, la notion de cause indirecte correspondait à celle d'occasion. On disait : « causa indirecte dicta ou occasionaliter dicta »³⁴. Cause indirecte et cause occasionnelle étaient pour St Thomas notions équivalentes. La définition qu'il donne à l'une s'applique sans doute à l'autre. D'après lui la cause occasionnelle serait celle « quæ causat aliquam dispositionem ad aliquem effectum »... Elle pose une simple condition du résultat et ne se caractérise par rien d'autre.

Pothier s'exprime : « ... Ce dommage n'est qu'une suite... très indirecte de son dol... car quoique la perte de mes bestiaux... ait influé dans le dérangement de ma fortune, ce dérangement peut avoir eu d'autres causes ».

La perte des bestiaux consécutive au dol du débiteur est un fait « quæ causat aliquem dispositionem » au résultat qui s'ensuit. Mais il y a d'autres agents qui actionnent. Il crée l'état propice pour qu'y agissent des causes, qui amènent ordinairement un dérangement de fortune.

St-Thomas d'Aquin, pour illustrer la définition, donnait l'exemple de celui qui coupe du bois. Il n'est pas la cause de ce que le bois sera brûlé. Au point de vue concret, l'acte de celui qui coupe le bois est une condition nécessaire du résultat. Mais il ne peut pas être la cause.

Ce seul fait ne contient pas en lui la possibilité d'un tel résultat. Il pose simplement une condition du résultat. Mais

les propriétés. On peut la définir : ce qui fait qu'une chose est appelée telle ou telle ».

(32) Voir JOURDAIN, Philosophie de St-Thomas. Hachette, 1858.

(33) JOURDAIN, I, page 263.

(34) SCHUTZ THOMAS, Lexicon V^o causa B. 27.

ça ne suffit pas pour lui attribuer le caractère de cause, de cause directe, pour employer l'expression même de St-Thomas.

Les expressions de cause indirecte ou occasionnelle et celle de cause directe sont devenues tellement communes et générales qu'on les retrouve partout. C'est la formule qui synthétise la conception de causalité en droit anglais³⁵. On l'attribue à Fr. Bacon, mais elle remonte beaucoup plus avant³⁶.

La même formule constituait la règle causale en Allemagne avant la promulgation du code civil actuel³⁷ et on lui attribue une origine très ancienne.

Il est alors très naturel de la trouver chez Pothier.

La conception de l'ancien droit français, repose donc en essence sur les trois idées suivantes :

1° La configuration de la chaîne causale par l'idée de suite éloignée et suite prochaine.

Plus une conséquence s'éloigne du fait primordial, plus l'interférence d'autres séries causales se fait sentir et plus la conséquence apparaît étrangère à ce fait.

2° La configuration du processus causal :

a) Par la différence entre la suite directe et la suite indirecte ou occasionnelle.

La cause indirecte est tout de même cause.

Elle est égale à la cause directe à un seul point de vue : toutes les deux sont également indispensables au résultat, (etiam sine qua non contigisset).

Celui qui a coupé le bois, a mis une des conditions sine qua non, de ce que le bois brûle maintenant dans la cheminée. On parle, notons le bien, in concreto, du bois qu'il y a sous mes regards.

La différence n'apparaît, que si on raisonne par abstraction. Dans le processus causal envisagé in abstracto, les occasions sont des éléments interchangeables. La pièce de bois qui brûle maintenant dans la cheminée pouvait être déracinée par l'orage et entraînée par le torrent devant ma cabane.

Dans la conception scholastique, cet événement, qu'on dési-

35) JENKS, digeste, art. 724.

(36) Le plus enthousiaste défenseur des maximes de St-Thomas fut en Angleterre Thomas Bradwardin, vers la fin de la scholastique. « DIEU, suivant le docte théologien, participe à tous les effets produits par les causes secondes et non seulement il y participe, mais sa part est la plus directe et la plus immédiate. C'est DIEU qui directement meut les corps; c'est lui qui directement touche les âmes; son action est plus proche que la nôtre du fait que nous pensons avoir seuls produits ». JOURDAIN, I, p. 213.

(37) ENERGERUS, Kipp und Wolff, I. 2 S. 30.

gnait du nom de cause indirecte ou occasionnelle, était celui, qui par abstraction faite de l'examen concret, était remplaçable par une toute autre circonstance.

La déconfiture de l'acheteur, attribuée à « d'autres causes », est survenue à l'occasion de circonstances imputables au dol du vendeur. Mais une autre circonstance toute différente eut pu la faire éclater.

b) *Par l'idée de suite nécessaire.* Il était clair qu'on ne se référerait pas à ce qui est nécessaire au sens absolu et concret (« ... etiam occasione dictae combustionis, sine qua non contigisset »...).

Rapportée à un fait, une suite est d'autant plus nécessaire, dans la conception traditionnelle, que le fait considéré présente plus des possibilités objectives à l'engendrer.

Une ancienne formule du droit français nous permettait de voir plus précisément encore les données du rapport, qu'implique la notion de nécessaire.

Il y a possibilité objective d'après quoi ? D'après ce qui arrive « communiter et frequenter ». Un préjudice éprouvé se relève comme la conséquence du fait incriminé, s'il pouvait arriver à tout autre dans les mêmes circonstances.

Le fait incriminé ne présente aucune possibilité objective à engendrer une conséquence, si ordinairement cette conséquence arrive, « raro et accidentaliter ».

Des temps très anciens en droit français, on avait substitué à la causalité concrète, la causalité abstraite et objective.

§ II. — *Responsabilité du débiteur de bonne foi.*

En traitant de la responsabilité plus restreinte du débiteur de bonne foi³⁸, Pothier, pour établir les limites de la réparation due, envisage la question à deux points de vue :

1° Il y a d'abord des dommages, qui sont intrinsèques au nexum contractuel. Ils s'incorporent tout naturellement à la chose même, qui fait l'objet de la convention. Leur rattachement à l'objet de la convention est tellement étroit, qu'il n'en font qu'un.

Les dommages-intérêts représentent une exécution par équivalent. Ils doivent permettre au créancier de se procurer une chose ou une prestation analogue, à celle qu'il n'a pas obtenue

(38) Tome II. Traité des oblig., N° 161 et suiv.

de son débiteur. Si quelqu'un s'engage envers un autre à lui livrer une chose à 1.000 fr.; qu'il n'exécute pas son obligation et que l'acheteur soit contraint de se procurer une chose pareille à 1200 fr.; il répondra de la différence.

Pour employer la formule même, que Pothier emprunte du droit romain, il y a là un dommage « propter rem ipsam non habitam ».

Il résulte de l'évidence même que le débiteur s'y était soumis.

Mais ce ne sont pas les seuls mécomptes, que l'inexécution peut produire au créancier.

2° Il y a encore les dommages extra rem.

« Quelques fois, enseigne Pothier, le débiteur est tenu des dommages et intérêts du créancier, quoique extrinsèques. savoir lors qu'il paraît, que par contrat, ils ont été prévus et que le débiteur s'en est ou expressément ou tacitement chargé en cas d'inexécution de son obligation ».

Cette fois, les dommages n'apparaissent plus par la force de l'évidence. Ils sont déduits en scrutant l'intention des parties, au moment de la foreclusion du contrat. Pour les déterminer, on doit discerner l'état psychologique du débiteur, lors du contrat : ce qu'il a eu réellement en vue en s'engageant.

Pothier conçoit, que le débiteur se figure au moment du contrat, ce que le créancier peut réaliser comme avantage en cas d'exécution et les mécomptes, que l'inexécution pourrait lui produire.

C'est toujours l'idée de ce à quoi on pouvait s'attendre, des suites vraisemblables.

Si par exemple une personne donne sa maison, à bail pour habitation, en cas d'éviction du locataire par le « verus dominus », il ne répond, étant de bonne foi, que des dommages intrinsèques : la différence de loyer et les frais de déménagement. « Ces dommages et intérêts ont un rapport prochain à la jouissance de la maison » constate Pothier (Num. 161).

Mais il y a des dommages qui n'ont plus un rapport prochain : « ... Si dans le délogement, quelques meubles précieux de mon locataire, ont été brisés, je ne serai pas tenue de ce dommage : c'est l'impéritie des gens, dont il s'est servi, qui en est la cause et non l'éviction...; elle a été seulement l'occasion ».

Le bailleur ci-dessus ne répondra pas même d'autres mécomptes un peu plus connexes à sa faute : par exemple, si le locataire ayant donné à la maison une destinée commerciale,

il subit une perte de clientèle ou d'autres déboires en ce sens.

La situation change au cas où le bailleur connaissait la destination commerciale qu'on devait donner à la maison. Les mécomptes divers subis par le locataire étaient de ceux, auxquels le bailleur pouvait s'attendre.

La situation change parce que l'état psychologique du débiteur change lui aussi.

Pour déterminer l'état psychologique, Pothier envisage deux situations. On le fait :

a) En scrutant l'intention des parties comme ci-dessus.

b) En se référant à certaines qualités subjectives, que certaines personnes, présentent par différence, de ce qui est ordinaire.

Ces qualités subjectives impliquent un état psychologique plus étendu en ce qui concerne la prévision.

Il n'y a pas la même situation que l'engagement soit conclu par un homme de métier ou qu'il soit conclu par une tout autre personne ³⁹.

Il résulte de tout cela que la détermination de l'état psychologique, tient cette fois aussi à des données subjectives. On ne recourt pas encore à un concept objectif. On ne l'établit pas par rapport à un type abstrait. Ce sont les qualités personnelles et concrètes du sujet, qu'on a en vue.

Au contraire, nous trouvons l'objectivation de la notion de vraisemblable, en ce qui concerne la causalité du dol. On ne raisonne plus en cette matière sur l'état psychologique subjectif et concret... On ne se réfère plus à ce qu'aurait pensé ou prévu le sujet. On se réfère à ce, à quoi on doit s'attendre communément, du moment qu'un certain fait est posé.

Nous allons voir, que la jurisprudence française marque une préférence, pour l'état psychologique subjectif, sans se préoccuper qu'il s'agit de la faute ou du dol, ou qu'il s'agit de

(39) Loc. cit., n° 163 : « Une personne m'a vendu des pièces de bois; je me suis servi, pour étayer mon bâtiment qui s'est écroulé par le défaut des pièces de bois... »

Si le vendeur n'était pas homme du métier et qu'il m'ait vendu de bonne foi ces pièces de bois, dont il ignorait le défaut, les dommages-intérêts... ne consisteront qu'à me faire une déduction sur le prix...; mais ils ne s'étendront pas à la perte que j'ai faite par la ruine de mon bâtiment : le vendeur de bonne foi n'est pas censé s'être chargé de ce risque ».

Pothier pense au contraire que si le vendeur de ce matériel était un homme du métier, un charpentier par exemple, « il est censé s'être rendu responsable, que les états seraient suffisants et s'être chargé du risque du bâtiment écroulé... ».

responsabilité contractuelle ou de responsabilité extra contractuelle ⁴⁰.

La différence faite ainsi par Pothier et que le code civil a entendu consacrer, entre la fraude et la simple faute n'est pas du tout suivie en jurisprudence.

D'ailleurs cette ligne tranchante entre un cas de responsabilité et l'autre, on ne la trouve pas chez Dumoulin. C'est naturel car Dumoulin avait le droit romain pour guide et dans le droit romain cette distinction faisait totalement défaut. Comme le remarque à juste raison Maynz, cette distinction entre la bonne foi ou la mauvaise foi du débiteur, en ce qui concerne l'étendue de la réparation n'est pas justifiable à aucun point de vue.

Il est besoin en effet, dit-il de distinguer entre le dol et la faute, quand il s'agit de déterminer le fait même de la responsabilité et c'est ce que la loi romaine a fait, en traçant les règles équitables sur la prestation de la faute. Mais en ce qui concerne l'étendue des dommages à réparer, la cause morale de l'imputation est indifférente : le dommage que le créancier subit n'est pas plus grand, lorsqu'il a été causé avec l'intention de nuire, que lorsqu'il a été le résultat d'une simple faute du débiteur » ⁴¹.

La remarque est juste. Supposons dans l'exemple de l'animal malade envisagé par Pothier, que le débiteur était de bonne foi. Il ne connaissait pas les vices de la chose. Les conséquences provoquées par la maladie contagieuse de l'animal acheté, vont-elles être en quelque chose modifiées ?

Il doit répondre moins que le débiteur en fraude. C'est juste. Mais la notion de prévisibilité explique suffisamment pourquoi le débiteur en fraude répond plus que celui coupable d'une simple faute. Il connaissait le vice de la chose et pouvait s'attendre à toutes les conséquences, qui découlent ordinairement d'un fait pareil au sien. Admettre la notion de prévisibilité pour l'un et l'écarter pour l'autre, c'est une conception qu'aucune raison ne justifie.

Y a-t-il une différence entre la responsabilité de la personne coupable de fraude et celle de la personne coupable de simple faute en matière régie par l'art. 1382 ? Pourtant personne ne s'y aperçoit de l'absence, moins encore de la nécessité d'une telle distinction. Et peut-être moralement, la faute du

(40) En jurisprudence allemande, tendance contraire : on détermine l'état psychologique en se rapportant à un type abstrait pris au superlatif.

(41) Tome II, page 28.

débiteur, qui n'exécute pas un engagement pris en pleine conscience, devrait être regardée avec plus de sévérité, que l'imprudence légère, une négligence insignifiante qui peut constituer une faute aquilienne.

S'appuyant sur des textes multiples, Maynz dégage trois règles fondamentales, au moyen desquelles on arrivait à établir en droit romain, l'étendue de la réparation, en tous cas de responsabilité, sans distinction, qu'il s'agissait de la faute ou du dol dans l'exécution du contrat ⁴² :

a) le débiteur n'est responsable que du dommage, qui est une suite nécessaire de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de son obligation;

b) dès que ce point est constant, le débiteur est tenu de tout dommage tant direct qu'indirect, pourvu

c) qu'il ait prévu ou qu'il ait pu prévoir ces conséquences.

La confusion dans l'exposé de Pothier trouve peut-être sa cause dans la circonstance suivante :

Pour nous faire voir la distinction entre la responsabilité du débiteur de mauvaise foi et celui de bonne foi, Pothier prend comme exemple, l'hypothèse qu'il trouve dans le droit romain, Fr. 13 », p. 5. pr. I, 3, D. empti 19,1.

Il y avait en vérité une distinction dans le passage ci-dessus entre le cas du débiteur de bonne foi, et celui du débiteur de mauvaise foi. Mais la raison de cette distinction était que le débiteur de mauvaise foi pouvait se figurer, que la maladie contagieuse, dont il avait connaissance, allait infecter toute l'étable et lui provoquer tous les autres torts envisagés, tandis que le débiteur de bonne foi, en ignorant le vice, ne pouvait pas s'y attendre.

C'était la prévisibilité plus étendue chez le débiteur de mauvaise foi, qui lui fait supporter la série entière des conséquences survenues ⁴³. Par conséquent c'était la prévisibilité, qui donnait la mesure de la réparation dans un cas, comme dans l'autre et en s'appuyant sur ce texte en aucun cas on ne peut décider, que le débiteur de mauvaise foi, répond au delà de ce qui était possible à prévoir.

Il n'y avait là que l'application de la règle générale ci-dessus. Qu'il fût de bonne foi ou qu'il fût de mauvaise foi, l'étendue de la réparation due par le débiteur était fixée par

(42) Voir Fr. 21 parag., F. 2-D. ad legem aquiliam 9, 2 ou le dol et la faute en matière extra contractuelle sont traités de la même façon quant à l'étendue de la réparation.

(43) C'est ainsi que Maynz explique en commentant ce passage de Digestes.

rapport à ce qui pouvait être prévu comme conséquence normale à la suite de son fait.

Mais est-ce que Pothier entend écarter la notion de prévisibilité en ce qui concerne la responsabilité du débiteur coupable de dol ? A notre avis on le lui attribue à tort. Il n'y a rien dans son texte, qui nous autorise à l'admettre. Il n'exclut nulle part en cette matière la notion de prévisibilité.

Comment l'aurait-il fait, quand il se reporte au droit romain et à Dumoulin à tout pas ?

Il dit seulement, que le débiteur en fraude répond de tous les dommages « sans qu'il y ait lieu de distinguer et de discuter en ce cas, si le débiteur doit être censé s'y être soumis. »

Il ne fait qu'exprimer une vérité d'évidence et Pothier explique tout de suite. Il fait une différence entre les dommages, conséquences de « *l'obligation primitive* » et les dommages, conséquences du dol, qui devient par lui-même une source de préjudices : (« ...car c'est le dol de ce marchand qui m'a causé tout ce dommage »). Alors comment discuter que le débiteur s'était soumis ou ne s'était pas soumis aux conséquences de sa fraude ? Pouvait-il s'exonérer, pour discuter, s'il s'y était soumis dans le contrat ? Ou encore : est-il nécessaire de s'obliger par contrat, pour répondre des conséquences de sa fraude ?

Ce que Pothier exprime ainsi, ça allait de soi. C'est une simple remarque qu'il fait, sans qu'on puisse lui attribuer aucune portée.

Tout ce qu'on peut attribuer à Pothier est d'avoir entendu faire une distinction et de ne s'être pas trop clairement exprimé. Car s'il n'écarte pas la notion de prévisibilité, il fait tout de même une différence entre la responsabilité du débiteur de bonne foi et celle du débiteur de mauvaise foi.

Pour le premier il se tient à la seule prévisibilité subjective. Dans les trois situations envisagées, il raisonne sur le seul état psychologique subjectif. On juge les faits ayant en vue l'homme lui-même, qui les a commis : s'il est borné, un homme ordinaire, il répond moins, tandis que s'il est un homme de métier il répond davantage. Autres sont les conséquences auxquelles peut s'attendre un homme commun et autres celles auxquelles peut s'attendre dans les mêmes circonstances l'homme de métier. Le caractère de vraisemblable est en fonction de la psychologie propre et concrète de l'individu.

Pour le deuxième il fait état en dehors de la prévisibilité

subjective, encore de la prévisibilité objective. L'état psychologique n'est plus subjectif, mais établi par comparaison avec un type abstrait.

Cette fois le débiteur répond de toutes les suites, qui découlent nécessairement de son fait, d'après ce qui est communément admis.

Le caractère de nécessaire, de vraisemblable de la conséquence est établi par rapport à l'état psychologique commun.

Le débiteur de mauvaise foi répond donc :

- 1) Des dommages intrinsèques,
- 2) Des suites prévues,
- 3) Des suites prévisibles eu égard à son état psychologique subjectif,
- 4) Des suites que le commun des hommes eut pu entrevoir comme possibles et adéquates à son fait.

Cette différence que Pothier établit entre la responsabilité de la simple faute et la responsabilité de la fraude n'existe nulle part dans le droit d'aucun pays, exception faite des pays, qui ont pris le code Napoléon comme modèle.

Même dans le droit français la différence reste théorique. La jurisprudence n'en tient aucun compte.

TITRE II

LA NOTION DE DOMMAGE DIRECT EN DROIT COMPARE

CHAPITRE PREMIER

Le droit Italien.

Le Code Napoléon a servi de modèle à l'édification du Code civil en Italie.

Les art. 1150 et 1151 y ont passé sans aucune modification, pour constituer le texte des art. 1228 et 1229.

Les commentateurs du code civil en Italie se reportent toujours à Pothier ou à Dumoulin, quand ils éprouvent le besoin d'élucider une question, par des renseignements pris à la tradition.

Dans la question qui nous intéresse, ils tirent aussi des amples citations de Pothier, mais sans approfondir les notions. Il y a en général la même insuffisance de vues sur la théorie de la cause et la même imprécision d'idées, que nous avons constaté en doctrine française. On ne sort pas des exemples trouvés chez Pothier ou des brèves considérations que faisait celui-ci, en les reproduisant consciencieusement¹.

Les auteurs en majorité sont d'avis, qu'en ce qui concerne le problème de distinguer entre le dommage direct et le dommage indirect, il est mieux de laisser cette tâche au juge, qui en viendra au bout, avec son bon sens et ses lumières.

Giorgi dans son traité des obligations² s'étend un peu plus sur la notion du dommage direct.

Il considère la règle de l'art. 1228 (1150 français) comme une disposition de faveur à l'égard du débiteur de bonne foi. Pour celui-ci, seules les suites qu'on a prévues ou qu'on a pu prévoir, sont à prendre en considération.

(1) CHIRONI, Colpa excontract. I, 23.

(2) Giorgio GIORGI, Teoria delle obbligazioni, tome 5, nov. 159.

Le débiteur qui se fait coupable de dol en répond davantage. Mais en tout cas, pour lui aussi, on doit s'arrêter, aux limites impliquées par l'équité, c'est-à-dire aux suites directes et immédiates.

L'idée qu'il se fait de la notion de dommage direct est assez intéressante. Il explique qu'en employant le terme de dommage indirect, la loi a voulu exclure de la réparation toute conséquence, qui ne découle pas proprement dit, du fait illicite, mais arrive par le concours d'une cause étrangère, qui s'ajoute accidentellement : ...« Tutti quelli, che non sarebbero derivati dal fatto illecito, se non vi avesse concorso medesimo, e soppraggiunta accidentalmente »³.

Qui s'ajoute accidentellement, ça veut dire, qui n'est pas dans l'ordre naturel des choses.

Puis, comment établir, que la cause étrangère, qui concourt à la conséquence est simplement accidentelle ? Sans doute d'après ce qu'il paraît, d'après ce qui est vraisemblable.

Plus loin il nous renseigne mieux, sur ce qu'il pense, sur cette question. En fin de chapitre il fait une dernière observation, sur ce qu'on doit entendre par conséquence indirecte.

D'abord pense-t-il on ne pourra jamais considérer comme une conséquence indirecte, celle que l'auteur du dol a eu en vue. C'est une vérité d'évidence. C'est justement pour ça qu'il est considéré de mauvaise foi : il sait d'avance, que son fait arrivera à provoquer tel tort à autrui et pourtant il ne s'en abstient pas⁴.

Il suppose ensuite qu'un fait étranger s'interpose entre le dol du débiteur et la conséquence, qu'on veut lui imputer ?

Si le fait, qui s'interpose ainsi, n'était pas insolite ou inopiné, mais pouvait être envisagé par l'auteur du fait coupable, comme un événement probable, d'après l'ordre naturel des choses, la conséquence, qui s'est ensuit n'est pas non plus indirecte ou médiate⁵.

La solution qu'il donne, nous le voyons bien, repose sur la notion de possibilité objective que comporte un antécédent

(3) Giorgio Giorgi, loc. cit. Il fatto deve esser causa di danno, N° 159 et suiv.

(4) Loc. cit. : « A complemento delle nostre osservazioni ci resta da ricordare, non potersi mai considerare il danno come conseguenza indiretta o mediata, quando era o dovera essere nelle previsioni, di chi se rese autore dell'atto illecito ».

(5) Loc. cit. : ...ma se questo evento lungi dall'essere insolito o inopinato, era nell'ordine naturale delle cose, sarà stato preveduto dall'offensore, come una conseguenza probabile del fatto illecito, tanto basta perché l'autore di quest'ultimo ne debba rispondere.

à amener un conséquent, d'après ce qui est l'ordre naturel des choses.

Quant à la méthode au moyen de laquelle on doit établir la possibilité objective, il s'en reporte totalement aux juges de fait. (...« il giudice chiamato alla liquidazione, determinando quali sono veramente i danni, che derivano esclusivamente del fatto delittuoso, quali quelli, che si sono aggiunti inopinatamente per effetto de fortuito »).

Plus récemment un autre auteur, Gabba⁶, remarque la grande difficulté qu'on éprouve à préciser la notion de dommage direct et immédiat.

La jurisprudence italienne emploie très souvent le terme de suite nécessaire ou relation nécessaire.

Gabba pense que dans ces termes la formule devient plus compréhensible.

On entend par suite directe, celle qui arrive nécessairement du fait considéré, c'est-à-dire avec la plus grande probabilité.

(6) Nuovo questioni, I. p. 226 et suiv.

CHAPITRE II

Droit anglais.

Le droit anglais présente pour notre étude un intérêt tout particulier, parce que la question de la relation causale en matière de responsabilité civile est traitée sur la base de la même formule qu'en droit français.

En tout « Digeste » de droit anglo-américain les formules de « proximate » ou « too remote » de « dommage indirect » ou « dommage direct » sont expliquées en regard des solutions traditionnelles, dans un chapitre à part, qui porte souvent le titre « Causal connexion ».

Une maxime de F. Bacon indiquait brièvement : « In jure civili non remota causa, sed proxima spectatur¹.

« Tunc et proxime secutum » par opposition au « damnum remotum » était en France à peu près à la même époque, la définition donnée par Dumoulin.

Bacon donne quelques exemples pour illustrer la règle aussi posée.

Une rente est promise « pro consilio et impendendo » ? Le crédi-rentier commet un crime et on le met en prison. Il ne peut plus se tenir à la disposition du débi-rentier, pour lui donner des conseils toutes les fois, que celui-ci en aura besoin. L'exécution de son obligation est devenue impossible. Pourtant la solution qu'on avait donné judiciairement était que la rente reste due. C'était par sa faute que le crédi-rentier avait été mis en situation, de ne pas pouvoir exécuter son obligation. Mais le droit ne cherche pas si loin « explique Bacon. L'emprisonnement était un fait « involontaire et forcé », dit-il. C'est l'explication de Bacon. Mais les juges ont peut-être vu dans l'emprisonnement une circonstance singulière, un événement qui n'était pas commun du tout car il y a là une conception traditionnelle en droit anglais.

C'est cette conception que les Digestes de droit anglais nous présentent aujourd'hui au nom de la tradition.

(1) Max. Reg. I.

Ainsi Jenks², énonce à titre de règle de droit qu'on tient compte pour déterminer les limites de la responsabilité du débiteur, des seules suites : a) qui ont été la conséquence naturelle et directe de la violation du contrat;

b) qui ont été envisagées par les parties contractantes comme le résultat probable de la violation du contrat.

D'après ce que nous voyons, le terme direct et celui de « naturel », ça se vaut. Une conséquence est directe si elle apparaît naturelle, s'il était dans la nature des choses, qu'il en fût ainsi.

A l'appui du principe ainsi formulé, il apporte les décisions judiciaires qui font autorité.

Si dans un contrat de dépôt le dépositaire dispose de l'objet « d'une façon qui n'est pas conforme aux termes du dépôt » et s'il en résulte un préjudice, « ce préjudice est censé être la conséquence naturelle et directe de la violation du contrat ».

Il n'y a pas de distinction en droit anglais, quant à l'étendue de la responsabilité, entre le débiteur de bonne foi et celui de mauvaise foi, comme il n'y a pas d'ailleurs entre le cas de responsabilité contractuelle et le cas de responsabilité en dehors des contrats.

La responsabilité en cas de « torts » est aussi limitée à ce qui apparaît comme une conséquence naturelle du fait du défendeur.

En traitant de la responsabilité « en cas de torts » Jenks énonce sous le titre « dommage indirect »³, la règle, que le dommage prétendu par la partie plaignante » doit être la conséquence naturelle et vraisemblable du fait du défendeur »... Il explique tout de suite que « sa cause immédiate peut être le fait d'autrui ou même du demandeur ». Ça ne signifie pas qu'on doit écarter de la réparation la conséquence, du moment que « le fait du défendeur en était la cause effective et déterminante ».

En réintégrant la formule de Jenks présentée par fractions avec l'intention de la rendre plus explicite, nous pouvons dire :

La cause est effective et déterminante par rapport à une conséquence, alors que cette conséquence en découle d'une façon naturelle et vraisemblable.

(2) Digeste, I, paragr. 276.

(3) Tome I, paragr. 724.

En droit anglais on a tenu à préciser encore une question et Jenks nous le fait savoir. De quelle manière doit-on s'y prendre, pour décider que la conséquence se révèle naturelle et vraisemblable ?

Tout événement n'arrive que par le concours d'un ensemble de faits, qui sont indispensables à son apparition.

Un résultat apparaît d'autant plus vraisemblable, par rapport à un fait considéré, que l'on ajoute à ce fait un nombre plus grand de circonstances, qui ont concouru concrètement; plus on lui ajoute de circonstances concurrentes, plus le résultat apparaît vraisemblable.

Où doit-on s'arrêter ?

La nécessité d'une limitation était évidente, à moins qu'on ne voulait pas laisser cette question à l'appréciation souveraine des juges de fait.

En doctrine allemande, Traeger était arrivé à cette formule, qu'on devait établir le caractère de vraisemblable de la conséquence invoquée par le demandeur, en mettant le fait incriminé en regard de toutes les circonstances, que pouvait connaître l'homme *diligent au superlatif*. On avait poussé l'objectivation de la formule de causalité adéquate, jusqu'aux dernières limites. C'est cette formule qu'applique constamment la jurisprudence allemande.

En droit anglais Jenks, nous donne la formule, résultant des décisions qui font autorité :

Par conséquence naturelle et vraisemblable, il faut entendre la conséquence, qu'un homme moyen pourrait vraisemblablement prévoir, dans les circonstances de l'espèce ». (Greenland, C. Chaplin 5. Exch, p. 248; Opinion de Pollock, C. B.)

La formule du droit anglais est moins objective que celle adoptée par la jurisprudence allemande.

TITRE III

LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

CHAPITRE PREMIER

Le droit de contrôle de la cour de cassation.

La Cour décide par des nombreux arrêts, que la question de la relation causale n'est pas de l'attribut souverain des juges de fait. Elle se réserve même un contrôle assez rigoureux, en exigeant que les instances, établissent une relation causale directe et immédiate, caractérisation, qui, à son tour est soumise à la censure.

Sur la manière dont elle entend exercer cette censure, on peut dégager de l'étude des arrêts les règles suivantes :

1) L'arrêt qui ne constate pas dans ses considérants, l'existence de la relation causale est sujet à cassation.

Nous pouvons citer comme le plus caractéristique en matière de responsabilité contractuelle, l'arrêt de la chambre civile en date du 30 mars 1908¹ : « Vu l'art. 1992, code civil..., etc... Mais attendu que pour justifier la condamnation qu'elle a prononcé contre X, la cour d'appel devait établir la relation de cause à l'effet entre la faute et le préjudice; que l'arrêt ne conteste pas, que les fautes imputées à X, aient été la cause immédiate et directe du préjudice, dont se plaint Laudier... ».

2) Il n'est pas suffisant qu'on constate une relation quelconque. La relation doit être directe et immédiate².

* « Attendu — pose la Chambre civile dans un arrêt du

(1) D. 910, I. 255.

(2) Un arrêt de la même chambre civile en date du 26 nov. 1890, S. cr. 90, I. 524, décide : « mais attendu que si ce jugement constate la faute, il ne constate pas un préjudice réel en découlant directement »... Pourtant une certaine relation y était constatée.

3 mars 1897³ — que s'il appartient au juge saisi d'une demande en dommages et intérêts, d'apprécier jusqu'où s'étend la perte ou la privation de gain, qui d'après l'art. susvisé, doivent servir de base à l'allocation de dommages, cette faculté ne peut s'exercer, que dans les limites déterminées par la loi; qu'ainsi aux termes de l'art. 1150 et 1151, le débiteur n'est tenu... etc... ». La cour d'Agen avait apprécié que le dommage invoqué par la partie plaignante était en relation suffisante avec la faute, dont on se plaignait. La Chambre civile se conformant au principe posé en tête de l'arrêt casse sur la considération « que la privation d'avantages problématiques n'a pu être prévue lors du contrat... et ne constitue point une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention... »⁴.

3) La caractérisation de directe et immédiate du dommage est soumise à la censure.

a) La Cour d'appel ou le tribunal a effectué cette caractérisation en omission d'une circonstance, qui y était pourtant indispensable.

« Attendu — énonce la Chambre civile dans un arrêt du 12 novembre 1906 — qu'aux termes de l'art. sus-visé (art. 1151), les dommages et intérêts ne doivent comprendre, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention... » Le principe ainsi posé; la Cour passe à la vérification des faits et constate que le jugement avait omis une circonstance, sans laquelle on ne pouvait pas se prononcer sur l'existence de relation causale. Le jugement est cassé sur la considération « qu'en omettant de se prononcer sur cette circonstance nécessaire pour établir, que le préjudice total éprouvé par les expéditeurs était la suite immédiate et directe de la faute commise par la Compagnie, le tribunal... n'a pas donné une base légale à sa décision et a par suite violé l'article sus-visé »⁵.

b) La Cour suprême soumet à une vérification, exercée avec plus ou moins de rigueur, les conclusions que les juges de fait tirent logiquement des faits souverainement constatés par eux.

(3) D. 98. I. 118.

(4) D. 909. I. 87.

(5) Civ. 26 nov. 1890 — S. cr. 90. I. 524 : « Mais attendu que si ce jugement, constate la faute, il ne constate pas un préjudice réel et certain en découlant directement : qu'il eut été nécessaire, pour justifier une condamnation à des dommages et intérêts, que le tribunal vérifiât si la production, dont l'omission était reprochée à l'avoué pouvait aboutir à une collocation utile et affirma l'utilité de cette collocation... ». Aussi Cas. civ. 19 fév. 1890 et 23 déc. 1889. S. 91. I. 321.

Le plus souvent la Cour reproduit les circonstances de fait dans son arrêt, pour se convaincre de l'exactitude des conclusions, qu'ils en ont tiré, en donnant son approbation dans des termes comme ceux-ci : « Attendu que ce préjudice... était bien la conséquence directe et immédiate de l'inexécution de l'obligation de la Compagnie » Ou encore : « qu'à la suite de cette constatation le jugement attaqué a pu déclarer, que l'avarie dont il s'agit avait pour cause une faute de la Compagnie... » ⁷.

Ou encore ⁸ « qu'il suit de là que la condamnation prononcée pour ce chef, contre le demandeur en cassation, est basée sur les dispositions formelles des art. 1150 et 1151 » ⁹.

Tous les arrêts appartiennent à la Chambre de requêtes et il faut remarquer, que cette chambre ne peut exprimer autrement son intention d'exercer un contrôle, sur la manière dont on a effectué la caractérisation légale des faits, qu'en reproduisant les faits dans les considérants de son arrêt et en émettant une opinion approbative.

La Chambre civile a la possibilité d'exprimer son droit de contrôle d'une façon plus catégorique. Quoique les constatations de fait ont conduit les juges de fond, à conclure à l'inexistence d'une relation causale, si la Chambre civile en examinant les mêmes faits, se convainc du contraire, l'arrêt est cassé. C'est ce qu'elle a fait par son arrêt rendu le 2 décembre 1918 ¹⁰. La Cour de Bordeaux par son arrêt rendu le 21 février 1913, avait conclu à l'inexistence d'une relation causale ou à une relation insuffisante. La Chambre civile casse l'arrêt sur la considération, qu'il n'a pas donné aux faits souverainement constatés, la caractérisation qui s'imposait légalement.

(6) Cas. req. 22 nov. 1871 — D. 72. I. 64.

(7) Cas. Req. 2 juillet 1890 — S. cr. 90. I. 431.

(8) Cas. req. 3 février 1852 — D. 52. I. 234.

(9) Dans le même sens : Req. 17 nov. 1868 — D. 69. I. 126; Req. 18 mai 1885 — S. 85. I. 720; Civ. 18 mars 1891 — S. cr. 91. I. 634; Civ. 14 nov. 1900 — D. 901. I. 154.

(10) D. 919. I. 46 — 5^e espèce.

CHAPITRE II

La conception jurisprudentielle du dommage direct.

Les espèces où le débiteur se fait coupable de dol dans l'exécution du contrat ne sont pas tellement fréquentes.

La jurisprudence rend encore plus rares ces cas, par le procédé depuis longtemps adopté, de traiter des espèces évidentes de responsabilité contractuelle, en les rapportant à l'article 1382, Chambre civile.

Ainsi par exemple dans ses rapports avec le client, un notaire ne peut être qu'un mandataire ou le plus souvent un « locator operarum ». La responsabilité du notaire à l'occasion de la tâche, qu'il accomplit devrait être traitée comme un cas de responsabilité contractuelle. Mais les arrêts font fonder la responsabilité sur une faute en dehors de tout contrat ¹¹.

Dans la majorité des cas le notaire ne se fait coupable que de simple faute. La jurisprudence la considère peut-être comme une faute lourde assimilée au dol. Ce qui est intéressant, c'est qu'elle traite à égalité le dol dans les contrats et la faute ou le dol en dehors du contrat, en ce qui concerne l'étendue de la réparation. C'est toujours par la formule de suite directe et immédiate qu'elle détermine les limites de la responsabilité, dans un cas comme dans l'autre.

SECTION 1.

LE SENS DU TERME IMMÉDIAT.

I. — Une première erreur que le texte de l'art. 1151 rend possible est celle de donner au terme d'immédiat le sens de

(11) Bordeaux, 12 fév. 1890 — D. 91. II. 47; Req. 24 juin 1902 — D. 902. I. 424; Req. 8 nov. 1899 — D. 900. I. 22; Civ. 30 mars 1908 — D. 910. I. 255; Pau 30 déc. 1890 — S. cr. 90. II. 243.

Nous ne citons que des arrêts où la question causale vient en discussion. Mais il y en a tant d'autres.

non médial. Nous avons rencontré quelquefois en doctrine cette fausse interprétation qui est complètement contraire à la tradition du droit français.

La jurisprudence mieux avertie n'a jamais tombé dans cette erreur. On s'est aperçu dès le début en jurisprudence, que par l'expression « immédiate », la loi a voulu indiquer la notion de prochain (*tunc et proxime secutum*).

On s'est rendu tellement bien compte que certains arrêts évitent même d'employer le terme d'immédiat et lui substitue celui de prochain, comme auraient dû le faire les auteurs du Code Napoléon eux-mêmes, pour ne pas dénaturer par l'expression donnée, la conception de Pothier, qu'ils entendaient adopter.

Dans un arrêt en date du 3 février 1852¹², la chambre de requêtes exprime que le dommage avait un rapport « direct et prochain avec l'inaccomplissement de l'obligation ».

La cour se prononçait ainsi sur un dommage, qui était sans doute, médial. Il y était question d'une condamnation à des dommages et intérêts que la Cour de Bourges avait prononcé contre les sieurs Sionest et Dieudonné, pour inexécution des engagements pris envers l'abbé Simonin, de lui avancer tous les frais d'impression d'un livre, que celui-ci publiait. Faute de n'avoir pas reçu les sommes ainsi promises l'abbé Simonin s'était vu dans l'obligation de vendre ses immeubles à vil prix, pour pouvoir acquitter les frais d'impression.

Le pourvoi portait justement que le préjudice résultant de la vente des immeubles à vil prix n'était pas une suite directe, puisqu'on ne l'avait subi qu'à cause d'une circonstance intermédiaire et secondaire.

Dans son arrêt, la Cour rejette ces considérations, en constatant que la vente à vil prix avait eu lieu, pour rembourser les emprunts contractés par le plaignant, que l'emprunt avait été fait pour achever l'impression du livre, donc « qu'il était devenu nécessaire par suite de l'inexécution de l'engagement de Sionest et Dieudonné ». L'arrêt conclut « qu'ainsi le dommage mis à la charge de Sionest avait un rapport direct et prochain avec l'inaccomplissement de l'obligation de celui-ci ».

La formule de l'art. 1151 n'exclue pas de la réparation une conséquence, du simple motif, qu'elle était arrivée par l'intermédiaire d'un ou plusieurs faits¹³.

(12) D. 52. I. 234.

(13) T. Seine 23 fév. 1867; Paris 25 juill. 1867 — D. 69. I. 126; Limoges 24 mars 1896 — D. 98. I. 259; T. Seine 17 nov. 1923. D. 923. 4. 57.

La Cour de Nîmes dans son arrêt du 29 août 1863¹⁴, parle de la « participation plus ou moins directe à la perpétration du fait ». La Cour exclue, par conséquent le sens absolu, qu'on serait porté à donner au mot direct. Elle lui donne un sens tout à fait relatif, en faisant intervenir la notion d'une approximation.

SECTION 2.

L'INSUFFISANCE DU RAISONNEMENT DE LA CONDITIO SINE QUA NON.

Est-ce que la jurisprudence détermine le caractère de prochain ou d'éloigné, en constatant simplement, que sans le fait fautif, le préjudice ne pouvait pas arriver ?

Les arrêts ne se posent jamais la question de cette façon. De plus, c'est une solution implicite, qui résulte de tous les arrêts, que poser une des conditions du résultat, ce n'est pas la même chose avec causer au sens juridique ce résultat.

J'ai trouvé un arrêt, où la Cour de cassation, sans poser la question nettement, paraissait se contenter du simple rapport de condition nécessaire. La manière dont elle est revenue plus tard sur cette première solution ne laisse plus aucun doute sur ses idées.

Les fondateurs et administrateurs délégués d'une société par actions, en connaissance du fait que la Société était irrégulière et nulle de droit sous le rapport de la loi du 24 juillet 1867 (versements insuffisants, etc.), au lieu de considérer la société dissoute et rembourser aux souscripteurs leurs versements déjà faits, ont donné cours aux opérations, comme si la société se trouvait régulière. Après un certain temps, la Société tombe en faillite. Par leur mauvaise foi, les fondateurs ont périclité, en leur qualité de mandataires, le capital des premiers souscripteurs, auxquels ils auraient dû restituer les versements, au lieu de commencer les opérations.

Par leurs agissements frauduleux, ils avaient nui aussi aux souscripteurs postérieurs, qui se sont fiés aux apparences d'une société en pleine activité. Leurs souscriptions ne devaient pas être reçues par les administrateurs, du moment qu'ils connais-

(14) D. 65. II. 15.

saient les vices péremptoires dans la constitution de la Société. Ils furent assignés en dommages-intérêts.

La Chambre des requêtes ayant à se prononcer dans une pareille espèce, décide par un arrêt du 18 mai 1885 ¹⁵ « que les fondateurs devaient au plaignant la restitution des fonds qui auraient dûs lui être rendus ou n'auraient pas dûs lui être demandés ».

Il y était question de responsabilité contractuelle, car la Cour pose en tête de son arrêt : Attendu que l'action de Bolsigner avait donc sa source dans une disposition du code civil et les stipulations d'un contrat... »

« La conséquence de ce dol contractuel est — dit Labbé en note sous l'arrêt sus-visé, que le souscripteur n'a pu retirer avant le commencement des opérations sa mise provisoire et conditionnée. La réparation de ce dol consiste à opérer la restitution de ce qu'autrement, il n'aurait pas laissé... dans la Caisse ».

A d'autres mots : sans la mauvaise foi des fondateurs, qui au lieu de restituer les versements comme ils devaient le faire, ils ont au contraire commencé des opérations, le plaignant aurait-il perdu son versement ? Ce n'était pas de cette façon que la question s'est posée dans les considérants de l'arrêt, mais les conclusions de l'arrêt l'impliquait. Il paraissait que la Cour se contentait d'une relation de *conditio sine qua non*, comme rapport causal dûment exigé ¹⁶.

Le 22 mars 1886, le tribunal de commerce de la Seine ¹⁷, en contradiction formelle avec la jurisprudence de la chambre des requêtes posait d'abord comme principe « qu'il faut pour que cette dernière responsabilité soit encourue, que le préjudice, dont les associés se plaignent, puise son origine dans la nullité et découle des causes mêmes, qui ont vicié la société dans sa constitution, c'est-à-dire qu'il y a une relation étroite et directe entre la faute et le préjudice ».

A leur défense, les fondateurs excipaient de ce qu'ils ne pouvaient être condamnés à la réparation d'un dommage, qui n'était pas causé par le fait qu'on leur imputait. Il n'était pas prouvé que l'insuccès des opérations sociales provient de l'insuffisance du capital souscrit et versé. Il n'était pas prouvé,

(15) S. 1885. I. 720.

(16) En citant cet arrêt M. Démogue s'exprime : Toutefois il y a là une hypothèse extrême et même une solution critiquable. Oblig. Nr. 368.

(17) S. 1891. I. 321.

que si tout le capital avait été souscrit et le quart versé sur chaque action, la société aurait échappé à l'échec. La société n'avait pas périclité, du fait de l'insuffisance des versements exigés légalement.

Le tribunal adopte ces arguments et décide : « Attendu que la ruine de la soc. de réassurance générale, n'est pas le résultat des infractions à la loi de juill. 1867, qui l'ont fait déclarer nulle et qu'il faut lui assigner d'autres causes qui ne sont pas soumises aujourd'hui à l'appréciation du tribunal... »

Le jugement a été confirmé en appel par la Cour de Paris¹⁸, qui pose la question de la même manière que le tribunal : « c'est-à-dire qu'elle (la responsabilité) n'est encourue, qu'autant qu'il est démontré, que le préjudice, dont les actionnaires demandent réparation provient directement des causes mêmes, qui ont vicié la constitution de la société et qu'il existe entre le préjudice et la faute commise la relation étroite, qui relie logiquement l'effet à la cause : qu'il échet donc d'examiner, si les causes de nullité retenues par le tribunal et par la Cour ont été en même temps la cause directe et immédiate de la ruine de la Société... ».

L'arrêt a été cassé et l'affaire fût renvoyée à la Cour d'Orléans, qui se prononce dans le même sens que la Cour de Paris et provoque un nouveau pourvoi en cassation.

La Chambre civile, par l'arrêt du 9 novembre 1892¹⁹, confirme la solution, décidant en conclusion : « ... que les droits des actionnaires sont simplement réservés; que les droits ainsi réservés sont aux termes de l'art. 44 de la même loi, ceux que les actionnaires peuvent exercer conformément au droit commun et limités dès lors à la réparation du dommage, qu'ils ont éprouvé par une suite nécessaire et directe des fautes, dont ils se plaignent... »

Pourtant au point de vue concret, les agissements des fondateurs ont été nécessaires au résultat. Sans ces agissements, tout aurait fini avec la dissolution de la société et la restitution des mises. Mais en parlant de suite nécessaire, la Cour n'entend pas se référer à la nécessité concrète.

La Chambre des requêtes donne dans ces espèces, elle aussi la même solution. Nous citons entre autres son arrêt du 23 déc. 1912²⁰.

(18) Paris 28 avril 1887. S. cr. 87. II. 165.

(19) S. cr. 92. I. 269.

(20) D. 914. I. 304.

Généralement, la jurisprudence s'employant avec soin de donner au fait qu'elle considère causal divers attributs et divers qualificatifs, prouve qu'elle ne tient pas les conditions pour équivalentes.

SECTION 3.

RELATION NÉCESSAIRE.

III. La constatation précédente nous conduit à une autre. Toutes les fois que les arrêts parlent d'une relation nécessaire, ce n'est pas à la nécessité concrète et absolue qu'ils se réfèrent. Quand on admet qu'un antécédent a été plus nécessaire qu'un autre, c'est un raisonnement qui procède par abstraction et où les possibilités concrètes sont laissées de côté.

Le tribunal de Boulogne-sur-Mer entendait dans un jugement raisonner sur les possibilités concrètes. Il fut conduit à une solution inacceptable : La firme Huret avait confié à la Compagnie du Nord quatre colis pour être remis à un négociant de Paris, contre remboursement de la somme de 258 fr. 25. Les préposés de la Compagnie avaient remis les colis au destinataire, quoique celui-ci n'avait pas payé la valeur du remboursement. La firme Huret prétendait dans l'action qu'elle intenta à la Compagnie, non seulement la valeur du remboursement, mais la valeur entière des colis, constatée dans les traites présentées au prôtet et qu'elle ne pouvait plus récupérer, le destinataire étant devenu insolvable.

Le tribunal fait droit à la demande en comprenant dans la réparation accordée, la valeur de remboursement 258 fr. 25 et en plus la valeur des traites en somme de 774 fr.

Pour le décider, le tribunal était parti du raisonnement suivant : « la compagnie perçoit un prix de transport spécial pour le retour de la somme encaissée » ; donc « ce sont les espèces versées par le destinataire, qui sont remises à l'expéditeur » ; d'où la question : si les proposés de la Compagnie de transport, n'avaient pas livré le colis, tant que le destinataire ne leur avait pas acquitté la valeur de remboursement, est-ce que l'expéditeur aurait-il eu à souffrir de l'insolvabilité du destinataire ? Dans le raisonnement du tribunal, il était indifférent, que l'insolvabilité préexistait ou est survenue après

la livraison du colis. Si les préposés de la Compagnie avaient fait retourner les colis, comme ils devaient le faire, l'expéditeur n'aurait eu à souffrir, ni de l'insolvabilité préexistante, ni de l'insolvabilité postérieure.

La question fut portée devant la Cour de Cassation. On invoquait dans le pourvoi la violation des art. 1149, 1150 et 1151, le seul dommage direct et immédiat ne pouvant être que la valeur du remboursement.

La chambre civile par l'arrêt du 12 nov. 1906 casse le jugement. Pour la Cour, il n'est pas du tout indifférent que l'état d'insolvabilité eût arrivé avant ou après la livraison des colis... « Vu l'art. 1151 Code civ, attendu qu'aux termes de l'art. susvisé, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention... Attendu que... le jugement attaqué constate seulement, que la marchandise est demeurée impayée postérieurement à la livraison sans rechercher, si l'état d'insolvabilité du destinataire existait au moment où les colis lui ont été remis... »

La Cour est d'avis, que si l'insolvabilité était postérieure, à la livraison, la faute des préposés n'avait pas la possibilité d'amener le résultat. C'est un raisonnement par abstraction. On a en vue la possibilité abstraite et objective que la faute considérée impliquait pour amener un tel résultat. « In concreto », on ne peut nier, que si les préposés de la Compagnie avaient retourné les colis, comme ils devaient le faire, l'insolvabilité postérieure tout aussi comme l'insolvabilité antérieure aurait été évitée à l'expéditeur.

La Cour suprême et la jurisprudence en général use toujours de la même méthode : on fait l'examen rétrospectif des circonstances, qui ont collaboré à la production d'un résultat et puis on émet un jugement sur les possibilités abstraites, que le fait incriminé impliquait, plus qu'un autre ou moins qu'un autre à amener le résultat.

a) Ça peut résulter clairement des considérants du jugement.

Il y a un arrêt de la chambre civile qui nous fait mieux saisir la distinction, dont se sert constamment la jurisprudence, entre ce qui apparaît comme une suite nécessaire d'un fait et ce qui au contraire quoique la suite du même fait ne découle pas nécessairement de lui.

Les administrateurs de la Soc. Marquise, s'étaient rendus

coupables de dol, en faisant usage dans le prospectus lancé en vue du placement d'obligations, d'énonciations alléchantes pour les souscripteurs, mais qu'on a constaté plus tard complètement mensongères. Le Crédit du Nord avait participé au lancement de l'emprunt. L'affaire ayant tourné mal, un litige s'engagea entre quelques-uns des souscripteurs d'une part et la société débitrice d'autre part. On avait assigné le Crédit du Nord aussi pour répondre solidairement des dommages et intérêts demandés.

Les juges de fait, le tribunal commercial de la Seine et la Cour de Paris, par adoption des motifs, rangeaient les obligataires plaignants en deux catégories : ceux qui avaient souscrit dans un certain délai, après l'émission et ceux qui ne s'en étaient rendus acquéreurs, que postérieurement à ce délai en accordant l'indemnité aux premiers et en la refusant aux seconds.

Pourvoi en cassation par le Crédit du Nord, sur la considération, que si le fait, qui lui est imputé, n'a pu entraîner du préjudice, pour une part des souscripteurs, il est inadmissible que le même fait puisse engendrer un dommage quant aux autres.

La Chambre Civile, par son arrêt rendu le 18 mars 1891 ²¹, rejette le pourvoi et confirme la solution des premiers juges. L'arrêt s'emploie à faire un départ entre ce qu'on peut considérer, comme s'ensuivant nécessairement du fait coupable et ce qui, au contraire, quoique étant la suite du même fait, n'en découle pourtant pas nécessairement.

Pour y arriver, la Cour prend pour base l'argumentation des juges de fait, qui considéraient d'abord que les premiers souscripteurs « n'avaient pris part à la souscription, que sur la foi des énonciations mensongères du prospectus ».

En ce qui concerne les seconds, les juges de fait, d'après ce que constate la Cour de Cassation, ne contestaient pas la relation qui existait entre le fait des défendeurs et la souscription par eux des obligations, qui ne valaient plus rien. Mais ils considéraient que le dol des défenseurs n'était pas propre à amener le résultat; il y avait un autre fait, qui était intervenu et qui apparaissait plus propre à les attirer et à les décider à un achat d'obligations.

« Attendu... que pour les seconds, s'il a déclaré, que presque

(21) S. cron. 91. I. 634.

tous, avaient été manifestement entraînés à l'acquisition des obligations par les succès de l'emprunt et par les cours de la valeur sur le marché, c'est-à-dire par des circonstances, dérivant des fautes mêmes, dont le crédit du Nord comme les autres défendeurs avaient assumé la responsabilité, il n'a pas condamné le Crédit du Nord à réparer, etc. »

Ordinairement, du moment que les obligations arrivent à acquérir leur cotation sur le marché des valeurs, le prospectus et ses énonciations n'est plus cherché ou étudié. On a en vue le taux d'intérêt qu'offre un titre quelconque et s'il représente un placement avantageux, on s'en rend acquéreur, sans aucune documentation sur la confiance, qu'il peut inspirer.

Il y a encore une relation entre le dol des dirigeants de la Soc. débitrice et la perte éprouvée par les derniers souscripteurs : sans le prospectus mensonger, pas de succès sur le marché, pas de cotation à la Bourse²². Cette relation quoique nécessaire « in concreto » n'est pas nécessaire dans le sens où l'entend la Chambre civile.

La cour, on le voit bien, raisonne sur les possibilités objectives, que comportait le fait coupable à amener le résultat. Elle justifie la solution des juges de fait en ce qui concerne les premiers souscripteurs, sur la considération que « ... sans aucun doute possible ils eussent été entraînés par le prospectus... »

La relation n'était plus nécessaire en ce qui concerne les souscripteurs de plus tard : « ... quant à ceux des obligataires demandeurs, dont l'acquisition ne pouvait, eu égard aux circonstances et à la date du jour où elle avait eu lieu, être imputée aux inexactitudes du prospectus, ni à leurs conséquences, l'arrêt attaqué a repoussé leur action en réparation d'un dommage, *qui ne se reliant pas nécessairement* aux fautes relevées contre le crédit du Nord ».

b) Très souvent les arrêts écartent le prétendu préjudice en constatant que la faute est étrangère au dommage²³. Comment cette faute peut-elle être étrangère à la conséquence considérée, si pourtant on considère qu'elle a contribué en quelque sorte à amener le résultat ?

(22) La Cour de cassation ne le conteste pas. Elle constate que le succès de l'emprunt et les cours de la valeur sur le marché étaient « des circonstances dérivant des fautes mêmes dont le crédit du Nord comme les autres... avaient assumé la responsabilité ».

(23) Paris 25 juillet 1867; Cas. req. 17 nov. 1868 — D. 69. I. 176; Cas. Req. 8 nov. 1899 — S. 900. I. 22. L'expression est très fréquente dans les arrêts sur la resp. extra-contrat.

Des qualifications semblables ne se comprennent pas, que si l'on attribue aux faits examinés une qualité en dehors de leurs possibilités concrètes. On la considère étrangère, parce qu'ordinairement un tel résultat ne s'ensuit pas de telle faute.

Les époux Rivière chargent le sieur S. avoué, des formalités de purge de l'immeuble acheté par eux au nommé Bez. L'avoué se fait coupable d'un certain retard, dans l'accomplissement du mandat, ainsi reçu. Avant que la purge aboutisse à sa fin, les époux Rivière avaient fait plusieurs paiements par l'intermédiaire du notaire L., de sorte que le prix se trouvait presque complètement couvert. La dame Bez, femme du vendeur n'avait pas le droit dès par son acte dotal de renoncer à son hypothèque légale, question juridique, sur laquelle le notaire devait attirer l'attention de ses clients. La femme du vendeur profita de cette situation, pour faire valoir ses droits et les acheteurs furent obligés de lui acquitter la somme qu'elle prétendait. Ils assignèrent en dommages et intérêts tant le notaire L. que l'avoué S. Les instances de fond avaient condamné à l'indemnisation seulement le notaire L.

La Chambre de req.²⁴ constate « que cette purge n'a pas été faite irrégulièrement, mais seulement d'une façon tardive par suite d'une erreur de l'avoué, que le notaire n'a d'ailleurs point partagé ». Il est certain que le retard mis par l'avoué dans l'accomplissement de son engagement était pour beaucoup dans le résultat tellement préjudiciable pour les plaignants. S'il avait effectué à temps l'opération de la purge, les époux Rivière auraient consigné une fois pour toutes le prix afin que les créanciers se le partagent dans l'ordre légal. Mais le fait du notaire apparaissait plus propre à amener le résultat. Il comportait plus de possibilité en soi à le faire s'ensuivre. La chambre des requêtes confirme la solution donnée par les juges de fait, qui avaient constaté, comme le dit la Cour « que la faute du notaire, indépendante de l'erreur de l'avoué, a seule causé le dommage souffert par les mariés Rivière et qu'au contraire, la faute de l'avoué Laboulard est étrangère à ce même dommage ».

c) Mais le raisonnement sur la possibilité objective résulte dans tous les arrêts de la manière dont les instances formulent leurs considérants. Quand on raisonne sur ce que pouvait être ou sur ce qui aurait dû s'ensuivre, ce n'est pas aux possibilités concrètes qu'on se réfère.

(24) Req. 8 nov. 1899 — D. 900. I. 22.

En le faisant, la jurisprudence ne pense pas à appliquer un système quelconque technique et scientifique de causalité. Cette préoccupation lui est complètement étrangère. Elle envisage la relation causale entre les événements comme on le fait d'ordinaire, dans le langage courant de la vie ²⁵.

Le vulgaire lui aussi raisonne sur les possibilités qu'impliquent d'ordinaire certains faits, d'amener certains résultats. On observe que certains événements succèdent avec une grande régularité à certains autres. On décide que l'événement antécédent comporte une tendance par rapport au conséquent considéré. On établit ainsi un rapport causal général. En ayant en vue spécialement certains résultats malheureux, on s'exprime que certains faits ou certains objets impliquent un danger par rapport à ces résultats.

Un objet imprégné d'humidité est bon conducteur d'électricité. Formulant son appréciation causale, le vulgaire attribue au fait de s'être abrité sous un arbre, pendant un temps de pluie, la cause dominante du foudroiement. Il fait abstraction du reste des faits, qui se sont trouvés en concours et regarde seulement la possibilité objective qu'impliquait en soi, le fait ci-dessus, d'amener le résultat, d'après ce qui arrive le plus fréquemment dans la vie.

C'est toujours la somme d'expérience commune dans la vie, qui sert au vulgaire, à formuler des appréciations causales sur des faits consécutifs.

Dans la conception causale jurisprudentielle, il y a suite nécessaire d'un fait, alors que le résultat considéré devait s'ensuivre avec la plus grande probabilité de ce fait.

Devant le tribunal de la Seine (28 mars 1914) ²⁶, la discussion portait, si on devait attribuer à la faute de la victime ou à la faute des préposés de la Compagnie de Chemins de fer l'accident subi par un voyageur, dont la main gauche avait été prise dans la portière du wagon.

On imputait aux employés de la Compagnie, la faute de ne pas avoir fait une vérification avant la fermeture de la portière. Le tribunal constate qu'il n'y avait pas faute.

Mais il envisage ensuite la question en supposant la faute comme si elle eut été établie.

Le tribunal arrive ensuite à imputer à la faute de la vic-

(25) Civ. 26 déc. 1890 — S. cr. 90. I. 524; Pau 30 déc. 1890 — S. cr. 90. II. 243; Limoges 24 mars 1869 — D. 98. I. 259; Civ. 30 mars 1908 — D. 910. I. 255.

(26) Gaz. trib. 1914. II. 387.

time la conséquence en faisant intervenir la notion de danger :

« Attendu qu'en l'espèce, l'inexécution du contrat est due à Bouvet qui..... a malencontreusement et imprudemment placé sa main dans la feuillure de cette porte, *alors qu'il n'ignorait pas le danger qu'il y a d'agir ainsi.....* »

Certains faits comme certains objets impliquent par leur simple manifestation ou par leur présence, plus de danger, plus de possibilité objective.

Dans l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 12 février 1890, il était question de décider s'il fallait imputer à la faute du réclamant ou à la faute du défendeur la conséquence préjudiciable dont on se plaignait. Un créancier avait reçu de son débiteur à titre de garantie, pour une somme empruntée, la subrogation dans un privilège du vendeur et comme supplément de garantie une hypothèque, tout passé par acte devant notaire. On constate au moment de la poursuite que l'hypothèque ne valait rien et que le notaire était en faute à cet égard. Mais la Cour voit plutôt la cause du préjudice subi dans une chute brusque de la valeur des immeubles et dans le retard mis par le créancier à poursuivre son débiteur un peu plus avant, ce qui lui eût permis de se couvrir par la seule première garantie. Il est évident, dans le texte de l'arrêt, que, par le raisonnement fait, la cour attribuait plus de possibilité objective au fait de dévalorisation brusque des immeubles.

Plus la suite est vraisemblable, plus elle apparaît attachée étroitement au fait considéré; plus elle est insolite, inattendue, plus elle apparaît ne se rattacher que de très loin au fait.

Cette dernière suite est éloignée non dans le sens concret, mais dans le sens abstrait. X donne à Y une gifle et celui-ci, tempérament très nerveux, à l'instant même se jette par la fenêtre du troisième étage. Concrètement, les deux faits sont extrêmement proches en temps et dérivés l'un de l'autre sans aucun intermédiaire. Mais faisant abstraction des possibilités concrètes et nous en tenant aux possibilités abstraites qu'impliquait le fait de X, cette conséquence est plus lointaine, par rapport au fait considéré, que n'étaient les conséquences arrivées par toute une série de contre-coups dans l'exemple de Pothier, par rapport au dol du débiteur.

La jurisprudence exige une seule chose quant aux faits intermédiaires entre la faute et la conséquence: que les événements qui s'interposent soient eux aussi, une conséquence immédiate et directe, c'est-à-dire, qu'ils soient eux aussi

attendus avec la plus grande probabilité, du moment que le fait fautif est posé.

« Considérant — pose la Cour de Paris, dans un ancien arrêt — que le courrier du Dimanche, dont Villetard était le gérant a été supprimé par mesure de sûreté générale et que loin d'avoir été étranger, aux causes de cette mesure, c'est Villetard, au contraire, qui l'a provoqué et déterminé, soit en ne tenant pas compte des avertissements multiples, soit en acceptant et en publiant l'article dont elle a été la conséquence directe et immédiate » ²⁷.

La Chambre de requêtes ayant à se prononcer en cette affaire motive sa décision presque dans les mêmes termes ²⁸.

La jurisprudence s'exprime le plus souvent qu'on s'est exposé de soi-même à l'action du fait de force majeure. Il y a entre le genre de fait fautif, qu'on examine et le cas de force majeure un tel rapport de fréquence, d'après ce qui est le cours ordinaire des choses dans la vie, qu'il devait être attendu avec la plus grande probabilité ²⁹.

De l'examen de jurisprudence en général, il y a deux observations à faire :

1) La distinction entre les conséquences du dol et les conséquences de la simple faute dans l'inexécution du contrat n'est suivie par la jurisprudence.

Même dans les cas où le débiteur est de bonne foi, on détermine l'étendue de la réparation, en usant de la notion générale de suite immédiate et directe ³⁰.

Qu'on ne croit pas que le texte de l'art. 1150 échappe à l'attention des instances. Dans un arrêt du 22 novembre 1871 ³¹ où le litige était engagé entre la Compagnie de chemin de fer et un commis voyageur, qui se plaignait d'avoir été privé pendant 20 jours de sa boîte à échantillons, égarée par les préposés de la Compagnie, la Chambre de requêtes commence par énoncer :

« Sur le moyen unique tiré de la violation de l'art. 1150, 1151, code civil... » continue par le considérant : « attendu qu'il est constaté en fail... que la forme et l'extérieur de la

(27) Paris 25 juill. 1867 et Req. 17 nov. 1868 — D. 69. I. 126.

(28) Dans le même sens Req. 2 juill. 1890 — S. cr. 90. I. 431.

(29) Req. 2 juill. 1890 — S. cr. 90. I. 431; Rennes 19 mars 1850 — D. 52. II. 240; Paris 25 avril 1862 — D. 63. I. 80; Bordeaux 9 avril 1869 — D. 71. II. 47.

(30) Req. 3 fév. 1852 — D. 52. I. 234; Req. 22 nov. 1871 — D. 72. I. 64; Civ. 14 mars 1892 — D. 92. I. 343; Civ. 3 mars 1897 — D. 98. I. 118; Civ. 12 nov. 1906 — D. 909. I. 87.

(31) D. 72. I. 64.

boîte à échantillons indiquait suffisamment la nature des objets à transporter » et finit par conclure : « que ce préjudice était bien la conséquence directe et immédiate de l'inexécution de l'obligation de la Compagnie... »

Dans un arrêt rendu le 3 mars 1897³², la Chambre civile se rend bien compte qu'il y avait un cas de responsabilité contractuelle du débiteur de bonne foi, pourtant elle conclut : « ...que la privation d'avantages problématiques n'a pu être prévue lors du contrat... et ne constitue point une suite immédiate et directe³³.

Dans son arrêt du 12 novembre 1906 précité³⁴, la Chambre civile, malgré la bonne foi du débiteur, ne pense pas un seul moment à régler l'étendue de la réparation d'après ce qui pouvait être prévu par le débiteur et s'attache de la manière la plus naturelle à la notion de dommage direct et immédiat.

2) Le fait que les instances ne pensent à se faire une idée précise sur la conception du rapport de causalité, qu'elles appliquent, ressort clairement des solutions de jurisprudence en général.

La notion vulgaire de cause est employée avec tous les défauts qu'elle comporte et qu'elle présente dans l'usage commun. Les instances tendent des fois, à voir une plus grande possibilité objective quand la faute est grave.

La méthode, dont la jurisprudence détermine le caractère de vraisemblable n'est pas unitaire.

Il est vrai qu'il y a là une question de fait et qu'il est impossible à lui assigner des règles fixes. La doctrine allemande y est arrivée et la jurisprudence dans les pays de droit germanique l'établit avec beaucoup de technicité. Mais on arrive à une trop grande objectivation du concept de responsabilité civile et le droit français a été toujours plus subjectif dans ses tendances générales, qui lui sont propres et caractéristiques.

Mais qu'au moins, les instances se fassent préciser le principe fondamental de la conception causale, qu'elles adoptent,

(32) D. 98. I. 118 : Elle commence par énoncer : « ...qu'ainsi aux termes de l'art. 1150 et 1151 le débiteur n'est tenu que des dommages, qu'ont été prévus ou qu'on eut pu prévoir lors du contrat et que ces dommages ne doivent comprendre même en cas de dol du débiteur que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention ».

(33) Dans le même sens : Cour d'Agen 3 janv. 1895 — D. 98. I. 118. Dans un arrêt plus récent rendu le 2 déc. 1918, D. 919. I. 46, la chambre civile, met à la charge du transporteur, au nom de la responsabilité contractuelle, un préjudice dont peut-être il n'aurait pas dû répondre, même s'il avait été de mauvaise foi.

(34) D. 909. I. 87.

et il sera suffisant, pour écarter l'aspect trouble, que présente aujourd'hui leur jurisprudence. On a trop l'impression à présent, en face des solutions jurisprudentielles, de l'improvisation de moment. Car il apparaît de toute certitude que la jurisprudence n'a pas la conscience nette, d'un système, dans les solutions qu'elle donne. Elle applique la méthode de bon sens et fait emploi de la notion vulgaire de cause, par simple intuition.

TROISIEME PARTIE

LE PROBLEME CAUSAL EN MATIERE DE RESPONSABILITE EXTRA-CONTRACTUELLE DROIT FRANÇAIS. DOCTRINE ET JURISPRUDENCE

CHAPITRE PREMIER

La nécessité d'une règle. (Doctrines).

Si en matière de responsabilité contractuelle, la loi prévoit une règle, aux limites de laquelle on est autorisé à tenir pour établi le rapport de causalité, en matière de responsabilité en dehors des contrats, on n'y trouve rien. Aucune indication n'est fournie, ni dans le texte de l'art. 1382, ni dans le texte de l'art. 1383, qui énoncent les principes généraux de la matière.

En consultant les travaux préparatoires, on constate que l'on ne s'en préoccupe guère.

La pratique judiciaire, plus que la doctrine, se trouva fortement embarrassée en face de cette lacune.

En doctrine une partie des auteurs ont pensé suffisant d'enseigner, que vu les termes extrêmement compréhensifs de l'art. 1382, l'étendue de la réparation est en quelque sorte indéfinie.

« Car les dommages-intérêts dus pour délits ou quasi-délits ne sont pas limités, comme en matière de faute contractuelle à ce qu'a pu être prévu : ils sont en quelque sorte indéfinis... »¹, dit-on.

A d'autres mots on peut la faire s'étendre, tant qu'on veut, à perte de vue...

Pourtant en cette matière la nécessité d'une règle déterminée, se fait sentir plus qu'à l'occasion de la responsabilité contractuelle. Les relations des parties y sont concrétisées,

(1) Pierre DUPUICH, l'assurance vie, éd. 1922, N° 364.

LAURENT, tome 20, N° 527 : « C'est le dommage causé qui doit être séparé d'après l'art. 1382 ; donc tout le dommage, en tant qu'il résulte du fait dommageable.

dans une convention. Pour tracer la limite de la responsabilité, on a un point de repère sûr, le contrat.

Mais en matière de responsabilité délictuelle, on n'a rien, que la disposition d'un vague infini, de l'art. 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage... »

En face de ce texte, M. Wahl enseigne : « Le lien de cause à effet existe dès lors, qu'il est prouvé, que le fait du tiers a causé l'accident et que l'accident a été une source de préjudice... »².

Nous l'avons déjà remarqué, il n'est pas du tout aisé à répondre à cette question : quand le dommage est-il causé par le fait de l'homme ?

« Tout acte dommageable peut avoir des répercussions lointaines et ce serait exagérer la responsabilité, que de suivre indéfiniment, dans le labyrinthe des actions, le fil tenu de causalité, qui relie les actes les uns aux autres... » expose quelque part M. Ripert³.

On s'est donné beaucoup de mal en doctrine des pays de droit germanique, pour arriver à donner une réponse satisfaisante.

Les auteurs en majorité se sont aperçus de la nécessité d'une règle. Mais les quelques notions qu'ils nous en donnent, sont vraiment trop évasives. Quand il est question de passer à plus de précision, les auteurs déclarent à peu près sur le même ton, que les juges de fait auront pour la détermination des préjudices, qui doivent rentrer en ligne de compte, le même pouvoir discrétionnaire, qui leur appartient toujours en ces sortes d'affaires⁴.

Mais les juges eux-mêmes ne peuvent pas procéder à l'aveugle. De force ou de raison ils doivent se tracer les lignes générales d'une règle, ils doivent arriver à un système afin que la jurisprudence, qui ressort de leurs arrêts, présente l'unité de vues indispensable, en même temps qu'une ligne de conduite constante et logique. Autrement on donne libre cours aux tendances les plus disparates et on offre le spectacle du désordre et de l'arbitraire, qui nuit au plus haut degré au prestige de la justice.

Il est incontestable, qu'en cette question le pouvoir d'appréciation des juges de fait, doit avoir un rôle notable. Mais ça ne

(2) Note D. 903. II. 257.

(3) D. 921. II. 17.

(4) DEMOGUE, tome IV, nov. 461 : « Mais ils déclarent que l'existence de cette causalité est une question de fait, aussi que la fixation de chiffre de l'indemnité..... ».

signifie pas, qu'on doit se reporter totalement au bon sens et aux lumières des juges. Quelquefois il est même imprudent, car les lumières sont relatives et il arrive que le bon sens lui aussi, soit en défaut. Un tribunal accorde la réparation du dommage moral subi par le département, du fait qu'un pupille élevé dans l'asile subventionné de ses fonds, avait été victime d'un accident imputable à un tiers. On a vu une Cour d'appel, qui avait accordé à l'Etat constitué partie civile, la réparation du préjudice moral résulté de la méconnaissance des intentions du législateur ». La nécessité de l'intervention énergique en cette affaire de la Cour suprême⁵, qui cassa l'arrêt prouve mieux que tout autre argument, que la question n'est pas tellement simple, pour se dispenser de tout principe constant et de toute réglementation.

Pour arriver à légitimer le droit à réparation du département, le tribunal ci-dessus partait de ce principe : « Attendu d'ailleurs que l'art. 1382, conçu en termes absolus, ne limite pas plus la nature du lien, qui doit unir la victime et le demandeur en réparation, que ne limite la nature du fait dommageable... »

Il n'est pas surprenant, que le principe ainsi formulé a conduit le tribunal à décider, que la réparation demandée par le département était justifiée suffisamment, en constatant que le département avait perdu une force sociale... dont l'existence était profitable aux intérêts de la collectivité, notamment représentée par la circonscription départementale ».

On ne peut contester, le tribunal était dans la logique du principe posé par lui, en tête de l'arrêt.

Il ne faut donc pas laisser la question au hasard.

Ça ne veut pas dire, qu'on doit tomber dans un excès de réglementation, en cette question où l'appréciation des circonstances de fait à son importance incontestable. Mais le bon sens discrétionnaire et laissé à la dérive est moins encore recommandable.

Le bon sens dirigé et contrôlé, voilà la meilleure solution à laquelle il nous est permis de nous arrêter.

(5) Crim. 1 mai 1925 — D. 925. I. 209 : « Attendu d'une part que l'arrêt attaqué déclare que Cousin a causé à l'Etat français un préjudice matériel, par l'exagération des mémoires frauduleux, qu'il a présentés et un préjudice moral par la méconnaissance des intentions du législateur.... Attendu en ce qui touche le préjudice moral, que l'Etat ne possède pas en principe le droit d'agir devant les tribunaux de répression en réparation des infractions à la loi pénale. Attendu d'autre part que l'arrêt constate que Cousin a préjudicié à l'Union fédérale des assoc. des mutilés... en déconsidérant les dispositions législatives, qui leur sont favorables. Attendu que ce motif ne fait pas apparaître une cause de préjudice pour la dite union, etc... ».

CHAPITRE II

Jurisprudence sur la nécessité d'une règle. (Le problème causal point de droit ou de fait ?)

On se demande très souvent si la Cour suprême, laisse à l'appréciation souveraine des juges de fait, la constatation de la relation causale en matière de responsabilité civile⁶.

Ça revient à se demander, si la Cour suprême et la pratique judiciaire en général, a éprouvé la nécessité d'une règle de droit pour la solution du problème. De la manière plus ou moins rigoureuse, dont la Cour suprême entend intervenir et imposer son droit de contrôle, nous serons autorisés à conclure, à l'existence ou à l'absence de toute règle. Si la Cour y exerce une censure, elle ne peut le faire, que sur la base de certains principes constants.

L'étude des arrêts, nous enseigne, que la Cour de cassation, non seulement, qu'elle entend exercer un contrôle à cet égard, mais encore qu'elle l'exerce avec beaucoup de rigueur.

Ce qui est intéressant de remarquer dans l'examen des arrêts, c'est l'évolution lente de la manière, dont l'instance suprême entend exercer son contrôle. La jurisprudence passe à ce point de vue, par plusieurs étapes successives. Elle est peu exigeante aux premiers temps. La notion de causalité est tout à fait informelle et on passe outre, sans s'en apercevoir.

Par un arrêt du 30 février 1826, la Chambre civile décide, que les art. 1146, 1150 et 1151, invoqués dans le pourvoi ne s'appliquent pas à l'affaire, en tant qu'ils se réfèrent aux obligations contractuelles. Mais la Cour ne s'était pas aperçu, qu'elle traitait dans l'espèce justement un cas de responsabilité contractuelle.

Dans un stade pareil d'une institution juridique, la Cour de cassation se contente de très peu et laisse aux juges la plus

(6) René DEMOGUE. Rec. trim. 1922, p. 629 : « L'existence d'une relation causale est-elle un point de droit ? ».

V. A. ROUX, S. 917. I. 97 : « Dire qu'entre deux faits, il existe un rapport de cause à effet, n'est-ce pas résoudre un point de fait ? ».

André ROUAST, D. 927. I. 101.

grande latitude. Les arrêts du temps déclarent, que la constatation de la relation causale, est de l'attribut souverain et exclusif des juges de fait⁷.

Mais à mesure que la notion de causalité se précise et prend du relief, la Cour de cassation devient de plus en plus exigeante. Elle recommande des caractérisations, elle arrive à imposer aux tribunaux certaines caractérisations de la relation causale, qu'elle laisse à l'appréciation des juges au début et qu'elle entend vérifier plus tard.

On a essayé théoriquement, à déterminer les limites, entre ce qui représente le pouvoir d'appréciation souveraine des juges de fait et ce qui représente un point de droit soumis au contrôle de l'instance suprême.

On a proposé une triple distinction : 1) Appréciation matérielle, celle qui s'impose forcément, du moment qu'on est arrivé à la constatation de certains faits. 2) Appréciation morale, celle qui laisse une certaine latitude d'opinion, en rapport avec les circonstances de la cause. 3) Appréciation légale, celle qui est imposée par la loi, du moment qu'un certain fait est donné comme établi⁸.

Strictement seule la dernière devrait être soumise au contrôle de la Cour de Cassation. Mais en pratique une pareille distinction n'existe pas. Il vaut mieux alors s'en tenir à ce que nous enseigne la pratique judiciaire.

En ligne générale la Cour de cassation exige :

I. D'abord que l'existence de la relation causale, doit être constatée en termes assez précis, pour n'en laisser aucun doute.

De bonne heure la Chambre civile s'est aperçue, que les juges de fait passaient trop rapidement, sur une question, dont l'importance commençait à se relever.

Par l'arrêt rendu le 16 décembre 1845⁹ elle casse un jugement sur la considération que la relation causale n'est pas constatée en termes assez précis¹⁰. L'existence d'un rapport entre la faute imputée au défendeur et le préjudice, dont on se plaignait ne ressortait pas assez clairement des termes em-

(7) Crim. 21 nov. 1856 — D. 56. I. 471; Req. 7 fév. 1877 — D. 77. I. 476; Req. 20 nov. 1871 — D. 72. I. 124; Req. 5 août 1879 — D. 81. I. 268.

(8) J. A. Roux. Note S. 917. I. 97.

(9) D. 46. I. 41.

(10) « Attendu... qu'il n'est point constaté par le jugement attaqué, que les faits qui ont motivé, l'action judiciaire de Jacob, ait eu la veuve Roussin pour auteur... ou aient été le résultat de la négligence ou de son imprudence; ...que le jugement se borne à énoncer que la veuve Roussin a fait ou a laissé faire les plantations, par la suite desquelles Jacob a été privé du libre usage du chemin de grande communication, dont il s'agit ».

ployés par le tribunal. La Chambre civile exige donc plus de précision.

La Chambre criminelle décide la même chose à peu près à la même époque ¹¹.

Elle constate que les motifs d'une décision de la Cour d'assises « n'aurait pu servir de base au rejet de la demande récursoire formée ultérieurement par Wandermarcq contre l'Administration des postes, qu'autant, qu'il aurait été dit, par la Cour d'assises, qu'en appréciant les résultats de l'imprudence ou de la faute lourde relevée à la charge de Wandermarcq et ceux de la faute imputée à l'Administration des postes, c'était à Wandermarcq et non à l'Administration des postes, qu'il fallait attribuer la cause du dommage éprouvé... » La Cour de Cassation conclue « que les motifs du jugement attaqué ne présentent pas d'une manière *explicite* cette appréciation... » et casse la décision.

La Chambre des requêtes, elle aussi procède à la même vérification ¹².

Mais le plus important à ce point de vue, c'est l'arrêt que l'instance suprême a prononcé en chambres réunies le 10 mai 1886 ¹³. Le tribunal commercial d'Argentan avait constaté une faute à la charge de la Compagnie de Chemins de fer de l'Ouest, en ce qu'elle avait contrevenu à l'art. 106, code commercial, en faisant vendre des marchandises transportées par elle au compte du sieur Lamarre, sans demander l'autorisation de l'expéditeur, ni requérir celle de la justice.

Le préjudice constaté par le tribunal représentait la différence entre la valeur de la facture et le prix résulté de la vente forcée. La relation causale n'était pas constatée en termes précis : « ...qu'en agissant ainsi et en n'offrant à Lamarre qu'un prix inférieur à celui de la facture, la compagnie lui a évidemment causé un préjudice ».

Le jugement a été cassé par les Chambres réunies qui ont décidé que « cette constatation fait bien ressortir l'existence

(11) Crim. 12 janv. 1849 — D. 49. I. 39. — Dans la question qui nous intéresse les arrêts de la chambre criminelle ont la même importance que les autres. Le problème causal intéresse dans les espèces pénales à deux point de vue. On a d'abord la relation causale comme élément constitutif du délit et ensuite comme élément constitutif de la réparation civile. Le problème de la relation causale entre l'action coupable et le fait nuisible, auquel elle a donné lieu est le même, qu'il se pose en droit civil ou en droit pénal. Nous allons voir, qu'en jurisprudence, il est établi sur les mêmes bases et reçoit les mêmes qualifications juridiques.

(12) Req. 20 nov. 1871 — D. 72. I. 124.

(13) S. 86. I. 380.

d'un dommage pour l'expéditeur... mais n'établit nullement, que ce dommage ait eu pour cause l'inobservation des formalités prescrites par l'art. 106, Code commercial ».

Le principe ainsi posé, la Cour suprême en a fait de nombreuses applications. Les arrêts qui ne constatent pas l'existence d'une relation entre l'acte coupable et le dommage, courent le risque de se voir cassés.

II. La Cour de Cassation exige que la relation causale, soit directe¹⁴. Cette exigence se révèle avec assez de certitude de l'arrêt rendu le 26 novembre 1856¹⁵, par la chambre des requêtes. On doit tenir compte que les fois où la Chambre des requêtes veut donner son avis sur la régularité d'un jugement, elle n'a pas d'autre moyen, que celui de reproduire les considérants essentiels du jugement attaqué pour s'assurer, que les juges de fait n'avaient omis rien, de ce qu'ils devaient constater.

La Chambre des requêtes est plus catégorique en certains autres arrêts¹⁶.

Quant à la chambre civile, elle est catégorique. Elle laisse d'abord entendre assez clairement dans son arrêt du 12 juin 1876¹⁷, que les instances ne sont par rien autorisées à prendre en considération « le préjudice qui n'est qu'une conséquence indirecte de l'abordage... La Chambre civile constate encore, que l'arrêt attaqué « examinant successivement les divers éléments de préjudice invoqués par le demandeur, il les admet ou les écarte, selon qu'il les considère, comme une suite directe ou indirecte de l'abordage, dont la réparation est poursuivie ». En conclusion, la Cour décide qu'en procédant de la sorte, les juges ont fait une juste application des textes.

A cette époque encore, la Cour suprême entendait laisser aux juges de fait la caractérisation de directe de la relation causale. Elle n'entend pas empiéter sur les considérations qui ont conduit les juges à cette conclusion. On se contente qu'on l'ait faite.

La cour s'exprime :... « qu'il appartient aux cours d'appel d'apprécier souverainement, d'après les circonstances de la cause si ce dommage, dont la réparation est demandée, a ou

(14) Voir en premier lieu le rapport en ce sens du conseiller Falcimaigne à l'audience des chambres réunies de 5 avril 1913 — D. 914. I. 165 et les jurisprudences citées : Crim. 2 mai et 21 nov. 1908 — S. 909. I. 477 et S. 910. I. 215; Crim. 1 juillet et 5 nov. 1909 — S. 910. I. 333; crim. 15 janv. et 5 nov. 1910; 21 oct. 1911; 17 fév. 1912 — S. 912. I. 604.

(15) D. 57. I. 57.

(16) Req. 5 février 1884 — D. 84. I. 367; Req. 15 juillet 1896 — D. 96. I. 142.

(17) D. 76. I. 477.

n'a pas en effet pour cause directe la faute... » La Chambre civile décide la même chose dans l'arrêt rendu le 22 novembre 1892¹⁸ : « Attendu que la question de savoir si dans les circonstances où deux faits se sont successivement produits, le premier est la cause directe du second, rentre dans l'appréciation souveraine des juges de fond ».

En tout cas, il résulte de cet arrêt, que les juges de fait ne doivent pas se contenter d'une simple mention sur l'existence du lien causal. Il faut en plus qu'ils établissent le caractère de direct.

La chambre criminelle considérait, elle aussi à cette époque, que la caractérisation de direct ou d'indirect d'un préjudice est question de fait et que l'instance de fond peut seule et souverainement apprécier.

Dans l'arrêt rendu le 21 mai 1874¹⁹, elle conclue en ce sens, après avoir d'abord constaté, que l'arrêt attaqué avait bien jugé, en exigeant que la partie civile fasse preuve d'une atteinte à un intérêt direct et en qualifiant « dommage indirect » la prétendue lésion, résultant de la concurrence déloyale.

Il est certain par conséquent qu'un arrêt, qui s'aviserait de prendre en considération un préjudice, que lui-même constate être indirect, par rapport au fait coupable, encourt cassation.

C'est ce que la Chambre civile le décide justement dans son arrêt rendu le 21 février 1912²⁰. Elle casse un arrêt de la Cour de Lyon sur la considération : « Que si l'arrêt en conclut que l'accident est la cause unique de la mort, il ajoute immédiatement, qu'il adopte les conclusions de l'expert, qu'il avait reproduites, et où il est dit, que l'accident est la cause certaine, quoique indirecte du décès ».

III. La qualification légale donnée par les juges du fond aux faits souverainement constatés, en ce qui concerne la relation causale, est susceptible de vérification et de censure.

A d'autres mots la caractérisation de la relation causale, que les juges de fait pouvaient souverainement déduire des circonstances de l'affaire, rentre aussi à partir d'une certaine époque dans l'attribution de la Cour suprême.

Les arrêts en ce sens sont bien espacés au début et dans l'intervalle la Cour ne manque pas de décider le contraire. Mais

(18) S. cr. 92. I. 285.

(19) D. 75. I. 139.

(20) D. 913. I. 294.

peu à peu, la conception se consolide et à présent nous estimons qu'elle ne fait plus de doute.

La Chambre civile le décide d'abord dans son arrêt du 20 août 1879²¹. Dans l'arrêt attaqué, la Cour de Douai avait attribué à l'imprudence de la victime la cause d'un accident.

En faisant usage de son pouvoir d'appréciation souveraine, la Cour avait établi que l'accident se rattachait causalement à la faute de celle-ci. La Cour casse l'arrêt sur la considération, que les fautes des préposés de la compagnie défenderesse, qu'on demandait à établir « étaient de nature à engager la responsabilité de la Compagnie par cela seul qu'ils avaient pu contribuer à occasionner la chute de Marquant ».

Les juges de fait refusaient donc de voir une relation de cause à l'effet entre les prétendues fautes de la Compagnie défenderesse et l'accident, dont les conséquences étaient aux débats. La chambre civile vérifie et décide que cette relation pouvait y exister, si la preuve des faits invoqués était faite²².

La chambre civile procède de la même façon dans son arrêt du 19 mars 1888²³. Les juges de fond en usant de leur pouvoir d'appréciation, qu'auparavant la Cour suprême leur concédait, avaient constaté l'existence d'un rapport de cause à effet en occurrence, mais la chambre civile après vérification, trouve qu'il n'y avait aucune relation causale.

Le droit que la Cour Suprême s'arroge de la sorte, résulte soit de nombreuses cassations d'arrêts, qui n'en laissent aucun doute, soit du soin qu'elle prend à reproduire dans ses arrêts toutes les considérations de fait, qui se dégagent des constatations effectuées par les instances de fond, en leur donnant consécration en termes exprès à la fin de l'arrêt. C'est surtout le procédé de la chambre de requêtes, dont l'opinion ne se laisse pas entrevoir autrement.⁴

Ainsi, dans son arrêt, en date du 8 mai 1893²⁴, elle s'exprime : « qu'à la suite de ces constatations, l'arrêt attaqué, considérait l'imprudence de la victime comme la seule cause de l'accident; ... Attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué s'est borné à tirer la conséquence légale de faits souverainement constatés et n'a violé, etc. »²⁵.

(21) S. 80. I. 15.

(22) Dans le même sens Civ. 10 nov. 1884 — S. 84. I. 511.

(23) D. 88. I. 391.

(24) D. 93. I. 349.

(25) Le même procédé : Req. 6 fév. 1883 — D. 83. I. 451; Req. 2 déc. 1884 — D. 85. I. 423; Req. 19 oct. 1892 — D. 93. I. 604; Req. 22 déc. 1897 —

Par conséquent, seuls les faits sont souverainement constatés; la conclusion doit être légale.

D'ailleurs, c'est de cette manière que procède la Chambre civile, elle aussi, toutes les fois qu'il n'est pas question d'annuler l'arrêt des juges de fond... Ainsi, par exemple, dans son arrêt rendu le 15 nov. 1881 ²⁶, après avoir reproduit la constatation de la Cour de Chambéry, dans le sens que si l'accident « a eu pour cause l'effondrement d'un échafaudage établi par le défendeur » il était constant, qu'il ne serait pas arrivé sans l'imprudence de la victime », vues les circonstances de fait, la Chambre civile conclue : « Attendu qu'en décidant dans ces circonstances, que Duret a été victime de son propre fait et de sa seule imprudence et en rejetant pour ce motif la demande.... l'arrêt attaqué n'a violé aucun texte, etc.... »

Si la cour suprême voulait voir une simple question de fait dans la caractérisation juridique de la relation constatée par les tribunaux, elle n'aurait pas procédé jamais à cette vérification minutieuse des conclusions tirées par les juges de fait. Il lui aurait suffi de dire qu'en constatant souverainement le rapport direct entre la faute et le préjudice, les juges de fond ont légalement justifié leur décision ²⁷.

Mais comme nous l'avons déjà dit, le droit, que la Cour de Cassation s'arroge, à vérifier les conclusions tirées par les premiers juges, des circonstances de fait constatées par eux. résulte sans aucun doute possible des nombreuses cassations d'arrêt.

Nous en avons déjà cité quelques-uns.

Mais nous pouvons suivre à travers un nombre important d'arrêts et de jugements cassés la conception de la Chambre civile à cet égard ²⁸.

D. 99. I. 85; Req. 27 mai 1895 — D. 96. I. 213; Req. 12 sept. 1897 — D. 97. I. 71; Req. 28 janv. 1903 — D. 904. I. 518; Req. 19 déc. 1917 — D. 919. I. 43; Req. 19 mars 1919 — D. 920. I. 71; Req. 13 mai 1924 — D. H. 924, p. 389.

(26) D. 83. I. 159.

(27) Dans un autre arrêt en date de 4 janvier 1907, D. 907. I. 215, elle s'exprime aussi : « Attendu qu'il résulte de l'ensemble des motifs de l'arrêt attaqué, que la Cour a déduit des fautes professionnelles retenues contre M. Moutillard, que la relation directe entre ces fautes et la totalité du préjudice subi par Gillard est ainsi établie ».

De même : Civ. 19 nov. 1881 — D. 82. I. 398; Civ. 11 nov. 1891 — S. cr. 91. I. 898; Civ. 7 mars 1911 — D. 918. I. 57.

(28) Civ. 22 fév. 1898 — S. 901. I. 424; Civ. 28 mars 1900 — D. 1900. I. 208; Civ. 6 mai 1901 — D. 903. I. 379.

Civ. 7 août 1895 — D. 96. I. 81 : Les juges de fond niaient l'existence de la relation causale. La Cour sur la base des mêmes faits constatés souverainement décide que la relation existait : «que la relation entre la faute d'Aubert et l'accident survenu à l'apprenti, s'induit donc nécessairement des

La Chambre criminelle entend exercer son droit de contrôle dans les mêmes conditions. Elle soumet de la même manière, à une vérification sévère, les conclusions tirées par les juges de fond des circonstances de fait, qu'ils ont constaté.

Elle affirme son droit de contrôle dans des termes qui ne laissent aucun doute : « Attendu — déclare-t-elle — dans son arrêt du 5 décembre 1890, que dans l'ensemble des faits et circonstances souverainement constatés par l'arrêt attaqué, la Cour trouve des éléments suffisants, pour l'exercice de son droit de contrôle et pour apprécier la légalité de sa décision » ²⁹.

La Chambre criminelle ³⁰ casse un arrêt pour avoir considéré que les constatations de fait donnaient des indications suffisantes sur l'existence des trois facteurs de la responsabilité, dûment exigés, quoique ces constatations ne faisaient pas ressortir trop clairement l'existence de la relation causale : « Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel pouvant seuls servir de base à une action en réparation du dommage causé par un délit; que si ces constatations établissent le préjudice..... elles ne font apparaître l'existence d'aucun lien,

constatations mêmes de l'arrêt, qui ne le peut nier sans une évidente contradiction;que l'arrêt attaqué a méconnu les conséquences légales des faits par lui constatées ».

Civ. 11 nov. 1896 — D. 97. I. 315. L'arrêt est cassé sur la même considération.

Civ. 4 fév. 1903 — D. 903. I. 379, l'arrêt est cassé pour avoir décidé qu'il n'y avait pas de relation causale, quoique le contraire résultait des circonstances de fait : « qu'il y avait en l'espèce une relation nécessaire entre cette double contravention et l'accident..... Qu'en décidant qu'elles n'ont pu occasionné le préjudice, on a violé les dispositions....., etc. ».

Civ. 13 janv. 1908 — D. 908. I. 125. L'arrêt est cassé pour avoir déclaré qu'il n'y a pas relation causale. « Attendu que ces constatations impliquaient la faute du conducteur de la voiture et la relation entre cette faute et l'accident et que..... en rejetant la demande en indemnité, le jugement attaqué n'a pas déduit les conséquences légales des faits par lui souverainement constatés ».

Dans le même sens : 14 janv. 1924 — D. H. 924, p. 122 : «que cette faute a donc causé directement à l'état un dommage, dont celui-ci était en droit de demander la réparation; qu'en décidant le contraire le jugement attaqué a violé....., etc. ».

Voir aussi Civ. 17 janv. 1914 — D. 914. I. 144.

Au contraire il y a des cas où les instances considèrent établie la relation, mais la Cour de Cas. la conteste : Civ. 6 juillet 1922 — D. 925. I. 208 : « Mais attendu que si cette décision relève la faute, elle ne constate pas un préjudice réel et certain, en découlant directement;qu'à cette double condition seulement il lui était permis d'affirmer une relation de cause à effet entre les fautes du notaire et le préjudice réel dont la Société poursuivait la réparation... ».

Dans le même sens : Civ. 18 oct. 1926 — D. 927. I. 101.

(29) Cet arrêt est cité dans le rapport de M. le conseiller Falcimaigne (D. 914. I. 65) comme exemple de la manière dont la Cour suprême entend exercer son contrôle sur cette question.

(30) Crim. 17 fév. 1912 — D. 913. I. 373. Voir aussi Crim. 7 fév. 1913 — D. 913. I. 373; Crim. 1^{er} mai 1925 — D. 925. I. 209.

etc... » D'où la conséquence « que la condamnation à des dommages-intérêts prononcée par l'arrêt attaqué..... manque de base légale ».....

Dans un autre arrêt du 30 janvier 1913, elle prend soin à se convaincre d'elle-même, si les faits constatés permettaient aux juges de fait de conclure à l'existence de la relation causale; « Attendu que de ces constatations ressort la preuve d'une relation de cause à l'effet, entre l'absorption de la substance toxique qui a entraîné la mort du commandant Romilly et la faute qui a été relevée à la charge des employés de l'Union Indo-Chinoise..... etc. ».

Mais le plus significatif à cet égard, c'est l'arrêt de la même chambre en date de 25 novembre 1916, qui peut nous donner une indication sûre, de ce qu'elle poursuit la Cour suprême, toutes les fois qu'elle reproduit dans son arrêt, les constatations de fait effectuées par les premiers juges. Après un examen sommaire mais substantiel des faits, la Cour conclue : « Attendu que les circonstances constatées souverainement par les juges de fait justifient la conclusion qu'ils en ont tiré et qui exclut toute relation de cause à effet entre la contravention commise par le prévenu et l'homicide involontaire qui lui est reproché » ³¹.

On peut donc conclure que ce qu'il reste encore de l'attribut des juges de fait à cet égard, se réduit aux deux points suivants : a) La constatation des faits mêmes sur lesquels on s'appuie pour déduire l'existence de la relation causale.

b) L'évaluation en monnaie des éléments de la réparation, qu'on met à la charge du défendeur. Souvent la Cour suprême le déclare en termes exprès ³².

Si j'ai insisté un peu trop sur le sujet, c'est par ce qu'on enseigne en général tout le contraire, de ce qu'on vient de constater.

C'est l'opinion de notre professeur, M. Démogue ³³, qui pense que la Cour suprême est hésitante sur ce point. Pour le soutenir, notre illustre professeur s'appuie sur quelques arrêts isolés, qui ne font pas autorité ³⁴.

Nous estimons qu'on donne à ces arrêts une portée, qu'ils

(31) M. Démogue cite pourtant cet arrêt parmi ceux, qui laissent la question à l'appréciation souveraine des juges de fait.

(32) Civ. 7 mars 1911. D. 918. I. 57; Req. 10 mars 1919. S. 920. II. 71; Req. 13 mai 1924 — D. H. 924, p. 389.

(33) Oblig., tome 4, N° 371 : « Et la Cour de cassation voit dans le caractère de direct du dommage un point de fait ».

(34) Revue trim., 1922, p. 629.

n'ont pas en réalité. La question de la relation causale ne fixe l'attention de la Cour de cassation, que dans les cas où les juges de fait sont en défaut ou peut-être la constatation du lien causal laisse des doutes. Dans les espèces où l'existence du lien causal apparaît de toute évidence et on ne le met pas en discussion, il est naturel que la Cour passe rapidement sur la question.

Dans l'arrêt du 27 février 1922 de la Chambre des requêtes, sur lequel s'appuie en particulier, M. Démogue, on n'est pas sûr si la Cour entendait se référer à la relation causale ou à l'évaluation en monnaie. En tout cas, des arrêts évasifs, incertains dans leurs termes ne sont pas caractéristiques et on ne peut pas se fier à eux, pour tracer la doctrine de la Cour suprême³⁵.

En admettant même qu'ils soient catégoriques, il faut considérer ces arrêts comme des « lapsus » dont il faut se méfier.

Les deux considérations suivantes nous autorisent à le croire :

I. Il y a des arrêts, qui nous font voir que la Cour de cassation est trop fortement engagée dans la direction du contrôle, pour qu'il soit encore possible de lui attribuer une hésitation à cet égard.

La Chambre civile réclame souvent au nom de son droit de contrôle, qu'on ne lui omet aucune circonstance de fait, qu'on lui fournit donc tous les éléments nécessaires à une vérification complète.

Ainsi par un arrêt en date du 8 juillet 1914³⁶, la Chambre civile casse un arrêt de la Cour d'appel de Paris (25 janvier 1911), pour ne lui avoir pas présenté toutes les circonstances de fait, de sorte qu'elle puisse effectuer la vérification.

« Mais attendu que l'arrêt ne s'est pas expliqué sur la circonstance de fait..... etc..... Attendu que cette omission ne permet pas à la Cour de Cassation, d'exercer le contrôle, qui lui appartient sur le point de savoir, *s'il existe une relation nécessaire de cause à l'effet* entre la faute imputée à Mafrand et l'accident..... »

Y a-t-il une manière plus énergique d'affirmer son Droit de contrôle ?

(35) Il y a des arrêts très récents où la même chambre de req. prend soin de faire la distinction entre la constatation du préjudice et son évaluation en se prononçant que la dernière seulement est de l'attribut souverain des juges de fait. Req. 19 mars 1919..... Req. 13 mai 1924 — D. H. p. 389.

(36) S. 915. I. 70.

Ce n'est pas un arrêt isolé.

Dans le même ordre d'idées, nous pouvons citer l'arrêt du 10 décembre 1902³⁷ de la même chambre, où la décision de la Cour de Nîmes (5 juin 1899) est cassée sur des considérations tout à fait pareilles. Nous citons encore l'arrêt de la même Chambre en date du 14 mars 1892³⁸, pour faire voir que la conception de la Cour suprême en ce sens remonte assez loin et qu'il y a assez de continuité.

II. Les rapports à l'audience des hauts conseillers de la Cour de cassation sont du plus grand intérêt, quand il est question de se renseigner, sur la conception de la Cour suprême dans une question quelconque.

Personne n'est mieux autorisé à nous renseigner sur la doctrine de la Cour suprême, que les membres de la Haute Cour eux-mêmes, dans leurs travaux officiels.

A l'audience du 25 novembre 1916, il y avait une affaire, dont la discussion portait justement sur la question de l'existence du lien causal. Nous devons à M. Fabry, conseiller à la Haute Cour, une étude très documentée sur la question du rapport causal faite à cette occasion³⁹.

« Avez-vous le droit de contrôler, en ce qui concerne le point dont il s'agit, l'appréciation des juges de fait ? pose la question de M. Fabry. « Dans l'état actuel de votre jurisprudence, on doit trancher par l'affirmative ».

Ce qui est intéressant, c'est que le rapport nous fait connaître la conception propre de la Cour suprême sur son droit de contrôle en général et spécialement, quant à la question qui nous intéresse.

« De même qu'en matière de contrat — explique le rapport — vous vérifiez si les tribunaux ne dénaturent pas les conventions sous prétexte de les interpréter, de même en matière de faute délictuelle, vous devez d'après ces arrêts rechercher, s'ils ont exactement apprécié les circonstances constatées par eux et cette vérification porte non seulement sur leurs affirmations relatives à la faute ou à l'absence de la faute, mais encore sur leurs déclarations au sujet de la relation

(37) D. 904. I. 62.

(38) D. 92. I. 343.

(39) Gaz. Trib. 916. I. 57. Sur la même question voir aussi le rapport de M. Falcimaigne, conseiller, à l'audience des chambres réunies du 5 avril 1913, D. 914. I. 65.

de cause à l'effet, qu'ils admettent⁴⁰ ou qu'ils nient, entre la faute commise et le préjudice souffert.

Adoptant les conclusions du rapport, la Chambre criminelle par l'arrêt du 25 novembre 1916, que nous avons déjà cité rejette le pourvoi et décide :

« Attendu que les circonstances constatées souverainement par les juges du fait justifient la conclusion, qu'ils en ont tiré et qui exclut toute relation de cause à effet entre la contravention commise par le prévenu et l'homicide involontaire qui lui est reproché ».

Quoi de plus clair ? Il y a une ligne tranchante entre la constatation des faits, qui est de l'attribut des juges de fond et la conclusion, qu'ils ont tiré et qui doit être justifiable. Si cette conclusion ne se justifie pas par rapport aux constatations de fait, la solution des juges de fond ne peut pas passer.

Il n'y a vraiment aucune hésitation.

La constatation de la relation causale en matière de responsabilité civile n'est pas une question de fait, en jurisprudence française. C'est un point de droit, dont la solution est soumise à certaines règles fixes et obligatoires.

Il reste à voir quelles sont ces règles, leur sens et leur portée.

(40) Le rapport ne manque pas de faire mention des objections possibles dans le sens, qu'un droit de contrôle si étendu peut constituer un empiètement sur les attributions des juges de fond : « Cette jurisprudence a donné lieu à des réserves de la part de quelques commentateurs, qui croient y voir un empiètement sur les attributions des juges de fait. Mais elle est aujourd'hui bien établie. Elle s'est formée et est devenue de plus en plus nécessaire par suite du développement du machinisme, qui tout en multipliant les accidents a singulièrement augmenté la complexité des questions de resp. civile ou pénale qu'ils soulèvent..... ».

Après l'analyse des arrêts en matière civile le rapport conclue : « Si en matière civile où la faute motive seulement une demande de dom. int., vous n'êtes pas tenu de vous incliner devant l'appréciation des juges de fond, au sujet de la qualification et des conséquences des faits constatés, vous êtes encore moins liés, par cette appréciation lorsque la faute est alléguée, pour justifier une condamnation pénale.

CHAPITRE III.

L'art. 1151 cod. civ. règle de droit commun.

SECTION 1.

DOCTRINE.

La nécessité d'une règle n'a pas échappé même aux auteurs qui pensent « que tout n'est d'ailleurs en cette matière, que pure question de fait »¹.

Tout en enseignant que la question est de l'attribut souverain des juges de fait, ils admettent, qu'il est pourtant indispensable « que cette appréciation elle-même fut soumise juridiquement à certaines règles ».

Quant aux règles que l'on devait suivre, le plus logique et le plus juridique était de rechercher, si le code civil ne traite pas quelque part dans son texte du lien, qui doit exister entre un fait fautif et le préjudice consécutif.

C'est ce que font d'ailleurs les auteurs en grande majorité.

Sur le sort de l'art. 1150, c. civ., l'accord est parfait. On trouve qu'on ne peut pas faire l'application d'une disposition, qui présume une clause tacite du contrat, dans une matière exclusive de tout rapport contractuel.

Il y avait encore la règle de droit fournie par l'art. 1151, code civil. La grande majorité des auteurs proposent de suivre les distinctions de direct et d'immédiat de ce texte de loi, mais avec combien d'indécision et des réserves faites à chaque pas.

Larombière et Demolombe² partent de l'idée, que la règle

(1) LAROMBIÈRE, tome II, p. 557, DEMOLOMBÉ, tome XXIV, p. 565.

(2) DEMOLOMBÉ, tome 24, n° 598. Aussi tome 8, n° 685, en se référant à l'art. 1151, il dit « S'il est vrai que le législateur ne l'a édicté, que pour la réglementation des dommages-intérêts résultant de l'inexécution des conventions et que dans son texte même il n'est pas applicable au règlement des dommages-intérêts résultant des délits ou des quasi-délits, il faut en même temps reconnaître, que le motif essentiel de logique et d'équité sur lequel il est fondé, ne comporte pas de distinction.

de l'article 1151 ne représente pas une disposition de faveur pour le débiteur, qui se rend coupable de dol, dans l'exécution du contrat, car il n'y aurait aucune raison de le traiter avec des égards. C'est un principe d'équité, de droit naturel, qu'on y consacre. « Si sévère que l'on doive se montrer envers le débiteur qui a commis un dol, il est manifeste, qu'on ne peut le rendre responsable, que du dommage, dont il est vraiment lui-même l'auteur ». Larombière est encore plus catégorique : « Remarquons bien que cet article, en limitant les dommages et intérêts dûs par le débiteur coupable de dol, ne lui fait pas une faveur dont il est indigne, mais qu'il se borne à constater, son irresponsabilité au delà d'une certaine mesure, parce que la nature même des choses interdit de pousser plus loin l'imputabilité »³.

Certains auteurs, et ils sont les plus nombreux partent de l'idée qu'en absence d'une règle dans les articles 1382-1386, il n'y a d'autre parti à prendre, qu'adopter le principe posé par l'art. 1151, mais avec toutes les réserves, qu'implique le procédé par analogie⁴.

Mais ni les uns, ni les autres ne sont pas trop nets, dans l'opinion qu'ils adoptent.

Il y a des passages chez Demolombe qui déterminent les arrêtistes des grands recueils, de le citer, tantôt parmi les auteurs, qui écartent l'application de l'article 1151 en matière de responsabilité délictuelle, tantôt parmi ceux, qui l'adoptent. C'est au moment où Demolombe se demande quelles sont les personnes qui pourraient se plaindre d'un préjudice subi, du fait de la mort de la victime. Par exemple : « Il semblerait à première vue, que l'on devrait répondre, qu'il faut que le dommage soit direct. Où s'arrêter en effet, dès que l'on aurait ouvert la carrière aux demandes en responsabilité civile, qui n'auraient pour cause que des dommages indirects ? Ne serait-il pas à craindre, qu'elle ne s'étendissent fort loin de proche en proche, sans qu'il fût possible ensuite, de leur marquer précisément une limite. Notre avis est pourtant, que c'est la doctrine contraire, qui doit être admise et qu'il suffit, pour former une demande en responsabilité civile, que le dommage soit indirect. » A lire ce passage, on a l'impression, que De-

(3) Tome V, page 45.

(4) TOULLIER, tome II, N° 153; SOURDAT, T. I, N° 42, 105, 106; BAUDRY et BARDE, T. IV, p. 578, N° 2879; FROMMAGEOT, FAUTE, p. 42; HUC, T. 7, p. 274, N° 151; MARCADÉ, T. V. p. 298; HUELOT et METMAN des oblig., p. 325.

molombe⁵ partage l'opinion de ceux qui soutiennent, qu'on doit répondre en cette matière, de tout préjudice à l'infini⁶.

Mais on est vite rassuré sur la conception de Demolombe, car il finit par dire : « Une objection s'élève toutefois. Où vous arrêterez-vous dans cette voie ? Nous ferons trois réponses : a) il faudra, pour que le dommage indirect, entraîne une responsabilité, qu'il soit lui-même une suite immédiate et directe du délit ou du quasi-délit et qu'il se rattache par la relation, qui lie l'effet à la cause. »

La manière d'exprimer sa pensée est en vérité équivoque. Mais il est évident, que Demolombe entend ici par l'expression dommage indirect, celui que subit une personne toute autre, que la victime du délit, qui est seule directement atteinte. Que ce soit la personne directement atteinte, que ce soit la personne indirectement atteinte, il faut toujours qu'on témoigne d'un préjudice direct et immédiat. C'est bien à tort qu'on lui attribue parfois une autre conception.

Huc consacre quelques mots à cette question⁷. Mais il arrive à des distinctions inconcevables.

« Les règles que nous venons d'exposer — dit-il à propos des articles 1149 et 1151 — quoique formulées à l'occasion des obligations conventionnelles sont néanmoins applicables aux dommages-intérêts encourus à propos d'une faute commise en l'absence de tout engagement. »

Mais après avoir exprimé ce principe, il ajoute qu'il faudra appliquer ces règles en matière de délits civils, « c'est-à-dire de violation volontaire d'un devoir commun à tous. Le délinquant ne devra les dommages, que dans la mesure indiquée par l'article 1151, car c'est à cause de l'impossibilité de déterminer la part de la fraude, dans la perte, que ce tempérament a été admis ». Alors, pour les quasi-délits, quelle règle devra-t-on suivre ? « Pour les quasi-délits, qui consistent dans la violation involontaire, sans fraude, d'un devoir commun à tous, l'auteur sera tenu de tous les dommages, prévus ou non, car il est impossible de trouver ici une convention tacite de limitation comme dans le cas de l'article 1150 ».

Mais il lui semblait, qu'il n'y avait pas assez de confusion car il ajoute aussitôt : « Aussi l'article 1382 ne contient aucune restriction ». Il n'y a alors de place pas même pour la res-

(5) DEMOLOMBE, tome VIII, N° 673.

(6) On a plus encore cette impression si on lie la suite du passage reproduit.

(7) Tome VII, p. 214.

triction contenue dans l'article 1151 ? En dehors de l'évidente contradiction, avec ce qu'il avait posé au début comme principe, est-ce qu'il est raisonnable de limiter aux suites immédiates et directes la responsabilité de celui qui se fait coupable d'un délit civil et l'étendre à perte de vue pour celui, qui ne commet qu'une simple faute ? Le vice de raisonnement procédait de ce qu'on ne se décidait pas d'une façon résolue, sans aucune hésitation, à admettre la généralisation d'une règle, qui n'est autre chose que la consécration d'un principe de bon sens et d'équité.

Il y a d'autre part des auteurs, qui excluent toute application de la règle inscrite dans l'article 1151 code civil, soit en se reportant totalement aux lumières et au bon sens des juges de fait⁸, soit en proposant une autre méthode, qu'on trouve meilleure⁹.

L'hésitation de la doctrine à adopter la règle de l'article 1151 trouve son explication toujours dans le fait, qu'on n'a pas en général une idée précise sur la notion de cause directe et immédiate. Nous avons vu, comme elles sont sommaires et confuses les notions, que les auteurs nous fournissent, quand ils examinent l'article 1151 à propos de la responsabilité contractuelle.

Si l'on prend la formule de l'article 1151 au pied de la lettre et on croit qu'elle représente la conception de la « cause unique », de la « cause exclusive » ou de la « cause non médiate », nous comprenons très bien l'empressement de certains auteurs d'écarter l'application d'une pareille règle dans une matière où l'adage antique « In lege Aquilia et levissima culpa venit » est écrit en grandes lettres sur le frontispice.

Mais en l'entendant de la sorte, la formule de l'article 1151. est tout aussi inapplicable en matière de contrats, comme en matière de responsabilité aquilienne. Jamais elle n'a été entendue de la sorte, comme nous l'avons montré, ni par Pothier, ni par la tradition d'avant lui. La jurisprudence postérieure au code Napoléon, qui plus encore que la doctrine pouvait être portée, à donner un sens étroit à cette formule qui avait acquis la force d'un texte de loi, ne l'a jamais fait. La jurisprudence s'est rendu compte, que c'eût été la vider de tout sens.

Nous estimons, que si on ne s'était pas fait une fausse idée de cette règle, il n'y aurait pas eu en doctrine, ni les hésita-

(8) LAURENT, tome 20, N° 463 et suiv. BEUDANT, Des Oblig. p. 264; AUBRY et RAU, tome 5, p. 750.

(9) DEMOGUE, obligations tome IV, N° 368 et suiv.

tions, ni les incertitudes de langage, qui ont occasionné tant de confusions.

§ I.

De fortes raisons nous conduisent à étendre à cette matière les dispositions de l'art. 1151 :

1) Si l'on trouve encore en doctrine une distinction entre la faute contractuelle et la faute aquilienne, actuellement fortement ébranlée et réduite à presque rien, on n'a jamais conçu deux sortes de dol : le dol dans l'exécution du contrat et le dol extra-contractuel.

Il n'y aurait aucune raison de faire une semblable distinction. Au point de vue de la réparation, il est indifférent, que la fraude ait été commise à l'occasion d'un contrat ou qu'elle ait été commise en toute autre circonstance. La personne lésée la subit de la même façon et le dommage n'est, ni plus grand, ni moindre.

Y a-t-il alors de raison à limiter la réparation aux suites directes et immédiates pour la fraude dans l'exécution d'un contrat et de l'étendre au delà de cette limite, pour la fraude commise en tout autre circonstance ?

On pourrait répondre, que les préjudices arrivés par suite du dol dans l'exécution du contrat sont malgré tout, les conséquences de la violation d'un contrat. Mais c'est absolument faux. Les suites dont il s'agit dans l'art. 1151 sont les conséquences propres du dol. La responsabilité réglementée par l'art. 1151 est une responsabilité en dehors du lien contractuel. C'est le dol lui-même, qui devient la source d'une obligation nouvelle. Cette obligation est indépendante du nexum contractuel. C'est ce que Bigot Préameneu déclare dans l'exposé des motifs, de manière à ne laisser plus de doute¹⁰.

« Le dol établit contre celui qui le commet, une nouvelle obligation différente de celle qui résulte du contrat. »

Cette obligation nouvelle est tellement indépendante du lien contractuel, que le contrat ne peut en rien disposer sur son sort : il ne serait pas permis de stipuler dans le contrat, qu'en cas de dol dans l'exécution de la convention, la réparation ne sera pas celle prévue par l'art. 1151, mais celle prévue par l'article 1150. Il n'est pas permis de s'exonérer d'avance des conséquences dont on sera l'auteur frauduleusement.

Il est dès lors évident que les dommages, dont il s'agit dans

(10) LOCRÉ, T. XII, p. 330.

l'art. 1151 ne se rattachent pas à la convention. Ils arrivent à l'occasion de la convention, mais c'est au dol qu'ils prennent leur source ¹¹.

Est-ce qu'on a jamais traité différemment la réparation du délit d'abus de confiance, qui est en même temps un dol dans l'exécution du contrat ?

Le dol comme source de l'obligation à réparer est toujours le même et aucune raison ne justifie la distinction qu'au point de vue de l'art. 1151 on veut faire, entre le dol dans l'exécution du contrat et le dol qu'on commet en toute autre circonstance.

2) Si aucune raison de logique ou de droit, ne peut nous conduire à traiter différemment, la fraude dans l'exécution du contrat et la fraude en toute autre circonstance, il est encore plus irraisonnable, d'attribuer à la loi la conception saugrenue de traiter avec des égards la fraude dans l'exécution d'un contrat et se montrer excessivement sévère, pour celui qui commet une faute aquilienne, exempte de toute intention de nuire.

Pourtant c'est à ce résultat qu'on est conduit, si l'on admet avec certains auteurs, qu'en matière de dommage-intérêts contractuels, la loi par l'article 1151 restreint la responsabilité dans des limites fixes, tandis qu'en matière de dommages résultant des quasi-délits, l'article 1832, par ses termes généraux exigent la réparation de tout dommage causé par sa faute.

Qu'est-ce qu'elle peut signifier, une règle énoncée en des termes pareils ? Dire qu'on doit répondre de tout le dommage causé par sa faute, on n'a presque rien dit. Il faut savoir encore qu'est-ce que ça veut dire « tout le dommage », car nous avons vu, où on est conduit par l'enchaînement à perte de vue des événements.

Mais si le principe ainsi exprimé veut dire, que l'auteur d'un quasi-délit, est tenu à répondre, au delà des limites fixées par l'article 1151, on aboutit à traiter la moindre imprudence, plus sévèrement que le pire des méfaits.

Qu'on nous montre une seule indication dans la loi, qui nous autoriserait à accepter cette énormité.

(11) DEMOLOMBE, XXIV, p. 565 : « C'est donc du dol lui-même que procède l'obligation d'en réparer les suites ».

LAURENT, tome 16, p. 354 « C'est donc le dol, qui est la cause de sa responsabilité, tandis que pour le débiteur de bonne foi, la cause est la volonté des parties contractantes ». Ça ne l'empêche pas de décider, que l'art. 1151 est circonscrit aux seuls dommages résultés du dol contractuel. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, oblig., tome I, page 521 : « C'est donc la fraude qui est ici la cause et la cause unique de l'obligation du débiteur... »

3) La disposition de l'article 1151 présente tous les caractères d'une règle de droit commun.

a) Personne ne conteste, qu'en traitant des dommages-intérêts contractuels, les auteurs du code ont eu en vue et ont formulé en dehors des règles spéciales à la responsabilité contractuelle, des principes généraux, qui par leur caractère tiennent de la matière des dommages-intérêts en général.

Tout le monde est d'accord à voir un principe général dans les dispositions de l'art. 1149. La réparation en matière de délits ou quasi-délits, comme en matière de contrats, doit comprendre le « *damnum emergens* » et le « *lucrum cessans* ». La place qu'occupe ce texte de loi, n'a pas empêché son extension à toute la matière des dommages et intérêts. Comme le dit M. Josserand ces deux notions vont toujours de pair, représentatifs qu'ils sont, des deux faces inséparables de la réparation due à titre quelconque, contractuel ou délictuel.

Par conséquent la place qu'occupe l'article 1151 dans la distribution de la matière au code, ne serait pas du tout un empêchement, de considérer cette disposition comme une règle de droit commun et si des fois on a soutenu le contraire, c'est un mauvais argument qu'on a fait valoir.

b) Au surplus, nous estimons que la règle édictée par l'article 1151 a la même portée générale qu'on a attribuée aux dispositions de l'article 1149. On peut même dire que l'article 1149 et l'article 1151 ne font que se compléter l'un l'autre.

Après nous avoir montré dans le texte de l'article 1149, en quoi consiste légalement le dommage, on vient dans l'article 1151 nous préciser, que doit-on comprendre dans les pertes faites, que doit-on comprendre dans les gains manqués.

Il serait vraiment absurde de voir dans la disposition de l'article 1151 un tempérament de responsabilité, en faveur de celui qui abuse frauduleusement de la confiance de son co-contractant.

L'intention du législateur a été de soumettre le débiteur de mauvaise foi à réparer tout le préjudice, qui est arrivé à la suite de son dol et dans la conception de la loi « tout le dommage » se traduit par cette formule : suite immédiate et directe.

On sait en effet, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Barde¹² que si le législateur a écrit l'article 1151 c'est parce que le débiteur, alors même qu'il est coupable de fraude, ne doit que

(12) Obligations tome 4, N° 2880.

la réparation du dommage dont il est vraiment l'auteur¹³.

Mais il y aurait une objection. Si l'article 1151 représente une règle de droit commun, comment attribuer raisonnablement au législateur l'intention de traiter d'une manière égale la simple faute aquilienne et la fraude en général ?

C'est d'abord l'article 1382 qui ne veut pas distinguer entre l'un et l'autre. Les auteurs vont jusqu'à ne plus employer le plus souvent le terme de quasi-délit. « On peut faire abstraction, dit-on¹⁴, du caractère intentionnel ou non intentionnel de l'acte, pour déterminer la responsabilité et employer pour tous les cas, le mot délits, car l'auteur de l'acte est dans un cas comme dans l'autre, contraint à fournir la même réparation égale au dommage lui-même ».

(Raison de plus, pouvons-nous ajouter, pour ne pas distinguer quant aux conséquences de la fraude, qui sont toujours et partout les mêmes.)

En deuxième lieu, si l'on traite indistinctement les suites de la faute et de la fraude dans la matière régie par l'article 1382, c'est qu'on a adopté la solution traditionnelle. Maynz¹⁵, s'appuie sur des textes multiples de la tradition romaine, pour enseigner qu'en droit romain on n'a jamais distingué entre les suites de la simple faute et celles du dol. Il pense qu'une telle distinction serait irrationnelle¹⁶.

c) Nous apportons encore, un argument de tradition.

Après avoir fini ces explications sur la réparation imputable au débiteur de mauvaise foi, Pothier ajoute : « Ces décisions ont lieu, soit que le dol ait été commis « delinquendo », soit qu'il ait été commis « contrahendo »¹⁷.

Pothier le trouvait si logique et si naturel, qu'il ne s'étend pas, à plus d'explications. Peut-être qu'à l'exemple de Pothier,

(13) DEMOLOMBE, tome 8, N° 687 : « Quant à l'art. 1151... le motif essentiel de logique et d'équité, sur lequel il est fondé, ne comporte pas de distinction. Ce motif nous l'avons rappelé déjà dans les développements qui précèdent..... C'est que celui qui a causé un dommage à autrui, doit réparer tout le dommage, dont il est véritablement l'auteur; tout ce dommage, disons-nous, mais rien que ce dommage ».

(14) BEUDANT et CAPITANT, Annales de l'Université de Grenoble, 1906, page 113;

(15) MAYNZ, II, page 27 et suiv.

(16) DURANTON (tome 12, N° 709-710), considérât que dans les termes de l'art. 1382 « tout fait de l'homme qui cause à autrui du dommage » tout y entre, même la faute dans l'exécution du contrat. Par conséquent, l'art. 1382 définit le genre, dont la faute contractuelle n'est que l'espèce. « On y comprend dit-il aussi les faits commis par l'une des parties dans l'exécution d'un contrat ou d'un quasi-contrat, selon leur nature ou gravité et selon l'espèce d'affaire à l'occasion de laquelle ces faits ont eu lieu, etc. ».

(17) Traité des oblig., tome 2, N° 168.

les auteurs du code ont estimé superflu s'expliquer davantage, quand ils sont arrivés à édicter le texte des art. 1382 et 1383.

Sourdat tire de Dumoulin un argument de tradition pour nous expliquer ce qu'il entend par « *damnum remotum* ». Dumoulin prend l'hypothèse d'un locataire, qui intentionnellement a mis le feu à l'immeuble loué. C'est un délit pénal, mais en même temps un dol dans l'exécution du contrat.

Dumoulin ne pense pas un seul moment à accorder au bailleur deux actions, l'une lui permettant d'obtenir une réparation plus étendue que l'autre¹⁸.

d) La notion de dommage direct de l'article 1151 a été considérée de tout le temps, par le législateur, comme une règle de droit commun. Pour déterminer quelles personnes peuvent légalement se considérer lésées par un délit pénal, l'article 94 du code du 3 brumaire dispose : pour être admis à rendre plainte, il faut avoir à la fois un intérêt direct et un droit formé.

Les travaux préparatoires de la loi sur les accidents de travail du 9 avril 1898¹⁹, témoignent que cette notion de suite directe et immédiate était considérée, comme un principe de droit naturel, qu'on n'avait plus besoin d'énoncer dans le texte de la loi. Nous allons voir que la jurisprudence en faisant l'application de cette loi, considère la règle de l'article 1151 comme implicite.

La récente conflagration mondiale donnant lieu à cette question des dommages de guerre et à leur réglementation, la loi spéciale du 17 avril 1919, fait usage dans son article 2 de la formule inscrite à l'article 1151, code civil, en la considérant comme une règle de droit commun et générale à la matière des dommages et intérêts sans distinction. Les débats autour de cette question n'en font plus de doute²⁰.

§ II.

Les auteurs qui circonscrivent l'application de l'article 1151 aux seuls dommages contractuels, apportent-ils des arguments autrement convaincants ?

(18) SOURDAT, tome I, N° 106 : « Ces deux actions tendront toutes au même but, elles auront la même efficacité; elles entraîneront une responsabilité aussi étendue l'une que l'autre ».

(19) Le journal officiel des débats parl. 1893, page 1613. Voir l'amendement présenté par M. DRON et la discussion.

A. SACHET, acc. de travail, N° 450.

(20) Voir la loi et les débats parlementaires D. 919, IV, 55.

MM. Beudant et Capitant pensent « qu'il y aurait une différence profonde entre la responsabilité contractuelle régie par les articles 1150 et 1151 et la responsabilité délictuelle où le montant de la réparation se mesure toujours au montant du dommage et la réparation doit toujours comprendre le dommage entier, avec toutes ses conséquences, *même les plus éloignées* » ²¹.

C'étaient les mêmes auteurs, comme nous avons vu un peu plus haut, qui se dispensaient, quant à la réparation, de la distinction entre la simple faute et la fraude en s'y prenant à l'art. 1382. Mais du moment que l'article 1382 ne fait pas de distinction entre la réparation due en cas de simple faute et celle due en cas de fraude, est-il possible d'attribuer à l'esprit de la loi, qui se dégage du même texte, d'avoir entendu faire une distinction, sans aucune raison, entre la fraude contractuelle et ainsi dire la fraude extra-contractuelle.

« La raison de décider ainsi, dit-on, est double. D'une part, l'article 1382 marque nettement sans faire de distinction, que l'objet de l'obligation délictuelle est de réparer le dommage. D'autre part, les articles 1150 et 1151 ont été édictés en vue des dommages et intérêts et il y aurait abus à confondre les dommages-intérêts avec l'indemnité délictuelle ».

Le législateur n'a pas fait de distinction il est vrai, mais il n'a pas entendu instituer le chaos non plus. S'il n'y a aucune règle et aucune limite de la réparation, si l'on se reporte totalement aux juges de fait, on arrive à légitimer le droit à indemnisation du département qui a perdu par la faute du tiers responsable un de ses meilleurs contribuables et à tant d'autres solutions plus étranges encore.

L'art. 1382 exige la réparation de tout le dommage, mais il s'agit du dommage dont on est vraiment l'auteur. Pothier lui aussi dans ses explications sur la responsabilité du débiteur de mauvaise foi, se propose le rendre responsable, de tout le tort que le dol causera : « En ce cas, le débiteur est tenu indistinctement de tous les dommages, que j'ai souffert auquel son dol a donné lieu... car celui qui commet un dol s'oblige « *velit, nolit* » à la réparation de tout le tort que le dol causera » ²².

Pour le code civil, comme pour Pothier, « tout le tort que le dol causera » ne doit jamais s'étendre au delà de ce qui est une suite immédiate et directe.

(21) Annales de l'Université de Grenoble, 1906, p. 645.

(22) POTHIER, oblig. N° 166.

Laurent soutient lui aussi que l'article 1151 n'a pas d'application en cette matière : « dans les obligations conventionnelles le débiteur n'est tenu, alors même qu'il est de mauvaise foi, que du dommage, qui est une suite directe et immédiate de l'inexécution de la convention (article 1151). Nous avons dit que les principes spéciaux aux conventions, ne reçoivent pas leur application aux délits et quasi-délits... » ²³.

Quant aux raisons qu'il nous donne à l'appui de cette opinion, je demande pardon au grand maître, mais cette fois mon admiration pour lui est en défaut.

Il justifie d'abord de ce « que les principes spéciaux aux conventions ne reçoivent pas leur application aux délits et quasi-délits ».

C'est à la place qu'occupe l'art. 1151 au code qu'il se réfère ? L'argument n'est pas sérieux. Laurent n'hésite pas à étendre l'application de l'article 1149 aux dommages-intérêts délicteux, malgré la place qu'il occupe ²⁴. « Le principe de l'article 1149, dit-il, reçoit son application en matière de faits dommageables : la partie lésée éprouve une perte par le mal qu'elle souffre, les dépenses qu'elle doit faire pour réparer le mal; elle est aussi privée du gain que le mal l'empêche de faire, par exemple en cas de blessure, etc... »

Il constate ensuite : « Quand il s'agit d'un fait dommageable la partie lésée doit être complètement indemnisée et elle ne le serait pas, si elle n'avait pas droit à une réparation, pour les conséquences indirectes du délit ou du quasi-délict... »

C'est peut-être à la nature plus grave de la faute délictuelle par rapport à la faute contractuelle qu'il se réfère ? Mais il suffit d'un passage, que nous trouvons dans le même tome, quelques pages avant ²⁵, pour lui répondre :

« Il ne faut pas conclure de là, qu'il ne peut pas y avoir de délit en matière d'obligations conventionnelles : le mandataire, le dépositaire peuvent se rendre coupables d'un abus de confiance. La partie lésée aura, en ce cas deux actions, qu'il ne faut pas confondre : l'action civile a raison de l'abus de confiance et l'action en dommages-intérêts, qui lui appartient, soit en vertu de l'article 1137, soit en vertu de l'article 1382. Toutes tendent au même but, en ce qui concerne la réparation du dommage causé; quant aux dommages-intérêts qui résultent du fait dommageable, il n'y a pas à distinguer entre

(23) Traité de code civil, tome 20, N° 529.

(24) Tome 20, N° 522.

(25) Tome 20, N° 463.

l'inexécution de l'obligation conventionnelle et le délit civil; la responsabilité civile est la même, puisque l'on suppose qu'il y a dol ».

Mais alors ce sont les conséquences du dol, n'importe où et n'importe comment, qu'on règle dans l'article 1151. D'après ce qu'il vient de nous dire une distinction entre le dol contractuel et le dol extra-contractuel, en ce qui concerne l'étendue de la responsabilité est un non-sens.

En ce cas, l'auteur d'une simple faute aquilienne a le droit de prétendre qu'on le traite, sinon avec plus d'égards que le fraudeur, mais au moins à l'égalité. Autrement on arrive à des conclusions contraires à la raison. La loi est-elle tellement irrationnelle ? On n'a jamais considéré une bonne interprétation de la loi, celle qui la fait tourner à l'absurde.

SECTION 2.

JURISPRUDENCE.

Nous avons déjà remarqué que la jurisprudence française en l'absence de toute indication dans le texte des art. 1832 et 1383, en absence aussi de tout autre renseignement dans les travaux préparatoires se trouva fortement embarrassée, quand les débats juridiques portaient sur l'existence ou l'inexistence de la relation causale entre la faute et le préjudice invoqué.

La pratique judiciaire n'avait que deux partis à prendre :

a) Considérer la formule inscrite dans l'article 1151, code civil comme règle de droit commun.

b) Réserver cette formule aux seuls cas de responsabilité contractuelle et estimer, que par ses termes, l'article 1382 lui donne pleine liberté, de se créer ou d'adopter toute autre méthode.

La doctrine, d'après ce que nous avons vu est divisée sur ce point. La plupart des auteurs recommandent la première solution. Il y avait pourtant des auteurs et peut-être parmi les plus remarquables, qui réfutaient cette thèse. Mais ils ne proposaient rien en échange. Ils faisaient entendre que les dommages-intérêts en cette matière sont indéfinis et qu'on ne peut pas leur assigner des limites.

Il est facile en théorie de se contenter de vues superficielles et en passer outre pour le reste. Mais la pratique, elle est tou-

jours dans l'obligation de donner des solutions d'espèce et toutes les fois que l'on y pose la question de la relation causale, la discussion porte justement sur une limitation des conséquences engendrées par le fait fautif. Les instances ne peuvent pas s'arrêter à la solution des dommages indéfinis. Ce serait pousser le principe de la responsabilité civile à des limites extrêmes, si l'on tenait compte, même des préjudices dont la relation avec la faute était très effacée. Il est impossible en pratique d'admettre, qu'en cette matière rien ne limite l'étendue de la réparation, qu'on peut donc y comprendre toutes les conséquences à perte de vue, pourvu qu'on ait établi la moindre relation entre la faute et le préjudice. La pratique judiciaire a éprouvé des premiers moments, la nécessité d'une limitation et en conséquence la nécessité d'une caractérisation du lien causal.

Les efforts en ce sens de la jurisprudence sont parfaitement visibles. Pourtant on lui attribue souvent la tendance contraire.

Nous trouvons dans une note l'opinion de notre professeur M. A. Wahl, en ce sens que les seules hypothèses où la jurisprudence a reconnu, qu'il n'y a pas lien de cause à effet sont celles où on se trouvait en face d'une absence totale de relation ²⁶.

D'ailleurs nous trouvons souvent la même opinion dans les brefs aperçus des arrêlistes ²⁷.

Ils font — toujours, presque dans les mêmes termes, — cette observation : « En raison des termes généraux des articles 1382 et suivants, les auteurs sont à peu près unanimes à reconnaître, que toute personne, qui a éprouvé un préjudice, par suite d'un délit ou d'un quasi-délit est recevable à en demander réparation, que le dommage ait été direct et indirect. En d'autres termes d'après la doctrine, il suffit d'être lésé dans ses intérêts,

(26) Note D., 903, II, 257 : « Le lien de cause à effet existe des lors, qu'il est prouvé, que le fait du tiers a causé l'accident et que l'accident a été une source de préjudices... Les seules hypothèses d'ailleurs où la jurisprudence ait reconnu, qu'il n'y a pas lien de cause à effet, sont celles où la faute et le préjudice étant tout deux établis, il n'est pas démontré, que le préjudice ne résulte pas d'un fait autre, que celui dont l'existence est démontrée, en d'autres termes, *il n'y a pas lien de cause à effet, quand deux faits se sont produits, l'un qui provient d'un tiers, l'autre qui a causé le préjudice.* L'application la plus pratique est celle qui a été faite aux accidents survenus dans un atelier..... S'il n'est pas prouvé que l'accident est dû à l'inobservation des règlements c'est-à-dire, si l'accident peut avoir été causé par un autre fait, il n'y a pas lieu à des dommages-int.

(27) Sous cas., 4 mars 1902. S. 902.

pour avoir une action contre l'auteur du délit. La jurisprudence incline vers la même solution ».

Ce n'est pas l'avis de notre professeure M. Demogue qui sans approuver l'application en cette matière de la formule de dommage direct, pense pourtant, qu'on ne peut pas se dispenser de tout principe, de toute règle en cette question et diffère en cela des auteurs, qui en écartant l'application de l'art. 1151, ne recommandaient rien à la place, en privant ainsi la responsabilité civile en cette matière de son plus solide support.

M. Démogue pense seulement, qu'en face d'une rédaction vague comme celle de l'article 1382 et en face d'une formule impossible à préciser, comme celle de l'art. 1151, la jurisprudence s'est donnée la liberté de se créer une méthode qui ne présente plus, ni le vague de l'article 1382, ni l'imprécision de l'article 1151.

En face des avis tellement contradictoires, sur l'attitude de la jurisprudence en cette question, nous sommes obligés d'insister un peu plus dans l'étude qui suit.

Si on examine les premiers arrêts de jurisprudence, on a l'impression, qu'au début on ne s'est pas aperçu, de la lacune présentée par l'article 1382 et de l'absence d'une règle en cette question. Le requisit de causalité n'était pas recherché à part. On le traitait comme compris tantôt dans la notion de faute, tantôt dans la notion de dommage.

Un arrêt de la Chambre civile du 30 janvier 1826, trouve suffisant à déclarer, que les articles 1146, 1150 et 1151 n'ont pas d'application, que dans la matière régie par les contrats, sans expliquer plus longuement, quelle autre règle doit-on utiliser en matière de responsabilité extra-contractuelle.

On a longtemps donné à cette décision une portée qu'elle n'a pas eu en réalité. Dans l'espèce le différend juridique avait à sa base un contrat. Le tribunal de Strasbourg et la Cour de Colmar par adoption des motifs sans trop faire attention ont traité le cas sur la base de l'article 1382 et la Chambre civile les a suivis. Le pourvoi ne fait pas un motif de recours de la confusion commise par les instances de fond. Il se contente à invoquer qu'en présence d'une inexécution d'un contrat, les juges de fait ont dépassé dans la fixation de la réparation les limites des articles 1146, 1150 et 1151.

Ce qui est à remarquer, c'est que la Cour suprême rejette en bloc, en même temps des textes dont l'inapplication était

hors de doute et des textes dont l'inapplication était sujette à quelque réflexion. Si la Cour avait envisagé à part l'article 1151 se serait-elle prononcée de la même façon ? Il n'est pas du tout certain.

Des termes de l'arrêt, il résulte plutôt que la Cour écartait la discussion sur l'application des textes de loi invoqués (1146, 1150, 1151) comme inutile, puisque l'instance de fond loin d'accorder les dommages-intérêts qui auraient pu paraître indirects, les lui a au contraire formellement déniés²⁸. (... Qu'ils sont inapplicables à la cause, puisque l'oin d'avoir accordé à Teutsch les dommages-intérêts, auxquels il avait conclu contre la direction générale des domaines le jugement de première instance, confirmé par l'arrêt attaqué, les a au contraire formellement déniés »). Tout ce qu'on peut dire, c'est que la Cour fait preuve de beaucoup d'hésitation et on ne peut pas y voir un arrêt de principe²⁹. Le tribunal de Strasbourg s'était servi d'ailleurs de la notion de dommage direct pour retenir certains préjudices et rejeter certains autres³⁰.

La Cour de cassation a fait plus tard un tel usage de la formule inscrite dans l'article 1151, qu'aucun doute ne subsiste plus sur son opinion. L'étude de jurisprudence qui suit, a justement pour but, de dégager la doctrine de la Cour suprême et des instances de fond à ce point de vue.

Remarquons d'abord que dans la solution d'un cas de responsabilité, la question de l'existence d'un lien causal intervient deux fois : a) pour établir d'abord la relation entre l'ac-

(28) La Cour : « Sur le moyen tiré de la violation des art. 1146, 1150 et 1151. Attendu que ces articles ne s'appliquent qu'aux dommages-intérêts résultant de l'inexécution des obligations et qu'ils sont inapplicables à la cause, puisque loin d'avoir accordé à TEUTSCH les dommages-intérêts, auxquels il avait conclu contre la direction générale des domaines, le jugement de première instance, confirmé par l'arrêt attaqué, les lui a au contraire formellement déniés ».

(29) SOURDAT (I), (N° 107), pense que la Cour a entendu écarter l'application de l'article 1151, en tant que disposition se référant aux contrats, mais non le principe général qu'il contient. « On comprend bien, que la Cassation n'ait pas vu une violation de la loi, dans la disposition (des juges de fait) qui refusait d'appliquer l'art. 1151 à un cas pareil. Il est évident que cet article n'a pas eu pour objet immédiat de régler les conséquences d'un délit. Mais la doctrine peut à défaut de toute autre règle, s'attacher au principe exprimé dans cet article..... En le faisant, il est certain, qu'elle ne court aucun risque de s'égarer et qu'à son tour, elle n'aura encouru le reproche de violation d'aucune loi.

(30) Trib. Strasbourg, 17 mai 1821, D. (7, A.), 26, I, 162 : « Considérant que la Régie par sa négligence à s'assurer de la véritable date de la publication de la loi du 9 Vend., an VI, est la cause directe de tous les procès qui ont été la suite de son décompte fautif et erroné et du préjudice, qui est résulté à TEUTSCH de ces mêmes procès..... ». Le tribunal lui refuse un dédommagement particulier en dehors des frais et dépenses faites.

tion coupable et le phénomène dommageable délit ou quasi-délit. b) pour établir ensuite la relation entre le cas délictuel ou quasi-délictuel et les conséquences, auxquelles il a donné lieu.

On s'exprime donc par ellipse, quand on parle de la relation entre la faute et le préjudice.

Il y aura donc à examiner : a) jurisprudence sur le lien causal comme élément constitutif du délit ou du quasi-délit. b) jurisprudence sur le lien causal comme élément constitutif de la notion de réparation en cette matière.

§ I. — *La relation causale comme élément constitutif du délit ou quasi-délit.*

La Cour suprême a devancé les instances de fond, en ce qui concerne la nécessité de caractériser d'une manière quelconque la relation qu'on doit exiger en cette matière.

La qualification de directe de cette relation est apparue de très longtemps.

Dans un arrêt du 26 novembre 1856³¹, la Chambre des requêtes, pour justifier le réjet du pourvoi et confirmer le jugement de condamnation aux dommages intérêts, constate : « Attendu..... que par ce fait Bossu a été *la cause directe* du préjudice éprouvé par la succ. Famin..... »

Plus tard, la même chambre fait une application tout aussi intéressante de la même formule. Le pourvoi en Cassation invoquait, que la Cour de Poitiers par l'arrêt attaqué, avait constaté l'existence d'une faute de la part du notaire Davoust assigné en dommages et intérêts, que la Cour avait encore constaté une certaine relation entre cette faute et le dommage dont la réparation était demandée, mais que malgré toutes ces constatations, on avait débouté les plaignants de leur demande en réparation. En vérité, l'arrêt attaqué portait : « Attendu que si du défaut de production par la demoiselle Garnier à l'ordre, il résulte pour le demandeur une aggravation des charges, que lui impose son contrat et si ce défaut de production paraît avoir pour cause l'omission par Davoust de transmettre à la créancière la notification remise pour elle en son étude, *il n'existe pas entre cette faute et le préjudice, qui peut en être la conséquence indirecte, une relation suffisante*, pour que Davoust puisse être tenu de réparer le dommage, etc. ».

Il n'existait donc pas de quasi-délit, parce qu'il n'y avait pas relation suffisante entre l'acte fautif du notaire Davoust et

(31) D. 57, I, 57.

le phénomène, qui était devenu une source de préjudices pour le plaignant.

La chambre de requêtes, par son arrêt rendu le 5 février 1884 ³², confirme la solution et en vérifiant les considérants, constate elle aussi : « Sur le deuxième motif pris de la violation des art. ... 1382 c. civ..... Attendu d'ailleurs, qu'aucune relation *nécessaire et directe* ne rattache le préjudice dont se plaint R. à la faute qu'il impute à Davoust ».

Il serait trop long de reproduire tous les arrêts où la Chambre des requêtes applique dans ses solutions la notion de cause directe ³³.

Devant la Chambre civile, un pourvoi invoque la violation des art. 1151 et 1382, en ce que le jugement attaqué a prononcé une condamnation à des dommages-intérêts, bien que les fautes reprochées à la demanderesse en cassation, n'ont pas été la cause immédiate et directe du fait dont on se plaignait. La Cour, par son arrêt du 20 janvier 1880 ³⁴, rejette le pourvoi en constatant : « Attendu que le jugement attaqué a décidé en fait que le dommage éprouvé par Cabrié provient directement de la faute commise ».

« Dans un arrêt rendu le 22 novembre 1892 ³⁵, elle s'exprime dans le même ordre d'idées : « Attendu que la question de savoir si dans les circonstances où deux faits se sont successivement produits, le second est la conséquence directe du premier..... »

La même Chambre emploie souvent l'expression de relation directe, comme dans son arrêt en date du 9 janvier 1907 ³⁶ : « Que la relation directe entre ces fautes et la totalité du préjudice subi est ainsi établie..... »

La Cour suprême n'est donc pas d'avis, qu'on doit tenir en considération, toute relation quelconque.

Au contraire, elle prend constamment soin de caractériser la relation entre les deux faits qui se succèdent. Pour cette caractérisation, la Cour de cassation emprunte la formule de l'art. 1151 c. civ.

(32) D. 84, I, 367.....

(33) Voir entre autres l'arrêt du 27 mai 1895. D. 96, I, 213. « Que d'autre part, en supposant même l'existence d'une faute de la Comp., on ne rencontrerait aucune relation directe entre cette faute et le préjudice subi... »

Aussi Req., 21 mai 1928. D. H. 928, p. 317 : « ...l'arrêt attaqué, loin de nier la faute reprochée à Leduc, en a reconnu l'existence et s'est fondé sur l'absence de toute relation directe entre cette faute et l'abordage..... etc. ».

(34) D. 80, I, 382.

(35) S. cron., 92, I, 285.

(36) D. 910, I, 215.

Les jugements et arrêts des instances de fond, qui s'attachent à la notion de cause directe, pour établir l'existence du lien causal sont extrêmement nombreux.

Nous citons seulement quelques-uns plus caractéristiques ³⁷.

Dans tous les arrêts cités, il y est question de faire fonder la responsabilité, c'est-à-dire de voir si on peut attribuer le fait générateur de préjudices à l'action incriminée.

§ 2. — En ce qui concerne l'étendue de la réparation, l'application de la règle inscrite dans l'art. 1151 s'imposait pour toutes les considérations, que nous avons déjà relevé à l'occasion de l'étude de doctrine. Il y avait des cas où la violation du contrat représentait en même temps un délit pénal (abus de

(37) Rouen, 24 déc. 1878, D. 79, II, 179 : «qu'il faudrait d'ailleurs pour rendre LECLERC et Comp., responsables des conséquences du sinistre, qu'il existât entre la contravention, qu'on leur impute et le fait d'incendie, un lien direct et nécessaire..... »

L'arrêt de la Cour d'Aix, du 5 juillet 1887, S. 87, II, 230, porte : « Mais que les divers griefs résumés ci-dessus, n'ont aucune corrélation assez précise et directe avec les circonstances de l'évènement, qui donne naissance au procès actuel..... »

Le trib. civ. de Grasse, par son arrêt du 7 mars 1888, Gazette du Palais, 15 juin 1888, tout en constatant l'existence de plusieurs fautes communes, contribuant à amener l'accident, distingue entre elles, celle qui au point de vue causalité, apparaissait comme la plus caractéristique : «Attendu qu'il est constant que l'accident du 10 mars 1886 a eu pour cause les fautes communes de la comp. P.-L.-M. et des autres défendeurs, ses agents; que la cause immédiate et dominante du désastre paraît imputable à Didelot, lequel, etc..... »

Le même tribunal, par un arrêt prononcé dans la même affaire, mais sur la plainte d'une autre partie réclamante constate : «Attendu que les défendeurs repoussent cette demande en prétendant que l'accident du 10 mars est le résultat direct et immédiat de la négligence de DOMMERGUE lui-même..... Attendu que s'il est incontestable que DOMMERGUE a commis une faute, celle de ne pas se faire remettre le bulletin de changement de croisement prescrit par les règlements, cette faute ne paraît avoir contribué, que d'une façon tout à fait indirecte à l'accident..... »

La Cour d'appel de Bordeaux, par son arrêt du 31 juillet 1889, emploie, pour établir l'existence de la relation causale, la notion de « conséquence directe, nécessaire et forcée » (Journal des arrêts de la Cour d'appel de Bordeaux, 1889, I, 400). De même, le trib. civ. de la Seine (Gazette des trib., 1913, II, 360), dans un jugement du 6 févr. 1913, pour rejeter une demande en dommages et int. justifie de ce «qu'il n'est pas nettement établi que le vice caché ait été la cause directe du préjudice subi..... » Mieux dire, il n'était pas la cause directe de l'accident.

Signalons aussi l'usage constant que tout récemment, on a commencé à faire de la notion de relation directe, pour déterminer en cas d'accident d'automobile, (responsabilité de la chose que l'on a sous sa garde), si l'accident est la conséquence de l'homme ou de la chose elle-même; deux arrêts, l'un de la Cour de Lyon, en date du 3 janv. 1925 et l'autre de la Cour de Rennes, en date du 16 juin 1925. D. H. 925, p. 509 portent : «considérant qu'il y a lieu de rechercher, dans chaque espèce..... si le dommage a sa source directe dans l'action de l'homme ou dans la chose elle-même..... »

Le trib. civ. de Marseille, arrêt du 12 fév. 1870, constate «que cette complication, suite directe de l'évènement ayant précipité la marche de la maladie..... »

confiance). Personne n'a jamais contesté qu'on devait appliquer, dans ces cas, pour fixer l'étendue de la réparation la règle de l'art. 1151 c. civ. Forcément, pour toutes les considérations déjà invoquées, la pratique judiciaire devait étendre l'application de ce texte à la matière régie par les art. 1382-1386. La pratique devait y arriver d'autant plus, qu'elle avait déjà adopté, comme nous l'avons vu la règle de l'art. 1151 pour faire fonder la responsabilité, c'est-à-dire pour imputer le fait délictuel ou quasi-délictuel à l'action fautive.

I. Depuis longtemps, la Chambre criminelle décidait que toute personne devait justifier d'un dommage direct, pour qu'en principe, elle soit reçue à se constituer partie civile et en demander la réparation. La Chambre criminelle le décide constamment à présent encore, en invoquant toujours à l'appui de cette solution les art. 1, 2 et 63 du code d'instruction criminelle. A vrai dire, elle s'appuie plutôt sur l'esprit des textes invoqués. Les deux articles de loi auxquels on se reporte ne parlent, ni de dommage-direct, ni de personne directement lésée, ni d'atteinte à un droit direct et actuel, formules que la Chambre criminelle emploie d'une façon constante. Au contraire, les textes de loi, qu'on cite toujours en tête des arrêts, s'expriment d'une manière très générale, que toute personne lésée, peut demander la réparation, de sorte que, en se tenant à leur sens littéral, aucune distinction entre dommage direct ou indirect ne serait permise. Cette fois, encore la pratique judiciaire fait appel à la formule de l'art. 1151.

Par son arrêt du 21 mai 1874 ³⁸, la Chambre criminelle considère indirect dans l'état des faits constatés, le préjudice résulté d'une prétendue concurrence déloyale. La Cour fait une déclaration de principes, sur les conditions dans lesquelles une personne peut être reçue, comme partie civile en instance pénale : « Attendu d'une part qu'aux termes de l'art. 1 et 63 c. instr. crim., un intérêt direct peut seul servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives; ³⁹ que le dommage qu'ils auraient pu souffrir de ce délit à raison de la déloyale concurrence, que leur aurait faite la Comp. Déchaille ne serait qu'un dommage indirect : qu'ils sont par conséquent non recevables à invoquer ce moyen.....

(38) D. 75, I, 139.

(39) L'expression intérêt direct équivaut à celle du dommage direct, d'après l'usage qu'on fait en jurisprudence, comme nous allons le voir. On s'exprime par ellipse. Il y a dommage direct, toutes les fois que le délit a porté atteinte à un intérêt direct.

etc..... » L'existence d'un préjudice quelconque n'était donc pas nié, mais ce préjudice ne présentait pas les caractères légalement requis, il n'était pas lié directement au délit sanctionné par les instances repressives.

Il y a plusieurs autres arrêts qui font un emploi identique de la notion de dommage direct ⁴⁰.

Mais autour de cette notion de dommage direct on discuta de longues années devant la Chambre criminelle, pour faire fonder le droit à réparation des syndicats professionnels. Le droit des syndicats professionnels de se porter partie civile, toutes les fois, que les intérêts collectifs d'une catégorie professionnelle étaient lésés, fût tour à tour, plusieurs fois, admis ou contesté par la cour suprême.

Les syndicats prétendaient qu'ils étaient les représentants les plus autorisés des intérêts collectifs de la profession et demandaient que le droit à indemnité leur soit reconnu.

Au début, la Cour avait trouvé légitime la prétention du syndicat.

Le 21 janvier 1892 ⁴¹, la Chambre criminelle casse un arrêt de la Cour de Paris en date du 10 juin 1891, qui n'avait pas fait autre chose, que suivre presque en tout le principe posé par la Cour de cassation dans son arrêt du 21 mai 1874 précité. La cour de Paris avait décidé, que le syndicat des propriétaires et concessionnaires d'eaux minérales, n'avait pas le droit de se porter partie civile, dans une poursuite de contravention aux règlements de contrefaçon. Elle justifiait cette solution sur l'absence d'un dommage direct et motivait, en reproduisant lettre par lettre le considérant de la Chambre criminelle en date du 21 mai 1874 : « Considérant qu'un intérêt direct peut seul servir de base à une action civile devant les juridictions répressives..... que le dommage qu'elles auraient pu souffrir de ce délit a raison de la déloyale concurrence que leur auraient faite les prévenus ne serait qu'un dommage indirect ».

Mais la Chambre criminelle ne tenait plus à son ancienne formule. De même qu'antérieurement, elle s'appuyait sur les art. 1 et 63, code instr. crim., pour faire la distinction entre le

(40) Crim., 17 fév. 1912. D. 913, I, 373 : « La Cour : Sur le moyen pris d'une violation des art. I, code instr. Crim. 1382, c. civ. et des règles de la resp. civ... Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une action en réparation du dommage causé par un délit ou par une contravention ». L'arrêt de la Cour de Paris est cassé sur la considération que la partie civile n'avait pas fait la preuve qu'exigeait principalement l'arrêt ci-dessus. Crim. 7 fév. 1913. D. 913, I, 373, dans le même sens.

(41) D. 92, I, 397.

dommage direct et le dommage indirect, elle invoque les mêmes textes pour n'admettre cette fois aucune distinction de ce genre ⁴². « Attendu..... que d'après l'art. 1 et 63, code instr. crim., toute personne lésée, par un crime délit ou contravention peut intervenir dans la poursuite et réclamer la réparation du dommage causé..... »

En conséquence, la Chambre criminelle casse l'arrêt et déclare recevable la demande en réparation du syndicat professionnel.

La Cour légitimait, en général, le droit du syndicat en faisant état des principes généraux en matière de responsabilité civile et les dispositions prévues par la loi sur les syndicats professionnels en date du 21 mars 1884. Ainsi un arrêt de cette Chambre, rendu le 29 juillet 1907 porte que le syndicat professionnel pour la défense des intérêts viticoles, a le droit de se porter partie civile, dans les poursuites du ministère public contre les délits de falsification et de mouillage de vin, son droit résultant de la combinaison des textes de la loi spéciale du 21 mars 1884 et l'art. 1 et 2, code instr. crim.

Pourtant la Cour suprême sentait parfois la nécessité d'une formule pour écarter certaines associations. D'autre part, on ne pouvait pas admettre, sans aucune distinction et sans aucune limite, le droit des syndicats professionnels, à porter plainte et se constituer partie civile au nom de l'intérêt collectif, sans tomber dans l'exagération.

Mais la formule du dommage direct une fois abandonnée, il lui était bien difficile de trouver un autre critérium. Dans son rapport à la séance des Chambres réunies, M. Falcimaigne conseiller, avoue : « Après vingt neuf ans de dissertations doctrinales, d'interprétation judiciaire et d'essais législatifs, la formule est encore à trouver ».

Dans son arrêt rendu le 20 déc. 1907 ⁴³, la Chambre criminelle revient tout à coup à son ancienne formule de dommage direct. L'arrêt de la Cour d'appel attaqué par le pourvoi en cassation, avait admis le droit à réparation du syndicat de commerce des saindoux, dans une poursuite pour falsification de graisses alimentaires, sans justifier, que le syndicat faisait preuve d'un dommage direct. La Chambre criminelle casse l'arrêt et emploie de nouveau la formule depuis longtemps aban-

(42) Elle était d'ailleurs revenu plus avant par son arrêt rendu le 5 mai 1883. D. 83, I, 492.

(43) Bull. 1907, p. 837.

donnée : « Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives; que s'il résulte de la combinaison des art. 1 et 2, code instr. crim, et... loi du 21 mars 1884, qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile, ce droit est subordonné à la condition, que les intérêts collectifs, dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi ».

Dans le rapport précité, M. le conseiller Falcimaigne, en se référant à l'arrêt ci-dessus remarque, qu'il n'y a rien de nouveau. L'arrêt ne fait qu'appliquer à cette catégorie d'affaires un critérium, que la Cour suprême a de tout temps employé : « Nous nous hâtons de constater, que l'arrêt du 20 décembre 1907 n'a pas inventé de toutes pièces une solution jusqu'alors inédite. Il n'est au contraire, qu'une application nouvelle de moyens connus et il adopte simplement à la manière des syndicats une règle théorique et une jurisprudence qui étaient constantes, antérieurement à la loi de 1884 ».

Dans un arrêt rendu le 10 février 1911, la Chambre criminelle ne se borne plus à imposer simplement aux instances de fond à faire, la constatation d'un dommage direct dans leurs arrêts. Elle casse l'arrêt attaqué, sur la considération que le préjudice dont le syndicat se prévalait, ne réunissait pas les caractères exigés par la loi. En tête de l'arrêt, la Chambre criminelle faisait connaître, qu'elles étaient les conditions, auxquelles elle subordonnait le droit du syndicat de se porter partie civile : « ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs, dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi..... »

Mais la Cour d'appel de Rouen saisie comme cour de renvoi statuait par arrêt du 22 juillet 1911 en désaccord avec la Chambre criminelle.

L'affaire fut portée devant les Chambres réunies.

Cette fois, la discussion ne portait plus sur l'emploi de la formule de dommage direct. Les Chambres réunies devaient décider, si la Chambre criminelle avait eu raison de considérer indirect le préjudice invoqué par le syndicat professionnel et que la cour de Rouen saisie comme cour de renvoi avait constaté direct.

Le rapport de M. le Conseiller Falcimaigne conclue au rejet du pourvoi et à la confirmation de l'arrêt prononcé par la Cour de Rouen. En résumé, le rapport subordonne l'admission d'un

syndicat à se porter partie civile, dans une poursuite intentée par le Ministère public à la double condition, que le syndicat se présente au nom d'une atteinte subie par l'intérêt collectif de la profession et que cette atteinte représente un préjudice direct.

Les arrêts sont résumatifs des débats qui ont eu lieu au sein de la Cour et les notions auxquelles on s'est arrêté n'y apparaissent que dans des termes très concis, parfois trop laconiques. Mais les études contenues dans les rapports ou les conclusions officielles destinées à documenter le complet de la Cour et pour ainsi dire à préparer la solution, sont de beaucoup plus explicites.

Dans ses conclusions, M. le procureur général Sarrut soutient : « La seconde condition requise pour la recevabilité de l'action syndicale, c'est que le préjudice soit la suite immédiate et directe du fait dommageable, qu'il y ait atteinte aux intérêts que le syndicat représente..... Cette règle n'est point écrite dans la loi du 21 mars 1884, mais elle est imposée par le droit commun. Elle est fondamentale en matière de responsabilité. La relation de cause à effet est nécessaire. Cela résulte des art. 1151, c. civ. et art. 1-63, code instr. crim. Il n'y a pas à distinguer selon la nature du fait, inexécution de la convention, délit quasi-délict. Les art. 1151, 1382, c. civ., 1 et 63, instr. crim. ne sont que l'expression d'un même principe presque d'un axiome... »

Voilà d'après les déclarations d'un haut magistrat qui, au cours de sa longue carrière a fait tant de fois l'application des principes ci-dessus professés, l'explication des formules, si souvent employées « atteint à un droit direct et actuel », « faire preuve d'un intérêt direct », « préjudice directement subi », dont la pratique judiciaire fait constamment usage au nom des art. 1 et 2, cod. instr. crim.

Les Chambres réunies de la Cour suprême par l'arrêt rendu les 5 avril 1913 subordonne lui aussi le droit d'un syndicat professionnel à la double condition, que proposait le rapport et les conclusions de M. le procureur général. La Cour suprême constate que, dans l'état des faits, l'action exercée par le syndicat national de défense de la viticulture française, « n'avait pas pour objet de donner satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais bien d'assurer la protection de l'intérêt collectif de la profession..... » et que d'autre part..... » les deux causes de préjudices retenues par

l'arrêt attaqué étaient de nature à atteindre directement les intérêts économiques..... etc... »

Dès lors la question est close, la cour suprême a trouvé enfin la formule qu'elle avait recherché en vingt-neuf ans de débats.

Les arrêts postérieurs de la Cour suprême suivent constamment cette jurisprudence ⁴⁴.

La même formule du dommage direct servira une fois de plus à tirer d'embarras la pratique judiciaire dans la question vivement débattue, du droit de l'assureur de demander au tiers responsable d'un accident, la réparation du mécompte qu'il subit par le fait, qu'on le met en obligation de payer à la victime de cet accident, l'indemnité prévue par le contrat d'assurance. Les compagnies d'assurances prétendent que sans l'accident subi par leur client et qui est imputable à la faute d'un tiers, des longues années pouvaient s'écouler, avant d'être obligées à payer l'indemnité d'assurance et que au cours du temps ainsi écoulé, elles auraient pu toucher les primes d'assurance.

La jurisprudence incline d'abord à admettre les prétentions des comp. d'assurances. Mais plus tard, elle se ravisa et ne consentit plus à reconnaître ce droit à l'assureur; le plus souvent, les discussions porte autour de la formule de dommage direct. Le préjudice subi par l'assureur est considéré au début comme direct. Mais plus tard, on s'aperçoit que le préjudice invoqué par l'assureur n'est pas direct et on lui refuse l'action en indemnité.

Tout ce qui nous intéresse à cet endroit, c'est le fait que les arrêts et jugements ont eu recours à la formule de dommage direct, pour reconnaître ou contester le droit à réparation de l'assureur. Les considérations qu'ils ont en vue pour décider que le préjudice subi par l'assureur est direct ou indirect et les erreurs dont les tribunaux témoignent à cet égard, restent à être examinées plus loin.

Pour la première fois, le Trib. com. de la Seine, par le jugement rendu le 12 juillet 1888 ⁴⁵ rejette la demande en réparation de l'assureur sur la considération « qu'il ne s'agit donc pas d'un dommage direct..... »

Au contraire, la Cour de Paris, par l'arrêt ⁴⁶, rendu le 10.

(44) Civ., 28 nov. 1916 et 5 nov. 1918. D. 922, 1, 165.

(45) D. 95, I, 146.

(46) Journal des assurances, 1894, p. 19.

juill. 1893, décide que l'accident « en faisant naître pour la Comp. la Providence, la nécessité du paiement de cette somme..... lui a donc causé un préjudice immédiat direct et déterminé..... »

Le trib. civil de la Seine décide, lui aussi, par l'arrêt rendu le 13 juin 1899 (Journal des assur. 1899, p. 497) « que l'action de la Comp. d'assurance est fondée sur le préjudice direct et déterminé qu'elle a subi » et sur les dispositions de l'art. 1382 c. civ.

Après avoir oscillé quelque temps dans un sens et dans l'autre, la jurisprudence s'est définitivement fixée et depuis longtemps, on refuse aux comp. d'assurances d'exercer un recours contre l'auteur responsable d'un accident, pour ce qu'elles payent comme indemnité d'assurance à leur client... Si les arrêts et jugements sont d'un accord parfait à donner toujours en cette question la même solution, les considérations dont ils se servent pour justifier cette solution sont très variées.

Ici encore, on est à la recherche d'une formule, qui donna satisfaction au point de vue logique et juridique. Nous allons examiner plus loin les diverses considérations, dont on justifie le refus de l'action exercée par les comp. d'assurance. D'après ce qu'il paraît, la justification par l'absence d'un dommage direct est celle qui l'emporte. La seule critique qu'on lui fait et à juste raison, c'est qu'on n'a pas encore une notion assez précise sur la formule de dommage direct.

Pour le moment, nous signalons les arrêts qui justifient leur solution au nom du principe, qu'il ne suffit pas d'une relation quelconque entre les deux facteurs de la resp. civile, pour que le droit à réparation soit fondé et qu'il faut au contraire, la constatation d'une corrélation directe.

Ainsi le trib. com. de la Seine reste constant dans son opinion de refuser le recours de l'assureur et dans l'arrêt rendu le 4 avril 1903⁴⁷, il déclare avec plus de fermeté encore « qu'il est constant, que l'art. 1382 c. civ. ne peut être invoqué que par celui qui a éprouvé directement et immédiatement le dommage..... ».

Le tribunal de Dunkerque, dans l'arrêt du 12 nov. 1903⁴⁸, justifie de la même manière le refus de l'action : « Attendu en conséquence qu'il convient de décider que la Comp. d'assurances ne peut s'autoriser d'une action, qui lui serait conférée

(47) Rec. périodique des assurances, 1903, p. 232.

(48) Rec. périodique des assurances, 1904, p. 28.

directement par l'art. 1382 c. civ., ce recours n'appartenant qu'à la personne, qui a souffert le dommage d'une manière immédiate et directe ».....

Un arrêt du trib. civ. de Nice, en date du 3 novembre 1905 ⁴⁹, est encore plus intéressant parce qu'il nous fait voir, que les juges ne se laissent pas duper par l'expression un peu équivoque de direct : « Attendu qu'en admettant, que l'auteur d'un quasi-délit soit responsable, non seulement du préjudice causé à la victime, mais encore du préjudice indirect, qu'il peut avoir occasionné à d'autres, encore faut-il que ce dernier préjudice soit lui-même une suite directe du quasi-délit..... »

De la même manière, l'arrêt en date du 16 mai 1908 du trib. com. Seine ⁵⁰ tient à préciser ce qu'il entend par l'expression de personne directement lésée. L'arrêt pose que l'obligation de réparer existe « non seulement envers celui, que le fait délictueux a frappé directement, mais envers toute personne qui en a souffert, pourvu toutefois, que le préjudice éprouvé soit une suite immédiate et directe du fait incriminé..... »

J'avais déjà remarqué, qu'à défaut de précision sur la notion qu'exprime la formule de cause immédiate et directe de Pothier, la jurisprudence est entraînée des fois à commettre des erreurs et des inconséquences.

Ainsi, après s'être fixée à refuser le recours de l'assureur, elle admet au nom de la formule de dommage direct le recours de l'Etat contre le tiers responsable d'un accident subi par un fonctionnaire public, en réparation du préjudice subi, de ce qu'à la suite de cet accident, il a été mis dans l'obligation de payer une pension à la famille de la victime. L'état prétend que l'accident, qu'on impute à la faute d'un tiers a eu pour conséquence de substituer une dette immédiatement exigible à l'obligation simplement conditionnelle existant auparavant à sa charge ⁵¹.

C'est de la sorte que le trib. civ. de la Seine justifie son arrêt du 26 déc. 1905 ayant fait droit aux prétentions de l'Etat : « que, par suite, cette faute en obligeant l'état à servir à

(49) Rec. périodique des assurances, 1906, p. 202.

(50) Rec. périodique des assurances, 1908, p. 227.

(51) Aucune différence entre la situation de l'assureur et celle de l'Etat débiteur de la pension, si ce n'est que dans le premier cas, l'obligation est contractuelle et qu'elle est légale dans le second. L'Etat lui aussi a promis le paiement de la pension à raison des services exceptionnels qu'il demande au militaire, puisque la loi sur les pensions a envisagé, tous les risques, qui pourraient atteindre le militaire, spécifiant les conditions dans lesquelles le droit à pension s'ouvrira. Voir D. 921, II, 17.

Huchon une pension viagère lui a causé un préjudice immédiat et direct.... » ⁵².

La cour de Paris ⁵³ croit aussi y voir un dommage direct : « considérant que le préjudice subi par l'Etat est un dommage direct dont la cause immédiate est l'accident ».

L'arrêt de la Cour d'Agen rendu le 27 janvier 1920 ⁵⁴ est encore plus explicite : « que la première condition semble apparaître sans difficulté puisque l'accident dont le transporteur serait responsable dans les termes de l'art. 1147, aurait compté parmi ses conséquences immédiates le préjudice causé à l'Etat, par la nécessité supposée du service de la pension... »

Enfin, les arrêts du 7 mars 1911 et 14 janvier 1924 de la Chambre civile comme celui rendu le 19 mars 1919 ⁵⁵, par la Chambre req. semblent avoir consacré les solution ci-dessus.

Dans l'arrêt cité, la Chambre civile considère que l'accident imputé au tiers a eu pour effet « de substituer une dette immédiatement exigible à l'obligation simplement conditionnelle » de l'Etat et « que la dite faute a donc causé directement à l'état un dommage.... etc. ».

Nous croyons que la jurisprudence va changer bientôt. Nous allons examiner plus loin l'explication de l'erreur commise par les instances. Pour le moment, nous constatons comme nous l'avons déjà dit l'application constante que fait la pratique judiciaire de la notion de dommage direct. Il y a diverses autres applications de la formule de dommage direct.

Si, par exemple, une personne trouve sa mort dans un accident imputable à la faute d'un tiers, quelles sont les personnes à se plaindre ? La jurisprudence décide que celles qui font preuve d'un préjudice direct ⁵⁶.

(52) Gaz. des tribunaux, 13 janvier 1906.

(53) Paris, 3 mars 1909, Rec. per. des assurances 1909, p. 478.

(54) D. 921, II, 20.

(55) D. 918, I, 57 et D. 920, II, 71. D. H. 924, p. 122.

(56) Alger, 23 mai 1892. S. cr. 92, II, 86 : « Attendu que l'action en réparation du préjudice causé par un accident accordée par l'art 1382.... appartient encore, à quiconque héritier ou non de cette victime se trouve directement lésé.... qu'il est manifeste, que l'accident qui a privé Mme Marie Vidal de son fils a causé à celle-ci un préjudice direct.... » ; Dijon, 12 mai 1897. D. 97, I, 414 : « que son droit à l'indemnité est puisé non pas dans sa qualité d'héritière, mais dans le dommage qu'elle a pu éprouver directement et personnellement... » ; Bordeaux, 14 mai 1907, journal des arrêts de la cour de Bordeaux, 907, I, 310 : « Que par suite, ce droit pourrait s'étendre.... et profiter p. ex. à une sœur si cette dernière était réellement et directement lésée.... » ; Exactement dans le même sens, Bordeaux, 9 nov. 1908, Journal des arrêts de la Cour de Bordeaux, 1909, I, 97 ; Bordeaux, 7 mai, 1907. Journal des arrêts de la Cour de Bordeaux, 907, I, 258 : « en établissant la faute du délinquant et la relation directe qui existe entre le délit et le préjudice

Aussi, quand la partie réclamante invoque plusieurs chefs de dommage, les arrêts examinent chacun à part, en le retenant ou en l'écartant sur la considération qu'il est direct ou qu'au contraire il est indirect ⁵⁷.

La conclusion qui se dégage de l'étude entreprise, c'est que la jurisprudence s'attache à la notion de cause directe, pour établir que la relation causale présente ou ne présente pas les caractères exigés légalement.

Elle fait non seulement quand elle a à déterminer les suites du phénomène dommageable, mais encore quand il y a à imputer le phénomène dommageable délit ou quasi-délit à l'action fautive.

§ III.

Il faut maintenant se demander s'il n'y a pas là, une simple coïncidence de mots, ou si au contraire la jurisprudence de propos délibéré entend faire l'application d'une règle, qui quoique inscrite dans l'article 1151 et se référant en apparence à la seule responsabilité contractuelle, représente un principe de droit commun, s'imposant toutes les fois qu'il y aura à résoudre en droit, la question du rapport de causalité entre deux faits successifs.

L'extension que la jurisprudence a donné à la formule de dommage direct, est croyons-nous la meilleure réponse. Il est certain que la pratique judiciaire entend généraliser la règle de l'article 1151 code civil et de l'étendre à n'importe quel cas de responsabilité civile.

Il y a plusieurs raisons qui nous conduisent à cette conclusion :

1) Cette thèse est proclamée par les magistrats toutes les fois que l'occasion se présente. Nous avons déjà relevé les con-

occasionné » ; Bordeaux, 13 janvier 1913. Rec. per. des assurances, 913, p. 252 ; Montpellier, 4 fév. 1924. D. 924, II, 37 : « pour donner lieu à une réparation pécuniaire, le dommage invoqué doit être basé sur un préjudice direct et certain..... » ;

(57) Amiens, 9 janv. 1890. D. 91, II, 7 : « Que ce préjudice consiste notamment dans les frais et faux frais occasionnés par la procédure d'annulation ; que c'est la une conséquence directe et nécessaire de la fraude commise..... etc. ». Le même arrêt sur un autre préjudice invoqué : ... » ; qu'il n'est donc pas une conséquence nécessaire et directe de l'acte..... etc... ». Nîmes, 5 juin 1899. D. 904, I, 62 : « Attendu cependant que cette fraude reprochable à M. Grill n'a pas occasionné un préjudice direct et matériel..... » ; Trib. civ. Seine, 20 déc. 1899. D. 903, I, 183 : « ... qu'on ne saurait admettre que les défendeurs puissent être tenus à la réparation du préjudice indirect..... » Grenoble, 6 nov. 1901, D. 902, II, 336 décide « que le préjudice dont on poursuivait la réparation n'était que la conséquence directe d'un fait étranger » et ne pouvait être imputer au défendeur.

clusions devant les chambres réunies de M. Falcimaigne, conseiller rapporteur et de M. Sarrut, procureur général.

Devant les instances ordinaires, nous trouvons que la même thèse est soutenue par M. Wattine, substitut à la séance du 16 mai 1908, tribunal civil Seine ⁵⁸, et par M. Legris, substitut à la séance du même tribunal ⁵⁹, le 20 juillet 1917. Tous les deux font une étude très documentée sur la question. M. Wattine après avoir exposé la doctrine des auteurs les plus en vue, est d'opinion que Sourdat seul a vu juste, quand il donne à la règle de l'article 1151 la portée d'une disposition de droit commun valable et obligatoire, toutes les fois qu'on n'en a pas dérogé par un texte spécial de loi.

2) Des fois la même thèse est hautement proclamée par les arrêts.

« Attendu en principe — déclare la Cour de Nîmes dans un arrêt rendu le 19 décembre 1910 — que si large que soit le champ d'application du principe d'équité des articles 1382 et 1383, qui veulent que chacun, soit responsable du dommage causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou imprudence, il est impossible de ne point lui assigner des limites dictées à la fois par la logique et par l'esprit même de notre législation.

« Attendu que la logique commande que l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit ne répond que des suites immédiates et directes de son action; que ce principe a trouvé place dans l'article 1151 code civil, relatif, il est vrai aux contrats où il est écrit; qu'une telle restriction de responsabilité édictée en faveur d'un débiteur de mauvaise foi, doit s'appliquer par identité de motifs et même « a fortiori » à celui qui par son fait, sa négligence ou son imprudence, cause du dommage à autrui... »

Si la Cour suprême n'est pas aussi catégorique, elle laisse souvent assez bien voir, qu'elle ne pense pas autrement.

Un arrêt du 20 janvier 1880 ⁶⁰ s'exprime : « Sur le moyen tiré de la violation de l'article 1151 et 1382; Attendu que le jugement attaqué a décidé en fait, que le dommage éprouvé par Cabrié provient directement de la faute commise..., etc. »

3) Comment expliquer autrement que la formule de cause immédiate et directe sert aux instances pénales à établir la re-

(58) Gazette des trib., 3 juin 1908.

(59) Rec. périodique des assurances, 1918, p. 90.

(60) D. 80, I, 383.

lation de cause à effet entre l'action incriminée et le fait qui, en découlant, donne lieu à une sanction pénale ⁶¹.

Le code pénal ne propose aucune règle causale.

La Chambre criminelle se servait de la notion de cause directe, pour établir la relation entre l'infraction poursuivie devant les instances répressives et les préjudices qu'invoquait la partie civile.

C'est toujours de la notion de cause directe qu'elle fait usage pour imputer l'infraction pénale à l'acte fautif de la personne poursuivie.

Un pourvoi en cassation portait que la Cour d'appel avait attribué à l'imprudence de l'inculpé un accident mortel quoique cette imprudence n'eut pas été la cause immédiate et directe de l'accident. Dans son arrêt prononcé le 16 juin 1864 ⁶², la Chambre criminelle constate : « Sur le moyen tiré d'une fausse application de l'article 320, code pénal, en ce que la négligence du prévenu n'aurait pas été la cause directe et immédiate de l'accident. Attendu que l'arrêt déclare en outre, que l'absence d'échelle et la mauvaise construction de l'échafaudage imputable à Lacouvé avait été la cause même directe de l'accident ».

De même un autre pourvoi en cassation s'attaquait à l'arrêt de la Cour d'appel sur la considération, qu'on avait donné une décision de relaxe, malgré l'existence d'un rapport de cause directe et immédiate qui résultait en l'état des faits constatés. La Chambre criminelle par son arrêt du 19 mai 1911 ⁶³, sur le rapport de M. Berchon, conseiller décide : ... Attendu en droit que l'application de l'article 319 est subordonnée à cette double condition, qu'une des fautes spécifiées en l'article 319 ait été commise et que cette faute ait été la cause directe et immédiate de l'accident ».

Mais le 30 janvier 1913 ⁶⁴, la Chambre criminelle semble revenir complètement sur sa doctrine antérieure exprimée d'une manière si formelle. L'arrêt prononcé à cette date porte :

(61) La question de causalité n'intervient que rarement dans un cas d'infraction intentionnelle, où, généralement causalité et acte de volonté se confondent.

Elle présente au contraire un grand intérêt dans les délits non intentionnels : blessures involontaires, homicide par imprudence, etc. où la question se pose souvent, si le fait proposé à la sanction, est le résultat de la faute commise, s'il est dû à l'intervention d'un événement de force majeure, ou s'il est dû à la faute de la victime.

(62) Bulletin Crim. N° 155.

(63) Crim. 19 mai 1911. Bull. cass. N° 268.

(64) Bull. Cas., N° 53.

.....« Attendu que les articles 319 et 320, en punissant quiconque aura été involontairement la cause d'un homicide ou de blessures, n'exigent pas que cette cause soit directe et immédiate »...

Nous trouvons l'explication de ce revirement soudain dans les débats de la séance du 25 novembre 1916 ⁶⁵.

Dans l'arrêt prononcé par la Chambre criminelle à cette date, toute formule destinée à caractériser la relation entre la faute et le préjudice, est prudemment évitée.

Le rapport fait dans l'affaire, signalait la méprise, que peut engendrer le mot immédiat, tout aussi bien que celui de direct.

M. le conseiller rapporteur prend la formule de l'art. 1151, dans son sens le plus étroit. On donne aux mots direct et immédiat leur sens absolu. Ainsi interprétée, la formule apparaissait à juste raison inapplicable. Mais en l'entendant de la sorte, la formule est tout aussi inapplicable en matière de dommages-intérêts contractuels.

Nous avons montré que la conception traditionnelle sur la formule ci-dessus était tout autre. L'interprétation erronée qu'on donne à la formule et qu'on effectue sans tenir compte de son véritable sens traditionnel conduit toujours à la faire écarter.

Mais en examinant de plus près le rapport, il apparaît de toute évidence, que ce qu'on veut écarter, c'est l'équivoque des mots et pas du tout le sens raisonnable, que la jurisprudence à travers ses multiples décisions a attribué à cette formule.

« Pour procéder utilement à cet examen il est indispensable de préciser ce qu'il faut entendre dans cette matière par la cause... On est tenté d'en rechercher la solution dans l'article 1151 du code civil... » pose le rapport.

« La jurisprudence relative à l'article 1382 peut ici encore nous apporter quelque lumière. L'application de ce texte impose aussi la recherche d'une relation de cause à effet entre la faute et le dommage... Aucun des arrêts rendus par ces chambres dans cette matière ne parle de la nécessité d'une cause immédiate... »

« ...C'est en effet une expression dangereuse, qui fournirait trop facilement à l'auteur d'un fait dommageable le moyen de créer une équivoque... J'ai relevé dans un autre arrêt comme définition du rapport, que nous cherchons l'expression de relation directe... C'est une formule qui manque encore de netteté. Nous vous rappelons que l'arrêt de votre Chambre civile

(65) S. 917, I, 97.

du 8 juillet 1914, que nous avons cité plus haut, définit ce rapport par ces mots : « relation nécessaire de cause à effet entre la faute imputée et l'accident... C'est là, que nous paraît être la vérité... »

De cet exposé il y a trois idées qui se dégagent :

a) La conception de cause dont on fait usage en civil est propre à servir en pénal, pour établir la relation causale entre l'action fautive et le fait pénal.

b) L'équivoque des mots, employés malencontreusement par le code Napoléon, dans la formule causale qu'il présente est encore une fois relevée. Nous avons déjà remarquée qu'il eût été mieux d'adopter de Pothier, le mot nécessaire.

c) Le rapport ci-dessus accepte la formule de relation directe, traduite par celle de « relation nécessaire », ou « corrélation nécessaire ».

On a vu tant des arrêts rapprocher ces deux mots et s'exprimer : « relation directe et nécessaire ».

D'ailleurs, Pothier s'exprimait-il autrement ?

Le rapport trouve que les juges de fait ont bien jugé en espèce, en niant l'existence de la relation causale entre les faits et la Chambre criminelle d'accord avec ses conclusions confirme l'arrêt attaqué.

4) La jurisprudence supplée aux lacunes des lois spéciales, qui statuent sur des cas particuliers de responsabilité, toujours par la formule inscrite dans l'article 1151.

a) Il en est ainsi d'abord, des cas particuliers de responsabilité, dont on traite dans les articles du code civil, autres que les articles 1382-1386.

L'article 301 code civil oblige l'époux, par la faute duquel le mariage est dissous, d'indemniser l'époux innocent de tous les préjudices, qu'il a subi, du fait de la dissolution du mariage. L'art. 301 n'exige pas textuellement, que le préjudice dont on doit tenir compte, soit la suite directe de la dissolution du mariage. Mais la jurisprudence, qui prend la règle de l'article 1151 comme un axiome général de droit, n'admet le droit à réparation, que pour les préjudices, qui se présentent comme une suite directe du divorce.

Tout récemment la Cour d'Aix par l'arrêt rendu le 13 octobre 1923 ⁶⁶, exige cette condition : « ...que sans doute le dommage dont il se plaint doit être direct ».

La Chambre civile par sa décision rendue le 18 octo-

(66) D. 924, II, 40.

bre 1926⁶⁷, casse cet arrêt pour ne pas avoir fait une juste application de la notion de dommage direct.

b) La jurisprudence supplée au moyen de la même règle au laconisme de l'article 407 c. com., statuant sur la responsabilité en cas d'abordage de navires.

Ce texte de loi subit une modification par la loi du 15 juillet 1915. Le texte nouveau, pas plus que les anciennes dispositions ne fait pas savoir d'après quel critérium, devrait-on établir la responsabilité du commandant de navire en faute. Mais la jurisprudence trouve dans les dispositions de l'article 1151 code civil, le moyen de suppléer à cette lacune⁶⁸.

La Chambre civile procède de la sorte dans son arrêt du 12 juin 1876⁶⁹.

Plus tard le 19 mars 1888⁷⁰, elle casse un arrêt de la Cour d'Aix sur la considération qu'on n'a pas établi la relation directe entre le sinistre et la faute qu'on voulait rendre responsable : « Vu les art. 1382 c. civ. et 407 c. com... Attendu que non seulement l'arrêt attaqué ne constate nulle part, qu'il y ait eu une relation directe entre la production du sinistre et la vitesse de marche du Tonkin ». On constatait dans l'espèce que le Tonkin, marchait sur un temps de brume à une vitesse irréglementaire.

La même Chambre civile décide tout récemment par son arrêt du 16 juin 1927⁷¹ : « Vu l'art. 407 p.g. 3, c. com... Attendu qu'il résulte de ce texte, qu'en cas d'abordage causé par la faute du navire abordeur, celui-ci est tenu d'indemniser le navire abordé de tous les dommages qui sont une suite directe et nécessaire de la collision..., etc... »

Plus précis encore l'arrêt de la cour de Poitiers du 10 avril 1922⁷²... « Attendu que l'immobilisation du voilier après l'abordage, doit être considérée comme une suite directe et immé-

(67) D. 927, I, 101.

(68) Les paragraphes 1 et 2 de l'ancien art. 407, c. com. étaient ainsi conçus : « En cas d'abordage de navires, si l'évènement a été purement fortuit, le dommage est supporté, sans indemnité par celui des navires, qui l'a éprouvé. Si l'abordage a été fait par la faute de l'un des capitaines, le dommage est payé par celui qui l'a causé..... ». La loi du 15 juill. 1915 substitue à ce texte les dispositions suivantes : « Si l'abordage est fortuit, s'il est dû à un cas de force majeure, ou s'il y a doute sur les causes de l'accident, les dommages sont supportés par ceux qui les ont éprouvés; si l'abordage est causé par la faute de l'un des navires, la réparation des dommages incombe à celui qui la commise..... »

(69) D. 76, I, 477.

(70) D. 88, I, 391.

(71) D. 928, I, 21.

(72) D. 922. II. 75.

diante de celui-ci et comme la conséquence nécessaire du choc... qu'elle n'a donc point causé à le Tarin, un simple dommage indirect et aléatoire... »

c) Enfin les jugements et arrêts sur les accidents de travail, dont la responsabilité est régie par la loi spéciale du 9 avril 1898 témoigne de la même tendance en jurisprudence de recourir toutes les fois, qu'on éprouve la nécessité à la règle de l'article 1151, en la considérant comme un principe de droit commun.

La loi spéciale que nous venons de citer nous fait savoir comment on doit s'y prendre pour établir la relation entre le fait du travail et l'accident arrivé. Mais la loi omet de nous fournir une règle pour établir la relation entre l'accident et les torts consécutifs à celui-ci.

M. Adrien Sachet, l'illustre magistrat et l'auteur connu du traité sur les accidents de travail estime, qu'en principe les suites par contre-coup d'un accident de travail, n'entrent pas en ligne de compte, dans le calcul de l'indemnité à moins qu'elles ne se rattachent pas à la lésion traumatique initiale par des signes caractéristiques non équivoques ou par un enchaînement continu et inéluctable, etc... Et M. Sachet justifie : « car la loi de 1898 n'accorde une réparation que pour le décès ou l'incapacité de travail, qui sont la conséquence directe et immédiate de l'accident. Cette règle de bon sens, qui est inscrite dans l'article 1151 du code civil n'a pas la portée, qu'on est parfois tenté de lui donner... »

M. Adrien Sachet ne fait que résumer la thèse qui se dégage des arrêts de jurisprudence.

Ainsi il y a été jugé par la Chambre civile, (l'arrêt rendu le 27 juillet 1905) ⁷³, que la veuve et les enfants mineurs d'un ouvrier, victime d'un accident de travail suivi de mort, ne peuvent réclamer le bénéfice des dispositions de la loi du 9 avril 1898 lorsque la mort n'a pas été la suite directe et immédiate de l'accident.

La Chambre civile entend appliquer la règle avec beaucoup de rigueur. Le tribunal de St-Etienne avait commis un médecin-expert, pour se prononcer, s'il y avait vraiment en espèce une relation directe entre l'accident de travail subi et la mort postérieure de l'ouvrier. Le rapport d'expertise portait dans une septième conclusion : « ...l'accident est la cause certaine quoique indirecte du décès de Grange... » Le tribunal

(73) Gaz. des trib., 2 août 1905.

fait droit aux plaignants et la Cour de Lyon, confirme par adoption de motifs. La Chambre civile⁷⁴ casse l'arrêt : « ...Attendu que le décès ou l'incapacité d'un ouvrier, victime d'un accident du travail, ne donne droit aux indemnités prévues par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, qu'à la condition que le décès ou l'incapacité aient été la conséquence directe et immédiate de l'accident... que si l'arrêt en conclut que l'accident est la cause unique de la mort, il ajoute immédiatement qu'il adopte les conclusions de l'expert, qu'il avait reproduites et où il est dit, que l'accident est la cause certaine quoique indirecte du décès; qu'en mettant ainsi à la charge du chef de l'entreprise les conséquences indirectes, l'arrêt attaqué a fausement appliqué, etc. ». On voit après la Cour de Grenoble⁷⁵, saisie comme Cour de renvoi et qui donne la même solution que le tribunal de St-Etienne, s'évertuant à expliquer qu'il y a là une méprise de mots. « Attendu que l'expression cause indirecte employée à tort par l'expert et non rectifiée par le jugement entrepris, n'est point d'ailleurs en harmonie avec la situation juridique, qui s'évince irrésistiblement des documents et des renseignements de l'affaire.. »

L'arrêt de la même Chambre civile en date du 21 février 1920 ajoute quelque chose de nouveau à la formule : ...Attendu que le traitement médical formant avec l'accident un tout indivisible, l'incapacité de travail, qui a résulté est une conséquence directe et immédiate de l'accident »⁷⁷.

d) La généralisation de la règle inscrite dans l'article 1151 est considérée par tout le monde tellement indiscutable qu'on s'en sert même dans la juridiction administrative.

Le conseil d'Etat a fait varier de temps en temps la formule employée, mais dans ses arrêts, la notion de dommage direct lui sert le plus souvent à confirmer ou à réformer les décisions

(74) Civ., 21 fév. 1912. D. 913, I, 294.

(75) C. de Grenoble, 18 déc. 1912, D. 913, II, 197.

(76) D. 920, I, 72.

(77) Dans le même sens : Civ., 8 nov. 1909. D. 911, I, 119 vérifie et confirme le considérant..... » « Que le traumatisme du crâne..... a eu pour effet direct un état de dépression;qu'il évalue à 50 p. 100 la diminution des facultés de travail...; qu'il refuse au contraire de tenir compte d'une tuberculose pulmonaire..... qu'il déclare sans relation directe avec lui. Civ. 13 mai 1915. D. 920, I, 72..... » il résulte que l'incapacité de travail relevée par l'arrêt a bien été la conséquence directe et immédiate de l'accident..... « Bordeaux, 13 juin 1906, Journal des arrêts de la Cour de Bordeaux, 907, I, 59; Trib. civ. d'Arras, 3 juillet 1901. D. 904, I, 518 :Qu'il ne saurait en tout cas exister entre ces deux accidents qu'une relation fort éloignée et fort indirecte ». Rennes, 21 nov. 1905. D. 911, I, 119 : « considérant que c'est à la femme Thomas à faire la preuve de la relation de cause à effet, c'est-à-dire directe existant entre l'accident et l'état morbide..... »

des conseils de préfecture. L'usage qu'il en fait ainsi remonte à une date assez ancienne. Son arrêt du 19 mars 1849 justifie pour rejeter la demande en réparation du requérant, que les travaux publics dont on se plaignait « ne lui occasionnent, qu'un inconvénient, lequel ne peut être considéré comme constituant un dommage direct et matériel... » ⁷⁸.

Plus tard ⁷⁹, il dira : « ...qu'aucune atteinte directe n'a été portée à leur propriété »... et alors... « que le préjudice résultant pour les propriétaires... ne constitue pas un dommage qui soit de nature à donner droit à indemnité... »

Dans la séance du 12 juillet 1864 ⁸⁰, le rapport du commissaire du gouvernement Robert portait : « ...La formule de ce principe est bien simple : puisque le dommage indirectement causé à la propriété privée par un travail public ne peut donner au propriétaire aucun droit à indemnité... »

Dans l'arrêt du 8 décembre 1882 ⁸¹, le conseil d'Etat décidait que le préjudice dont la réparation était demandée constituait « des risques inhérents à toute entreprise industrielle et ne saurait être considérée comme un dommage direct ⁸².

Dans un autre arrêt, le conseil d'Etat ⁸³ justifie un rejet sur ce « que ce conseil n'a pas dès à présent les éléments nécessaires, pour déterminer quelles sont parmi les avaries constatées, celles qui ont été... la conséquence directe et inévitable... »

Nous n'insistons plus. Il reste à examiner plus loin la jurisprudence administrative pour voir, ce qu'on y entend par cette formule de cause directe inévitable ou « dommage direct », etc...

(78) D. 49, II, 383. De même arrêt 17 janv. 1852, D. 54, II, 223; « que dans ces circonstances, le requérant a éprouvé un préjudice direct et matériel.....

16 avril 1852, S. 52, II, 477; 11 mai 1854; D. 54, II, 637; 20 mars 1855, S., 55, 649; 20 déc. 1855, S., 56, II, 512; 4 avril 1856, S., 57, II, 49; 16 août 1860, S., 61, II, 431.

(79) 24 fév. 1865, D. 65, II, 115.

(80) S. 64, II, 279.

(81) D. 84, III, 61.

(82) De même, 7 avril 1886, D., 88, III, 18.

(83) 21 juillet 1882, D., 84, III, 29. Dans un arrêt du 13 juillet 1870, D., 72, III, 23, on ne tient compte d'un pourvoi fait par les requérants, parce qu'ils prétendaient « que l'Etat doit être tenu de supporter toutes les conséquences directes ou indirectes.

CHAPITRE IV

La théorie du dommage direct de la jurisprudence en matière de responsabilité délictuelle.

SECTION 1.

L'ÉQUIVOQUE DE LA FORMULE.

Nous avons vu dans les chapitres qui précèdent, que la jurisprudence française fait un emploi constant, de la formule de dommage direct, pour établir la relation causale, en matière de responsabilité extra-contractuelle.

Nous entendons dégager des arrêts et des jugements, la conception, qu'on doit se faire en droit français, sur la notion de dommage direct.

Le vague que cette expression comporte, serait de nature à conduire théoriquement, à des conceptions inadmissibles. Nous avons vu, comment une grande partie des auteurs, étaient portés à voir dans la notion de dommage direct, celui résulté exclusivement d'une seule cause, sans l'intermédiaire d'aucun autre fait. En employant la formule de dommage direct, jamais la jurisprudence n'a été portée à commettre cette erreur. En ayant en face le cas concret et réel, on se rend mieux compte de l'absurdité d'une semblable conception.

Des fois la Cour suprême évite le mot immédiat, en employant des expressions moins équivoques à côté du mot direct, d'un usage tellement fréquent.

Souvent elle exclut expressément le mot immédiat, en entendant préciser son idée, qu'elle ne veut pas s'arrêter à la conception de la cause exclusive ou suite exclusive, arrivée sans aucune médiation. Ainsi dans son arrêt du 10 novembre 1884¹, la Chambre civile, écarte toute possibilité de mépris sur l'idée, qu'elle se fait du rapport de causalité en matière

(1) S., 84, I, 511.

de responsabilité civile en déclarant, qu'on ne doit pas s'en tenir à ce qui représenterait une cause unique et immédiate. Le mot unique associé à celui d'immédiat, nous donne la notion de ce que la Cour suprême veut retenir et ce qu'elle veut écarter en employant la formule de dommage direct.

La pensée de la Cour à cet égard ressort plus visiblement encore de l'arrêt rendu par la même Chambre, le 17 janvier 1914 ?

Dans son jugement, le tribunal avait justifié le rejet de la demande en réparation, sur la considération, qu'on ne pouvait attribuer « exclusivement » à la faute du défendeur, le prétendu dommage. La Cour casse le jugement, en employant les mêmes termes que ci-dessus, c'est-à-dire que le rapport causal dûment exigé n'est pas limité au seul cas, ou le fait incriminé a été la cause unique et immédiate du dommage.

Une fois précisé le sens exact de la formule de dommage direct et la notion étroite, qu'on s'en faisait, en étant ainsi écartée, il lui a été très facile à en faire le plus ample usage. Ce qui rendait impropre la formule de dommage direct, c'était justement l'équivoque du mot et l'interprétation étroite, qu'on était enclin à lui donner.

SECTION 2.

THÉORIE DE LA CONDITIO SINE QUA NON.

L'opinion a été émise en doctrine, que les arrêts adoptent en général, la formule bien connue de la *conditio sine qua non*, ou de la cause occasionnelle³.

« Il n'y a relation causale, conclut M. Démogue après l'analyse de quelques arrêts, que si l'acte incriminé, n'ayant pas eu lieu l'effet ne se fût probablement pas réalisé ».

Nous nous sommes proposés tout d'abord dans cet ouvrage d'étudier cette conception du rapport causal. M. Démogue ne se prononce pas en termes absolus, que la jurisprudence ne connaît, que la conception brièvement indiquée par la formule ci-dessus.

Mais au contraire il remarque que la jurisprudence ne s'y

(2) D. 914, I, 144.

(3) René DEMOGUE, obligat., tome IV, N° 366, le même auteur. Rev. trim. de droit, 1908, page 353; 1925, page 439.

est pas ralliée complètement. Il eût été donc possible que vu l'imprécision de la formule de dommage direct, on trouva en jurisprudence les deux conceptions également appliquées.

Mais les décisions de jurisprudence, qui n'entendent pas s'arrêter à cette formule, sont tellement nombreuses par rapport à celles visées par M. Demogue, rencontrées très rarement et d'une façon tout à fait exceptionnelle, que nous sommes obligés à contester son application par la jurisprudence française.

Il y a une tendance trop marquée en jurisprudence de caractériser le lien causal, par les plus divers qualificatifs, encore de découvrir parmi les conditions du résultat, celle ou celles qui apparaissent plus causales, qu'il est impossible à lui attribuer la conception de tenir pour équivalentes toutes les conditions.

Des fois les arrêts marquent en termes précis la différence entre la simple condition et la vraie cause du phénomène. C'est ce qu'ils font toujours quand ils écartent la simple occasion, pour ne retenir que la cause.

Dans un arrêt la Chambre de requêtes⁴, prend même soin, pour confirmer l'arrêt, de répondre au reproche, dont on lui faisait grief, d'avoir pris en considération la simple occasion à titre de cause du résultat. La Cour explique, que les juges de fait, d'après ce qu'il en ressortissait des considérants, prenaient le mot occasion « dans le sens de cause première ». Donc que l'arrêt faisait emploi du mot, sans vouloir en rendre la notion, qu'il implique ordinairement.

Mais la raison principale, qui nous porte à croire, que la conception causale, de la condition équivalente est étrangère à la jurisprudence française, c'est le grand nombre d'arrêts, qui exonèrent le fait fautif, quoi qu'il est démontré en fait, qu'il a été l'une des conditions « sine qua non » du résultat.

Nous ne faisons que citer les plus remarquables.

C'est en ce sens que se sont prononcé par exemple les Chambres réunies de la Cour de Cassation par l'arrêt rendu le 10 mai 1886⁵.

Dans l'espèce la Compagnie de chemin de fer de l'Ouest avait fait vendre en vertu de l'art. 106 cod. com., les marchan-

(4) Req. 20 novembre 1871, p. 72, I, 124 : « Attendu que s'il est dit dans l'arrêt attaqué, que la conduite du notaire X a été seulement l'occasion du préjudice éprouvé par les sieurs Z a été pris évidemment par la cour dans le sens de cause première ».

(5) S., 86, I, 380.

disés transportées par elle au compte de C. Lamarre, mais sans demander ni l'autorisation de l'expéditeur, ni celle de la justice. La vente ainsi effectuée n'avait produit qu'une valeur inférieure à celle résultant de la facture. Le tribunal commercial d'Argentan, fait droit à la demande, en constatant qu'en agissant ainsi et en n'offrant à « Lamarre, qu'un prix inférieur à celui de la facture, la Compagnie lui a évidemment causé un préjudice ». Pour décider que le procédé de la Compagnie défenderesse « lui a évidemment causé un préjudice », le raisonnement du tribunal était simple.

Si la Compagnie s'était abstenue de vendre les marchandises, sans l'autorisation de la justice, comme elle devait le faire « *in concreto* », il n'y aurait pas eu vente, ni prix inférieur résulté et l'expéditeur aurait reçu en nature ses marchandises. Concrètement, par son fait, la Compagnie avait posé une des conditions du résultat et ce fait se relevait fautif, c'est-à-dire commis en contravention de l'art. 106 code com. Tous les éléments de la responsabilité se trouvaient réunis.

Mais si le tribunal parvenait ainsi à établir, que la faute de la Compagnie avait mis « *in concreto* » une des conditions du résultat, la Cour suprême considère, que ce n'est pas suffisant pour tenir établie la relation de cause à effet « ... mais n'établit nullement, que ce dommage ait eu pour cause l'inobservation des formalités prescrites... etc.) et casse l'arrêt⁶.

Nous ne faisons, que donner un exemple entre tant d'autres. Il y a des arrêts de beaucoup plus caractéristiques que nous nous réservons à examiner plus loin.

Si d'autre part, on considère la jurisprudence du conseil d'Etat, on constate qu'aujourd'hui, il donne toutes ses solutions en regard de la formule de dommage direct. Même dans sa jurisprudence plus ancienne, on constate bien définie la tendance de ne pas s'arrêter à la formule de la « *conditio sine qua non* ».

Ainsi par exemple dans l'affaire solutionnée par son arrêt en date du 24 février 1865⁷, il y était question des travaux publics d'où avait résulté un abaissement du niveau des eaux du lac de Nantua, fait qui avait provoqué un déplacement d'une banque de tourbe et l'affaissement des maisons riveraines. Le conseil d'Etat décide qu'il n'y avait aucune atteinte directe. Dans la conception de l'instance les travaux publics

(6) Voir encore : Req. 5 fév. 1884. D., 84, I, 367; Civ. 8 mars 1900. D., 900, I, 590.

(7) D., 88, III, 18.

avaient eu le rôle d'une occasion; le phénomène pouvait se produire à l'occasion de tout autre fait quelconque, qui aurait rendu possible l'abaissement du niveau du lac et la dépression consécutive du sol.

Le conseil d'Etat procède de la même façon, dans l'espèce solutionnée par son arrêt rendu le 21 juillet 1882⁸.

Un navire manœuvrant dans un port avait souffert des grandes avaries à cause d'une pièce de bois, dépendant d'un ancien ouvrage et que l'Administration avait eu le tort, de ne pas faire enlever. Le conseil d'Etat considère que les avaries pouvaient être évitées, si les intéressés, pour dégager le bâtiment avaient employé des procédés autres que ceux, auxquels ils ont eu recours. Mais si l'Administration avait enlevé la pièce de bois comme elle devait le faire, rien ne s'était passé. Si on supprime la faute de l'Administration, le résultat lui aussi disparaît. L'Administration a posé une des conditions « *sine qua non* » du résultat.

Le conseil d'Etat n'entendait pas s'arrêter à cette conception.

Les exemples de jurisprudence qu'on cite sur l'application du système de la *conditio sine qua non*, les uns ne sont pas tout à fait concluants⁹ et les autres sont justement les plus indiqués à nous relever tous les défauts du système.

Prenons par exemple les arrêts de la Chambre civile, l'un en date du 7 août 1895¹⁰ et l'autre en date du 22 février 1898¹¹. On peut y ajouter l'arrêt en date du 6 mai 1901¹² de la même Chambre. Tous ces arrêts représentent la jurisprudence de la Chambre civile à un moment donné. On remarque la continuité et la persistance : tous les trois (peut-être tant d'autres qui n'ont pas été publiés) sont motivés presque dans les mêmes termes. Les deux premiers sont cités par M. Marteau et lui servent comme argument décisif et peut-être unique, à conclure à la consécration jurisprudentielle du système de l'équivalence des conditions.

Il s'agit du même genre d'affaires dans tous les trois arrêts : un accident de travail. La loi du 9 avril 1898 n'était pas encore en vigueur au moment où les accidents ont eu lieu, mais elle

(8) D., 84, III, 29.

(9) Par ex. Req., 2 décembre 1884, cit. par M. DEMOGUE comme nous allons le voir un peu plus loin.

(10) D., 96, I, 81.

(11) D. 901, I, 424.

(12) D. 903, I, 379.

devait survenir peu après. Les débats parlementaires de la loi duraient depuis 1892.

Cette loi représentait une exception exorbitante aux principes de droit commun, en matière de responsabilité civile. C'était l'adoption législative de la théorie du risque créé, en matière de responsabilité du patron, dans ses rapports avec les salariés.

Il est exclu que les théories poursuivant l'élargissement de la conception de responsabilité civile, par l'exclusion de l'un de ses facteurs importants, la faute, théories qui juridiquement à cette époque ont eu le plus de faveur dans le monde juridique, n'aient en rien influencé sur les décisions de jurisprudence de ce temps.

En ce qui concerne les arrêts ci-dessus l'influence des principes de la loi nouvelle, qu'on attendait d'un moment à l'autre et autour de laquelle il y avait les plus vives discussions au Parlement et dans la Presse, est certaine. On a l'impression, que la Chambre civile anticipait sur des principes, dont la loi du 9 avril 1898 devait faire l'application.

Dans l'espèce solutionnée par la Chambre civile, il s'agissait d'un accident du travail subi par un jeune ouvrier, âgé seulement de 15 ans, à l'imprimerie où il était occupé. On avait constaté en fait devant les instances de fond, que l'accident était dû à un acte d'indiscipline de l'ouvrier accidenté, voire même à une imprudence inexcusable, qu'il avait commise.

Les plaignants ne contestaient pas ce fait, mais ils prétendaient, que l'accident avait eu lieu à 10 h. du soir, donc à une heure où le travail dans les ateliers étaient irréglementaire. Si le patron avait renvoyé son ouvrier à la maison, à 7 h. du soir, comme il était obligé par les lois en vigueur, à 10 h. du soir l'ouvrier ne se serait pas trouvé sur place et il n'aurait pas eu la possibilité matérielle, de commettre l'acte d'imprudence, qui lui a été fatal. La prolongation du travail avait été une des conditions nécessaires (*sine qua non*), à ce que l'accident s'ensuivit.

Le fait du patron constituait une faute, en tant qu'il était interdit par la loi. Donc, tous les facteurs de la responsabilité civile se trouvaient réunis.

La Cour de Rouen (24 mars 1894) considéra comme non pertinente à la cause la preuve demandée, en ce sens, par les plaignants.

Mais la Chambre civile adopte la thèse des réclamants, si

étrange qu'elle paraît et casse l'arrêt de la Cour d'appel. La Cour suprême ne pense pas à établir une relation plus étroite entre le fait du patron et l'accident et constater par exemple, que c'était la fatigue due à la prolongation irréglementaire du travail, qui avait déterminé l'ouvrier à commettre son acte d'imprudence. Elle ne pouvait le faire, car d'après ce qu'il résultait en espèce, c'était en jouant avec un camarade, que la victime s'était fait attraper par un mécanisme. La Cour procède par le raisonnement de la *conditio sine qua non*. En supprimant la faute du patron, on supprimait le résultat.

La Chambre civile constate la relation en ces termes : « Mais attendu que, dès qu'il est admis comme un fait certain et reconnu par l'arrêt lui-même, que le jour de l'accident le jeune Jousset a été abusivement et illégalement retenu par son patron au travail... au delà de l'heure réglementaire, prescrite pour la cessation de ce travail et le départ de l'apprenti de la dite imprimerie, il résulte que le sieur Aubert a commis une faute, qui a eu pour conséquence *l'indue prolongation du séjour* du jeune Jousset dans l'imprimerie, prolongation sans laquelle, il n'eut pas été matériellement possible à celui-ci, de commettre l'acte d'indiscipline constaté à sa charge...; que la relation entre la faute d'Aubert et l'accident survenu à l'apprenti, s'induit donc des constatations mêmes de l'arrêt... », etc.¹³.

La solution est sévèrement critiquée par M. Planiol dans une note publiée sous l'arrêt¹⁴.

« La gravité de cette solution augmente encore par la généralisation dont elle est susceptible » constate M. Planiol. « Quelle que soit la cause réelle de l'accident, la contravention du patron sera toujours suffisante, pour le constituer en faute : s'il s'était abstenu de faire travailler l'ouvrier, comme la loi lui faisait un devoir, l'accident ne se serait pas produit ou tel ouvrier en particulier n'en aurait pas été victime. »

Pour illustrer la justesse de ces observations et faire voir où elle pouvait nous conduire la théorie tant prônée de la *conditio sine qua non*, nous n'avons qu'à nous reporter à divers exemples pris de la pratique judiciaire.

L'explosion d'une mine blesse un ouvrier carrier, qui était chargé de l'arranger à l'endroit nécessaire. Il fut impossible d'établir, si l'accident avait été déterminé par un fait quelconque, imputable au patron, ou par l'imprudence de la vic-

(13) Les deux autres solutions sont motivées de la même façon.

(14) D. 96, I., 81.

time elle-même. Mais à cette occasion, on constate, que le bourroir dont l'ouvrier s'était servi, n'était pas conforme aux prescriptions d'un arrêté préfectoral. Le patron était donc en contravention.

Il fut poursuivi pourtant, non seulement pour la contravention commise, mais en même temps pour blessures involontaires. L'ouvrier lui aussi demandait des dommages-intérêts. On ne prétendait pas que la défectuosité du bourroir avait provoqué l'explosion. Aucune discussion n'eut lieu sur ce point. L'ouvrier croyait tirer parti de la simple coïncidence de l'accident et d'une contravention quelconque à la charge du patron.

La théorie de la « *conditio sine qua non* » aurait conduit à la condamnation du patron, tant pour le délit de blessures involontaires, que pour les dommages matériels provoqués à son ouvrier.

D'après M. Marteau¹⁵, le problème causal se réduit à cette simple question : « l'événement A pouvait-il se produire, si la condition B n'avait pas été posée ? » On ne peut pas y répondre, que par oui ou par non, car on raisonne sur le cas concret, nous dit-il plus loin.

Donc en l'espèce : la blessure de l'ouvrier pouvait-elle arriver, si le patron à défaut d'un bourroir réglementaire, s'était abstenu d'envoyer son ouvrier travailler, comme il devait le faire ?

Il y a donc relation causale. Le fait du patron pose une des conditions (*sine qua non*) du résultat. Le même fait étant fautif, en tant qu'il constitue une contravention aux règlements, on trouve réunis tous les facteurs de la responsabilité pénale et civile.

Les instances de fond dans l'espèce n'ont pas été séduites par la simplicité d'une pareille solution. Le patron bénéficia d'une décision d'acquiescement, en ce qui concerne la poursuite pour blessures involontaires, quoiqu'on le fit condamner pour infraction à l'arrêté préfectoral. L'action en dommages-intérêts fût également rejetée.

La Chambre de requêtes confirma la solution¹⁶.

(15) MARTEAU, page 164 : « Appliquant notre règle causale, nous sommes amenés à affirmer, l'identité juridique des deux formules : « causer un dommage » et « en poser une condition ». La réparation du dommage causé devra s'étendre à toutes les conséquences préjudiciables dont le fait illicite aura posé une condition ».

(16) Cas req., 2 déc. 1884, D. 84, I, 423 : « Il n'importe en ce cas, que le patron ait été condamné, pour infraction à un arrêté préfectoral à raison de la défectuosité du dit bourroir, si le jugement qui a prononcé contre lui une

La théorie de la *conditio sine qua non* ou des conditions équivalentes nous conduit à des solutions inadmissibles rationnellement et juridiquement :

1) Pour évincer que la conception de la Chambre civile ne peut pas résister à une examination plus attentive, M. Planiol procède à une généralisation plus large de la formule :

« La simplicité du raisonnement est telle — dit M. Planiol — qu'il semble au premier abord s'imposer à l'esprit. L'ouvrier n'aurait pas dû se trouver à l'atelier au moment de l'accident. C'est le patron qui l'y a fait venir ou qui l'y a gardé, malgré la défense de la loi. C'est donc par la faute du patron que l'ouvrier a pu être blessé. »

Mais sa clarté est toute superficielle constate M. Planiol. Pour faire apparaître le vice, M. Planiol lui donne une expression encore plus générale : « Il suffit que la victime d'un accident ait été présente d'une manière irrégulière, sur le lieu, où l'accident s'est produit, pour que sa présence soit considérée comme une des causes de l'accident. »

La formule ainsi présentée rentre parfaitement dans le concept de la *conditio sine qua non*. Sans la présence de la victime sur le lieu, l'accident pouvait-il se produire ? Sa présence était-elle irrégulière, c'est-à-dire fautive ? La réponse aux deux questions nous conduit à nier ou à fonder la responsabilité civile.

Supposons un déraillement ou une rencontre de trains imputable à la faute des préposés de la Compagnie de chemin de fer. Est-ce que la Compagnie pourra alléger sa propre responsabilité en constatant la présence irrégulière de la victime, dans le train accidenté ? L'affirmative s'impose, si on se tient au raisonnement de la *conditio sine qua non*¹⁷. Mais le résultat est inacceptable : « Aux militaires sans permission, aux fonctionnaires sans congé, aux voyageurs sans billet, la Compagnie ne pourrait pas dire : Vous n'auriez pas dû vous trouver là » remarque à juste raison M. Planiol.

peine à cet égard, l'a acquitté du chef de blessures involontaires, pour lequel il était également poursuivi ».

(17) Il n'y a pas là de simples suppositions théoriques. La question s'est présentée devant la cour d'appel de Paris. La compagnie de chemins de fer se défendait dans le procès intenté par la victime d'un accident, dû à la faute de ses préposés en soutenant que la présence de la victime sur le quai de la gare était irrégulière. Dans son arrêt du 6 juillet 1912 (Bulletin accid. de chemins de fer, 914, II, 224) la cour de Paris décide, que l'interdiction aux non-voyageurs de pénétrer sur le quai des gares est sans rapport avec leur sécurité et a pour but unique, de faciliter le service et qu'en cas d'accident, il n'y a aucun rapport de cause à effet, entre l'objet de l'interdiction et les blessures reçues.

Ces résultats, qui choquent le bon sens et l'équité, en dehors de tout commentaire sont suffisants, pour nous faire voir, ce qu'elle peut nous donner, comme solution de droit appliqué, la théorie de la « *conditio sine qua non* ».

2) Les résultats apparaissent tout aussi singuliers à un autre point de vue.

En supposant des cas où il y a faute commune de la victime et d'un tiers, d'après la théorie de l'équivalence, on peut mettre l'accident à volonté, soit à la charge de la victime en exonérant le tiers, soit à la charge exclusive du tiers. Elle justifie de la même façon tant une solution, que l'autre, *du moment que les conditions nécessaires sont équivalentes*.

Il n'y a rien de pire comme idée de distribution de la justice.

En face de ces résultats on s'explique alors, qu'on ne lui trouve plus d'applications, dans la jurisprudence de la Cour suprême et que les arrêts ci-dessus restent de simples cas accidentels.

SECTION 3.

JURISPRUDENCE ACCIDENTS DE TRAVAIL.

D'abord la jurisprudence, n'a pas entendu se rallier à la théorie de la cause occasionnelle, quand elle eut à appliquer les dispositions de la loi sur les accidents du travail, malgré la tendance d'un moment de la Chambre civile dans les arrêts ci-dessus.

La jurisprudence en cette matière présente un grand intérêt. Le réquisit faute y fait défaut. Il n'y reste, que les deux autres facteurs de la responsabilité civile, le préjudice et la notion de causalité. Le réquisit causal constitue le pivot central de toute cette construction juridique, qu'est la responsabilité du patron d'après la loi de 1898. Nous avons donc la possibilité de voir à l'œuvre le réquisit causal seul. En même temps l'étude de jurisprudence en cette matière nous donne une idée plus claire de la conception jurisprudentielle, sur la relation de cause à effet.

Une seule réserve est à faire. L'art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 s'exprime : « Les accidents survenus par le fait du travail

ou à l'occasion du travail . La jurisprudence avait donc la latitude d'adopter la théorie de la *conditio sine qua non*, ou comme on lui dit souvent la théorie de la cause occasionnelle.

On prétend qu'en cette matière la jurisprudence a adopté la notion de cause occasionnelle ¹⁸.

Il y a des solutions qui permettent de le croire. Mais on ne doit pas se tenir aux cas isolés. Il faut regarder, ce que représente en ligne générale la jurisprudence des arrêts. En examinant la généralité des cas, on ne peut pas du tout, conclure à la consécration de la théorie ayant comme base la cause occasionnelle.

L'étude qui suit, ne sera plus limitée aux observations négatives. Nous essayerons, qu'en démontrant le rejet de la théorie occasionnelle, dégager en même temps la vraie conception jurisprudentielle...

Nous adoptons la manière de raisonner de notre maître M. Démogue ¹⁹. Il y avait pour la jurisprudence française deux partis à prendre :

a) exclusion de la notion de cause tout élément subjectif et se ranger à la conception de cause occasionnelle;

b) faire état des éléments subjectifs dans le concept de la cause et raisonner sur les possibilités adéquates, qu'impliquent certains faits par rapport à certains résultats.

Nous faisons d'abord cette remarque, que la cour suprême en spécial refuse nettement, toutes les fois, qu'elle consacre le droit à indemnité de l'ouvrier, de voir dans le fait du travail la simple occasion de l'accident ou du traumatisme, quoique la loi par son article 1^{er} lui donnait expressément ce droit ²⁰. Elle parle constamment de cause directe et immédiate ou de conséquence directe et immédiate, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, les exemples en face.

Mais il y a des arrêts de la cour suprême où la réfutation ne fait pas de doute.

Nous citons d'abord l'arrêt en date du 28 janvier 1903 ²¹ de la chambre de requêtes.

Le sieur Leclercq, employé mineur, victime d'un accident de travail, qui lui avait produit la fracture de la jambe droite,

(18) René DEMOGUE, Rev. trim. de droit, 1908, p. 353.

(19) Rev. Trim., 1925, page 439.

(20) La Chambre civile (21 fév. 1912. D. 913, I, 294) casse un arrêt, pour avoir mis à la charge du patron un traumatisme qualifié par les juges de fond « indirect ».

(21) D. 904, I, 518.

fit une chute au cours d'un voyage se fracturant la même jambe, au même endroit.

Le tribunal d'Arras adopte en tout, les conclusions de l'expertise médicale, qui recherchant la cause de la deuxième fracture, l'attribue, à ce que le cal de la première fracture était ramolli, par suite d'un état général mauvais, « survenu postérieurement à la guérison complète des suites du premier accident ». Le tribunal conclue « qu'il ne saurait en tous cas exister entre ces deux accidents qu'une relation fort éloignée et fort indirecte »...

Sans le premier accident, si mauvais qu'aurait été l'état de santé de l'ouvrier, la fracture qui faisait l'objet de la demande ne pouvait se produire.

La cour de Douai suivant arrêt du 29 janvier 1902 confirme par adoption de motifs.

Le pourvoi en cassation invoque : « L'arrêt attaqué, tout en reconnaissant que la seconde fracture... a eu pour cause le ramollissement du cal de la première fracture survenue dans le travail, a cependant refusé de reconnaître la relation de cause à effet entre la seconde fracture et la première... alors que sans la première fracture, ce ramollissement reconnu par l'arrêt lui-même n'aurait évidemment pu se produire ».

La chambre de requêtes confirme la solution des premiers juges, en constatant tout aussi comme eux, que l'état mauvais de santé était *étranger* au premier accident.

S'attache-t-elle aux possibilités concrètes ? Lui suffit-il de constater que le premier accident a posé une des conditions sine qua non ?

La chambre civile donne en général la même solution.

Dans son arrêt du 27 juillet 1905 ²² elle décide, que la veuve et les enfants mineurs d'un ouvrier victime d'un accident du travail suivi de mort, ne peuvent réclamer le bénéfice des dispositions de la loi du 9 avril 1898, lorsque la mort n'a pas été la suite directe et immédiate de l'accident.

Il en est notamment ainsi — dit-on — lorsque le juge constate souverainement que l'ouvrier est mort d'une tuberculose pulmonaire, qui ne peut être considérée, comme une conséquence de l'accident, alors même qu'il ajouterait que le dit accident en diminuant les forces du blessé et en le retenant au lit « a déterminé une évolution plus rapide de la maladie et hâté le dénouement fatal ».

(22) Gaz. Trib., 2 août 1905.

Mais plus caractéristique encore dans une espèce similaire est l'arrêt de la même chambre en date du 8 novembre 1909²³.

La cour de Rennes par l'arrêt rendu le 21 novembre 1905, prenant comme base les conclusions des médecins experts, avait constaté, que le traumatisme du crâne, subi par le sieur Thomas dans un accident de travail « avait entraîné à sa suite, un état de dépression neurasthénique très accentué et que sur ce terrain tout préparé et offrant une moindre résistance était venue se greffer une tuberculose pulmonaire, à laquelle il aurait peut-être échappé sans l'accident ».

Mais après ces constatations la cour décide néanmoins, que le patron « ne peut être mis en cause, pour toutes les circonstances, si douloureuses soient-elles, qui n'ont pas avec l'accident un rapport immédiat et direct », en déboutant en conséquence les plaignants de leur demande.

La chambre civile par l'arrêt mentionné confirme en tout la solution.

Dans un arrêt récent la cour de Dijon (11 mai 1925)²⁴ s'emploie longuement à évincier le rôle prépondérant du fait du travail à engendrer un traumatisme. Un ouvrier qui transportait des sacs de sel d'un poids de 50 à 90 kgs se trouve mal et transporté à domicile on constata, qu'une paralysie des membres inférieures s'était déclarée.

Les experts commis constataient que l'ouvrier était en puissance du mal de Pott, latent jusque-là, révélé à l'occasion de l'accident. L'infirmité était totale. Pour mettre en relief le rôle déterminant du fait du travail, la Cour fait intervenir la notion de danger. Elle montre d'abord qu'avant l'accident l'ouvrier « gagnait sa vie portant de lourdes charges ». Ensuite elle fait état de ce que le travail le soumettait « à un effort particulièrement dangereux ». C'est la possibilité objective, que comportait le fait du travail par rapport à de telles issues, qui conduit la cour à décider « que le travail a été la cause génératrice de la lésion ».

Mais en dehors de ces arrêts, qui nous donnent des vues générales sur le problème, l'étude systématique et détaillée de la jurisprudence en matière, nous conduit aux mêmes conclusions.

En cette matière la question de causalité vient plusieurs

(23) D. 911, I, 119.

(24) D. H., 924, page 566.

fois en discussion : a) il y a d'abord la relation du lieu et du temps du travail avec l'accident.

b) Mais l'accident peut survenir sur le lieu du travail, sans qu'il y ait aucune relation avec le fait du travail.

c) L'accident une fois arrivé devient une source de préjudices multiples; que doit-on retenir et que doit-on écarter ?

a) En ce qui concerne la relation de temps et lieu la jurisprudence, fait intervenir une présomption « juris tantum ». La relation est tenue pour existante, le patron ayant le droit de prouver le contraire.

Qu'entend-on en jurisprudence par notion de temps et lieu de travail ? Tout endroit où l'ouvrier se trouve par l'ordre de son patron est le lieu de travail; toutes les fois qu'il exécute un ordre de son patron, l'ouvrier est dans le temps du travail²⁵. Ces définitions sont en concordance avec le principe que la responsabilité du patron dérive de son obligation à garantir la sécurité de l'ouvrier, pendant qu'il accomplit sa tâche.

Nous avons vu que la formule de l'art. 1^{er} de cette loi est extrêmement compréhensive. La théorie de la cause occasionnelle y entrerait parfaitement, puisque le texte de la loi ne manque d'exprimer le mot lui-même. On serait porté en ce cas à admettre que tout ce qu'il arrive de mal à l'ouvrier sur les lieux et pendant le travail, doit constituer un accident de travail. Si l'ouvrier n'était pas à cet endroit rien ne pouvait lui arriver. La causalité d'un événement de force majeure serait totalement exclue. Un tremblement de terre, un acte de brigandage, la morsure d'un reptile, la foudre, etc., rien ne pourrait être pris en considération. Le patron devrait répondre, sans qu'aucune distinction soit possible. S'il ne se trouvait pas sur place, la foudre ne l'aurait pas frappé. C'est à l'occasion du travail que le malheur lui est arrivé.

Cette solution n'est pas acceptée par la jurisprudence. La cour suprême s'exprime : « En principe la loi du 9 avril 1898 ne s'applique pas aux accidents dus à l'action des forces de la nature, même quand ils sont survenus pendant le travail »²⁶.

La jurisprudence allemande, plus objective dans ces tentatives, adopte ici le concept de la « *conditio sine qua non* », en décidant, que par le seul fait de s'être trouvé sur les lieux du travail et pendant le temps du travail au moment où la foudre l'avait frappé, la responsabilité du patron est engagée²⁷.

(25) Adrien SACHET, *Accidents de travail*, 1922, N° 303.

(26) A. SACHET, loc. cit., N° 403; Civ., 2 mars. 1904. D. 904, I, 553; Req. 8 juin 1904. D. 906, I, 107; Req., 30 avr. 1912. S. 912, I, 502.

(27) SACHET, loc. cit. N° 405 bis.

Le patron est déclaré responsable dans un seul cas : si le juge de fait constate, que le travail a contribué à rendre nuisible l'événement de la force majeure, qui autrement ne l'eût pas du tout été. Les arrêts s'expriment, que le travail a contribué à mettre ces forces en mouvement. En ce cas elle estime que l'installation ou l'organisation industrielle de l'usine en a été la cause immédiate et directe²⁸.

Mais comment établir que l'installation ou l'organisation industrielle a contribué à mettre ces forces en mouvement ?

La jurisprudence fait intervenir la notion des choses dangereuses, qui comportent une grande possibilité objective à amener tels résultats. Il y a certaines choses qui impliquent le danger d'amener la foudre : une nappe d'eau au voisinage, les métaux, tous les corps imprégnés d'humidité sont considérés bons conducteurs d'électricité. Les fils électriques de l'installation peuvent amener la foudre, du lieu où elle est tombée, à l'endroit où travaille l'ouvrier. L'organisation et l'installation de l'usine présente de cette façon plus de possibilité objective, que d'ordinaire à amener l'événement de force majeure et la jurisprudence s'exprime, qu'elles le mettent en mouvement, en état de nuire, en devenant ainsi la cause immédiate et directe²⁹.

2) Il y a encore comme nous l'avons dit la relation entre le fait du travail et l'accident.

Nous allons examiner les cas les plus caractéristiques au point de vue qui nous intéresse, c'est-à-dire des cas où à côté du fait du travail, il y a d'autres influences, marquantes elles aussi, à tel point, que la question se pose, laquelle entre toutes a eu le rôle déterminant ?

Ainsi par exemple les cas d'insolation. Le traumatisme qui consiste dans une congestion des méninges, accompagnée d'un trouble organique, la rendant très souvent mortelle, est due généralement à l'action combinée des prédispositions morbides de la victime et à des éléments extérieurs.

La théorie de la cause occasionnelle ne permettrait pas de tenir aucun compte des prédispositions morbides de la victime. « In concreto », le travail pose toujours une des conditions sine qua non. Sans le fait du travail, concrètement l'action

(28) Civ. 20 avril 1912 — D. 913. I. 64; civ. 22 déc. 1914 — D. 917, I. 23; Civ. 16 mai 1911 — S. 912. I. 224; Civ. 24 janvier 1912 — S. 912. I. 223.

(29) Adrien SACHET, N° 404 : « Si donc la foudre est la cause initiale de l'accident, l'organisation industrielle de l'usine en a été la cause immédiate et directe, puisqu'elle a spécialement exposé l'ouvrier au risque d'être vic-

des éléments extérieurs n'aurait pas eu lieu. Si fortes qu'elles eussent été, les prédispositions morbides de la victime, leur contribution causale ne pouvait jamais être prise en considération. Il suffisait d'après cette théorie que le fait du travail y ait servi d'occasion, pour que la responsabilité du patron soit engagée.

Mais la jurisprudence loin de tenir pour équivalentes les conditions et à considérer toujours cause de l'accident, le fait du travail, s'emploie au contraire à déterminer l'influence prépondérante de l'un des deux facteurs. Si l'influence des prédispositions morbides domine, le fait du travail peut bien avoir servi d'occasion, la responsabilité du patron n'est pas engagée³⁰.

D'après la jurisprudence constante il ne suffit pas que le travail ait posé une des conditions du résultat. « Il est nécessaire que le travail de l'exploitation ait sinon créé, du moins aggravé sérieusement pour l'ouvrier le risque d'être atteint d'une insolation ». Il faut que le travail ou le fonctionnement de l'exploitation présente plus de possibilité objective, que d'ordinaire dans la vie, d'amener ce résultat. Cette possibilité objective est évidente, quand le fait du travail, par rapport à ce qui est ordinaire dans la vie, représente « un excès » ou « une anomalie »³¹.

L'arrêt de la chambre civile cité en note, considère qu'il n'y aura pas accident du travail, lorsque sur un temps de haute température, le travail exécuté ne demande pas de grands efforts et s'accomplit dans un droit suffisamment aéré. En ce cas l'insolation qui frappe l'ouvrier est due aux prédispositions morbides et aux éléments extérieurs.

La question se pose de la même façon pour les cas d'hernie survenue pendant le travail.

La lésion organique qu'on appelle hernie est en général le résultat d'un élément extérieur, en même temps, que d'une tare constitutionnelle à des degrés variables. De l'avis des compétences médicales, une hernie ne peut jamais survenir par le seul effet d'un traumatisme et en l'absence de toute prédisposition du sujet.

La théorie de la cause occasionnelle ne permettrait pas

(30) SACHET, N° 299 bis; civ., 10 déc. 1902. D. 903, I, 331.

(31) SACHET, N° 296 : « On reconnaîtra l'action prépondérante de la cause extérieure aux caractères constitutifs du traumatisme, c'est-à-dire à sa violence et à sa souveraineté. Ses deux mots impliquent comme nous l'avons expliqué, *un excès, une anomalie*, un trouble se produisant à un moment précis et déterminé. »

de distinguer, d'après la prédominance de l'action, qu'a eu l'un ou l'autre de ces facteurs. Si avancé qu'eût été l'état morbide, du moment que l'hernie éclate à l'occasion du travail, le patron devait être tenu pour responsable. Sans le fait du travail, dans le cas concret examiné, l'hernie n'eut pas été arrivée. Le travail pose une des questions *sine qua non* du résultat.

Mais la jurisprudence n'adopte pas la théorie de la cause occasionnelle, qui la conduirait bien trop loin.

Elle tient toujours à établir l'influence dominante, soit de la tare constitutionnelle, soit de l'effort impliqué par le fait du travail, pour constater ce qu'on appelle une hernie de force ³².

Ainsi, d'après la cour de cassation (1^{er} mai 1911), si l'acte d'expertise médicale constate que la constitution de l'ouvrier, le relâchement et la faiblesse des tissus, a eu une influence déterminante dans la survenance de l'hernie, l'effort impliqué par le fait du travail, peut bien avoir servi d'occasion, il n'y aura pas en ce cas un accident aux termes de la loi de 1898.

« L'effort ou le faux mouvement, qu'aurait fait l'ouvrier, pendant son travail a été non la cause déterminante d'une hernie brusquement apparue, mais la circonstance qui a révélé cet état de fait préexistant » ³³.

Il y a d'autres traumatismes où la situation est pareille au point de vue de la causalité. Il y a deux facteurs marquants, qui agissent : sans le vice constitutionnel la lésion organique ne pouvait pas avoir lieu ; sans le fait du travail le vice constitutionnel serait resté à l'état latent. Les deux sont également rattachés à l'accident par le lien de nécessité et cependant la jurisprudence ne les considère pas comme conditions équivalentes. Au contraire elle fait sortir en relief l'une ou l'autre.

Mais comment établit-on la prédominance ?

D'après le degré de possibilité objective qu'impliquait l'effort accompli par l'ouvrier au cours de son travail. Plus l'effort est exceptionnel par rapport à ce qui est ordinaire dans la vie, plus le degré de possibilité objective, qu'il présente est accentué ³⁴.

(32) SACHET, N° 280.

(33) SACHET, loc. cit.

(34) Adien SACHET, page 176, en note : « Si, au contraire, les parois abdominales sont affaiblies en certains points, par un état morbide ou par l'âge, il suffit du moindre effort, surtout s'il est répété, pour occasionner une hernie ; mais alors, celle-ci est une maladie, soit par ce qu'elle est la dernière phase d'une modification anatomique à marche lente, soit parce que l'effort, qui en a été seulement la cause occasionnelle, n'est qu'un acte habituel de la vie journalière... La victime avait une prédisposition herniaire, qui a faci-

Le tribunal de la Seine, par l'arrêt du 6 août 1906, déboute le sieur Lambert de son action intentée conformément à la loi du 9 avril 1898, en s'appuyant sur les conclusions des experts commis :

1) l'accident avait eu comme conséquence un effondrement de la colonne vertébrale, qui n'existait pas avant le traumatisme : cet effondrement s'est produit parce que Lambert avait eu antérieurement une maladie organique des vertèbres;

2) avant l'accident malgré son ostéite tuberculeuse, Lambert pouvait se livrer à son travail.

« Attendu — s'exprime le tribunal — que l'effort fait le 27 novembre 1904 par Lambert a été l'occasion et non la cause de l'apparition des lésions dont il souffre ».

La Cour de Paris par l'arrêt rendu le 15 janvier 1907 confirme en ajoutant le considérant : « qu'il n'est nullement démontré, que l'appelant ait fait dans son travail à la date précitée *un effort exceptionnel*, qui aurait été la cause de cet effondrement ».

La chambre de requêtes par l'arrêt en date du 19 février 1908³⁵ confirme la solution donnée par les juges de fait :

« Attendu que la Cour de Paris constate que Lambert avait eu antérieurement une maladie organique des vertèbres, dit « mal de Pott » et qu'il n'est nullement démontré, qu'il ait fait dans son travail, à la date précitée *un effort exceptionnel* ».

Si l'effort ne dépasse pas les proportions d'un acte habituel de la vie journalière, il est anormal, qu'une hernie fasse son éclosion, à la suite de cet effort. Ce n'est pas une conséquence, qui découle ordinairement « fréquenter et communiquer ».

La cour de Toulouse³⁶ dans son arrêt rendu le 5 mai 1909, décide « que les dangers de l'infection charbonneuse dans l'industrie de la mégisserie, forment un risque professionnel, alors qu'ils sont à peu près nuls, dans la vie courante ». Dès lors il convient « a priori », décide la Cour, de rattacher l'accident dont un ouvrier mégissier a été victime, à l'exercice de sa profession, et de le considérer comme ayant été causé par le fait du travail ».

Il est vrai que la jurisprudence accorde à l'ouvrier de

lité peut-être l'éclosion de la hernie de force, mais qui n'en a pas été la cause déterminante... »

(35) Req. 19 février 1908. D. 908, I, 244.

(36) Mon. judiciaire de Lyon, 5 oct. 1909.

grandes facilités pour établir l'hernie de force. On tient pour hernie de force, toute celle qui survient pendant le travail. Mais le patron a le droit de prouver le contraire. A d'autres mots il a le droit, de prouver, que le travail n'a été que l'occasion, qu'il n'a mis qu'une simple condition du résultat, sans qu'il ait été la cause déterminante.

Un problème plus délicat encore se posait, eu égard à la même question de la relation existant entre le fait du travail et le traumatisme.

Un accident arrive par la faute d'un compagnon de travail.

La théorie de la cause occasionnelle nous porte à décider, qu'il y a là un accident du travail, sans qu'aucune distinction soit possible. C'est le fait du travail, qui a mis l'ouvrier, en contact avec des individus, qui par leur maladresse, actes d'étourderie, ou de méchanceté lui ont causé des blessures.

Si la victime a fait, elle aussi, une imprudence, un acte d'indiscipline (comme dans l'espèce de la chambre civile, 7 août 1895, précitée), c'est le fait du travail, qui lui a donné l'occasion.

Mais la jurisprudence s'écarte résolument de cette conception.

Les violences d'ordre purement personnel, sans aucun rapport avec le travail, si elles finissent par des coups et des blessures, celles-ci quoique arrivées à l'occasion du travail, qui a mis en commun les deux personnes en haine, ne donnent pas droit à l'indemnité. — (Trib. Montbéliard, 21 juin 1901; Trib. St-Severs, 14 nov. 1901; Trib. Laval, 2 août 1901) ³⁷. — Il y a une seule exception : la cause de l'animosité, quoique étrangère au fait du travail, réside dans le mauvais caractère du compagnon de travail. En ce cas le fait du travail présente en vérité la possibilité objective d'amener le résultat.

De même, en général, on ne considère pas comme un accident de travail, la blessure arrivée par un acte d'étourderie d'un compagnon de travail, si la victime provoque par son attitude le fait de son camarade ³⁸. La chambre de requêtes le décide dans le cas, où l'ouvrier poursuivi par un camarade, qu'il avait provoqué, fait un saut et se blesse ³⁹.

La Cour de Douai dans un arrêt rendu le 24 février 1902 ⁴⁰

(37) A. SACHET, N° 426; Req. 13 mars 1910 — S. 913. I. 383.

(38) A. SACHET, N° 421.

(39) Req. 28 mars 1905. Gaz. pal. 1905 I. 598.

(40) Jurisprudence de la Cour d'appel de Douai, 1902, page 285. Dans le même sens : Douai, 9 mai 1900; D. 901, 1, 86; Nancy, 27 fév. 1901; D. 901, II, 310.

décide que dans des circonstances semblables le fait du travail « n'est point la cause de la blessure... qui est survenue par un fait étranger au travail ». Il était étranger au travail, « le fait volontaire de la part de Weingartnaert de lancer au visage de Goudal les morceaux de sa glace, pour se venger de ce que celui-ci la lui avait brisé ».

Mais nous avons vu que le fait du compagnon, n'est plus étranger au fait du travail, si l'organisation du travail présente la possibilité en soi, d'amener des faits pareils. Quand il y était question des forces de la nature la jurisprudence s'exprimait, que le fait du travail met ses forces en mouvement. Dans les espèces du genre ci-dessus, si le fait du travail met l'ouvrier en présence de compagnons de mauvais caractère, les possibilités objectives s'accroissent. Au contraire si l'on constate un fait certain de provocation, de la part de la victime elle-même, son propre fait présente plus de possibilité objective à amener le résultat, que le fait du travail lui-même.

C'est à ce critérium qu'on établit la prépondérance dans la survenance de la conséquence, du fait du travail ou de la faute de la victime.

3) Mais comme nous l'avons déjà dit, il arrive souvent que le traumatisme premier, qui constitue l'accident proprement dit, donne lieu par suite à des complications et devient une source de conséquences, en second ordre, toutes aussi malheureuses pour la victime. La question se pose alors, s'il y a relation causale entre ces conséquences et l'accident proprement dit, car dans la chaîne causale, il y a beaucoup d'éléments étrangers, qui s'y interposent.

Ces cas ne diffèrent pas beaucoup comme aspect, des accidents, dont nous avons examiné ci-dessus quelques espèces et où la maladie préexistante contribuait avec le traumatisme, à produire une incapacité de travail à la victime. Nous avons vu que la jurisprudence s'employait toujours à établir en cas d'hernie ou en cas d'insolation, si c'était la tare organique à marche évolutive, ou le fait du travail, qui a eu l'action déterminante. On part ici de la même idée, c'est-à-dire on exclue les complications dans l'état de santé, que la constitution physique de la victime, plus que le traumatisme était de nature à amener. La jurisprudence s'exprime, que ces complications doivent être « intimement liées à la lésion traumatique initiale, ne formant avec elle qu'un tout indivisible » ⁴¹.

(41) Civ. 13 mai 1919.....

« Ces aggravations sont en général *la suite naturelle* de l'accident lui-même », nous dit M. Sachet ⁴².

Si elles surviennent par l'action d'un fait que l'accident ne comportait pas d'après ce qui est naturel, les aggravations se détachent de la lésion traumatique initiale. Elles se rattachent au fait étranger, constitution organique, ou événement fortuit.

La théorie de la cause occasionnelle aurait-elle permis des distinctions ? Le traumatisme initial pose une des conditions *sine qua non* de toutes les conséquences, en second ordre dérivant de l'accident.

Elle nous conduit parfois à des solutions irrationnelles. Le refus de la victime de se faire soigner, pose une condition équivalente à celle du traumatisme initial. Comment attribuer à l'entêtement de la victime de se faire soigner plutôt qu'au traumatisme initial, le fait, que son état de santé s'est ainsi aggravé. Sans l'accident, pas de blessure, et pas de refus de la victime de se faire soigner. La condition posée par l'accident est relevante. Supprimons l'accident et le reste n'existe plus.

Nous avons vu, comment M. Marteau nous recommandait-il de procéder, pour établir la qualité de relevant. Sans le fait considéré, le résultat pouvait-il arriver ? On ne peut jamais répondre que par oui ou par non, dit-on, et la réponse dans l'exemple ci-dessus est bien précise.

Nous trouvons une autre indication dans le traité de notre professeur M. Démogue :

« On ne peut considérer comme cause, que les actes, qui sont les causes du fait lui-même et non ceux, qui ont contribué à ces antécédents » ⁴³.

Nous réduit-on à la conception de la conséquence « non médiate » ? Il y aura alors une notion de causalité trop étroite et totalement impraticable.

Devant la Cour de Paris (3 oct. 1911) l'espèce suivante se présentait : un ouvrier blessé fut conduit à l'hôpital, où après pansement une piqûre antitétanique fut jugée indispensable. Plus tard une infection tétanique s'était déclarée. Il y a trois ou quatre ordres de faits successifs : le traumatisme initial, la piqûre antitétanique, la réaction particulière de la piqûre sur l'organisme du sujet et l'infection tétanique comme conséquence dernière.

Où doit-on arrêter pour ne pas remonter trop loin,

(42) Loc. cit. N° 457.

(43) DÉMOGUE, oblig. tome IV, N° 372.

comme nous commande M. Démogue, et rester en même temps dans le concept de l'équivalence des conditions. Y a-t-il ou n'y a-t-il pas un critérium constant pour déterminer la qualité de relevante d'une condition ?

Nous le demandons, parce que l'on fait de la précision et la teneur scientifique du système des conditions équivalentes, les qualités, qui lui donnent la supériorité sur tous les autres systèmes.

La conception de la jurisprudence est certainement tout autre.

D'ordinaire les maladies causées ou aggravées par l'accident sont la tuberculose, la pneumonie, le cancer ou les ulcères divers, le diabète traumatique et les affections nerveuses.

Elles doivent se rattacher étroitement à la lésion traumatique initiale. « Car la loi de 1898 — explique M. Sachet — n'accorde une réparation, que pour le décès ou incapacité de travail, qui sont la conséquence directe et immédiate de l'accident » ⁴⁴. M. Sachet constate qu'il faut appliquer dans la matière qu'il traite « cette règle de bon sens, qui est inscrite dans l'article 1151 code civil » ⁴⁵.

D'abord en ce qui concerne la tuberculose, pour la faire éclore, le traumatisme trouve un terrain déjà miné. La tuberculose existait déjà à un état plus ou moins avancé. On distingue alors, d'après ce qu'elle allait vers la guérison ou qu'elle allait plutôt vers une issue fatale ⁴⁶.

44) Accidents de travail, 1922, N° 466.

(45) M. SACHET commet l'erreur de donner à la formule suite directe et immédiate, le sens littéral, qui conduit à une notion de causalité trop étroite. Mais il ne se tient pas à cette conception étroite dans les applications qu'il fait. Il approuve une solution de la Cour de Grenoble, où la chaîne causale partant de l'accident, jusqu'à la conséquence admise, était longue et compliquée. L'accident donne lieu au transport dans un hôpital, qui avait une section de maladies contagieuses où des tuberculeux se trouvaient en traitement. La Cour ajoutait à cela une circonstance intermédiaire : l'affaiblissement organique de l'ouvrier, étant obligé de garder le lit trop longtemps. Tout cela avait contribué à la création d'un milieu favorable, pour que l'ouvrier contracte une tuberculose. La mort qui s'ensuivit est considérée par M. SACHET, comme une conséquence directe et immédiate de la blessure initiale.

« Dans ces cas, explique M. SACHET, on trouve depuis le traumatisme jusqu'au décès une suite ininterrompue des mêmes manifestations morbides générales, de telle sorte, qu'il est impossible d'assigner à la tuberculose devenue mortelle une cause autre que le traumatisme ».

Les événements intermédiaires étaient eux-mêmes les conséquences directes et immédiates de l'accident, c'est-à-dire les suites communes, que l'accident présentait la possibilité objective d'engendrer. C'est la meilleure explication à donner à cette formule de la cour suprême, que la lésion traumatique doit former avec les maladies ou complications postérieures un tout indivisible.

(46) A. SACHET, Nos 471 et 471 bis et la jurisprudence qu'il cite.

La préoccupation de distinguer soigneusement la prédominance de l'état morbide de la victime, par rapport à l'influence du traumatisme y est bien évidente ⁴⁷.

La tuberculose préexistante se révèle cause prédominante, quand elle présente plus de possibilité objective à amener l'issue malheureuse, « quand la guérison n'en est pas *l'issue normale* », s'exprime M. Sachet en résumant les décisions de jurisprudence qu'il cite.

Au contraire quand le traumatisme, provoque le réveil d'un foyer latent, c'est lui qui présente la possibilité objective, plus que l'état morbide préexistant à amener le résultat. L'aggravation est intimement liée à la lésion traumatique et ne forme avec elle qu'un tout indivisible, comme s'exprime la Cour suprême. Le traumatisme est considéré, en ce cas, comme la cause immédiate et directe de la mort.

La cour suprême tient tellement à cette caractérisation, qu'elle casse le 21 février 1912 un arrêt de la cour de Lyon, qui avait confirmé par adoptions de motifs le jugement du tribunal de St-Etienne en date du 21 mars 1908, où il était dit : « l'accident est la cause certaine, quoique indirecte du décès de Grange » ⁴⁸.

La cour de Grenoble ⁴⁹ saisie comme instance de renvoi s'emploie longuement à démontrer, que malgré l'expression impropre adoptée par les premiers juges, la tuberculose, dont il s'agissait en l'espèce, avait été la conséquence directe du traumatisme, en tant « qu'à travers des phases diverses il n'y a eu qu'une seule et même maladie dérivée des lésions traumatiques et terminée par l'invasion tuberculeuse ». La Cour est conduite à cette conclusion, ayant en vue, ce que lui dicte le sens commun (« Qu'il découle de toutes les présomptions humaines... »).

La note sous l'arrêt fait observer que la Cour de Grenoble avait ainsi tenu compte d'une conséquence médiate. Mais nous

(47) La Chambre des requêtes, dans son arrêt rendu le 20 janvier 1913, D. 913, V, 44 s'exprime, « que l'accident de travail a hâté le dénouement fatal et n'a pas été la cause de la mort ».

(48) Civ. 21 févr. 1912, D. 913, I, 294 : « Attendu que le décès ou l'incapacité d'un ouvrier victime d'un accident de travail, ne donne droit aux indemnités, ... qu'à la condition que le décès ou l'incapacité aient été la conséquence directe et immédiate de l'accident; que si l'arrêt en conclut que l'accident est la cause unique de la mort, il ajoute immédiatement, qu'il adopte les conclusions de l'expert, qu'il avait reproduites et où il est dit que l'accident est la cause certaine, quoique indirecte du décès. Qu'en mettant ainsi à la charge du chef de l'entreprise, les conséquences indirectes de l'accident... l'arrêt attaqué a faussement appliqué et par suite violé l'article ».

avons plusieurs fois remarqué, qu'il faut se garder d'interpréter la formule de directe et immédiate, dans le sens de non médiate. Le patron dans l'espèce avait essayé d'adopter cette conception comme moyen de défense. L'arrêt rendu par la Cour de Grenoble discute le moyen et le rejette. Les faits intermédiaires, « déchéance physiologique » produite par le traumatisme, « la promiscuité » et le danger de « contamination » de la salle d'hôpital, la tuberculose, avaient été à leur tour la conséquence normale, qui devait être attendue nécessairement d'après ce qui est communément admis (« qu'il découle de toutes les présomptions humaines ») du traumatisme. La Cour s'exprime : « que c'est donc bien dans l'accident si grave du 30 octobre que le décès de cet ouvrier trouve sa cause efficiente et essentielle ». Si l'un de ces événements se plaçait en dehors de la possibilité objective, le fil était interrompu et la mort de l'ouvrier n'était plus la conséquence directe du traumatisme.

Nous trouvons l'application des principes ci-dessus faite par la Cour de cassation à d'autres maladies ou aggravations. La Cour suprême s'exprime que l'incapacité de l'ouvrier résulte « du développement *normal* de la maladie ». Cela veut dire que d'après ce qui est normal, communément admis, la maladie présentait plus de possibilité objective, que le traumatisme à l'amener. C'est l'arrêt de la chambre civile en date du 27 mai 1910⁵⁰, qui le décide.

La jurisprudence en cette matière est particulièrement intéressante, car on ne peut plus dire, que l'idée de faute masque celle de causalité.

En ce qui concerne la jurisprudence générale résultant des arrêts, notre professeur, M. Démogueu⁵¹, soutient qu'une seule chose résulte avec certitude des arrêts : qu'il y a cause, lorsque

(49) Grenoble, 18 déc. 1912. D. 913, II, 197 : « ... qu'il est permis de penser que la qualification d'indirecte ne répond pas exactement à la pensée de l'homme de l'art...; qu'elle trouve son correctif immédiat, dans la qualification de certaine qui l'accompagne; qu'en effet, l'idée maîtresse du rapport médico-légal, c'est qu'en réalité, GRANGE a succombé aux suites d'une dépression organique irréductible, ouvrant la voie à une infection bacillaire... »

(50) D. 911, I, 117 : « il faut distinguer parmi les symptômes que présente la victime après l'accident, ceux qui sont la conséquence de l'accident lui-même et ceux qui ne sont, que la manifestation d'une maladie antérieure... Attendu que M. le Professeur Ducamp a eu soin de faire cette distinction; qu'il ne considère pas que l'accident a produit à lui seul l'état actuel... »

(51) Démogueu, tome IV, N° 370 : « En résumé, la jurisprudence française admet qu'il y a cause, lorsqu'une condition du dommage a été posée. Mais on ne peut pas voir, si elle serait portée à donner à certaines conditions la prééminence sur d'autres. Ce point se trouve masqué par la théorie de la faute ».

le fait fautif a posé une des conditions du dommage. La prééminence que la jurisprudence serait portée à donner à certaines conditions par rapport aux autres serait mise en doute par la confusion que ferait la jurisprudence entre l'idée de faute et celle de causalité.

En matière d'accidents de travail la faute comme élément de la responsabilité n'existe pas.

L'examen des arrêts ci-dessus nous autorise à conclure :

1) Qu'à l'analyse on trouve à la base de la conception jurisprudentielle de connexion entre les faits, l'idée de causalité abstraite et objective. Les arrêts ne le déclarent jamais en termes exprès, parce que la jurisprudence n'applique pas de propos délibéré un système précis et déterminé. Elle est conduite à la conception de causalité adéquate d'une façon intuitive, en procédant par le raisonnement commun, vulgaire.

2) La notion de vraisemblable, c'est-à-dire la notion de ce qui doit être attendu avec la plus grande probabilité, à la suite de certains faits est établie d'après ce qui est normal, d'après les présomptions humaines courantes, comme s'expriment des fois les arrêts.

La conséquence est dite naturelle, c'est-à-dire conforme à ce que le sens commun prévoit et nous indique comme probable.

C'est l'objectivation de la notion de prévisibilité.

En même temps c'est en général le maximum de tendance objective, que présente la jurisprudence française en matière de causalité.

Certainement, il y a des solutions, où l'objectivation de la notion de causalité est presque totale, en y arrivant par l'application de la théorie de cause occasionnelle.

Mais ce sont des cas rares, isolés et toujours mal reçus ⁵².

(52) Deux arrêts de la Cour de Bordeaux nous offrent la possibilité de voir où peut nous conduire l'objectivation totale de la notion de cause.

Une garde-barrière à la station de Calviac, venait de faire son service à l'occasion du passage d'un train, lorsque entendant venir une automobile, elle s'empresse de se rendre à la barrière pour l'ouvrir. Le vantail gauche ayant été ouvert, l'automobile « sans attendre l'ouverture de l'autre vantail, s'engagea à une allure encore assez vive sur la voie, pour la traverser. A ce même instant, la garde-barrière s'affaissait subitement, frappée d'une apoplexie pulmonaire... »

D'abord une poursuite fut ouverte contre le sieur ROULLIER, propriétaire de l'auto pour délit d'homicide par imprudence.

Dans son arrêt, en date du 30 décembre 1904 (journal des arrêts de la Cour de Bordeaux, 1904, I, 83), la Cour de Bordeaux constate l'existence d'une contravention commise par le conducteur de l'automobile aux règlements de la circulation et conclue : « que la faute du prévenu est certaine » ... La théorie de la cause occasionnelle devait conduire à une condamnation. Mais

SECTION 4.

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE.

L'étude de la jurisprudence en cette question est assez délicate.

On ne peut pas avoir la prétention de trouver dans les arrêts des dissertations étendues ou des considérations théoriques sur la question causale. Mais tout de même les considérants sont trop évasifs. Le grand nombre des arrêts se bornent à poser le principe, qu'il doit y avoir relation causale entre la faute et le

la Cour prononce l'acquiescement... « Mais attendu que malgré les constatations du médecin légiste... qui attribue la mort de la femme LIGNAC à une émotion violente... il reste un doute dans l'esprit de la Cour, sur le point de savoir si cette émotion doit être attribuée à une vitesse exagérée; ...qu'il ne faut pas perdre de vue qu'ainsi que le reconnaissent les premiers juges, par le fait même de ses fonctions, la dame LIGNAC était appelée à voir circuler constamment des automobiles. Qu'une voiture marchant à une vitesse de 12 à 14 km. à l'heure *n'était pas de nature* à l'impressionner.

« Attendu que la mort de la dame LIGNAC, étant donné son état de grossesse et la légère lésion valvulaire du cœur persistante, constatée par le médecin légiste, peut être considérée comme une mort accidentelle, etc. ».

Mais la Cour de Bordeaux fut appelée à se prononcer encore une fois dans cette affaire. Les héritiers de la dame LIGNAC ont considéré la mort de celle-ci comme un accident de travail et ont recouru en justice en vertu de la loi de 1898.

Cette fois, la Cour adopte la théorie de la cause occasionnelle « Attendu que l'arrivée de l'automobile, alors qu'elle n'avait même pas fini d'ouvrir la barrière est la seule explication possible de son émotion ». Et plus loin, pour constater la relation avec le fait du travail : « que c'est bien l'obligation où la plaçait sa fonction d'ouvrir la barrière... qui l'a exposé à subir la dite émotion et a été par suite cause de sa mort consécutive.. »

La compagnie de chemin de fer fut condamnée à payer l'indemnité prévue par la loi.

Cette solution est vivement critiquée par M. Rippert (Rev. crit. 909, p. 131) : « Ces excès procèdent d'un vice de méthode. On a détruit la très solide armature de la responsabilité délictueuse et l'on n'a pas suffisamment précisé, qu'il restait des règles dont le juge ne peut s'affranchir... »

... S'il suffit qu'un acte soit la condition, la cause occasionnelle d'un dommage, cet acte étant fautif, la responsabilité de son auteur est certaine ? En aucune façon, car tout problème de responsabilité se ramène à une comparaison entre la part d'initiative de l'auteur et celle de la victime. Or, dans les conditions normales de la vie, le brusque passage d'une voiture aux côtés d'un piéton n'amène pas la mort de ce piéton. Pour que l'accident soit arrivé, il a fallu la situation personnelle de la victime et nul ne saurait être responsable des lésions cardiaques d'une garde-barrière. Si elle était morte, en entendant le brusque sifflet du train, la Cie aurait-elle été responsable ? La cause de la mort aurait été pourtant la même. Il y a ce que IHERING appelait la réceptivité personnelle de la victime. Sans cela, disait-il, on devrait interdire l'usage du marteau au forgeron, si à côté des forges, vient demeurer une dame hystérique, que les coups violents de la forge fait tomber en pamoison... »

préjudice et ensuite sans se livrer à un minimum d'analyse claire et scientifique statuent en fait sur l'existence ou l'inexistence de la connexion dûment exigée⁵³.

La conception qu'elle adopte se laisse certainement voir. Elle apparaît des conclusions, que de l'ensemble des faits constatés, l'instance se croit autorisée à tirer. Mais une coordination méthodique des idées ou des principes directeurs est très difficile à effectuer.

Une chose est certaine. Il est impossible de dire, qu'elle pense à un système ou que dans les divers systèmes concevables en cette matière elle a fait un choix. La jurisprudence ne pense pas à compliquer la tâche. Elle présente des solutions de simple intuition. C'est le bon sens seul et les principes d'équité qui lui servent de guide à résoudre le problème.

« Une grave obscurité a régné jusqu'ici sur ce point, déclare M. Rouast⁵⁴, obscurité à laquelle contribue le désintéressement de la Cour de cassation déjà signalé, au sujet de la définition du dommage direct. ».

La Cour suprême ne manque presque jamais de caractériser la connexion entre les faits par l'adjonction d'un qualificatif.

Elle exige que le dommage soit direct. Mais une définition de ce terme, de cette formule générale n'a jamais été donnée par elle.

Nous tâchons dans l'étude qui suit, de systématiser, autant qu'il est possible la matière. Nous présentons les diverses formules, dont les arrêts font un usage constant, en essayant de déterminer leur sens et leur portée.

§ 1. — *Formule générale.*

La formule générale de causalité, employée par la jurisprudence, comme nous l'avons vu dans le chapitre III ci-dessus est celle de corrélation directe. Mais pour se prémunir contre le vague de ce terme, pour rendre la notion plus précise, on l'associe à d'autres qualificatifs et nous trouvons généralement les termes de cause directe et nécessaire, cause dominante et directe, cause directe et génératrice, cause effective, cause efficace, etc.

(53) « Rien n'est plus malaisé, comme de tirer de l'étude de ces innombrables décisions une règle doctrinale » avoue un magistrat, qui dans ses conclusions devant l'instance aborde le problème causal. « Le juge qui statue toujours en fait se garde bien de parler de préjudice direct ou indirect, et il échappe à tout contrôle, de sorte que nous n'avons presque pas des arrêts de principe »... Gaz. trib. 3 juin 1908.

(54) Note D. 927, I, 101.

Nous allons examiner à leur tour chacune de ces formules, pour déterminer le sens qu'on leur donne.

Pour le moment, nous essayerons de présenter une vue générale du problème en jurisprudence, tant dans les cas où on emploie la formule de dommage direct, que dans les cas où on n'emploie aucune formule.

A

Des fois on rencontre des arrêts exprimant cette idée, que l'événement de force majeure ou le cas fortuit a été la suite immédiate et directe du fait incriminé ⁵⁵.

Les Romains s'exprimaient : « *casus culpa determinatus* ».

Une simple succession dans le temps entre le fait de l'homme et l'événement fortuit ne suffit pas. Il doit y avoir entre les deux faits une connexion plus étroite.

« Attendu que pour déterminer l'effet libératoire, résultant d'une force majeure... il ne suffit pas d'établir à la charge du capitaine qu'il a commis une faute quelconque, soit avant, soit depuis l'événement », s'exprime la Chambre civile dans son arrêt du 29 novembre 1881 ⁵⁶ ».

La Cour exige « la preuve d'une faute ayant exercé une *influence déterminante*... »

Dans le même ordre d'idées, la Cour d'Aix s'exprime « que si la responsabilité... est dégagée par la preuve du cas fortuit ou de la force majeure, elle recommence, quand la preuve, d'une faute antérieure, *génératrice de l'événement*, est admistrée ⁵⁷.

Comment une faute peut-elle engendrer un élément naturel, une force de la nature ?

Ce n'est que la notion d'un rapport de fréquence entre un certain fait de l'homme et certains événements fortuits, qui peut nous en donner l'explication. Les observations courantes nous permettent de remarquer, que certains faits de l'homme favorisent la survenance de tel ou tel événement fortuit; le moment

(55) Paris, 25 juillet 1867 et Cas. req., 17 nov. 1868. D. 69, I, 126 : « Considérant que le courrier du dimanche, dont Villetard était le gérant a été supprimé par mesure de sûreté générale et que loin d'avoir été étranger aux causes de cette mesure c'est VILLETARD, au contraire, qui l'a provoquée et déterminée... en acceptant et en publiant l'article dont elle a été la *conséquence directe et immédiate* ».

Tribunal St-Denis, 12 août 1857. D. 59, I, 79 »... il est manifeste, que la décision prise par l'autorité compétente, ne peut être envisagée comme un événement de force majeure et cela par la raison péremptoire, que la dite décision a été le *résultat direct et immédiat* de la faute, qu'ils ont commise.

(56) D. 82, I, 398.

(57) Aix, 5 juillet 1887. S. 87, II, 230.

où un certain fait, une certaine action de l'homme se manifestent, en telles circonstances déterminées, généralement, ordinairement, l'événement fortuit lui fait suite. L'action de l'homme possède dans ces conditions, une vertu causale abstraite, par rapport à l'événement fortuit. Elle est propre par sa nature à l'amener généralement. D'après les règles communes de la vie, cet événement fortuit est attendu avec la plus grande probabilité, à la suite d'un tel fait de l'homme.

Quand ce rapport de causalité abstraite, objective, existe entre le fait fautif et l'événement fortuit, la jurisprudence s'exprime que, ce dernier a été la suite directe et immédiate du premier.

La Cour de Bordeaux fait une intéressante application du principe dans son arrêt en date du 31 juillet 1889⁵⁸.

Par la faute des préposés de la Compagnie de chemin de fer une portière n'est pas fermée avec le verrou de sûreté, au départ du train. L'une des deux fillettes de la dame de St-Martin-Lacaze tombe par la portière ouverte. La mère affolée se précipite dans le vide, à sa suite. Elle se fait tuer sur le coup.

Devant les instances, la Compagnie prétend, que l'acte volontaire de la dame de St-Martin-Lacaze peut être assimilé à un cas de force majeure, auquel on doit attribuer la cause de la mort survenue.

Mais la Cour constate que l'acte volontaire de la dame Lacaze « en se précipitant hors du compartiment, était la conséquence directe, nécessaire et forcée de l'accident arrivé à cet enfant... »

La Cour fait souligner la connexion étroite entre les faits : « que la chute de l'enfant et l'élan volontaire de la mère, sont des actes simultanés et indivisibles quant à leur cause morale et juridique. »

La mort de la dame Lacaze, dernière conséquence dans l'enchaînement des événements est rattachée directement à la faute de la Compagnie, du moment que l'événement fortuit intermédiaire, se présentait comme la suite immédiate et directe de cette faute.

Mais si les indications basées sur les probabilités de bon sens commun, ne nous permettent pas d'établir ce rapport de causalité abstraite et objective entre les faits, l'événement fortuit prend sur lui, toutes les conséquences, à partir du moment de son intervention.

(58) Journal des arrêts de la Cour de Bordeaux, 1889, I, 400.

C'est la même Cour de Bordeaux qui fait l'application du principe dans son arrêt rendu le 9 juillet 1906 ⁵⁹.

Dans l'espèce il était question de la responsabilité d'un accident de chasse, la Cour constate que l'accident était dû à un ricochet. La discussion fut engagée sur le point de savoir, si le ricochet constituait dans l'affaire un événement de force majeure.

La Cour constate d'abord une faute précédant le cas fortuit : « avant de décharger son fusil sur le gibier, il avait négligé de prendre, pour éviter d'atteindre Boussaru, toutes les précautions que la prudence lui commandait... »

Mais la Cour ne se limite pas à constater la faute préliminaire. Elle ne recourt pas non plus au raisonnement d'une trop grande simplicité : s'il s'était abstenu de tirer, avant de prendre toutes les précautions, le ricochet pouvait-il se produire ? Elle s'efforce d'établir, si les circonstances de fait, lui permet d'affirmer, que le ricochet eût été la conséquence naturelle, attendue d'après toutes les probabilités, à la suite de ce défaut de précautions.

« Attendu... qu'il n'est pas possible de dire, ni dans quelles circonstances et sous l'influence *de quelle cause*, ce ricochet s'est produit, ni à l'aide de quelles *probabilités*, il aurait pu être prévu par Rouleau »...

D'une façon générale l'événement fortuit n'est pas la suite du fait fautif et il n'effectue plus le relais entre la faute et la conséquence dernière considérée, quand cet événement est inopiné, quand il survient d'une façon insolite et en dehors de toute probabilité.

Nous trouvons une intéressante application dans un ancien arrêt du Conseil d'Etat ⁶⁰.

On constatait la faute de l'architecte qui avait construit un pont : les fondations n'avaient pas une profondeur suffisante, ce qui rendait éventuels, les affouillements et l'écroulement du pont.

Mais le Conseil d'Etat attribue en principal la cause de l'écroulement à un événement, qui présentait plus de possibilité objective à l'engendrer. C'était « une crue extraordinaire... d'une rapidité exceptionnelle... et d'une violence imprévue » de la rivière, qui possédait plus que la faute de l'architecte la vertu causale abstraite d'amener un tel résultat ⁶¹.

(59) D. 908, II, 244.

(60) Conseil d'Etat, 5 février 1857, D. 58, III, 45.

(61) Dans le même sens des applications intéressantes : Trib. Havre, 13

B

La jurisprudence se figure et s'explique très souvent le processus de causalité, par la notion de danger.

Le tribunal civil de la Seine, dans son arrêt rendu le 12 juillet 1888 ⁶², considère la présence sur le bord du navire de 40 dames-jeannes contenant de l'alcool comme « *la cause déterminante et directe* d'un incendie déclaré à bord. Le tribunal explique « que l'éventualité de semblable accident et *les chances* d'un incendie, résultant de la présence à bord, d'une grande quantité d'alcool étaient *risques faciles à prévoir* » ⁶³.

Dans une autre espèce les instances de fond, avaient imputé à la seule imprudence de la victime, surprise par le train express en traversant la ligne, la cause de l'accident. Mais la Chambre civile par l'arrêt rendu le 10 novembre 1884, trouve, que le retard extra-réglementaire et imputable à la Compagnie du train avec lequel la victime était arrivée, « ayant occasionné le croisement de ce train à la gare de Gannes avec l'express, il est résulté de ce retard *un péril* pour les voyageurs... »

La Chambre civile décide qu'en partie, l'accident devait être imputé à la Compagnie de Chemin de fer, dont les employés avaient encore commis la faute, de ne pas « signaler le danger aux voyageurs » ⁶⁴.

Pour le décider ainsi, elle pose le principe, que la responsabilité n'est pas limitée, pour l'auteur d'une faute, « au seul cas où cette faute a été la cause unique et immédiate... » Il n'y aurait aucune raison à exclure la pluralité des causes. Il est possible que deux faits présentent des possibilités objectives égales par rapport à un résultat.

C

Le plus souvent les arrêts s'emploient à établir, lequel des deux ou trois faits concurrents, a eu l'action prépondérante. Ils le font, en s'attachant à la notion de causalité objective, comme nous l'avons déjà démontré.

On procède, pour prendre un exemple entre tant d'autres, par la méthode employée dans l'arrêt du tribunal de Toulouse en date du 19 février 1909 ⁶⁵.

février 1873. D. 74, II, 190; Trib. civ. Seine, 24 janvier 1906. D. 906, V. 47; Trib. civ. Seine, 24 janvier, 1906. D. 906. V. 47; Trib. civ. Bruxelles, 20 oct. 1908. Journal trib. belges, N° 2290.

(62) D. 95, I, 145.

(63) Aussi Trib. St-Brieuc, 5 mars 1883, S. cr. 83. II, 143.

(64) Aussi Grenoble, 19 janvier 1897. D. 98, II, 390.

(65) Gaz. Trib., 16 avril 1909.

Il y était question de savoir, si on devait attribuer à la vitesse excessive d'une auto, la perte d'un cheval d'une certaine valeur, effrayé à l'arrivée de l'auto ou si l'on ne devait pas, au contraire, attribuer entièrement l'accident, aux dispositions instinctives de l'animal.

Pour donner une solution au problème, le tribunal examine tour à tour les possibilités objectives des deux faits en concours. « Attendu que des déclarations du témoin Savès, il résulte que le cheval de la veuve Gauthier était en général effrayé par la vue ou le bruit des automobiles; que ce n'est point en raison de la vitesse de l'automobile, que l'écart s'est produit, mais en raison de la sensibilité particulière à l'animal... »

Le tribunal déboute la dame Gauthier de sa demande, constatation étant faite « qu'il n'y a pas *relation de cause à effet directe*, entre ce prétendu excès de vitesse et la perte du cheval... »

Dans un arrêt en date du 22 novembre 1892⁶⁶, la Chambre civile, impute à la Cour d'appel, qu'elle n'eût pas fait connaître « quel dommage elle (l'erreur) était *susceptible* de causer... » Par conséquent, quelles conséquences le fait en discussion était apte, propre à engendrer.

Devant le tribunal civil de Toulouse, se présente une espèce très intéressante au point de vue de la causalité.

Un commis ambulant au service de l'Administration des postes, à la suite d'un accident de chemin de fer, dans lequel le wagon-poste eut beaucoup à souffrir, accuse des troubles nerveux profonds, qui le rendent inapte au travail et le contraignent à faire valoir prématurément ses droits à une pension de retraite. Il assigne la Compagnie de Chemins de fer d'Orléans en dommages-intérêts.

Au cours des débats on constate qu'il était au troisième accident subi, depuis qu'il se trouvait en fonction et que pour chacun des deux premiers, il avait touché le dédommagement dû par la Compagnie en faute. « Qu'ainsi le troisième accident trouvait un terrain de maladie déjà préparé ». On pouvait répondre, que sans le troisième accident les troubles nerveux et la mise en retraite prématurée ne se serait pas produits, ainsi que l'affirmaient les experts commis.

Mais le tribunal estime, que le troisième accident « n'a qu'une part relative », dans la conséquence de mise en retraite prématurée. La Compagnie ne devait donc répondre qu'en proportion de cette part relative, à d'autres mots dans la limite des

(66) S. cr., 92, I, 285.

possibilités objectives propres au dernier accident. Le tribunal s'exprime « que la Compagnie défenderesse ne peut voir... sa responsabilité engagée, qu'à concurrence des suites directes et immédiates »...

Les suites directes et immédiates étaient en fonction du « rôle *particulièrement* joué par l'accident le plus récent... »

En général, les instances ne s'arrêtent pas aux possibilités concrètes, qui sont équivalentes pour toutes les conditions d'un résultat, mais s'efforce à établir « le rôle *particulièrement* joué » par une des conditions.

Suite immédiate et directe d'un fait est celle, dont la survenance a été particulièrement favorisée par ce fait; c'est la suite inhérente et adéquate à ce fait. A d'autres mots, le fait est susceptible de l'engendrer, comme s'exprime la Chambre civile. Et il est susceptible de l'engendrer, quand il apparaît particulièrement favorisant, d'après les probabilités courantes, que nous enseigne la somme d'expérience commune dans la vie.

Le tribunal de Nîmes dans l'arrêt rendu le 24 décembre 1908 ⁶⁷, se pose la question, si un fait avait été particulièrement favorisant, pour un résultat et la résout, en faisant état de ce qui est général et commun.

Des enfants jouaient à cache-cache, dans la cour d'une école. L'un deux sort sur la voie publique et en courant, pour échapper à la poursuite de ses camarades, il renverse une vieille femme âgée de 70 ans. On assigne l'Etat en dommages-intérêts, en vertu de la loi du 20 juillet 1889.

Le tribunal constate :

« Attendu que le principe de la responsabilité de l'Etat étant admis, il y a certainement à tenir compte, de ce que l'accident ne se fût pas produit, si, au lieu d'aller buter contre une femme âgée de 70 ans, le jeune Blumat eut heurté une personne dans la force de l'âge... »

Sur appel de la veuve Frustié, la Cour de Nîmes confirme la solution par l'arrêt du 7 mars 1910.

Nous trouvons une application intéressante, dans un genre d'affaires, qui se présentaient en jurisprudence administrative.

Une entreprise obligée à interrompre son activité, en raison de l'exécution d'un travail public subit des pertes et des troubles d'ordre extrêmement divers. Il était question de savoir, à quelle condition, la perte invoquée, pouvait être prise en considération. Un préjudice très discuté était celui de la perte de clien-

(67) Gaz. trib. 910, II, 271.

tèle, pendant l'interruption de l'exploitation, résultant de la présence d'une industrie concurrente.

La perte ainsi éprouvée devait-elle être imputée, à ce qui constitue un risque courant de l'entreprise, ou aux travaux publics ?

Une perte de clientèle peut se produire à l'occasion d'un fait comme l'exécution de travaux publics, mais il était très naturel, qu'elle ait lieu à la suite d'un nombre varié et infini de circonstances. C'est ce qui constitue le risque normal, courant de toute entreprise. Un fait comme l'exécution de travaux publics se présenterait comme une occasion entre mille autres.

En général, le Conseil d'Etat refusait le droit à indemnité, pour le préjudice ainsi subi.

Nous citerons un arrêt très caractéristique au point de vue de la justification donnée.

« Le Conseil ... considérant d'autre part, que la demande de 70.000 frs de dommages et intérêts formulée par le sieur Mahut est uniquement fondée sur la perte de clientèle, qui résulterait de l'établissement d'une industrie concurrente... »

Mais considérant, que l'installation d'une entreprise rivale, en admettant qu'elle ait fait tort au requérant, constitue un *des risques inhérents* à toute entreprise industrielle et ne saurait être considérée, comme un *dommage direct*, imputable au fait de l'Administration » ⁶⁸.

Avant la loi du 9 avril 1898, la discussion portait souvent devant les instances sur le point de savoir, si l'on devait attribuer au patron (à l'entreprise), ou à l'ouvrier lui-même, l'accident subi par celui-ci pendant le travail.

En principe, le patron avait l'obligation, de garantir la sécurité de son ouvrier pendant l'exécution de son travail. Il lui incombait de prendre toutes les mesures particulières, correspondant au genre de travail exécuté dans son entreprise. Toutes les fois que l'accident résultait du défaut de ces précautions particulières, cet accident était inhérent au travail, qu'on exécutait dans l'entreprise. C'était le fait du travail qui favorisait particulièrement la survenance du résultat.

Mais si l'accident était dû à un risque courant de la vie, si l'accident — vu l'occurrence des faits — pouvait survenir non seulement à l'occasion du travail, mais à l'occasion de n'importe quelle autre circonstance, c'était un risque commun dont le patron ne devait plus répondre. Souvent la jurisprudence

(68) Cons. d'Etat, 8 décembre 1882. D. 84, III, 61.

s'exprimait que c'était un risque professionnel de l'ouvrier et non pas un risque particulier à l'entreprise.

Nous pouvons citer comme le plus caractéristique en ce sens, l'arrêt de la Chambre de requêtes en date du 12 janvier 1897⁶⁹, à la veille même de la loi sur les accidents de travail.

Un ouvrier carrier, en travaillant à l'extraction de pierre, subit un accident, qu'on constate avoir été dû « à sa seule témérité et au mépris des conseils de ses camarades ». On constate en même temps que le chef de l'entreprise avait contrevenu aux dispositions du décret du 12 février 1889, sur le règlement du travail dans les carrières.

La Chambre de requêtes dans l'arrêt ci-dessus décide « ...que la violation de cet article n'avait eu d'influence, sur la cause même de l'accident... »

Elle justifie de ce « que les risques professionnels » que comportait le travail accompli dans les conditions ci-dessus par l'ouvrier « *rentraient dans les prévisions ordinaires* et que le patron n'avait aucune mesure à prendre pour protéger Quark... »

La conséquence n'était pas inhérente au travail ou à la faute commise par le patron, mais adéquate au fait de l'ouvrier.

La distinction est faite sur la notion de causalité abstraite. On établit lequel des deux faits en concours, favorisait le plus la survenance du résultat, d'après les règles de la vie. La jurisprudence met en balance le risque que comportait en particulier le travail et le risque que comportait un acte téméraire comme celui de l'ouvrier en espèce. On prend comme terme de comparaison, ce qui est commun général dans la vie.

C'est d'après ce qu'on voit, l'utilisation de la notion de prévisibilité, objectivée dans une plus ou moins grande mesure.

L'idée de risque est très souvent à la base de la conception causale jurisprudentielle, qu'elle emploie ou qu'elle n'emploie pas le mot lui-même.

Trois situations peuvent se présenter :

1) Un fait déterminé, d'après ce que nous enseigne l'expérience courante, favorise particulièrement un résultat. L'apparition consecutive du dernier, le moment même où le premier se manifeste est tellement fréquente, tellement généralisée, qu'elle est attendue presque avec certitude. Ce fait présente à tout instant une possibilité objective imminente à provoquer le résultat. Il suffit d'une circonstance quelconque indéterminée et

⁶⁹) D. 97, I, 71.

d'une infinie variété, à ce que la génération causale ait lieu. Cette circonstance, dont la possibilité objective n'a pas une marque propre, prend dans le langage courant le nom d'occasion. La notion est adoptée par la jurisprudence telle quelle, et elle en fait un usage constant.

2) La fréquence extraordinaire de certains résultats, dans le cours normal des choses, nous conduisent à attribuer leur causalité à ce qu'on appelle le risque courant de la vie.

Un ensemble de circonstances ordinaires, en rapport avec les conditions de vie en société à un moment donné, et dont l'association est presque constante, constitue la cause des résultats ci-dessus. Leur possibilité objective est imminente à tout instant. Il suffit d'une circonstance quelconque, à ce que les résultats très communs ci-dessus, fassent leur éclosion. La notion d'occasion est ainsi conçue assez souvent par opposition à la notion de risque courant.

Il y a un risque courant pour une entreprise d'être devancée, d'être écartée, s'il est possible, par une entreprise du même genre, comme dans l'exemple de jurisprudence administrative ci-dessus.

On n'attend que le moment propice, et ce moment est en fonction de circonstances très nombreuses et très variées. Quand une de ces circonstances se présente, elle ne constitue pas la cause, quoique sans elle le résultat ne pouvait pas se produire, mais la simple occasion.

Il y a un risque de l'activité, n'importe le genre de travail, il y a un péril d'accidents qui est commun, comme dans l'espece de la Chambre civile ci-dessus.

Le fait du travail n'a été qu'une simple occasion par rapport au résultat survenu. Ce résultat n'est pas considéré comme la suite adéquate du fait du travail, mais comme la suite inhérente, au risque commun et professionnel d'après la propre expression de la Cour supérieure.

3) Mais si le fait du travail, par ce qu'il présentait de spécifique, avait favorisé d'une façon particulière un résultat, sa possibilité objective se serait trouvée augmentée et on aurait pu dire que le résultat avait été sa conséquence inhérente et naturelle.

Le problème consiste presque toujours, à établir si le résultat était dû à un fait de risque courant (fait particulier ou un ensemble de faits), ou s'il n'a pas été au contraire particulièrement favorisé par l'acte fautif, qu'on a en face et auquel on

veut attacher des conséquences de droit. Dans le premier cas, le résultat est inhérent au risque courant; dans le deuxième, il est inhérent au fait fautif.

La détermination est faite sur la base de la notion de vertu causale abstraite, que possède l'un ou l'autre par rapport au résultat.

§ 2.

Détermination du rapport causal par l'opposition faite entre cause efficiente et occasion.

La notion d'occasion dans le concept causal est inacceptable, si l'on se tient à un examen concret des faits. Le rôle causal de toutes les conditions est rigoureusement égal et la qualification d'occasion manque complètement de base.

Dans l'examen concret des faits, la notion d'occasion se confond avec celle de condition. Donc, quand on s'exprime, que même le fait occasion, doit être pris en considération au point de vue causal, cela revient à dire, qu'il suffit d'avoir posé une des conditions. C'est de cela que vient le titre de théorie de la cause occasionnelle, qu'on donne parfois au système de la condition *sine qua non*.

La notion d'occasion n'est concevable, que si l'on raisonne sur des possibilités abstraites, objectives, que présentent les faits par rapport à leur résultat.

Au point de vue de son rôle causal, l'occasion est un événement indéterminé. Il en faut une quelconque pour que le résultat s'ensuive, mais elle peut être telle ou telle et peut, étant la même donner lieu à l'action de telle ou telle cause. Ce qui est indéterminé, c'est la possibilité objective qu'elle présente par rapport au résultat.

Nous avons vu que la jurisprudence n'acceptait le fait-occasion, comme cause du résultat, même en matière d'accidents du travail, où la loi paraissait le lui permettre.

Elle l'écarte d'autant plus, dans le concept général de cause.

La Cour de Besançon, dans un arrêt rendu le 22 janvier 1870, faisait usage, par simple inattention de la notion d'occasion, pour considérer un fait, comme la cause du préjudice arrivé¹.

De ce fait, elle a donné lieu à un pourvoi en cassation et

(1) D. 72. I. 124 : « Qu'il est responsable dans une certaine mesure du dommage éprouvé. Attendu toutefois, que cette conduite du notaire X a été seulement l'occasion du préjudice éprouvé... »

la Chambre des requêtes, pour pouvoir confirmer l'arrêt, s'emploie méticuleusement à expliquer, que la Cour avait entendu dire « cause première ».

Dans l'affaire, le notaire X avait reçu de la part des adjudicataires d'un lot de terre, l'acquittement d'une dette grevant l'immeuble et qui se trouvait garantie par un privilège du vendeur. Le notaire, par négligence, omet de subroger l'adjudicataire par la quittance constatant l'acquittement de la somme. A l'ordre amiable, qui fut ouvert, on constate cette lacune et les adjudicataires se résignent à supporter toutes les conséquences. Sans le fait du notaire, rien ne pouvait arriver. Mais la Cour de Besançon et la Chambre de requêtes plus tard, ne s'arrêtent pas à cette solution simpliste. On constate que la régularisation du paiement par un acte subrogatoire, pouvait encore être provoquée par les officiers ministériels chargés de représenter les adjudicataires à l'ordre. En tenant compte des possibilités objectives, que présentait la faute du notaire X, on fait le départ entre ce qui était le résultat de l'impéritie des consorts Z., les adjudicataires ou de la négligence des officiers ministériels qui les représentaient à l'ordre.

Le tribunal de Lyon dans son arrêt rendu le 31 janvier 1911², résout par l'opposition entre la notion de cause efficiente et la notion d'occasion le problème causal, en ce qui concerne la relation entre l'accident imputable à un tiers, que souffre une personne assurée, et le mécompte que l'assureur subit, en étant obligé de payer la prime d'assurance.

Il est vrai qu'au point de vue concret, sans la faute du tiers et sans l'accident, l'assureur n'aurait pas été mis dans l'obligation de payer l'indemnité d'assurance, plutôt qu'il ne l'espérerait.

Mais au point de vue de la causalité objective et adéquate au fait, l'accident ne joue que le rôle d'une occasion. Ce résultat, toute autre circonstance pouvait le provoquer. Le résultat restait le même, si l'occasion était différente. La cause préexistait et l'évènement occasion n'a contribué, qu'à le faire éclater.

« Attendu... que cette faute ne saurait être considérée que comme la cause purement occasionnelle de l'exigibilité de la dette de la Compagnie d'assurances », s'exprime le tribunal.

Seulement, comme le remarque, à juste raison, M. André Rouast³, il y a un flottement regrettable dans les solutions

(2) Rec. périodique des assurances, 1911, page 397.

(3) Loc. cit.

jurisprudentielles, faute de ne pas s'être jamais précisé, l'idée de base de la conception appliquée.

Ainsi le tribunal civil de la Seine, à l'encontre de ce qu'il décide, sur le recours de l'assureur, trouve en ce qui concerne la plainte analogue de l'état, qui a été mis dans l'obligation de payer une pension à la famille de son fonctionnaire victime d'un accident de travail, imputable à un tiers, que l'accident a été en vérité la cause efficiente du préjudice ainsi invoqué.

Dans son arrêt prononcé le 16 mai 1908, le tribunal civil de la Seine déclare en principe, que le préjudice invoqué doit être « une suite immédiate et directe du fait incriminé et que ce fait en ait été la cause efficiente et génératrice... » ⁴

Dans la solution, il justifie comme remplissant ces conditions le recours de l'Etat.

A cette occasion, nous devons à M. Wattine ⁵ actuellement président au tribunal de la Seine, une intéressante étude sur le problème causal juridique. Il se prononce contre le système de la cause occasionnelle et fait voir tous ses défauts.

« Le système inverse, celui qui se contente de la cause occasionnelle — dit-il — conduit à de véritables absurdités. Voici une personne, qui en lisant son journal meurt de saisissement en apprenant qu'une de ses relations a été écrasée par un omnibus automobile. Si vous admettez que la cause occasionnelle suffit, vous serez obligés de condamner la Cie des omnibus à payer à la veuve et aux enfants mineurs une pension parce qu'il est manifeste, que si l'accident ne s'était pas produit, cette personne ne serait pas morte de saisissement. Au contraire, le système de la cause efficiente est à mon avis le seul, qui soit clair... »

M. Wattine fait une brillante démonstration, dans ce sens que l'action de l'Etat est analogue parfaitement avec celle de l'assureur, que les instances rejettent constamment. Dans un cas comme dans l'autre, il y a une obligation préexistante « ex lege » ou « ex contractu » qui constitue la vraie cause du déboursement fait.

Par rapport à la loi sur les pensions civiles, l'accident était un évènement connu et prévu. L'exécution de l'obligation légale de la part de l'Etat lui était imposée « par un accident,

(4) Rec. périodique des assurances, 1908, page 227.

(5) Conclusions du Ministère public à l'audience du tribunal, le 16 mai 1908, ci-dessus.

dont la possibilité était *commune* au moment du contrat » ⁶.

Cette jurisprudence consacrée par les Cours d'appel et par la Cour suprême ⁷, dans leurs arrêts assez récents, est critiquée d'autre part par M. G. Ripert ⁸.

On remarque justement, qu'après avoir admis quelque temps l'action de l'assureur, contre le tiers responsable d'un accident, la jurisprudence, par un notable renversement, la lui refuse unanime aujourd'hui.

Dans son arrêt du 6 janvier 1914 ⁹, constate M. Ripert, la chambre civile décide que l'exigibilité du capital payé par l'assureur à la victime, son assuré ou à ses ayants-droits, n'est que la conséquence du jeu normal du contrat d'assurance.

« Aucune différence n'existe entre la situation de l'assureur et celle de l'Etat débiteur de la pension, — remarque M. Ripert — si ce n'est que dans le premier cas, l'obligation est contractuelle et qu'elle est légale dans le second..... Toutes les raisons que l'on donne contre l'assureur, on peut les donner contre l'Etat. »

Il y a certainement une évidente contradiction, entre ce que la jurisprudence décide, quand elle écarte comme indirect le préjudice invoqué par l'assureur et admet au contraire comme direct celui, dont la réparation est demandée par l'Etat.

C'est que la jurisprudence n'a sur le système causal, qu'elle applique, que des notions intuitives, comme nous l'avons déjà remarqué. Elle ne s'est jamais posé le problème en termes précis, pour savoir à quoi s'en tenir et pour se mettre à l'abri des erreurs ou des fausses situations, comme celle relevée par notre maître M. Ripert.

De plus, la jurisprudence s'est trouvée à un moment donné dans une impasse. Des instances hésitaient à mettre à la charge du tiers responsable le poids considérable du service de pension, dû par l'Etat à la famille de la victime et en plus les dommages-intérêts, exigés par les ayants droits de la victime, directement de l'auteur du sinistre en vertu de l'article 1382. La Cour de Pau, par l'arrêt du 30 décembre 1919, est conduite à la solution assez bizarre, de refuser à la famille de la vic-

(6) M. Wattine estime que l'obligation de l'Etat dérive d'un contrat passé avec le fonctionnaire au moment de son entrée en service et que la loi prend soin de prévoir et consacrer.

(7) Civ. 7 mars 1911 — D. 918. I. 57; req. 19 mars 1919 — D. 920. I. 71; Paris, 12 déc. 1919 — et Pau, 30 déc. 1919 — D. 921. II. 19.

(8) D. 921. II. 17.

(9) D. 918. I. 57.

time l'action en dommages-intérêts contre le tiers responsable, sur la considération, que la pension servie par l'Etat l'indemnise suffisamment.

Mais, comme le remarque M. Ripert, la pension ne se calcule pas sur l'importance du préjudice, mais sur d'autres éléments. En dehors de cela, « il s'agit encore de savoir à quel moment il faut apprécier le préjudice et si la réparation postérieure, par un autre que l'auteur de l'acte dommageable, peut avoir pour résultat, en privant la victime de son action, de créer une situation favorable à l'auteur ».

La Cour d'Agen, en face de ces objections, admet que le tiers responsable doit supporter les dommages intérêts demandés par la famille de la victime, en même temps, que l'indemnité demandée par l'Etat, au nom du service de pension, qu'il se voit obligé à exécuter ¹⁰.

Qu'on accable le tiers responsable de la double charge ci-dessus, ou qu'on sacrifie dans la fausse idée de plus d'équité les droits de la victime, la solution est également critiquable.

La solution du problème qui se pose, dans ce genre d'affaires est en fonction du système qu'on adopte, au point de vue causalité.

Le système de la *conditio sine qua non*, conduit certainement à l'admission du recours, non seulement de l'Etat, mais encore de l'assureur. La jurisprudence n'y pense guère, du moment qu'elle refuse à l'assureur le droit à indemnité.

M. Ripert recommande la distinction que fait Sourdat, dans son traité de la responsabilité civile : « Il qualifie indirects — explique M. Ripert — les dommages, dont le délit, qui a été commis n'a été peut-être que l'occasion et nullement la cause efficiente ».

Nous avons vu précédemment, que la notion d'occasion est généralement conçue en langage commun, comme en jurisprudence, par opposition à la notion de risque, c'est-à-dire par opposition à la notion d'une cause d'ordre général et tellement fréquente, qu'elle rentre dans les prévisions courantes.

Pour l'assureur, comme pour l'Etat, la cause du paiement, du déboursement fait, c'est le risque prévu et accepté, qui s'identifie avec l'objet de l'obligation légale ou contractuelle, que l'un ou l'autre s'est assumée. Ce risque est imminent à chaque instant, quant à sa vertu causale d'amener le résultat,

(10) D. 921. II. 19. L'arrêt est cité en même temps que celui de la Cour de Paris, 12 décembre 1919, donnant la même solution.

et n'attend qu'une circonstance quelconque, variable à l'extrême, pour produire un effet, qui lui est inhérent.

L'accident imputable au tiers n'est pas une condition particulièrement favorisant le résultat. Dans la génération causale examinée, il joue le rôle d'une simple occasion.

La circonstance occasion a ceci de spécifique, comme nous l'avons dit, qu'il en faut une quelconque, à ce que le résultat se produise et en ce sens, l'existence d'une occasion est une condition. Mais elle peut être telle ou telle, *sans que le résultat en diffère*¹¹.

Que l'accident provienne de la faute d'un tiers ou qu'il provienne d'un événement fortuit, variable à l'infini, c'est toujours le même résultat, qui se produit, en ce qui concerne la situation de l'assureur ou de l'Etat : l'obligation assumée par l'un ou par l'autre de prendre sur eux tout risque, vient à l'échéance.

Comme le remarque notre maître M. Ripert « il y a là, une analyse susceptible de fournir à la pratique un critérium assez facile à appliquer ».

Nous pouvons ajouter, qu'il y a là un critérium, permettant aux instances, dans le genre d'affaires ci-dessus, de sortir de la confusion totale, dont elles font preuve, en faisant des distinctions illogiques et décevantes, quant au prestige de la justice, entre le préjudice subi par l'Etat et celui subi par l'assureur, pour décider que l'un est direct et l'autre indirect.

Au point de vue de la causalité, cette distinction manque complètement de base.

§ 3.

La notion de cause déterminante.

Les arrêts emploient souvent le terme de cause déterminante.

Parfois on rencontre le terme de cause effective, comme dans l'arrêt de la Cour de Grenoble¹ rendu le 6 novembre 1901, ou le terme de cause dominante, comme par exemple dans les arrêts prononcés, le même jour par le tribunal de Grasse (7 mars 1888)².

L'adjonction de tous ces qualificatifs procède de la même idée, poursuivie avec insistance par les arrêts : la prééminence qu'on accorde à l'une des conditions d'un résultat, par rapport aux autres.

Dans l'arrêt de la chambre de requêtes en date du 27 mai 1895³, on constate que la relation n'est pas directe, en tant que le fait proposé à la faute, n'a pas été la « cause déterminante ».

On attribue cette qualité à d'autres faits, qui ont été plus causals.

Cette idée que par le terme déterminant les arrêts entendent exprimer la qualité à part que possède en soi, une condition par rapport aux autres pour amener un résultat ressort plus clairement dans l'arrêt de la Cour de Paris en date du 30 nov. 1897, confirmé par la chambre civile le 13 mars 1900⁴, sur la responsabilité civile d'un notaire.

Le tribunal de la Seine par arrêt rendu le 6 février 1913⁵, fait une intéressante application de cette notion de cause déterminante.

Une dame avait acheté une paire de gants en peau de Suède, teints en noir. Après les avoir porté quelques heures, elle a constaté sur ses mains une inflammation aux endroits des coutures et sur la figure et le cou, une éruption de boutons aux endroits, qui auraient été en contact avec les doigts gantés. Elle assigne en dommages-intérêts le magasin, en demandant 15.000

(11) A. LALANDE, V. philosoph. II, p. 538.

(1) D. 902. II. 336.

(2) Gazette du Palais, 15 juin 1888.

(3) D. 96. I. 213.

(4) S. 903. I. 26.

(5) Gaz. Trib. 1913. II. 360.

francs de réparation. Le Dr. Balzer et le chimiste Vignal furent commis experts dans l'affaire, pour se prononcer sur la cause de l'intoxication.

Le tribunal constate : « Attendu d'ailleurs qu'il n'est pas nettement établi, que le vice caché ait été la cause directe du préjudice subi par la dame Tallon. Attendu que les experts disent dans leur rapport : Nous arrivons à penser, qu'il s'est agi en l'espèce *d'un cas exceptionnel*, dans lequel interviennent d'abord une fabrication défectueuse... et ensuite, les conditions personnelles, probablement passagères, dans lesquelles se trouvait la dame Tallon, telles que l'échauffement des mains, sudation plus ou moins abondante et peut-être aussi idiosyncrasie, vis-à-vis de la substance tinctoriale... ».

La discussion portait donc de savoir si la dermatose, en l'espèce, était la conséquence propre, adéquate, d'un vice de la chose ou si, au contraire, elle était un résultat adéquat plutôt « à un état spécial, qui serait propre à la dame Tallon », comme s'exprime le tribunal. Les experts commis faisaient remarquer le caractère exceptionnel d'un tel cas.

Il y avait une première solution, qui s'est présentée aux juges : sans le défaut de la chose, constaté par les experts, la dermite ne se serait pas produite. Mais ils ne s'arrêtent pas à cette solution : « Attendu... que si les gants ont été la *cause forcément nécessaire* de la dermite, ils ne pouvaient à eux seuls être une cause suffisante *pour la déterminer* ».

Le tribunal résout la question d'après ce qui paraît le plus vraisemblable. La propriété d'un fait de déterminer un résultat est en fonction de la possibilité objective, qu'il présente couramment, vraisemblablement, par rapport au résultat considéré.

D'après ce qui était normal les gants ne pouvaient pas déterminer la dermite : « qu'en effet les gants de Suède, vendus à la dame Tallon étaient par leur fabrication identiques à tous les gants similaires et que la teinture employée était celle, *qui était habituellement en usage*... ».

La réceptivité personnelle de la plaignante présentait une causalité plus adéquate : « que pour que la teinture, qui ne contenait aucun corps toxique, ait pu provoquer cette éruption chez la dame Tallon, il a fallu *très vraisemblablement*, que cette dernière se trouvât ce jour là, par suite d'une prédisposition temporaire en état de particulière réceptivité... ».

Nous constatons donc que sous des termes et expressions

différentes, il n'y a toujours, qu'une seule et même conception, qui s'extériorise.

§ 4.

LA FORMULE DE PRÉJUDICE DIRECT PORTÉ A UN DROIT ACQUIS ET ACTUEL.

La chambre criminelle emploie une formule, qui lui est propre. Pour qu'une personne soit reçue, se porter partie civile dans une poursuite, elle doit faire preuve d'une atteinte directe à un droit acquis et actuel.

Le principe ainsi posé reçoit des expressions diverses, dans les arrêts de la Cour suprême.

« Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une réparation du dommage causé par un délit ou par une contravention », s'exprime dans son arrêt rendu le 7 février 1913 la Chambre Criminelle ⁶.

Il y a des arrêts, qui nous renseignent, sur ce que l'on entend par droit acquis, comme par exemple justement celui ci-dessus cité. Dans cette espèce, il n'existait entre la victime d'un accident et la personne, qui s'était portée partie civile, aucun lien juridique quelconque. La Cour constate qu'il n'y avait pas atteinte à un droit acquis.

L'atteinte doit encore porter sur un droit actuel.

C'est donc l'exclusion de toute prétention, quand la lésion porte sur un droit problématique et éventuel.

Le dommage prétendu doit être encore direct, exige la Chambre Criminelle.

La question s'est posée évidemment très souvent devant la chambre criminelle, de savoir comment doit-on déterminer le caractère de direct d'un dommage. Mais la Cour n'a jamais répondu à la question, c'est-à-dire qu'elle n'a jamais essayé, de donner une définition, de ce qu'elle entendait par préjudice direct.

Elle casse des arrêts sur le motif que le préjudice, pris en considération, par les instances, n'était pas direct, sans expliquer, quels sont les caractères, qu'un dommage doit présenter, pour qu'il apparaisse direct, plutôt qu'indirect.

Il nous reste à déduire la conception de la Cour suprême

(6) D. 913. I. 373. — Nous avons cité les arrêts qui font emploi de cette formule dans les chapitres II et III de la troisième partie.

de l'analyse des solutions qu'elle donne au problème causal, à d'autres mots, en examinant ses conclusions au regard des circonstances de fait, qu'elle constate.

Il y a une catégorie d'affaires où le problème fut posé d'une façon nette.

C'est le cas bien connu, du droit tellement discuté, du syndicat professionnel, de se constituer partie civile, au nom d'une atteinte portée à l'intérêt collectif, qu'il représente.

Un conflit de juridiction eut lieu à un certain moment entre la Cour de Rouen et la chambre criminelle, portant justement sur la question de savoir, si dans l'espèce le préjudice invoqué par un syndicat professionnel était direct ou indirect.

La chambre criminelle par arrêt rendu le 10 février 1911⁷, avait considéré indirect le préjudice invoqué par le syndicat national de défense de la viticulture française et lui refusait le droit de se porter partie civile dans la poursuite ouverte par le ministère public, contre le nommé Perreau, sous inculpation de falsification de vin par addition d'eau. Après cassation de l'arrêt, l'affaire fut renvoyée à la Cour de Rouen.

Par arrêt rendu le 22 juillet 1911 la Cour de Rouen, en contradiction avec la chambre criminelle, avait jugé direct le préjudice, dont se prévalait le syndicat dans son intervention. Sur nouveau pourvoi, l'affaire fut portée devant les chambres réunies. Cette fois encore la Cour suprême esquiva une définition nette de la notion de dommage direct, mais tout de même il y a une indication d'un vif intérêt, sur la conception, qu'elle s'en fait.

Le rapport à l'audience et les conclusions du procureur général⁸, avec lesquelles la décision de la Cour se trouve dans la plus parfaite concordance, nous aident plus encore, à dégager la conception de dommage direct de la Cour suprême.

D'après ce que nous fait connaître le rapport de M. le conseiller Falcimaigne, pour que le préjudice invoqué par un syndicat professionnel, puisse servir de base à une action en dommages-intérêts, il doit réunir les deux caractères suivants :

a) Il doit constituer une atteinte à l'intérêt collectif de la profession, dont le syndicat seul en est le représentant. L'intérêt collectif, ce n'est pas la somme des intérêts individuels. Le rapport essaye, à définir cet intérêt collectif, en ce qu'il a de particulier :

« Entre l'intérêt de la société en général — constate le

(7) D. 911. I. 218.

(8) D. 914. I. 65.

rapport — dont le Min. public en a seul la garde et l'intérêt individuel, dont la défense appartient à chaque citoyen, la loi a reconnu l'existence à un degré intermédiaire, d'un nouveau genre d'intérêt, moins étendu que le premier, plus étendu que le second, et qui est l'intérêt collectif d'une profession déterminée, abstraction faite des personnes, qui s'y livrent. A cet intérêt nouveau la loi a donné un organe de protection, qui est le syndicat, personne morale distincte des personnes physiques, qui le composent ».

b) Le préjudice doit être direct⁹. A partir d'un certain moment, la distinction entre l'intérêt collectif et l'intérêt individuel fut reléguée au second plan. « C'est la distinction entre l'intérêt direct et l'intérêt indirect, qui sert de fondement principal, sinon exclusif, aux arrêts les plus récents », avoue-t-on dans le rapport.

La chambre criminelle non seulement, qu'elle casse pour défaut de base légale les arrêts, qui ne constatent pas la nature directe du préjudice, mais la caractérisation de direct est soumise toujours à la vérification. Le rapport constate même, que la Cour se montre très rigoureuse, pour reconnaître au préjudice allégué par les syndicats, un caractère direct¹⁰.

La chambre criminelle se contente-t-elle de toute relation quelconque entre les faits pour déclarer le préjudice direct ?

Certainement non, du moment qu'elle était extrêmement exigeante à ce point de vue, comme il est démontré, les exemples en face, par le rapport à l'audience.

Procède-t-on par le raisonnement de la *conditio sine qua non* ?

On n'y pense guère.

C'est le rapport, qui nous donne quelques indications, sur la formule de préjudice direct.

Le rapport s'emploie longuement à établir quelles sont les conséquences, qui se produisent d'ordinaire à la suite d'un fait de concurrence déloyale. Il constate, que généralement le fait de concurrence illicite provoque le discrédit de la production et un avilissement de prix, ce qui l'autorise à conclure, « qu'il

(9) « La seconde condition requise pour la recevabilité de l'action syndicale, c'est que le préjudice soit la suite immédiate et directe du fait dommageable... Cette règle n'est point écrite dans la loi du 21 mars 1884, mais elle est imposée par le droit commun. Elle est fondamentale en matière de responsabilité... » Conclusions de M. le procureur général Sarrur.

(10) « Dans la longue série d'arrêts insérée au bulletin criminel, nous avons trouvé cinq seulement, admettant l'action civile des syndicats, pour lésion directe des intérêts collectifs dont ils ont la garde » constate le rapport.

est *de nature* à compromettre directement les intérêts économiques de la profession ».

Il est évident qu'on regarde les faits au point de vue de leur génération causale abstraite. Le fait est cause directe du résultat, par sa nature, par ce qu'il possède en propre comme vertu causale, d'amener des résultats du genre de celui considéré.

Dans l'espèce jugée par les chambres réunies, il était question d'un délit de mouillage de vin. Le rapport et M. le procureur général dans ses conclusions, constate qu'à la suite d'un tel fait, peut survenir un discrédit de cette marchandise en général et le détournement des consommateurs d'un tel produit. Si le fait de falsification se généralisait, un avilissement des prix pouvait s'ensuivre ¹¹. On se réfère, à ce qui pouvait généralement arriver, d'une façon vraisemblable à la suite d'un fait pareil.

« La règle que le préjudice doit être direct n'a d'autre signification, que d'obliger le juge à rechercher, si le dommage découle immédiatement du délit lui-même et non d'un autre fait, sans *lien nécessaire* avec l'infraction », explique le rapport.

On ne peut pas sortir du cadre des notions fournies par le rapport lui-même, en ce qui concerne la détermination du lien nécessaire. Le lien est nécessaire, si par sa nature le fait poursuivi pénalement, augmente la possibilité des conséquences du genre de celles envisagées. Dans l'espèce, les conséquences constatées étaient adéquates au fait poursuivi pénalement. Le rapport s'exprime : « Ce dommage est essentiellement *inhérent* à la présence sur le marché de vins fraudés... ».

Schématiquement on peut résumer à ces deux principes fondamentaux, l'exposé qu'entreprend le rapport ci-dessus, sur la conception de dommage direct de la Cour suprême :

a) le dommage est direct par rapport à un fait, lorsqu'il est *inhérent* à ce fait;

b) le dommage est *inhérent* par rapport à un certain fait, quand ce fait, *par sa nature*, par ce qu'il possédait comme vertu causale abstraite, devait l'amener de toute nécessité.

Les chambres réunies de la Cour suprême par la décision prononcées le 5 avril 1913 ¹², adopte en tout les conclusions du rapport et de M. le procureur général Sarrut :

(11) Conclusions de M. le procureur général : « ...L'acheteur se détourne d'un produit falsifié, la consommation se restreint, il y a mévente. La déconsidération du produit atteint l'ensemble des producteurs ».

(12) D. 914. I. 72.

« Attendu que l'action civile exercée par le syndicat national de défense de la viticulture française, n'avait pas pour objet, de donner satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais bien d'assurer l'intérêt collectif de la profession, envisagée dans son ensemble et représentée par le syndicat, dont la personnalité juridique est distincte de la personne de chacun, de ceux qui le compose.

Attendu d'autre part que les deux causes de préjudice retenues par l'arrêt attaqué, étaient *de nature* à atteindre directement les intérêts économiques,... dont la défense rentre essentiellement dans la mission légale des syndicats... ».

La notion de suite nécessaire.

Très souvent la jurisprudence emploie le terme de nécessaire pour caractériser la relation entre les faits¹³.

Quand la relation est-elle nécessaire ?

Un notaire reçoit l'acte d'une vente simulée et faite au préjudice des créanciers. Le notaire n'était pas complice de la fraude et il n'avait commis personnellement aucun dol. Mais les circonstances, dans lesquelles ont avait requis le ministère du notaire, étaient de telle nature, qu'il ne pouvait avoir ignoré la fraude. Le notaire avait donc commis une faute lourde, en recevant les actes frauduleux, qu'on lui présentait. Les héritiers du créancier le plus atteint par cette fraude, assignent le notaire en dommages-intérêts.

Le tribunal de Laon avait décidé, qu'il faut surseoir jusqu'à ce que le jugement d'annulation des actes sus-mentionnés reste définitif.

La cour d'Amiens¹⁴ infirme en ce qui concerne le sursis et juge l'affaire. On met à la charge du notaire les frais et faux frais de la procédure d'annulation des actes frauduleux : « ...que c'est là une conséquence *directe et nécessaire* de la faute commise... ».

(13) Rouen, 24 décembre 1878 — S. 79. II. 179 : « Qu'il faudrait d'ailleurs, pour rendre LECLERC et Cie responsables des conséquences du sinistre, qu'il existât entre la contravention, qu'on leur impute et le fait d'incendie, un lien direct et nécessaire, qui les rattache *fatalement* l'un à l'autre... »

Civ. 11 juillet 1892 — S. Cr. 92. I. 213; civ. 16 juin 1927 — D. 928. I. 21; Paris, 21 mars 1905 — D. 906. II. 85.

(14) Amiens, 9 janvier 1890 (D. 91. II. 7.)

Mais il y avait encore un chef de préjudices. Le créancier fictif sur l'apparence des actes notariés, avait transporté aux tiers de bonne foi, au moyen d'une cession de créance une somme de 110.000 frs. La Cour examine à ce point de vue, si la faute du notaire présentait la possibilité objective d'amener ce résultat. Concrètement, sans le fait du notaire, le transport de créance n'aurait pas été possible.

Mais la Cour est d'opinion, qu'il faut réduire la responsabilité aux seules possibilités objectives : « que X (notaire) n'en peut être responsable que dans la mesure où la préexistence de l'obligation en question, a pu rendre plus aisée la négociation des 110.000 francs ». Elle décide après examen des circonstances que le préjudice visé « n'est donc pas une conséquence nécessaire et directe de l'acte d'obligation de Wilcocq ».

L'explication que donne la Cour ne laisse aucun doute sur les bases de son raisonnement. Elle justifie la solution, sur ce que Wilcocq eut pû arriver à ce résultat, par tout autre moyen. Elle se départit donc de ce qui était la nécessité concrète dans l'enchaînement des événements, pour raisonner sur ce qui pouvait apparaître comme vraisemblable et probable.

Dans son arrêt rendu le 10 avril 1922¹⁵ la cours de Poitiers oppose à la notion de suite immédiate, directe et nécessaire, celle de suite indirecte et aléatoire¹⁶.

La conséquence est immédiate et directe en tant que nécessaire, attendu presque avec certitude à la suite d'un certain fait considéré. Elle est indirecte en tant qu'aléatoire, incertaine d'après ce qui est courant, commun dans la vie. Seule la notion de causalité objective, adéquate, peut nous conduire à juger, qu'un résultat est aléatoire par rapport à un certain fait.

La chambre civile dans son arrêt rendu le 6 juillet 1922¹⁷, donne une solution, où la conception de causalité objective se laisse bien entrevoir.

Mais la notion de relation nécessaire se trouve étudiée à fond dans le rapport de M. le conseiller Fabry, à l'audience de 25 novembre 1916 de la chambre criminelle¹⁸.

Nous avons déjà fait mention de ce rapport et de l'arrêt de la Cour suprême, qui lui suivit, pour faire voir la thèse de la

(15) D. 922. II. 75.

(16) « Attendu que l'immobilisation du voilier après l'abordage, doit être considérée comme suite *immédiate et directe* de celui-ci et comme la *conséquence nécessaire du choc*, dont le navire abordeur a été l'auteur; qu'elle n'a donc point causé à LE TARIN, un simple dommage *indirect et aléatoire*, dont le Shipping Board ne saurait être rendu responsable... »

(17) D. 925. I. 208.

(18) Gaz. trib. 916. I. 57.

Cour de cassation, en ce qui concerne le fait, de considérer la règle de l'article 1151, comme une disposition de droit commun. Nous l'avons encore cité, pour faire voir l'étendue du droit de contrôle, que s'arroge la Cour suprême en cette question de causalité juridique.

Le troisième point remarquable, traité avec la même documentation abondante, et le même esprit scientifique, que les deux autres, par le haut magistrat dans son rapport, est celui de la conception, que s'est fait toujours la Cour suprême sur le problème causal, tant en juridiction civile, qu'en juridiction pénale.

Dans l'espèce la chambre criminelle se trouvait en présence d'un pourvoi introduit par le ministère public, contre un jugement du tribunal de Tlemcen. L'indigène algérien Lachachi parcourt les rues de Tlemcen sur une automobile, qu'il dirige lui-même. Un enfant indigène voulant traverser la rue, se jette aveuglément sous la voiture. On constate que le conducteur de l'automobile marchait à une allure modérée, que les deux phares étaient allumés et que la victime de l'accident a été renversée et prise sous les roues, sans qu'aucune imputation puisse être faite au chauffeur.

Mais on constate, qu'il n'avait pas encore obtenu le brevet de capacité prescrit par les règlements.

Une poursuite fut ouverte contre lui, non seulement sous l'inculpation de contravention aux règlements, mais encore sous l'inculpation d'homicide involontaire.

Le tribunal constate la contravention, applique la peine prévue, mais, en ce qui concerne le délit d'homicide involontaire, il prononce l'acquittement du prévenu.

Le pourvoi introduit par le ministère public, invoquait le texte des articles 319 et 320 code pénal, punissant quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence et *inobservation des règlements* aurait involontairement commis un homicide ou fait des blessures.

Or le fait de l'inobservation des règlements, se disait M. le procureur de la république, était constaté. En ce qui concerne la relation causale entre les faits, le raisonnement du pourvoi était simple : Cette *sortie* faite en violation des règlements avait été la « *conditio sine qua non* » de la conséquence, qui s'était ensuivie.

Toute la discussion devant la Cour suprême portait donc sur le problème causal.

« Pour procéder utilement à cet examen, il est indispen-

sable de préciser ce qu'il faut entendre dans cette matière par la cause », pose nettement la question le haut magistrat dans son rapport ¹⁹.

M. le conseiller Fabry se reporte à la jurisprudence relative de l'article 1382 code civil, qui pouvait — comme il le remarque — y apporter quelque lumière.

Le rapport constate, en citant des exemples, qu'en juridiction civile, la Cour suprême a écarté la formule de cause immédiate, le terme étant équivoque et pouvant conduire à la notion jamais acceptée, de cause non médiate.

M. le conseiller rapporteur s'arrête à la formule employée par la chambre civile dans son arrêt rendu le 8 juillet 1914 ²⁰ : « relation nécessaire de cause à effet entre la faute imputée et l'accident ».

Le rapport s'emploie à expliquer le sens et la portée de la formule adoptée ci-dessus. Cette fois nous avons la possibilité de nous renseigner plus à fond sur la conception de la Cour suprême en cette question. L'exposé qu'en fait, l'un de ses membres les plus éminents, constitue un document, dont l'importance est incontestable.

« ... Un rapport de succession ne suffit pas pour établir un rapport de causalité et... l'occasion ne se confond pas avec la cause... », trouvons-nous dans le rapport.

« L'occasion c'est la circonstance, qui sans déterminer un événement, le rend simplement possible ».

Sans l'occasion, l'événement, certainement n'était pas possible, il ne pouvait pas survenir. Les faits occasion le rendent possible. Les faits occasion sont nécessaires à l'arrivée du résultat. Mais ce n'est pas cette nécessité, qu'on veut exprimer par la formule de « corrélation nécessaire ».

« La cause — constate le rapport — c'est le fait, qui le détermine, et dont l'événement est la suite nécessaire ».

Le terme de « nécessaire » sert ici à exprimer l'antithèse entre la cause et l'occasion. La cause est nécessaire mais l'oc-

(19) Plus loin : « quel est donc le lien qui doit exister entre la faute commise d'une part et l'homicide et les blessures involontaires, d'autre part, pour justifier la poursuite... »

(20) « J'ai relevé dans un autre arrêt comme définition du rapport, que nous cherchons — dit-il — l'expression de relation directe de cause à effet. C'est une formule, qui manque encore de netteté. Nous vous rappelons que l'arrêt de votre chambre civile du 8 juillet 1914, que nous avons cité plus haut, définit ce rapport par ces mots : relation nécessaire... etc. J'ai noté dans un autre arrêt les mots de corrélation nécessaire pour désigner le même rapport... »

casion ne l'est pas. Ce n'est donc pas à la nécessité concrète qu'on se réfère.

Après « cet exposé de principes » le rapport revient aux faits de l'affaire. On fait proprement parler l'application des principes dégagés du long examen des arrêts.

« Comme le fait remarquer l'auteur du pourvoi, il est certain, que l'accident ne se serait pas produit, si le prévenu était resté chez lui ou s'il avait laissé l'automobile dans son garage ou sa remise. Cette sortie faite en violation des règlements a donc été l'occasion de l'accident. Mais peut-on dire, qu'elle a été la cause ?..... Il semble que ce serait une affirmation hasardeuse ».

Tout ce qui suit dans le rapport est un examen des probabilités, des événements auxquels d'après le bon sens commun on peut s'attendre à la suite d'un fait que celui commis par le prévenu ²¹.

« Rien enfin ne permettait de croire — finit par dire le rapport — *qu'il causerait* un accident et ce fait paraissait même *très peu probable* ».

Le rapport conclue à la confirmation du jugement d'acquiescement rendu par le tribunal de Tlemcen.

La chambre criminelle d'accord avec le rapport, par l'arrêt rendu le 25 novembre 1916 rejette le pourvoi ²².

Nous sommes maintenant fixés sur le sens de la formule de relation nécessaire « ou, cause directe et nécessaire » d'un usage si fréquent dans les arrêts.

Une conséquence est considérée nécessaire par rapport à un fait, quand elle est attendue d'après ce qui arrive généralement, avec la plus grande *probabilité* à la suite de ce fait.

Par conséquent à la base de la conception jurisprudentielle sur l'enchaînement des faits consécutifs, nous trouvons la notion de causalité abstraite, objective.

La jurisprudence fut conduite à cette conception, d'une façon intuitive, ne différant en rien dans son raisonnement, de ce

(21) Le rapport se rend compte où on pourrait être conduits en adoptant la théorie de cause occasionnelle : « ...le décret sur lequel s'appuie le ministère public dans son pourvoi, il exige non seulement, que le chauffeur ait subi avec succès les épreuves d'un examen d'aptitude, mais encore qu'il soit constamment porteur du certificat de capacité qui lui a été délivré par le préfet. Supposons qu'il ait par mégarde laissé chez lui ce document. Cette circonstance suffira-t-elle pour le rendre responsable de tous les accidents que le choc de l'automobile pourra produire ? Nous sommes effrayés des conséquences que pourrait entraîner la thèse exposée par l'auteur du pourvoi... »

(22) S. 917. I. 97.

que l'on conçoit communément comme rapport de cause à effet entre les faits.

Nous trouvons quant à cela, dans le rapport même que nous venons de citer, l'aveu d'un haut magistrat, arrivé au sommet de sa carrière et qui compte dans son passé de longues années de pratique judiciaire.

« Rien ne permet de croire — que, dans l'article 319 du code pénal *le mot de cause*, ait reçu une signification différente, *de celle que le langage courant* et celui de la philosophie et de la science sont d'accord, pour lui donner ».

SECTION 5.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

De l'analyse des arrêts ci-dessus nous constatons que la jurisprudence en solutionnant un cas de responsabilité civile se trouve maintes fois devant le problème suivant :

Plusieurs événements, — faits humains fautifs, faits humains non fautifs ou circonstances fortuites, — ont été nécessaires à engendrer un résultat, de telle façon que l'absence, de n'importe quel, aurait fait, que le résultat n'eut pas eu lieu... La question naît : quelle est la cause du résultat ?

C'est dans ce cas seulement, qu'une difficulté apparaît dans le problème causal à résoudre. Dans le cas où le fait fautif n'a pas mis une des conditions indispensables du résultat, le problème vient rarement en juridiction et il est d'une simplicité, qui nous dispense de nous en occuper. Il n'y a pas d'arrêt — nous avons cherché exprès — qui aurait tenu pour établie la relation causale, sans que le fait fautif n'eut pas mis une condition *sine qua non* du résultat.

La difficulté apparaît en face de la pluralité des conditions *sine qua non* du résultat, parmi lesquelles on trouve aussi le fait fautif, qu'on veut rendre responsable. Et le problème est général à tout cas de responsabilité, car il n'y a pas de phénomène dans le monde réel, qui soit le résultat d'une seule condition *sine qua non*.

La jurisprudence aurait pu s'arrêter à une solution extrêmement simple : tenir pour équivalentes toutes les conditions *sine qua non*, constater que chaque condition, en tant qu'in-

dispensable, rend causales, toutes les autres, et en conséquence décider, que le fait fautif — le seul qui l'intéresse — est ainsi cause du résultat.

Il est certain d'après ce que nous avons vu que la jurisprudence ne s'arrête pas à cette solution. Elle ne tient pas les conditions pour équivalentes. Elle se donne au contraire toutes les peines du monde, pour mettre en relief, — en lui attribuant des qualités causales particulières et en lui appliquant des qualificatifs divers — une des conditions par rapport aux autres.

Ce n'est pas l'avis de M. Démogue, comme nous l'avons remarqué. De l'examen des arrêts, que notre illustre professeur cite dans son traité des obligations²³, il conclut :

« En résumé, la jurisprudence française admet, qu'il y a cause, lorsqu'une condition du dommage a été posée. Mais on ne peut pas dire, si elle serait portée à donner à certaines conditions, la prééminence sur d'autres... » Et plus loin en précisant son opinion, M. Démogue constate : « La théorie de la jurisprudence française se rapproche beaucoup, de celle souvent admise à l'étranger et connue sous le nom de théorie de l'équivalence des conditions... »²⁴.

Que dans les solutions de jurisprudence, la cause tenue pour établie, pose toujours une des conditions du dommage, rien de plus vrai. Il n'y a pas de solutions de jurisprudence, où la cause tenue pour établie, n'ait pas mis une des conditions du dommage. Mais il faut se méfier à tirer de là une conclusion de principe, en faveur de la théorie de l'équivalence. C'est justement le défaut des exemples cités par M. Démogue et de ce fait, ils ne sont pas du tout concluants.

Il n'y a que les arrêts dans le genre de celui du 7 août 1895 rendu par la Chambre civile et cité plus haut par nous, qui peuvent être invoqués en faveur de la thèse soutenue par notre professeur M. Démogue. Nous nous permettons d'affirmer, sans être démenti par les faits, qu'ils sont vraiment trop rares, exceptionnels et pas même un seul caractéristique, à ce qu'on puisse y voir une déclaration de principe.

La connexion qu'on établit par le raisonnement de la *conditio sine qua non*, représente un minimum, qui se trouve compris en toute solution sans distinction.

Un exemple nous fera mieux voir la méprise, dont on doit se mettre en garde : Un agent de change reçoit étant de bonne

(23) Tome IV, N° 370.

(24) Tome IV, N° 372.

foi, des titres du Crédit Lyonnais, pour les faire négocier, de la part d'une personne, qui les avait soustraits frauduleusement.

La fraude étant découverte et les titres confisqués, l'agent de change fut condamné par le tribunal de commerce de la Seine à remettre aux porteurs dépossédés des titres en remplacement. Mais il avait assigné en garantie le Crédit Lyonnais. Le vol avait été commis du temps où le fraudeur était employé au Crédit Lyonnais. Le patron doit répondre du fait de leurs préposés en vertu de l'art. 1384, code civil.

Il était seulement question d'établir une relation entre le premier fait commis et le faux, qui n'était survenu qu'assez tard ultérieurement. Les instances de fond condamnent le Crédit Lyonnais.

La Chambre civile confirme par l'arrêt rendu le 22 novembre 1892²⁵.

Sans le vol, le faux ultérieur ne pouvait pas se produire.

Qu'on cite cet arrêt, comme un exemple où la cause établie, se trouve avoir posé une des conditions du résultat, c'est parfait. Mais qu'on tire de là, la conclusion d'une consécration par l'instance du système de la *conditio sine qua non*, ou théorie de l'équivalence des conditions, c'est tout à fait forcé. L'arrêt n'est pas trop explicite, sur la conception adoptée mais il est plus exact d'admettre, qu'il raisonne sur les possibilités objectives, que présentait le premier fait à amener le second. « Les faux n'ont été que le moyen d'utiliser le vol » s'exprime la Cour suprême²⁶.

Le faux, conséquence dernière était un fait tellement attendu, tellement probable, à la suite du vol, que celui-ci n'aurait eu aucune raison, si le faux ne lui suivait pas. Le vol était la cause adéquate du faux.

Comme nous l'avons vu dans tous les exemples cités et analysés plus haut, la jurisprudence cherche la cause. Elle ne s'arrête pas à la connexion, qui existe entre le résultat et ses conditions nécessaires.

La grande difficulté était de trouver un critérium distinctif,

(25) S. cr. 92. I. 285.

(26) « Attendu que la question de savoir si, dans les circonstances où deux faits se sont successivement produits, le second est la conséquence directe du premier rentre dans l'appréciation des juges de fait. Attendu que des déclarations de l'arrêt attaqué, il résulte que le vol commis par Fasquel, alors qu'il était employé du Crédit Lyonnais, est le fait générateur des faux commis ultérieurement; que les faux n'ont été que le moyen d'utiliser le vol... »

pour déterminer la cause. La jurisprudence française par simple intuition l'a trouvé et l'applique dans la généralité des cas.

Les réserves ci-dessus étant faites, nous pouvons résumer la conception de la jurisprudence française sur la relation de cause à effet, dans les quatre règles qui suivent :

1) La faute doit avoir posé une des conditions du résultat. C'est la première opération à effectuer. Quand le fait examiné ne se révèle pas, une condition nécessaire du résultat, il serait absurde de rechercher plus loin, s'il n'est pas la cause.

On trouve des arrêts où la recherche de la relation causale s'est arrêtée à ce point. Il a été constaté, que même en absence de la faute en discussion le résultat pouvait tout de même avoir lieu et sur le défaut de relation causale on rejette la demande. Il était inutile de rechercher une connexion plus étroite entre les faits du moment, que le minimum de corrélation y faisait défaut ²⁷.

Mais les instances ne s'arrêtent pas à ce minimum de corrélation. Pour être cause le fait doit être investi des attributs en plus. Il doit être déterminant, dominant, efficace, etc.

2) En terme général la faute doit se relever comme la cause directe du résultat.

Le terme de direct est pris par généralisation, au sens figuré et abstrait. Est direct le fait qui présente le plus, entre les circonstances en concours, la vertu causale abstraite à amener généralement le résultat. Les autres faits en concours n'agissent que par son intermédiaire, en tant qu'il leur donne la possibilité, en se manifestant, d'avoir une action.

Dans le langage vulgaire, de la fréquence dans la succession de deux phénomènes, on tire la conclusion d'un rapport tellement étroit entre eux, qu'au sens figuré et abstraction faite des réalités concrètes, on s'exprime, que l'un découle directement de l'autre ²⁸.

(27) Pour M. MARTEAU, ces arrêts sont des exemples dans le sens, que la jurisprudence ait eu consacré la théorie de l'équivalence des conditions. On s'explique maintenant les conclusions un peu hasardées, où il arrive, de l'adoption en jurisprudence, de la théorie de l'équivalence. C'est cette confusion sur le point de vue où se place la jurisprudence qui le fait y aboutir.

Nous avons vu dans la partie théorique, que tous les systèmes de causalité, qu'on a conçus, sont d'accord à admettre, qu'il y a un minimum de connexion, qu'on doit avant tout établir : c'est le rapport de *conditio sine qua non*. Jusqu'à ce point, tous les systèmes sans distinction sont d'accord. C'est à partir de ce point, que les systèmes deviennent divergents, parce qu'ils se proposent à déterminer parmi les conditions la cause du résultat et ne s'entendent pas sur le critérium propre à cette opération.

(28) En philosophie, le mot immédiat est pris par généralisation et abs-

La corrélation directe ou indirecte est une notion de causalité abstraite, objective, dans la conception jurisprudentielle.

Cause indirecte est tout fait, qui dans le processus causal joue un rôle auxiliaire auprès de la vraie cause du phénomène. Il en faut une cause indirecte ou une occasion, à ce que le résultat ait lieu et à ce point de vue son existence est une condition nécessaire, mais elle peut être telle ou telle et elle peut étant la même donner lieu à telle ou telle cause. Elle est indéterminée. Elle n'a pas de vertu causale objective caractéristique.

3) La vertu causale abstraite, que présente un fait par rapport au résultat est établie, sur la base des notions, que nous possédons de l'expérience commune.

On recherche si le fait fautif se trouve dans la catégorie des circonstances, qui favorisent dans un haut degré un résultat, comme celui de l'espèce jugée.

Pour contester la causalité objective d'un fait par rapport au résultat, on se reporte souvent à la notion d'occasion, dont nous avons donné une définition précédemment.

En renversant : le résultat est dit inhérent ou adéquat au fait fautif, quand il doit être attendu, d'après ce que nous enseigne l'expérience commune, avec la plus grande probabilité, à la suite d'un tel fait.

Les anciens distinguaient les conséquences, qui arrivaient « communiter et frequenter » des conséquences, qui arrivaient « raro et accidentaliter » à la suite d'un fait.

La jurisprudence d'aujourd'hui ne diffère, ni comme méthode, ni comme résultats de l'ancien droit français. Peut-être que la formule de dommage direct est plus facile à manier et donne des solutions, là, où la formule traditionnelle aurait été mise en quelque difficulté. Mais en échange la formule de dommage direct a eu le défaut de prêter à des abus, justement à cause de son imprécision de son sens trop général.

La conception de l'ancien droit français et la conception actuelle de jurisprudence ont cela de commun, que dans un cas comme dans l'autre on procède d'une façon intuitive et par la notion de cause du langage courant.

4) Nous avons vu que la Cour suprême casse les arrêts, qui prennent en considération, pour faire fonder la responsabilité, un fait fautif, qu'ils qualifient eux-mêmes avoir été la cause

indirecte du résultat. Plus encore, la caractérisation même des faits, les conclusions, que les juges tirent des faits, par eux souverainement constatés sont soumises à la censure. A d'autres mots la caractérisation de cause directe, c'est-à-dire celle qui présente par rapport au résultat de l'espèce jugée, le plus haut degré de causalité objective, se trouve sous le contrôle de la Cour suprême.

CHAPITRE V.

Le départ entre le requisit faute et le requisit causalité.

Il y a une objection qu'on a fait généralement à l'égard de la conception du rapport causal, ayant comme idée de base la vertu causale abstraite d'un certain événement à engendrer un autre : c'est qu'il n'y aurait pas une ligne tranchante entre le requisit faute et le requisit causalité.

D'abord est-il possible d'assigner des limites précises à l'un et à l'autre dans la conception actuelle de la responsabilité civile ?

On prétend que la notion de prévisibilité sur laquelle repose en dernière analyse l'idée de vertu causale abstraite, fait partie du concept de faute. Si l'on s'avise à l'employer dans le concept de cause, on arrive à une confusion totale de ces deux éléments séparés de la responsabilité civile.

Nous faisons d'abord remarquer une chose.

Quand on définit la faute, en faisant entrer la notion de prévisibilité, on envisage l'élément faute en regard de sa causalité. Quand on dit qu'un homme plus diligent aurait pu prévoir et éviter tel résultat, ce n'est plus la définition de la faute, qu'on conçoit. C'est la définition complète du fait juridique, qui porte le nom de délit, quasi-délit ou violation du contrat.

Par cette définition on a envisagé du même coup, tous les éléments de la responsabilité : préjudice, lien de causalité et action de l'homme non conforme aux bonnes règles de conduite.

C'est de là que vient en premier lieu la méprise sur la place et le rôle de la notion de prévisibilité.

Pour rendre une notion complète, de ce qu'on doit entendre par le terme de faute, il est vrai, qu'il faut envisager l'action de l'homme, en regard de ce qu'elle a donné comme résultats.

Pour avoir la notion pure de la faute, de l'action fautive de l'homme, on doit la séparer totalement des autres facteurs de la responsabilité.

Est-il logiquement possible d'y parvenir ?

Essayons de réduire le « *neminem laedere* » à son expression la plus simple.

Disons par exemple qu'une action de l'individu sera fautive, toutes les fois, que par cette action il a dépassé la sphère de ses droits. Par la même on a fait irruption dans la sphère des droits des autres.

On peut même admettre qu'une action peut se qualifier fautive, avant même d'avoir nui aux autres, par le simple fait, qu'on a dépassé la sphère de ses droits;

Je cours en auto à une vitesse excessive.

Je suis sorti de la sphère de mes droits et du même coup je suis entré dans la sphère des droits des autres, sans avoir encore rien causé. Je suis entré dans la sphère des droits des autres, parce que la sûreté de la circulation sur les routes publiques leur est due. Mon action est fautive. Elle est même passible d'une sanction pénale.

Un autre exemple : je fais démolir un bâtiment en pleine rue, sans prendre aucune des précautions nécessaires en ces occasions. Je n'ai encore rien causé de mal, mais je suis sorti de la sphère de mes droits. J'ai fait irruption dans la sphère des droits et intérêts des autres : le droit à circuler en toute sûreté dans la rue.

Mais remarquons bien deux choses :

1) La causalité n'y est pour rien dans la qualification fautive de l'acte ? Elle est, sans doute la considération déterminante de cette qualification. On peut courir dans le désert en pleine liberté et on peut donner à l'auto une vitesse à faire frémir. On court à 300 kms à l'heure dans l'enceinte du terrain de courses.

Si l'action est qualifiée fautive, c'est en tant et du moment qu'elle représente un danger, qu'elle présente de la causalité en puissance.

Si la loi punit un tel fait, avant d'avoir causé quelque chose de mal, elle le fait ayant en vue la causalité objective imminente.

Alors qu'est-ce qu'elle signifie cette prétention de séparer faute et causalité ?

2) En réduisant le « *neminem laedere* » comme nous l'avons fait, on a obtenu la notion d'acte fautif, avant qu'un résultat fût réalisé, à d'autres mots on a qualifié l'acte, sans le considérer en regard de son résultat.

On a obtenu le genre : la culpa. Mais il y a faute et dol. Le concept ainsi réduit ne permet pas de discerner l'espèce : le dol.

Le résultat engendré par l'acte fautif était-il prévu ? On a la notion d'intention.

Le résultat engendré par l'acte fautif était-il prévisible ? On a la notion de l'imprudence.

Pour arriver à une distinction entre faute et dol, il faut prendre le processus dans son ensemble. On doit faire intervenir les trois notions, qui sont à la base de la responsabilité civile.

Comment obtenir autrement la notion d'intention qui est distinctive entre la faute et le dol ?

Ce qu'on constate à l'analyse, c'est une interpénétration des deux notions faute et cause, qui rend impossible un concept où la séparation de l'un ou de l'autre soit totale.

II •

Que la notion de prévision et de prévisibilité tient du concept de cause, c'est un point expliqué en philosophie. L'explication est donnée par les lois psychiques générales, mieux dire par les lois psycho-physiques constantes, qui ne constituent pas des points de controverse entre les différentes écoles.

A son origine première, la notion de cause représente le rapport de l'être intelligent à l'acte qu'il a voulu.

C'est le mot grec *αἰτία*, mis en regard du mot *αἴτιος*, coupable et du mot *αἰτέω* ¹.

Ce n'est que par anthropomorphisme, en attribuant aux choses de la nature, la qualité d'agir par des volitions, qu'on est arrivé à rapporter chaque phénomène à une cause.

Plus tard ², on s'est rendu compte, de ce qu'il signifiait cet anthropomorphisme barbare et le lien de cause à effet fût conçu, non plus comme contenu dans la volonté de la cause, mais dans la nature de la cause. Cette conception nouvelle conduisit à l'identité de la cause et de l'effet, que le sujet connaissant, n'arrive à séparer, que par un pur acte intellectuel ³.

Mais c'est là une conception extrême.

Toutes les définitions de la cause sont conçues sur des no-

(1) A. LALANDE, V. phil. I, 102 : « primitivement le rapport de cause à effet paraît être celui d'un être intelligent à l'acte, qu'il a voulu et dont il est par conséquent responsable ».

(2) Ce n'est que du temps des Carthésiens.

(3) Sur l'identité ainsi conçue et la critique Rabier, Psychologie p. 355.

tions prises dans des proportions différentes de ces deux sens limites.

Par conséquent les deux tendances coexistent actuellement, l'une représentant les origines psychologiques du concept de cause, l'autre correspondant à sa valeur logique et à la direction dans laquelle il s'est développé par ses applications mécaniques.

La notion de causalité physique, mécanique, à laquelle on s'arrête généralement est exprimée d'une façon concise par Kant :

« Le concept de cause désigne une sorte particulière de synthèse consistant en ce, que à quelque chose A; quelque chose d'entièrement différent B., s'ajoute suivant une règle. »

Mais la notion primitive, celle qui gravite autour de la notion de volonté est encore seule à expliquer les rapports entre les phénomènes psychiques et les phénomènes physiques.

« Tout est géométrique, pour qui regarde le monde par le côté scientifique. Mais aussi tout est moral, pour qui le regarde du côté psychologique, qui est celui de la liberté. » ⁴.

La notion de causalité caractérisée par la volonté est désignée souvent comme la vraie conception de cause ⁵.

Le rapport d'un agent quelconque, d'un être doué d'intelligence à son action ne ressemble en rien à la détermination d'un phénomène par un autre. La théorie qui identifie la causalité des êtres doués de réflexion à la causalité mécanique et brute des choses inanimées, fait trop de violence à ce qui représente l'ordre logique et naturel.

L'erreur de Von Buri et de ses adhérents est de concevoir quant à la connexion des phénomènes, dans une matière, qui entre dans le domaine moral, une causalité mécanique, ne trouvant sa place, que dans le domaine des phénomènes du monde physique.

On ne peut pas admettre l'équivalence au point de vue causal, on ne peut pas mettre sur un pied d'égalité l'être doué de volonté et de réflexion et la chose inerte ou les forces aveugles, des éléments naturels, qu'avec le risque d'arriver aux résultats que nous avons vus.

Une conception semblable est d'autant moins acceptable en droit ou tout est échafaudé sur l'idée de volonté et de liberté.

« Le moraliste n'a que faire des mathématiques et le savant

(4) A. LALANDE, revue philosophique, 1890, t. 30, p. 225 et suiv.

(5) Sté Française de philosophie, séance 7 mai 1902, proposition Egger.

ne rencontrera jamais la liberté dans ses équations. Aussi la seule position illégitime, pour un philosophe est celle qui confond ces deux points de vue »⁶.

Il faut bien se préciser cette idée, que l'efficiencia causale des actions humaines n'est pas la même, que l'efficiencia des choses de la nature. Pour marquer la différence entre l'une et l'autre, on a proposé en philosophie comme terminologie, de désigner du nom de cause efficace la première, et de cause efficiente la seconde.

Celle qui nous intéresse en droit, c'est la conception où le lien de cause à effet est contenu dans la volonté de la cause. Au point de vue juridique, cause c'est l'être qui produit une action. Le rapport de cause à effet est par conséquent celui d'un être intelligent à l'acte qu'il a voulu et dont il est par conséquent responsable.

Sigwart⁷ auquel toute la doctrine allemande traitant notre problème se reporte, a formulé d'une manière admirable, les rapports des phénomènes psychiques internes avec les phénomènes physique du monde externe, justement en se référant aux préceptes de droit. Le rapport de causalité entre l'acte de volition et les effets qu'il engendre dans le monde externe, ne peut pas s'étendre au delà du domaine du vouloir. Strictement logique et principal, pour que la conséquence examinée, soit en rapport de causalité avec l'acte de volition, tous les éléments de la chaîne causale, jusqu'à cette conséquence, doivent avoir été appréhendés par l'agent au moment de l'acte de volition.

Le droit par un procédé factice, conventionnel, attribue à l'agent d'avoir embrassé au moment de l'acte de volition toutes les conséquences, qui d'après l'expérience commune devaient généralement s'ensuivre. Il est censé les avoir voulu; on les rapporte à son vouloir efficient⁸.

(6) « Il faut, pour que la volonté agisse, une raison suffisante, une cause. C'est la loi universelle. Mais, dans la nature inanimée, cette cause est d'essence mécanique; elle est psychologique lorsqu'il s'en va de la volonté... La pierre ne tombe pas pour tomber, mais parce qu'elle doit tomber, parce que son soutien lui est enlevé. L'homme qui agit, n'agit point parce que, mais afin que... » Ihering, *Zweck im Recht*, p. 2.

Personne n'a donné sur la recherche de la causalité dans la science du droit, domaine circonscrit dans celui de la morale, une expression plus plastique.

(7) *Der Begriff des Willens und sein Verhältniss Zum Begriff des Ursache*, S. 28-29.

(8) L'homme se croit libre : en d'autres termes, il s'emploie à diriger son activité, comme si les mouvements de sa conscience et par suite les actes, qui en dépendent pouvaient varier par l'effet de quelque chose, qui est en lui et

C'est la théorie de ce qu'on appelle la « Willenskausal-kette », la théorie causale psychologique.

L'être doué de volonté et de réflexion, soit qu'il fasse le bien, soit qu'il fasse le mal, se décide après réflexion en connaissance de cause. C'est ce qui distingue la causalité de l'homme maître de soi, de la causalité de l'insensé.

« Les actes de l'homme ne ressemblent ni à l'aveugle mouvement de la pierre, qui se précipite, ni à l'épouvante de la brebis, qui s'enfuit à l'approche du loup, mais nous sommes naturellement maîtres de notre choix et de notre conduite », enseignait des siècles avant le grand maître, le génial initiateur, que fût pour la philosophie en France, St-Thomas d'Aquin⁹.

La notion psychologique de cause réside en ceci, que pour désigner l'homme comme la cause d'un phénomène, il faut une relation de volonté entre son action propre et la conséquence survenue. La notion de prévisibilité est inhérente au concept psychologique de cause.

III

Dans l'entité juridique « *neminem laedere* », les concepts de cause et faute sont indissolublement liés et on ne peut les détacher, qu'à force d'obtenir de l'un ou de l'autre des notions fausses ou incomplètes.

Ces deux notions répondent pourtant à deux disciplines distinctes de la pensée humaine et c'est la seule séparation de contenu, qu'on peut concevoir.

L'acte de l'individu, pour qu'il devienne fait juridique, est regardé de deux points de vue différents. Il doit répondre à un postulat éthique : c'est la notion de faute. Il doit correspondre à un postulat génétique : c'est la notion de cause¹⁰.

Il est envisagé tantôt d'un point de vue statique, tantôt d'un point de vue dynamique.

Mais en faisant l'un et l'autre on ne peut pas sortir du domaine des phénomènes psychiques, on ne peut pas enfreindre les lois psycho-physiques, qu'au risque d'être conduit à l'absurde. On ne peut pas impunément traiter les rapports

que rien, non, pas même ce que lui-même est avant le dernier moment, qui procède l'action, ne prédétermine « *RENOUVIER, Science de la morale* », I. p. 2.

(9) *JOURDAIN, Philosophie de St-Thomas*, I, p. 335.

(10) *FOUILLÉE (Psychologie des idées forces)* :

« Pour être qualifié libre plutôt que non libre et surtout moral, plutôt qu'*immoral*, un acte ne peut être étranger à la catégorie de qualité. Pour être en relation avec moi, attribuable et imputable à moi, il ne peut être étranger à la catégorie de relation et surtout de relation causale ou causalité. »

de l'acte de volition avec le monde phénoménal externe, en se tenant exclusivement aux données des lois physiques et en faisant abstraction des lois impérieuses psychologiques. Nous l'avons vu, en soumettant la théorie de l'équivalence des conditions à l'épreuve des cas concrets.

La prétention que la notion de prévision au sens subjectif ou au sens objectivisé (prévisibilité), est propre au concept de faute, révèle un défaut d'analyse.

Rigoureusement vrai la notion de prévision ou de prévisibilité n'est inhérente, ni au concept de faute, ni au concept de cause. Elle est intrinsèque et inhérente à l'acte de volition lui-même en tant que phénomène psychique.

Quand on rapporte l'ensemble des faits à partir de l'acte de volition, jusqu'à la conséquence dernière considérée, à ce qu'on appelle notre conscience morale (Gewissen), c'est-à-dire à la propriété, que possède notre esprit, à porter des jugements normatifs immédiats, sur la valeur morale de certains actes individuels, la notion de prévue, inhérente à tout acte volontaire, accompli par l'être doué d'intelligence et de réflexion, rentre dans la structure du concept de faute.

Quand on veut établir le rapport causal de volonté (Willens zusammenhang), c'est-à-dire qu'on recherche si les mêmes faits, le cycle entier des circonstances à partir de l'acte de volition, jusqu'à la conséquence dernière considérée est en rapport, avec ce qu'on appelle notre conscience psychologique (Bewusstsein) — l'intuition qu'a notre esprit de ses états et de ses actes — la notion de prévision se confond presque, avec ce qu'on appelle la chaîne causale du vouloir (Willens-kausalkette).

On s'explique alors qu'on trouve la notion de prévu ou de prévisible, tantôt dans le concept de faute, tantôt dans le concept de cause, sans qu'elle soit le trait caractéristique ni de l'un, ni de l'autre.

Il y a donc erreur fondamentale et scientifique de considérer la notion de prévu et de prévisible, étrangère au concept de causalité de l'acte volontaire.

Nous constatons une chose, qui a son importance capitale. On est parti en doctrine allemande, de l'idée d'écarter totalement, dans le but très méritoire de rendre plus de technicité et de caractère scientifique au concept causal en droit, la notion subjective de prévu ou celle d'essence subjective, quoique objectivée, de prévisible. On a été séduit pour un moment, par ce qu'elle offrait comme simplicité, comme netteté, le concept de la *conditio sine qua non*. La théorie a eu son époque de beau

succès (die herrschende). Mais il a été bien éphémère. Aujourd'hui « die herrschende » c'est la théorie de la causalité objective et nous avons vu dans la première partie de cet ouvrage, ce qu'elle représente comme concept.

Que l'on procède, alors, d'une façon intuitive et empirique comme on l'a fait en jurisprudence des pays anglo-saxons et en jurisprudence française ou que l'on procède en partant des vues rigoureusement scientifiques, comme on l'a fait théoriquement plus de cinquante années en doctrine du droit des pays germaniques, on se rencontre, et la même solution est donnée au problème causal, avec la notion de prévision ou de prévisibilité à la base du concept.

La manière intuitive dont le problème causal a été traité en jurisprudence française ne lui a nui en rien, quant à la valeur scientifique des résultats obtenus, si on laisse de côté les confusions, les incartades parfois, dues non pas à un vice de principe, mais parce qu'on s'est trop remis à l'empirisme, parce qu'on manque d'un minimum d'esprit scientifique indispensable.

D'ailleurs Wundt, pour donner en essence et d'une façon concise le trait caractéristique des deux sens coexistant toujours du concept de cause, a trouvé le mot de génie : « Toute causalité psychique est intuitive, toute causalité physique est intellectuelle » ¹¹.

(11) « Alle psychische Kausalität ist eine anschauliche, alle physische Kausalität ist eine begriffliche ». Wundt, *Philosoph. Studien* Bd. 10, S. 109.

CONCLUSIONS

Nous ne nous sommes pas proposé en cet ouvrage, de présenter le plus parfait système de causalité, qu'on a conçu théoriquement et moins encore d'imaginer un système nouveau.

Tous nos efforts se sont limités à dégager de la pratique du droit les principes fondamentaux, dont on s'en sert, pour résoudre le problème causal.

La question était suffisamment pratique pour y parvenir. On l'a constaté, du nombre imposant des arrêts, que nous citons dans cette étude¹.

En même temps il était nécessaire de rechercher, si les règles pratiquées étaient en concordance, ou si au contraire elles différaient des règles traditionnelles. Notre tâche a été beaucoup facilitée à ce point de vue en constatant, que le fil nous rattachant à la tradition du très ancien droit, n'a jamais été interrompu, en ce qui concerne la pratique judiciaire.

Seule la doctrine a cause d'une regrettable confusion de notions s'en est écartée.

La confusion, on doit l'attribuer presque exclusivement à la formule ambiguë, par laquelle les auteurs du code Napoléon ont pensé exprimer la conception de Pothier, c'est-à-dire la conception traditionnelle. Ils ont exprimé malencontreusement la notion de prochain par le terme d'immédiat, et en l'associant au terme de direct ont rendu une formule, qui par son sens vague pouvait embrasser en même temps tout et presque

(1) M. le Conseiller FABRY, dans son rapport, signale l'acuité qu'a pris en jurisprudence le problème. Gaz. Trib. 916. I. 57 : La jurisprudence relative à l'art. 1382, code civil peut ici encore nous apporter quelques lumières. L'application de ce texte impose aussi la recherche d'une relation de cause à effet entre la faute et le dommage. Pour le motif que nous avons indiqué plus haut, c'est un de ceux qui ont amené, dans ces dernières années, les litiges les plus fréquents devant les tribunaux et les Cours d'appel. Il en est résulté de nombreux pourvois devant votre chambre de requêtes et votre Chambre civile..... »

Le motif, qu'il dit avoir indiqué, c'est la remarque qu'on fait généralement sur la complication de la vie sociale qui a donné aux problèmes de responsabilité civile leur importance et leur actualité : « ...développement du machinisme qui tout en multipliant les accidents, a singulièrement augmenté la complexité des questions de responsabilité civile ou pénale qu'il soulève... »

rien. En doctrine italienne, où le défaut de la formule de l'article 1151 empruntée par le code civil italien, a été ressenti dans la même mesure, on remarque justement, qu'on a eu tort, de ne pas prendre de Pothier le terme de nécessaire, qui eut été plus expressif. Certainement pour rendre le sens exact du concept de l'ancien droit, on aurait dû, lui associer la notion de « *damnum tunc et proxime secutum* » et la notion philosophique traditionnelle de cause indirecte ou occasionnelle.

Parfait ou non le concept traditionnel, que les auteurs du code Napoléon ont entendu nous rendre, dans le texte des articles 1150 et 1151 code civil, nous est imposé et juridiquement il passe avant, à tout système, fut-il le plus impeccable théoriquement.

Nous n'avons fait par conséquent dans cette étude, que préciser les notions propres de la jurisprudence, en formulant sur la base des principes, qui s'en dégagent tout naturellement, un minimum de règles constantes, dont on ne peut pas se dispenser, même dans une question où l'appréciation « *in facit* » a son importance incontestable.

En le faisant nous estimons avoir apporté, une modeste contribution à la solution du problème causal juridique et que la question se trouvera en progrès.

Le sens exact et précis de la notion de dommage direct échappait dans la généralité des cas. En doctrine on lui a donné parfois l'interprétation étroite de préjudice non médiate, qui découle directement sans l'intermédiaire d'aucune circonstance, ce qui est faux traditionnellement.

On éprouve en général un grand embarras en présence de la formule de dommage indirect. Souvent on s'incline comme en face de l'énigme².

(2) Au cours des débats sur la loi des dommages de guerre (D. 1919, IV, 55) un amendement fut proposé par un député, M. LEBRUN, pour préciser le terme de dommage direct, adopté dans l'art. 2 de la loi. Une discussion s'engagea sur la définition du dommage direct.

« Nous touchons à l'occasion de l'amendement de M. LEBRUN — déclare M. le garde des sceaux — à l'une des questions les plus délicates, qui puissent s'agiter devant les tribunaux...

Mais où la difficulté naît — et j'arrive à l'objet de l'amendement — c'est à propos du mot direct... Je distingue, dit-il, non pas au point de vue du code civil, mais au point de vue de la simple honnêteté et de l'équité... »

La définition attendue et qui eut été d'un immense intérêt, n'est pas donnée jusqu'à la fin et l'amendement fût écarté.

Nous trouvons la justification dans la réponse du rapporteur : « Je ne peux pas donner un sens précis au mot direct, puisqu'il a acquis ce sens, par une interprétation séculaire. Je ne connais que deux espèces de dommages : les dommages directs et les dommages indirects... Ce qui donne lieu à la difficulté, c'est la ligne de démarcation entre le préjudice direct et le

En jurisprudence l'interprétation étroite et erronée ci-dessus n'existe pas. Mais on y emploie parfois la formule de dommage direct, sans discerner avec précision les situations.

Dans les arrêts de la Cour suprême on trouve les notions du concept, sans qu'elle prenne jamais soin, à formuler ce concept d'une façon principale.

C'est de cela que viennent les incertitudes, les tâtonnements et quelquefois l'obscurité totale³. Le concept existait intuitive-ment, mais on n'en avait tracé aucune règle générale. Ces règles ne pouvaient être dégagées que de l'ensemble des arrêts classés et coordonnés méthodiquement.

Vu, le Président,
Maurice PICARD.

Vu, le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
L. CHARLÉTY.

préjudice indirect, qui est extrêmement délicate à tracer et c'est précisément pourquoi je citais ces exemples et je les mettais sous le patronage d'un éminent professeur de la faculté de droit de Paris, qui à propos de chacun d'eux répondait : la jurisprudence répondait que c'était un dommage indirect; elle aurait tout aussi bien jugé, que c'est un dommage direct..... »

(3) André ROUAST, note sous Cas, civ. 18 oct. 1926 — D. 927. I. 101.

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDRY et WAHL. Contrat de louage.
 BAUDRY et BARDE. Des obligations.
 BIRKMAYER. Rectoratsrede.
 VON BURI. Ueber Kausalität und strafrechtliche Beziehungen.
 CHIRONI. Colpa extra-contrattuale.
 Pierre DUPUICH. L'assurance vie.
 DEMOLOMBE. Traité des contrats ou des obligations conventionnelles.
 DUMOULIN Ch. Tractatus universi juris. — D. Gasparis Cabalini. De eo quo d'intérest.
 ENDEMANN. Einführung in das Studium des B. G. B. Bd. I. 1903.
 FROMMAGEOT. De la faute comme source de responsabilité en droit.
 GUÉX. La relation de causalité en matière de responsabilité civile, thèse, Lausanne, 1904.
 GÉRARD. Les torts ou délits civils en droit anglais.
 GABBA. Nuove questioni.
 Giorgio GIORGI. Teoria delle obbligazioni.
 A. HORN. Kausalitäts und Wirkensbegriff, dessen empirische Feststellung und criminalistische Bedeutung Gerichtsaal, 1897, Bd. 54.
 HUDELLOT et METMAN. Des obligations.
 Charles JOURDAIN. La philosophie de St-Thomas.
 JENKS. Digeste.
 KOHLER. Studien aus dem Strafrecht.
 VON KRIES. Ueber den Begriff der objektiven Möglichkeit (Vierteljahrschrift für wissenschaftliche philosophie, 1888, Bd. 12).
 VON KRIES. Ueber die Begriffe der Wahrscheinlichkeit und Möglichkeit und ihre Bedeutung im Strafrecht (Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft, 1889, Bd. 9).
 KRUCKMANN. Jahrbuch dogmatik, 55, S. I. Verschuldесаufrechnung, Gefährdungsaufrechnung und Deliktsfähigkeit.
 LIEPMANN. Einleitung in das Strafrecht.
 LAURENT. Principes de droit civil, tome 16 et 20.
 VON LISZT. Traité de droit pénal.
 LAROMBIÈRE. Des obligations.
 Ernst MAYER. Die Kausalzusammenhang zwischen Handlung und Erfolg im Strafrecht.
 MAYNZ. Cours de droit romain.
 MARTEAU. Notion de causalité en matière de responsabilité.
 MÜLLER. Das Kausalitätsproblem im Strafrecht Gerichtsaal, 1895, Bd. 50.
 J. ST. MILL. A system of Logic, ratiocinative and inductive.
 OSER. Obligationenrecht.
 ORTMANN. Zur Lehre des Kausalzusammenhangs Goltdammers Archiv, 1875, Bd. 13 et 1876, Bd. 15.

- POTHIER. Traité des obligations (éd. Bugnet).
RADOUANT. Cas fortuit.
RIPERT. La règle morale dans le droit.
RIPERT. Droit maritime, tome III.
ROUBEN DE COUDER. Dictionnaire de droit commercial.
RUMELIN. Der Zufall im Recht.
RIPERT G. Revue critique, 1909 et 1911.
SOURDAT. Traité général de la responsabilité civile.
Adrien SACHET. Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail.
SIGWART. Logik 2 Bde.
THYREN. Bemerkungen zu den Kriminalistischen Kausalitätstheorie.
TRAEGER. Der Kausalbegriff im Straf und Civilrecht, Marburg, 1929.
THON. Die Begriff der Verursachung.
THALER et RIPERT. Droit commercial.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION. Le rôle du réquisit causal dans la technique de la responsabilité civile	5
--	---

PREMIERE PARTIE

<i>Examen théorique de la question. — Doctrine du problème causal dans les pays de droit germanique</i>	13
---	----

TITRE I. Les théories de l'équivalence des conditions.

CHAPITRE I. Théorie de Von Buri	16
---------------------------------------	----

CHAPITRE II. L'insuffisance de la théorie de l'équivalence	25
--	----

<i>TITRE II. La nécessité d'un classement des conditions</i>	40
--	----

CHAPITRE I. Essais d'un classement des conditions d'après leur vertu causale concrète	42
---	----

<i>Section 1. Distinction des conditions d'un point de vue qualificatif</i>	45
---	----

<i>Section 2. Distinction entre les conditions sur une base quantitative</i>	51
--	----

<i>Section 3. Théorie d'un classement chronologique</i>	53
---	----

CHAPITRE II. Théories de la causalité adéquate.	
---	--

<i>Section 1. Théories de Von Kries</i>	56
---	----

<i>Section 2. Systèmes prenant comme base la conception de Von Kries</i>	63
--	----

CHAPITRE III. Considérations générales	71
--	----

DEUXIEME PARTIE

<i>L'examen de la question dans les pays, qui font emploi de la notion de dommage direct.</i>	
---	--

TITRE I. Doctrine française.

CHAPITRE I. L'état des textes de loi	75
--	----

CHAPITRE II. Doctrine.	
------------------------	--

<i>Section 1. Doctrine postérieure au code</i>	78
--	----

Section 2. La doctrine de Pothier.

§ 1. Responsabilité du débiteur de mauvaise foi	86
---	----

§ 2. Responsabilité du débiteur de bonne foi	103
--	-----

TITRE II. La notion de dommage en droit comparé.

CHAPITRE I. Le droit italien	110
------------------------------------	-----

CHAPITRE II. Le droit anglais	113
-------------------------------------	-----

TITRE III. La jurisprudence française en matière de responsabilité contractuelle.

CHAPITRE I. Le droit de contrôle de la cour de cassation	116
--	-----

CHAPITRE II. La conception jurisprudentielle du dommage direct.	
---	--

Section 1. Le sens du terme immédiat	119
--	-----

Section 2. L'insuffisance du raisonnement de la condition sine qua non	121
--	-----

Section 3. Relation nécessaire	
--------------------------------------	--

TROISIEME PARTIE

*Le problème causal en matière de responsabilité extra-contractuelle.
Droit français. — Doctrine et jurisprudence.*

CHAPITRE I. La nécessité d'une règle (Doctrine)	134
---	-----

CHAPITRE II. Jurisprudence sur la nécessité d'une règle constante (Le problème causal, point de droit ou de fait ?)	137
--	-----

CHAPITRE III. L'art. 1151 code civil, règle de droit commun.	
--	--

Section 1. Doctrine	149
---------------------------	-----

Section 2. Jurisprudence	160
--------------------------------	-----

CHAPITRE IV. La théorie du dommage direct de la jurisprudence en matière de responsabilité délictuelle.	
--	--

Section 1. L'équivoque de la formule	185
--	-----

Section 2. Théorie de la conditio sine qua non	186
--	-----

Section 3. Jurisprudence accidents de travail	194
---	-----

Section 4. Jurisprudence générale	210
---	-----

§ 1. Formule générale	211
-----------------------------	-----

§ 2. Détermination du rapport occasion causale par l'opposition faite entre cause efficiente et occasion	222
--	-----

§ 3. La notion de cause déterminante	228
--	-----

§ 4. La formule de préjudice direct porté à un droit acquis et actuel	230
---	-----

§ 5. La notion de suite nécessaire	234
--	-----

Section 5. Considérations générales	239
---	-----

CHAPITRE V. Le départ entre le réquisit faute et le réquisit causalité	245
--	-----

CONCLUSIONS	253
-------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	256
---------------------	-----

ERRATA	260
--------------	-----

